

JÚRI —

a Soberania

dos Veredictos

ANA VALDEREZ A. N. DE ALENCAR

*Orientadora de Pesquisas Legislativas
Diretoria de Informação Legislativa*

1. O Júri — dados históricos
2. O Júri na legislação brasileira
3. Temas da polémica em torno do tema do Júri no campo internacional
4. O Júri visto pelos juristas, no Brasil, quanto à Emenda Constitucional n.º 1/69
5. O Júri e a jurisprudência
6. O Projeto n.º 2.078/69 e o debate sobre o Júri

*Publicado em: Anuário de Direito das Nações Modernas, vol. 1, n.º 1, p. 1-10, 1970. Tradução de: *Journal of Comparative Law and Jurisprudence*, vol. 1, n.º 1, p. 1-10, 1970.*

REV. BRAS. D. 1970

1 — O Júri — dados históricos

Historiadores há que encontram na Antiguidade vestígios do Júri moderno. Seriam os "heliastes" gregos os primeiros jurados: "citoyens jugeant en plein air et au soleil, comme leur nom l'indique, les héliastes, réunis sous la présidence d'un magistrat de métier, décidaient du droit aussi bien que du fait...". Encontra-se, igualmente, parentesco entre o Júri de hoje e os *Judices jurati* da antiga Roma. Mas, ANDRÉ TOULEMON, que assim estuda as origens do instituto, estabelece, citando Ferri, as diferenças entre o Júri romano e o Júri moderno, atendo-se, entre outros fatos, àquele da escolha dos jurados, pelo Pretor, dentre os membros de uma classe "investue du privilège de la judicature...". (1)

As verdadeiras origens do Júri, entretanto, datam do século IX, a partir dos reis carolíngios, quando grupos de vizinhos (*groups of desinterested neighbours*) (2) — os jurados da época — eram chamados a fazer, sob juramento, declarações destinadas a fixar direitos reais.

Esboçada, assim, em terras da França, a instituição, ainda embrionária, é adotada na Normandia, passando dali à Inglaterra, face à conquista normanda de 1066. É, porém, a Magna Carta de João Sem-Terra (19 de junho de 1215) que empresta nitidez àquele esboço dos Francos, dando-lhe corpo e características inconfundíveis, nos termos do art. 48, que assegura ao acusado a prerrogativa de ser julgado por seus pares homens livres de

sua mesma classe e condição. (2) Aí está o cerne do Júri, tal como hoje o temos.

A *Revue Internationale de Droit Comparé*, em artigo sob o tema "Juges professionnels et élément populaire", (3) da autoria do jurista BOGUSLAW LESNODORSKI — Deão da Faculdade de Direito de Varsóvia —, oferece com riqueza de detalhes o processo de integração do Tribunal Popular nos diversos países do mundo, fazendo, inclusive, referência ao Brasil.

Apresentamos do citado trabalho a exposição pertinente ao assunto:

"La participation d'éléments populaires à l'administration de la justice était fortement proclamée sur le continent par les doctrines du siècle des lumières. (4) Elle était revendiquée avec éclat par Montesquieu, Beccaria, Filangieri. En Pologne, la participation de la noblesse aux cours de justice — et c'était une participation d'importance décisive — avait été érigée en principe beaucoup plus tôt. Dans les autres pays, on attaquait l'absolutisme et son instrument, le tribunal professionnel, on revendiquait un système où la justice serait administrée par des citoyens "égaux" à l'inculpé, on demandait des modifications de procédure de grande portée: abolition de la théorie des preuves légales, institution de l'égalité des parties, audiences publiques, orales, admission de la "voix du peuple", ce qui s'exprimait entre autres par le principe qu'un jury doit rendre des verdicts non motivés, le peuple n'est pas tenu de se justifier. (5) Avec la Révolution française et les mouvements révolutionnaires qui ont bouleversé les autres pays, c'est l'époque du rapide développement d'institutions telles que justices de paix, tribunaux de commerce (existant d'ailleurs beaucoup plus tôt), de travail (dont les premiers furent les conseils de prud'hommes en France en 1808), cours d'assises. (6) Siéyès, Bergasse ("seul le jury criminel peut réconcilier l'humanité avec la justice, la liberté avec la loi"), Goupil de Prefeln (l'institution des jurys n'aurait pas été importée d'Angleterre, elle est propre au génie français), Robespierre ont développé les revendications formulées au cours de la Révolution. Le jury fut institué en France en 1791 avec les modifications qui devaient influencer sur l'évolution ultérieure de cette institution sur le continent (suppression du grand jury etc.). Elle fut développée dans les années 1793-1795, où elle fut associée, à Paris, au Tribunal révolutionnaire. Tout d'abord combattue par Napoléon, elle se stabilisa dans toute la France à la suite des représentations

du Conseil d'Etat sous le Consulat, et surtout sous l'Empire (1810-1811). Elle fut implantée (non sans résistance, en Belgique et en Italie) ou proposée (Duché de Varsovie) dans les pays qui se trouvaient dans l'orbite du grand Empire. Mais le système autoritaire napoléonien contribua à placer le jury sous une grande dépendance par rapport à l'administration politique, et cela du fait de l'établissement des listes de jurés et du rôle actif du président du tribunal.

La période allant du commencement du XIX^e siècle aux bouleversements révolutionnaires des années 1830 et 1840, se caractérisa en Europe par une tendance accrue à introduire l'élément populaire dans les cours de justice. Outre les considérations d'ordre idéologique et politique, qui jouèrent un rôle prépondérant, cette évolution fut favorisée par la critique fameuse des anciens tribunaux, faite par les juristes eux-mêmes. On réclamait en particulier l'établissement du jury, considéré comme une garantie importante de la liberté et du progrès.

Ce fut le cas de l'Espagne à partir de 1822, comme d'une grande partie des pays allemands (depuis le Wurtemberg et le Hanovre), (7) de la Belgique à partir de la révolution de 1830, (8) de la Hongrie dans l'année héroïque de 1848. (9) Les discussions juridiques et de presse déclenchées en Allemagne jouèrent un rôle de portée européenne. C'est la science allemande qui peut se prévaloir, à l'époque, des plus grands succès (A. Feuerbach et, surtout, J.C. Mittermaier). A l'époque des mouvements révolutionnaires de 1848, les jurys avancèrent au rang d'un des facteurs fondamentaux du libéralisme bourgeois. Il s'agissait surtout de leur confier les affaires politiques, dont celles relatives à la presse. (10)

Citons l'introduction de Victor Hugo, assez peu connue, faite pour "Paris-Guide", imprimé à l'occasion de l'Exposition Internationale de 1867, où il va faire l'histoire brève de Paris, mais parle de l'avenir aussi, et cela nous vaut cette utopie européenne, qu'on a préférée dans cette édition à tout autre texte de Hugo: "Au vingtième siècle, il y aura une nation extraordinaire...". Quant à la justice, "elle aura pour l'autorité à peu près le respect que nous avons pour l'orthodoxie; un procès de presse lui semblera ce que nous semblerait un procès d'hérésie; elle admettra la vindicte contre les écrivains juste comme nous admettons la vindicte contre les astronomes... E pur si muove,

loin d'être sa peur, sera sa joie. Elle aura la suprême justice de la bonté. Elle sera pudique et indignée devant les barbaries... Chez cette nation, la pénalité fendra et décroîtra dans l'instruction grandissante comme la glace au soleil levant". (11)

Mais revenons à la réalité des choses. En Italie, les jurys furent implantés en 1848-1849 dans le Royaume de Sardaigne, et dans le pays tout entier en 1859-1874. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'élément populaire participant à l'administration de la justice, modéré par les juges de carrière, devint en général partie intégrante du concept fameux "*Der Rechtsstaat*". (12)

Une attention particulière doit être accordée aux solutions différentes adoptées dans des pays même voisins: elles étaient dues aux traditions générales et juridiques différentes, et à une évolution socio-économique autre. C'est ainsi que l'on doit comprendre les différences existantes entre la jurisprudence de la Belgique et celle des Pays-Bas. Les juristes belges se rangeaient depuis la révolution de 1830 parmi les partisans les plus zélés de la participation des juges populaires à l'administration de la justice. Aux Pays-Bas, il était et reste de règle que les juges de carrière composent les cours de justice ainsi que les tribunaux de commerce. (13)

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, en Allemagne, surtout à l'époque de la grande codification du droit et de la procédure pénale dans les années 1875-1879, et dans d'autres pays ont commencé à se multiplier les griefs avancés au premier plan contre les jurys. De nombreuses raisons socialement évidentes ou d'une valeur pratique témoignaient en faveur de la participation d'un élément populaire aux justices de paix et aux tribunaux de travail naissants. (14) Quant aux jurys, on dénonçait de plus en plus souvent leur ignorance et leur dilettantisme, on leur reprochait de se laisser influencer par des pressions locales et collectives, par la presse et l'opinion publique, de se laisser guider par des sentiments changeants; on considérait cette institution, née dans de petits groupes sociaux, comme dépassée par le progrès de la vie socio-économique, de la civilisation, de la science juridique et d'autres sciences sociales, comme n'étant plus adaptée aux besoins de la jurisprudence.

On soulignait dans ces discussions et critiques que les juges populaires devenaient inutiles dans "l'état de droit" lorsque

l'indépendance des juges professionnels dans l'exercice de leur fonction était efficacement garantie. Les adversaires de cette thèse démontraient qu'en réalité ce n'était souvent qu'une fiction.

Les partisans de la participation d'éléments populaires dans l'organisation judiciaire, surtout des jurys, démontraient en général qu'indépendamment de leurs lacunes, ceux-ci contribuent à atténuer les vicissitudes du positivisme juridique, le formalisme et la routine (rappelons la déclaration mémorable de R. Inering), (15) et à garantir aux tribunaux une réelle indépendance. Ils constataient également que toutes les lacunes découlaient d'une source, notamment le manque d'une instruction et d'une culture suffisantes, ce qui évidemment peut et doit changer, ou, pénétrant plus avant, ils voyaient le mal dans l'ordre vicieux des rapports politiques et sociaux.

En Autriche, après un bref essai en 1848, les jurys furent introduits en 1873, mais bientôt on commença à avancer des projets de réforme, y compris même leur suppression. (16) Outre l'institution des *Schwurgerichte* (trois juges de carrière et douze jurés), on créa en Allemagne, à commencer par Hambourg, des *Schoffengerichte*. On commença à limiter les compétences des jurys. (17) En 1864, l'institution des juges de paix et des jurys fut introduite en Russie, mais, après les premiers procès faits dans un esprit libéral, on se hâta de dépouiller le jury des compétences fondamentales en matière politique. (18) En Pologne, dans la partie russe, les jurys ne furent pas introduits. Le Quatrième Congrès des Juristes Polonais, organisé à Cracovie en 1906, qui se tenait dans l'atmosphère de la révolution en Russie et dans le Royaume de Pologne, demandait une démocratisation des tribunaux dans tous les territoires polonais. (19)

Il serait intéressant d'étudier les transformations et l'évolution de l'organisation judiciaire dans les pays d'Amérique Latine. Le système des jurys fut le plus développé, en ce qui concerne ce groupe de pays, au Mexique (1917) et au Brésil (d'après la loi de 1938 en particulier). Cette institution a été adoptée dans plusieurs pays d'Amérique Latine et s'y est maintenue plus ou moins longtemps, mais elle n'a jamais été très appréciée sur ce continent. (20)

Il serait non moins intéressant d'examiner l'organisation des cours de justice au Japon après 1875, en la confrontant avec

la pratique réelle. Se pose ici le problème passionnant du contact de civilisations différentes, de la réception du droit et de leurs fonctions et limites. Se modelant sur la France, on y introduisit l'institution des juges de paix. Dans le cadre de la démocratisation du pays, l'institution des jurys fut introduite au Japon par la loi de 1923, entrée en vigueur en 1928. Cette fois, on s'était inspiré du modèle anglais. Cependant le régime autoritaire du pays aboutit à la suspension de cette institution en 1943 et elle est restée suspendue jusqu'à nos jours. Dans les années trente l'institution du jury fut introduite en Chine républicaine, mais il semble qu'elle n'ait existé que sur le papier. (21) Après 1918 coïncidèrent dans le temps, parfois même dans un même pays, diverses tendances. Ainsi, en Allemagne — compte tenu des critiques antérieures — les cours d'assises considérées comme une "importation française" et "un corps étranger", furent remplacées en 1924 par les *grosse Schöffengerichte* (trois juges de carrière et six échevins). En Suisse, seulement les cantons de Zurich (grâce sans doute à l'illustre école de droit pénal du Professeur M.F. Pfenniger) et de Genève, maintinrent jusqu'à nos jours le type "pur de cour d'assises, les autres cantons instituèrent les *Schöffengerichte*, tout en leur conservant l'appellation traditionnelle (*Schwurgerichte*). (22)

L'un des auteurs de la Constitution autrichienne de 1920, qui, tout comme la Constitution de la Pologne restaurée de 1921, garantissait l'existence des jurys, Hans Kelsen, avança quelques années plus tard la thèse que l'institution des "douze seigneurs" ne peut représenter la vraie démocratie, qui, pour son développement, exige des organes qualifiés, spécialisés. (23)

Au Congrès International de Droit Pénal de Palerme, en 1933, se sont affrontées deux conceptions. Les idées étaient également partagées en Pologne. Ainsi, les trois rapporteurs polonais représentaient trois tendances: le maintien des cours d'assises en tant qu'institutions démocratiques, contribuant à l'indépendance des tribunaux, surtout dans les affaires politiques (S. Glaser, actuellement professeur aux Universités de Liège et de Louvain), (24) la suppression de cette institution, accompagnée d'une garantie réelle de l'indépendance des juges de carrière (A. Mogilnicki), le rejet complet de cette institution considérée comme dépassée, sans revendiquer en même temps des garan-

ties spéciales d'indépendance pour les juges (E.S. Rappaport). (25) Le congrès se prononça à la manière du jugement de Salomon: maintenir les cours d'assises là où elles incarnaient la tradition, introduire les échevinages dans les autres pays. (26) Les jurys furent de nouveau l'objet de violentes attaques la même année au Congrès des Juristes des Pays Slaves, à Bratislava. (27)

En même temps prenaient le dessus dans d'assez nombreux pays d'autres tendances souvent, disons, technicistes, mais en général nettement antilibérales, voire fascistes. Cette situation entraîna plus particulièrement la limitation de la compétence et du rôle des jurys, ou leur disparition avec, en même temps, l'élimination des autres formes de participation des juges populaires à l'administration de la justice et dans l'ensemble des pouvoirs de l'État (Hongrie, Espagne, Bulgarie, Yougoslavie, Autriche, en 1934, où, sous le nom de *Schwurgerichte*, furent introduits les *grosse Schöffengerichte*, composés de trois juges de carrière et trois échevins, ce qui assurait la suprématie aux premiers). En Italie, la lutte des belles traditions de la science juridique contre les tendances fascistes se solda dans les années 1931-35 par la création des échevinages (le tribunal et cinq *assessori*). (28) L'Allemagne des nazis abusa à l'encontre des tribunaux, tout comme dans les autres domaines, du terme "populaires" pour qualifier les magistratures qui leur restaient entièrement subordonnées, et, le 1er septembre 1939, élimina entièrement des tribunaux l'élément populaire laïque. C'était une des nombreuses manifestations du mépris de la loi dans laquelle s'enfonçait le régime du III^e Reich.

En Pologne, en Tchécoslovaquie, fortes étaient les traditions qui accentuaient le rôle des éléments populaires dans les tribunaux; aussi, dans les premières années qui suivirent 1918, des garanties constitutionnelles leur assurèrent-elles une large place dans ces pays. (29) Par la suite, les tendances mentionnées s'y manifestèrent également pour des raisons soit matérielles, soit antilibérales (comme en matière de presse) qui imposèrent des restrictions surtout à l'institution des jurys. La loi de 1928 sur l'organisation des cours de justice institua, il est vrai, les jurys sur tout le territoire de l'État polonais, suivant en cela la Constitution de 1921. Toutefois, en pratique, ils n'existerent que dans l'ancien domaine polo-

nais de l'Autriche. Ils furent abolis dans toute la Pologne en 1938. (30)

Ajoutons qu'en même temps dans certaines institutions judiciaires, comme les tribunaux des assurances sociales, est apparue la tentative d'introduire un représentant de l'État, qui n'était par principe ni juge professionnel ni juge populaire. En France, en Allemagne, et plus tard en Pologne, laquelle a suivi l'exemple de ces deux pays, a été créée la fonction de représentant de l'intérêt public (commissaire du Gouvernement, *Kommissar zur Wahrnehmung des öffentlichen Interesses*), institution intéressante du point de vue de nouvelles constructions juridiques, mais qu'on ne peut pas confondre avec le facteur populaire.

Et enfin, à partir de 1945, dans la plupart des États furent adoptés les principes suivants: retour aux institutions antérieures à l'ère fasciste (République Fédérale d'Allemagne, Autriche), établissement de jurys et d'échevinages, suivant ce qu'ils avaient à connaître (par exemple, l'Italie), (31) ou association dans une même institution de l'élément du jury et de l'élément de l'échevinage dans les cours d'assises réformées, où le tribunal et le jury décident ensemble de la culpabilité et de la peine et où le président du tribunal assume un rôle directeur (France). (32) Parmi les phénomènes généraux se range l'abandon du nombre "classique" de douze jurés, la diminution tant du nombre des jurés que de celui des échevins (assesseurs populaires) dans les tribunaux en question.

Aux États-Unis d'Amérique prédomine avec des variantes dans l'organisation judiciaire fédérale et des États, le type en principe primaire des jurys anglais du XVII^e siècle qui, pour les colonies, constituait au XVIII^e siècle un précieux instrument de lutte contre la Couronne, puis un important facteur d'édification du nouvel État fédéral et de sa démocratie. Les cinquième et sixième Amendements à la Constitution des États-Unis ont confirmé les principes constitutionnels des jurys, le grand jury compris. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, indépendamment des modifications apportées à la législation fédérale et introduites dans la pratique, entre autres sous une certaine influence française, ont commencé à se manifester d'une manière de plus en plus aiguë les contradictions entre la vieille institution des XVII^e-XVIII^e siècles, et les nouveaux besoins et les formes jeunes d'une socié-

té en voie de passer rapidement du stade agraire et de la *frontier society* à la *société industrielle avec sa civilisation si dynamique, technique et urbaine*. (33).

Là, comme dans les autres pays — si ce n'est que ce fut probablement bien plus tôt —, la rapide montée démographique a également commencé à jouer son rôle. Or, les deux institutions, des justices de paix et des jurys, étaient issues des rapports de voisinage dans le cadre des petites agglomérations et leur étaient adaptées. Les juristes, les hommes politiques, les écrivains américains (W. Faulkner) indiquent de plus en plus souvent ces contradictions, ainsi que les collisions qui se produisent entre la défense des droits et des intérêts de l'individu et de toute la démocratie, et les abus provoqués par l'action des différents groupes sociaux, groupes de pression. (34)

Parmi ces abus figure le droit, exploité à outrance, de récuser les jurés peu dociles par les représentants des parties. On insiste aussi sur la durée et les frais de la procédure. Néanmoins d'autres opinions défendent l'institution de l'élément populaire dans l'organisation judiciaire américaine, en y voyant une manifestation véritable de la démocratie.

Focalizando, a seguir, as modificações por que passaram as instituições jurídicas dos países em processo de desenvolvimento, comenta o jurista:

"La continuation ou la reconstruction de l'organisation judiciaire des pays d'Afrique et d'Asie libérés du colonialisme et cherchant des voies originales d'édification de l'État, le passage des tribunaux tribaux aux cours de justice modernes constituent un problème à part, extrêmement intéressant. Il faut évidemment distinguer diverses aires de traditions, d'influences et d'orientations actuelles. L'implantation, autrefois, avec diverses mutations, des systèmes européens dans les possessions anglaises (Inde) ou françaises était considérée dans les métropoles comme un succès de la civilisation. Cependant, le fait que certaines institutions (par exemple, les jurys en Inde), n'ont subsisté que partiellement, et que l'on constate une tendance à opposer le droit africain au droit européen, témoigne qu'elles sont assez souvent en contradiction avec les traditions locales et les besoins, le monde des idées et, pour aller plus avant, l'aire donnée de civilisation.

En principe, les institutions juridiques d'Afrique dans les anciens territoires anglais et français ont tendance à subsister. (35) C'est le cas, par exemple, du Ghana, où se maintient la présence de juges "laïcs" dans les tribunaux locaux, d'assesseurs, de juges populaires qui connaissent le droit local ou coutumier, et du jury pour les affaires dans lesquelles peut être requise la peine de mort. (36) On connaît aussi des tentatives visant à associer certaines institutions locales aux institutions qui ont fait leurs preuves en Europe ou aux États-Unis, ce qui témoigne de quelque chose de plus profond, notamment du contact des diverses civilisations, et, évidemment, d'influences. Il en est ainsi dans l'organisation malgache en voie de développement, (37) du Sénégal, du Mali, du Dahomey (par exemple, les tribunaux de conciliation), du Cameroun, en République de Somalie. La Constitution de ce dernier pays, rédigée par des experts de l'ONU, établit l'institution ancienne des assesseurs, experts en droit coutumier (ceci rappelle les tribunaux de l'Europe médiévale), et crée les cours d'assises, qui doivent être une des formes de la participation de la société au pouvoir d'État et l'expression de la souveraineté de la nation.

Les pays où dominent les influences de l'Islam constituent un cas particulier. La règle dans ces pays c'est l'institution du juge unique (le *cadi*), qui tire ses origines encore du système de droit de Byzance. Ce juge unique peut être assisté par des conseils. (38)

Les régimes des pays en voie de développement sont multiples, divers, souvent contradictoires. Ils constituent un ensemble où se mêlent le passé et le présent, des institutions héritées des siècles et des notions empruntées à des civilisations radicalement différentes. Le coup d'œil jeté sur les institutions judiciaires confirme le besoin, suivant l'exemple des économistes, de la formation d'une théorie plus nuancée de la croissance socio-politique."

Agora faz o Deão Lesnodorski referência à evolução da organização judiciária socialista, e traz à baila os nomes dos primeiros tribunais criados, na U.R.S.S., ao tempo da Revolução de 1917:

"... tribunal de la conscience publique, tribunal révolutionnaire provisoire, tribunal public, tribunal populaire.

E aponta os princípios implantados pelos primeiros decretos sobre a matéria, editados em novembro de 1917 e março de 1918:

"... l'élection de tous les juges par les citoyens (rappelons cependant que ce principe apparaît aussi aux États-Unis ou en Suisse), l'association aux cours de justice de première instance du juge de carrière, qui préside, et des assesseurs populaires, la création de nouvelles formes de procédure qui déchargent l'audience de l'excès de formalisme et rapprochent le tribunal de la nation (par exemple, audiences tenues dans les usines).

....."

Considera, então, as mutações sofridas por tais princípios, a partir de 1944/1945, em face dos mais diversos fatores, tais como contingências locais, as tradições de cada nação, tipos de civilização etc.:

"Ainsi, le principe de l'élection de tous les juges, donc aussi des juges de carrière, s'exprime, au cours de l'évolution — et encore aujourd'hui — sous diverses formes: leur élection soit au scrutin direct et universel (outre l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie), soit par les organes suprêmes de l'État et les conseils provinciaux du peuple (dans la plupart des pays). (39)

Le principe du tribunal comprenant des assesseurs populaires, qui juge en première instance, s'exprime dans sa composition: un juge de carrière et deux assesseurs populaires. Les limitations de compétences portent, par exemple, en Pologne, sur une partie assez essentielle des affaires civiles, sauf que ce tribunal connaît de toutes les affaires relevant du droit de la famille etc. La répartition des fonctions et sa technique posent aussi certains problèmes. Les autres affaires civiles sont souvent soumises au juge de carrière du tribunal de première instance, qui statue seul. (40)

Les juges de carrière et les assesseurs populaires ont des droits et des obligations égaux. Le processus d'uniformisation progressive de leurs attitudes et de leur comportement est favorisé par le perfectionnement des connaissances juridiques des assesseurs populaires au cours de l'exercice de leurs fonctions, ainsi que par le rôle des instances supérieures où seuls les juges de carrière sont admis à statuer, et surtout de la Cour Suprême. Les Chambres de cette Cour adoptent en sessions plénières des

sentences et des directives qui engagent les instances inférieures."

O mesmo autor constata ainda, na área dos países socialistas e dentro desse processo evolutivo da organização judiciária, a existência de um fenômeno:

"consistant à remplacer ou à compléter les organes de l'État dans certains domaines de l'administration de la justice, par:

a) des commissions d'arbitrage pour les rapports de travail dans les usines, avec participation des syndicats professionnels qui y jouent un rôle directeur;

b) des comités sociaux de conciliation. Ceux-ci, dans des réunions dans l'établissement de travail, ou dans les blocs d'habitation, tranchent les différends surgissant entre travailleurs ou entre voisins, en associant intimement à l'éthique sociale, civique, non seulement les normes juridiques, mais surtout le sens de la loi. Ces sortes de "cours de justice" nouvelles peuvent appliquer certaines sanctions (U.R.S.S.) et être traitées comme prenant part au pouvoir de l'État (Hongrie), ou elles ne disposent pas de sanctions et sont traitées comme des organes distincts du pouvoir d'État; dans ce cas, elles s'en réfèrent à l'opinion publique et, partant, influent sur elle.

Finalmente, apresenta o jurista como a mais recente forma da participação de elementos populares nos tribunais aquela existente no Código de Processo Civil polonês, datado de 1964:

"Dans celui-ci apparaissent la présence de représentants des syndicats et des autres associations sociales auprès du citoyen, qui cherche la réalisation de ses droits, ainsi que des dépositions concernant le rôle *sui generis* des experts sociaux." (41)

2 — O Júri na legislação brasileira

Visto o Júri no cenário internacional, através da exposição do jurista polonês, encaremos o assunto relativamente ao Brasil.

A matéria constitui tema intensamente debatido, dissecado mesmo, sob todos os aspectos, por grandes penalistas de todo o mundo. Ater-nos-emos, portanto, ao Júri dentro da legislação brasileira, apontando-lhe as alterações ocorridas a contar da Lei de 18 de junho de 1822; e, face às contravérsias, atualmente levantadas em torno da

soberania do Tribunal Popular, o encareremos, também, sob esse aspecto.

Como a Espanha, que, de início, restringiu a atuação do Júri ao âmbito dos delitos eleitorais (Leis de 22 de outubro de 1820 e 12 de fevereiro de 1822), o Brasil consubstanciou-o na Lei de 18 de junho de 1822, (42) tendo em vista, exclusivamente, os crimes de imprensa, ou seja, o julgamento dos *escriptos abusivos*.

O diploma legal institui o tribunal leigo, integrado por 24 cidadãos escolhidos "de entre os homens bons, honrados, inteligentes e patriotas", estabelecendo que "os réus só poderão apelar do julgado" para a Real Clemência do Príncipe-Regente. (42)

Em 1823, a Assembléa-Geral, Constituinte e Legislativa do Império do Brasil vota a Carta de Lei de 2 de outubro, (43) sancionada pelo Decreto de 22 de novembro do mesmo ano, (44) considerado, aliás, nossa segunda lei de imprensa; eis que, adotando o critério do diploma anterior, restringe ao julgamento dos crimes de imprensa a competência do Tribunal do Júri. (43)

A Carta de Lei de 2 de outubro, após especificar os delitos de imprensa e estabelecer as penas correspondentes, trata do processo e julgamento de tais delitos, cuja qualificação, na conformidade do art. 19, "pertence aos Conselhos de Juizes de Fato". (43)

A Constituição do Império (25 de março de 1824) integra o Júri na composição do Poder Judiciário, de acôrdo com o art. 151:

"O Poder Judicial é independente e será composto de juizes e jurados, os quais terão lugar, assim no cível como no crime, nos casos e pelo modo que os códigos determinarem."

Em face do art. 151, é oportuno que nos reportemos ao comentário de João Barbalho, (45) endereçado às decisões do Júri em matéria cível:

"Apesar de estabelecido também para o julgamento de questões civis (Const. Imp., art. cit.), estas continuam a ser decididas sem êle, conforme a legislação a que se refere a Lei de 20 de outubro de 1823."

A capacidade atribuída aos jurados de decidir, quanto à matéria de fato, está contida nos termos do art. 152:

"Os jurados se pronunciam sobre o fato, e os juizes aplicam a lei."

O Tribunal do Júri reúne-se pela primeira vez, no Rio de Janeiro, para julgar o crime de injúrias impressas, a 25 de junho

de 1825, três meses, portanto, após a promulgação da Carta do Império. (46)

Em 1830, com o diploma legal de 20 de setembro, a instituição do Júri aparece com características definidas, ou melhor, recebe "organização mais específica", segundo observa José FREDERICO MARQUES, (47) reportando-se a Athos Veloso.

A lei prescreve o "Jury da Accusação" e o "Jury de Julgação", nos Títulos IV e V, respectivamente. (48) Nas Disposições Gerais, prevê a apelação das sentenças do Tribunal para a Relação do Distrito (art. 70), de cujas decisões "poder-se-á recorrer por meio de revista para o Tribunal competente" (art. 73). Nos termos do art. 71, na hipótese de a Relação julgar procedente o recurso, "formar-se-á novo processo na subsequente sessão com outros jurados".

Logo após a lei de setembro, ou seja, a 16 de dezembro de 1830, tem-se o primeiro Código Criminal brasileiro, que incorporou os princípios contidos naquele diploma legal. E a 29 de novembro de 1832 verifica-se a promulgação do Código de Processo Criminal, que defere "à competência do Júri o julgamento de grande número de espécies delituosas". Persistem os dois conselhos de jurados: um chamado júri de acusação, outro, júri de sentença. (49)

O Código de Processo Criminal do Império, comenta José FREDERICO MARQUES, (50) através de observação de CÂNDIDO DE OLIVEIRA FILHO, "imitando as leis inglesas, norte-americanas e francesas, deu ao Júri atribuições amplíssimas, superiores ao grau de desenvolvimento da nação, que se constituía, esquecendo-se assim o legislador de que as instituições judiciárias, segundo observa Mittermaler, para que tenham bom êxito, também exigem cultura, terreno e clima apropriado." E analisa ainda José FREDERICO MARQUES: (51)

"Fôra grande o salto do Livro V das Ordenações do Reino para o liberalíssimo regime do Código de Processo Criminal — o que levou o próprio autor deste, o Senador Alves Branco, em setembro de 1835, a propor a reforma parcial da legislação em vigor, sobretudo em relação aos juizes de paz e ao Júri. Por outro lado, as agitações políticas e movimentos revolucionários que, entre 1830 e 1840, assolaram o País, deram causa à reação monárquico-conservadora, com a promulgação da Lei nº 261, de 3 de dezembro de 1841, logo seguida do Regulamento nº 120, de 31 de janeiro de 1842, com

profundas modificações na organização judiciária e também na instituição do Júri..."

No que tange à lei 261 (52) supracitada, são, sem dúvida, profundas as alterações de que fala o jurista, relativamente ao Júri. A começar pelo Corpo de Jurados, é suprimido o Júri de Acusação, presente nas leis anteriores. Novos requisitos se exigem para os membros do único Conselho de Jurados, constituído na forma prescrita no Capítulo V do Título I; os crimes de contrabando são transpostos para o âmbito da competência dos Juizes Municipais, conforme art. 17, § 1º, assim como os crimes funcionais, nos termos do art. 24, § 5.º, da mesma lei, são julgados pelos Juizes de Direito, em detrimento, é evidente, da competência do Tribunal Popular. Além disso, as indenizações, em todos os casos, passam a ser pedidas por ação civil. (53) O art. 79 da Lei em causa prescreve a apelação das sentenças do Júri, dizendo quando e de como o Juiz de Direito apelará *ex officio*.

Da competência do Júri, subtrai-se também, por via da Lei nº 562, de 2 de julho de 1850 (54) (e o Regulamento nº 707, de 9 de outubro), "o julgamento dos crimes de moeda falsa, roubo, homicídio, nos municípios da fronteira do Império, resistência e tirada de presos, e bancarrota". Nestes casos, entretanto, a competência é restabelecida posteriormente.

A instituição, por força da Lei nº 2.033, de 20 de setembro de 1871 (55) (Regulamentada pelo Decreto nº 4.824, de 22 de novembro do mesmo ano), (56) assim como nos termos do Decreto nº 4.992, de 3 de janeiro de 1872, (57) experimenta ainda, numerosas alterações. Vejamos algumas delas, através de observação de José FREDERICO MARQUES: (58)

"A Lei nº 2.033, de 20 de setembro de 1871, regulamentada pelo Decreto número 4.824, de 22 de novembro do dito ano, fez novas alterações na legislação judiciária do País, vindo a atingir o Júri. Manteve a divisão territorial em distritos de Relação, comarca, termos e distritos de paz, mas classificou as comarcas em gerais e especiais, compreendendo estas as que estavam situadas na sede dos Tribunais de Relação, ou as que fossem compostas de um só termo, contanto que se pudesse ir e voltar da sede da Relação num mesmo dia.

Foi restabelecida a competência do Júri para os crimes que a Lei nº 562, de 7 de julho de 1850, havia atribuído aos juizes.

Foram extintas as atribuições dos chefes de polícia, delegados e subdelegados para a formação da culpa e pronúncia nos crimes comuns, ressalvada, apenas, a do chefe de polícia na hipótese de crime de excepcional gravidade, ou quando no crime estivesse envolvida pessoa cuja influência pudesse prejudicar a ação da justiça. As pronúncias passaram a ser da competência dos juízes de direito nas comarcas especiais, com recurso voluntário para a Relação, e dos juízes municipais, com recurso *ex officio* para o juiz de direito, nas comarcas gerais.

As sessões do Júri nas comarcas especiais eram convocadas pelo juiz de direito respectivo, por determinação do presidente da Relação, e, três dias antes da reunião do Júri, o juiz devia remeter os processos que tivessem de ser julgados ao secretário da Relação, para que fossem apresentados ao Presidente e distribuídos entre os desembargadores. A presidência dos trabalhos do Júri competia ao desembargador a quem tivesse sido distribuído o processo por julgar. Aos referidos juízes de direito cabiam as atribuições que eram anteriormente conferidas aos juízes municipais quanto aos atos preparatórios para o julgamento perante o Júri e a de proceder ao sorteio dos jurados. A eles incumbia presidir as sessões preparatórias do Júri, até haver número legal, quando o desembargador respectivo era chamado a assumir a presidência.

Foi derogado o art. 66 da Lei nº 261, de 3 de dezembro de 1841, e restabelecido o art. 332 do Código de Processo Criminal.

O Decreto nº 4.992, de 3 de janeiro de 1872, alterou algumas disposições na parte relativa à presidência do Júri nas comarcas especiais, onde cada sessão passou a ser presidida pelo desembargador da Relação do distrito que fôsse designado pelo presidente, segundo a ordem de antigüidade. Pelo aludido decreto, os processos enviados pelo juiz de direito ao secretário da Relação, ao invés de serem distribuídos entre os desembargadores, eram encaminhados ao desembargador a quem competia presidir a sessão."

Proclamada a República, antes, porém da promulgação da primeira Carta Republicana, o Júri federal é previsto nos termos do Decreto n.º 848, de 11 de outubro de 1890, (50) expedido com vistas à organização da Justiça federal. JOSÉ FREDERICO MARQUES, (60)

citando o Professor J. C. Mendes de Almeida, informa que "o Júri de sentença federal, segundo o Decreto federal nº 848, de 11 de outubro de 1890, era também composto de doze juízes de fato, sorteados dentre trinta e seis cidadãos do corpo de jurados estadual (artigos 71 e 94) da comarca. Formavam a culpa os juízes seccionais e, mais tarde, pelo Decreto federal nº 1.420, de 21 de fevereiro de 1891, (61) os juízes substitutos. Estavam afastados da competência do Júri os processos e julgamentos de crimes políticos.

Apesar dos embates, a despeito de alterações de toda ordem, a instituição do Júri, observa RUY (62) "atrevessou incólume a história imperial". Reporta-se RUY BARBOSA, fundamentando a afirmação, à exposição de motivos do Ministro Campos Sales ao Decreto nº 1.030, de 14 de novembro de 1890, expedido com vistas à organização da justiça do Distrito Federal:

"... Nesse trabalho, procurando imprimir todo o relêvo aos caracteres que a pudessem recomendar à estima da opinião competente, um dos pontos que teve especialmente em mira o Ministro da Justiça foi acentuar que o ato do Governo Provisório não desfalcava os direitos adquiridos pela população às antigas instituições protetoras da liberdade, e, em vez de lhes reduzir a área de ação, a ensanchava. A organização proposta, dizia êle, respeita a posse, em que estão os povos da sua justiça local, e amplia-lhe a competência".

Nessa posse, constituía o Júri um dos elementos de mais preço, e o poder soberano da junta revolucionária não ousou tocar-lhe. Salvo acessórias modificações na qualificação dos jurados e no sorteio, punha especial cuidado em declarar que as inovações daquela reorganização o não ofendem: "Na organização e funções do júri não houve alteração."

A Constituição de 24 de fevereiro de 1891 mantém a instituição no § 31 do art. 72:

Art. 72 — A Constituição assegura a brasileiros e a estrangeiros residentes no país a inviolabilidade dos direitos concernentes à liberdade, à segurança individual e à propriedade, nos termos seguintes:

.....
§ 31 — É mantida a instituição do Júri."

Conta-nos JOÃO BARBALHO (63) que

"Dos trabalhos preliminares da Constituição republicana, apenas expressamente o consagrava o Projeto Magalhães Cas-

tro (art. 83). Não vinha na Constituição que o governo provisório apresentou ao congresso constituinte e que reproduzia a organização judiciária do Decreto do governo provisório n.º 343, de 11 de outubro de 1890, menos na parte que consagrava o julgamento por jurados dos crimes sujeitos à jurisdição federal (art. 4º). E isto a muitos se afigurou uma ameaça e perigo para essa instituição, cuja sorte ficava assim inteiramente dependente do arbítrio das legislaturas.

Na primeira discussão (sessão de 8 de janeiro de 1891, *Ann. do Congr. Const.*, vol. II, pag. 133), o deputado A. Milton, apresentou a seguinte emenda e não foi aprovada:

"Acréscente-se onde convier:

O julgamento de todos os crimes, exceto os casos positivamente determinados na Constituição e outras leis, incumbe ao Júri, respeitado o mais possível o fóro do delicto."

Na segunda discussão (sessão do dia 27 de janeiro), surgiu outra emenda, dizendo assim: "Será mantida a instituição do Júri" e era amparada por trinta e três assinaturas. (*Ann. cit.*, vol. II, página 235).

Contra ela na sessão do dia seguinte manifestava-se o deputado João Vieira, dizendo (*Ann. cit.*, pag. 61):

"— Na atualidade o júri não tem explicação; mantê-lo, isto é, arrolar indistintamente indivíduos que todos os anos façam as vezes de juiz é o mesmo que todos os anos arrolar indivíduos para servirem de alfaiates, sapateiros etc., sem que eles nunca tenham exercido esses officios.

A função de jurado exige certa cultura, ao menos certos conhecimentos gerais, exige uma atenção refletida, o exercício da reflexão.

Todos que servem no júri estão nas condições de desempenhar este mister?

É muito fácil o exame das provas do crime, quase sempre fatos muito complexos? Por conseguinte, de acordo com uma boa organização judiciária, a instituição do júri é inaceitável, é mesmo irracional.

O senador espanhol Silveira, quando em 1883 se discutia a instituição do júri e Garofalo, presidente do tribunal de Napoli, o crismaram de *guarda nacional do direito*.

O júri está para uma organização judiciária racional, assim como a guarda nacional para uma organização militar regular.

"A guarda nacional, diz o sábio magistrado italiano, foi abolida como um não-senso e entretanto ela era pelo menos inofensiva; o júri também é um não-senso, mas é extremamente perigoso."

Os próprios defensores do júri querem hoje aristocratisá-lo, porque reconhecem que elle comete erros deploráveis, ou prejudicando o acusado, ou prejudicando a sociedade.

Entre nós há talvez mais corretivos na legislação para os abusos do júri do que em qualquer dos países estrangeiros; temos as apelações *ex officio* em casos especiais e recursos desconhecidos em outras.

O juiz que prepara quealitos de propósito para o júri responder de modo que elles não exprimam a verdade e a justiça, não é digno de ser juiz, nem mesmo deste nome; mas o que pode succeder em tais casos é que a organização dos quesitos, sendo uma função muito complexa, porque é realmente difficil discriminar as questões de direito das de fato, daí resulta que nem sempre podem ser muito claros os quesitos e o júri é o menos próprio e competente para interpretá-los e respondê-los convenientemente, como reconhecem os grandes processualistas, entre elles o professor Ferdinando Puglia."

Não esteve, porém, por essas razões a maioria do Congresso e, por duas votações (em 9 e 18 de fevereiro de 1891), aprovou a emenda que foi convertida no parágrafo de que nos ocupamos."

O laconismo do texto constitucional dá origem a copiosa discussão sobre se estaria ou não mantido o processo do Júri, tal qual existia anteriormente.

Opiniões abalizadas se defrontam, figurando entre aquelas que se manifestam pela manutenção do processo nos termos anteriormente estabelecidos, a de Ruy Barbosa, João Mendes Junior, Pedro Lessa etc.

Já CARLOS MAXIMILIANO, FIRMINO WHITAKER, entre outros, expendem parecer no sentido de que impossível é se manter o Júri imóvel

e estagnado, alheio à mobilidade inconteste do processo. (64)

Em seguida à primeira Carta da República, novas alterações se operam com relação ao Júri, através das diferentes leis expedidas, pertinentes à matéria. Haja vista a Lei federal n.º 221, de 20 de novembro de 1894, (65) cujo artigo 11 José Frederico Marques põe em evidência, pelo fato de haver tornado "o corpo de jurados federais menos dependente do corpo de jurados estaduais da comarca". Com referência ao raio de ação do Júri federal, determina-lhe a competência o art. 20 do referido diploma legal.

No Título III, Capítulo II, concernente aos recursos, a Lei n.º 221, de 1891, prevê: "As apelações criminais das sentenças proferidas pelos juizes seccionais ou pelo Júri federal." (art. 54, III).

De 3 de novembro de 1898, tem-se a Lei n.º 515 (66), que "Providencia sobre o julgamento dos crimes de moeda falsa, contrabando, peculato, falsificação de estampilhas, selos adesivos, vales postais e outros, qualificados nos arts. 221 a 223, 239 a 244, 246, 247, 250 e 265 do Código Penal". Tais crimes, segundo consta do art. 1.º da mesma Lei, passam à competência do "juiz de seção no Distrito Federal e nos Estados da União", com a consequente limitação da competência do Júri. Prescreve, inclusive, o art. 12 da Lei que "Os processos em que houver culpa formada, mas que não houverem sido ainda submetidos ao Júri, serão remetidos ao juiz de seção para as diligências de julgamento, e aqueles em que houver sentença de Júri, pendente de apelação seguirão os termos ulteriores desta; mas, se o Tribunal Federal mandar proceder a novo julgamento, este terá lugar na conformidade desta Lei".

Consolidando as reformas retro apontadas, é expedido o Decreto federal n.º 3.084, de 5-11-1898, (67) que regulou, por muitos anos, o processo civil e criminal da Justiça Federal.

Nos precisos termos do art. 1.º do decreto supra, o Júri figura ao lado do Supremo Tribunal Federal e dos Juizes seccionais, substitutos e suplentes, como tribunal competente para administrar a "Justiça da União". É de 12 o número de juizes de fato no Júri federal, os quais são "sorteados dentre 48 cidadãos qualificados jurados na capital do Estado onde houver de funcionar o tribunal, e segundo as prescrições e regulamentos tabelecidos pela legislação local." (Decreto n.º 848, art. 44; Lei n.º 221, art. 15, I e IV — art. 80.)

A competência do Tribunal está expressa nos itens do art. 83 do Decreto. O art. 312

prevê a apelação das sentenças proferidas pelo Júri federal, dentre outras, para o Supremo Tribunal. O art. 313 enumera os casos em que a apelação é cabível.

Em 1923, nova modificação de caráter restritivo endereçada ao Tribunal Popular. Trata-se do Decreto n.º 4.780, (68) de 27 de dezembro daquele ano, que lhe esvazia a competência, enquanto alarga o campo das atribuições dos Juizes federais. No ano seguinte, pelo Decreto n.º 4.861, (69) datado de 19 de setembro, passam a ser processados e julgados pelo Juiz federal os crimes políticos e os que lhe são conexos, segundo reza o art. 1.º do mesmo diploma legal.

Conforme apreciação de ARY AZEVEDO FRANCO, (70) a competência do Júri federal fica restrita ao julgamento do "crime de estrangeiro que, expulso do Brasil, a ele regressasse", o que, aliás, acrescenta, "era previsto no art. 6.º da Lei n.º 4.247, (71) de 6 de janeiro de 1921".

A Constituição de 1934 mantém, no Capítulo do Poder Judiciário, através do art. 72, a instituição do Júri "com a organização e as atribuições que lhe der a lei".

"Assim, evitando qualquer interpretação no sentido de que a manutenção seria segundo a regulação anterior, ou segundo os característicos essenciais desta regulação — comenta CLÁUDIO PACHECO —, (72) esse dispositivo preferiu confiar inteiramente no critério do futuro legislador ordinário para organizar o júri e dar-lhe atribuições". Outra não é a interpretação de COSTA MANSO, (73) que atribui à Assembléa Constituinte o intento de "atender à necessidade de uma reforma radical da vetusta instituição, de acordo com os ensinamentos da ciência penal moderna e os imperativos da defesa social contra o delito". Também CASTRO NUNES, (74) considerando o Júri em face da Carta de 1934, diz ter a instituição passado a "mero aparelho judiciário, mas de existência obrigatória no organismo, cortadas apenas as dúvidas, nos rumos já pacíficos da jurisprudência, quanto à latitude reservada ao legislador ordinário para o adequar às conveniências da Justiça".

Carta de 1937 — omissa. Apenas o art. 183 considera "em vigor, enquanto não revogadas, as leis que, explícita ou implicitamente, não contrariem as disposições desta Constituição".

Implícito no preceito genérico da Carta de 1937, a instituição do Júri emerge por força do Decreto-Lei n.º 167, (75) de 5 de janeiro de 1938, que lhe acarreta alterações substanciais. Persistia, o Júri, segundo afir-

mação do Ministro Francisco Campos, na Exposição de Motivos ao citado decreto, subentendido que estava no art. 183 da Carta Maior. Persistiu, entretanto, diminuído do ponto de vista da soberania dos veredictos, considerando que o novo diploma legal instituiu a apelação sobre o mérito, de acordo com o item b do art. 92, redigido nos termos abaixo:

"Art. 92 — A apelação somente pode ter por fundamento:

- a)
- b) injustiça das decisões, por sua completa divergência com as provas existentes nos autos ou produzidas em plenário."

Apreciadas, livremente, as provas produzidas, quer no sumário de culpa, quer no plenário de julgamento, convencendo-se o Tribunal de Apelação de que a decisão do Júri nenhum apoio encontra nos autos, dará provimento à apelação, para aplicar a pena justa, ou absolver o réu, conforme o caso. É o que se contém no art. 96.

O Decreto-Lei nº 167/38, cujo sistema, no entender de José FRENZICO MARQUES, (76) "provou magnificamente nos nove anos em que vigorou", regula a instituição do Júri no Brasil até o advento do Código Nacional de Processo Penal. Através dele, (77) "foi o Tribunal Popular federalizado, pois sua atuação, o que constituiu, inegavelmente, grande vantagem, passou a ser uniforme em todo o território brasileiro, consoante dispôs seu art. 1.º, e ensejou a primeira e salutar consequência de unidade processual, que se tornou efetiva na República, quanto ao campo penal, pelo Decreto-lei nº 3.689, de 3 de outubro de 1941, que entrou em vigor a 1º de janeiro de 1942, e que é o Código Nacional de Processo Penal".

Encarando, sob outro prisma, esse período da história do Tribunal Popular, já OLAVO OLIVEIRA (78) expende outra ordem de considerações, quando observa:

"No regime da Constituição de 10 de novembro de 1937 e do Código de Processo Penal (Decreto-Lei nº 3.689, de 3 de outubro de 1941), continuação do Decreto-Lei nº 167, de 5 de janeiro de 1938, o Júri tinha vida aparente e ilusória: as suas decisões eram revistas, na matéria de fato, pelo Tribunal de Justiça, que, desprezando o seu veredicto, novamente julgava o réu, para absolvê-lo ou condená-lo, a seu talante, nos poucos crimes da sua competência — homicídio

(Código Penal, art. 121, §§ 1º e 2º), indultamento, instigação ou auxílio ao suicídio (Código Penal, art. 122) e infanticídio (Código Penal, art. 123)."

Sofrendo, assim, um verdadeiro processo de transformações ao sabor de reformas, ora favoráveis, ora desfavoráveis à instituição, o Júri é não só mantido como revigorado, no contexto da Carta de 18 de setembro de 1946, onde, sob o escudo dos direitos e das garantias individuais, figura zelosamente revestido de explícitos e fundamentais requisitos: a imparidade do número de seus membros, o sigilo das votações, a plenitude da defesa do réu e a soberania dos veredictos, além da competência para, obrigatoriamente, julgar os crimes dolosos contra a vida (art. 141, § 28).

É o retorno do Júri — que ficara reduzido à "ínfima condição de mero artifício" — "à categoria de direito e garantia individual", no entender de OLAVO OLIVEIRA (79) ou a "reação ao tratamento que ao Júri dispensara a lei ordinária, após o olvido em que o deixou a Carta de 10 de novembro...", na opinião de ARY AZEVEDO FRANCO. (80)

O sistema da lei ordinária, então vigente, segundo o qual competia ao Tribunal de Justiça conhecer das apelações e reformar, inclusive, a decisão do Júri, não se coaduna, portanto, com o espírito da Carta de 46. Para satisfazer aos reclamos constitucionais, adaptar a competência e a organização do Tribunal Popular à letra da Constituição, é promulgada a Lei nº 263, de 23 de fevereiro de 1946, (81) que tem origem no Projeto nº 1/46, datado de 3 e apresentado na sessão de 9 de outubro de 1946 pelo Senador OLAVO OLIVEIRA.

Comentando o § 28 do art. 141 da Constituição de 1946, THEÓFILOS CAVALCANTI (82) focaliza o Júri sob a égide da Lei nº 167, de 5 de janeiro de 1938, para, em seguida, opinar sobre a orientação adotada pela mencionada Lei nº 263:

"Já havia a nossa legislação se orientado no sentido de limitar a força dos seus julgamentos" — escreve referindo-se ao Júri. Foi a orientação seguida desde a Lei nº 167, de 5 de janeiro de 1938, que atribui ao Tribunal Superior competência para reformar a decisão do Júri, para absolver ou condenar o réu, aplicando-lhe a pena que achar devida, de acordo com a prova dos autos.

O dispositivo constitucional em exame, porém, pretendeu especialmente modificar o artigo 806 do Código do Processo

Penal, retirando da instância de recurso essa faculdade, expressa no preceito legal referido.

Este capítulo que animou a emenda, depois consubstanciada no dispositivo ora comentado, mas que, não obstante, permite certa largueza na sua aplicação.

Foi precisamente a orientação seguida pela recente Lei nº 263, de 23 de fevereiro de 1948, que veio regulamentar o dispositivo constitucional ajustando aos seus preceitos, a *legislação penal em vigor*.

Não adotou a nova legislação qualquer solução radical investindo o júri de uma soberania que anule a competência normal da instância de recurso, mas procurou manter a faculdade sempre reconhecida ao Tribunal de remeter o réu a novo julgamento, devolvendo assim ao júri a sua competência definitiva, embora facultando o novo exame dos autos.

O conceito de soberania não exclue a legitimidade desse mecanismo, por isso que, não subtrai ao júri, a competência para manifestar em *ultima ratio* sobre a inocência ou culpabilidade do réu. Nisto é que *consiste precipuamente*, a soberania atribuída ao Tribunal popular.

A Jurisprudência do Supremo Tribunal tem se orientado neste sentido, isto é, admitindo a apelação e a devolução para novo julgamento, mesmo quando não se trata de simples nulidade mas de apreciação do conteúdo da prova.

Há votos divergentes, notadamente o do Ministro Laudo de Camargo que assumiu atitude mais radical em defesa das prerrogativas do júri, mas a maioria do tribunal admite a apelação e a competência do tribunal, para remeter o processo a novo julgamento, sob fundamentos que envolvem não só o interesse da defesa social, mas também o conceito de soberania em matéria de competência.

Outros, como OROZIMBO NONATO, admitem que a lei estabeleça "limitações adequadas", mas sem ferir o preceito constitucional na pureza de seu significado.

Nada há, porém, na interpretação do texto que retire à lei ordinária a faculdade de procurar uma forma que satisfaça às exigências constitucionais, assegurado o regime da dupla instância judicial criada para proteger os interesses da defesa social. Foi precisamente o objetivo atingido pela Lei nº 263 que procurou conciliar o princípio da soberania

do júri com os interesses da defesa social tão imperativo na legislação repressiva.

Não seria lícito, além do mais, sacrificar outro princípio importante, em nosso sistema judicial, da dualidade das instâncias, para favorecer uma instituição, que não pode ter o privilégio, negado a qualquer outra instância judicial ordinária, de tornar imune as suas decisões, do contraste e exame por parte de outra instância ou tribunal.

O conceito da soberania aplicado ao júri teve na lei, a nosso ver, a devida compreensão."

Nesse interregno entre a Lei nº 263, de 23 de fevereiro de 1948, e a Constituição de 1967, muitas iniciativas houve, por parte do Poder Legislativo, no sentido de introduzir modificações, no campo do processo penal, pertinentes ao Júri. Vejamos os projetos apresentados com essa finalidade.

Em 1950, apresenta o Deputado José Romero a proposição nº 1.389, com o objetivo de estabelecer nova forma de escolha para os componentes do Tribunal do Júri. Reza o projeto: (DCN de 2-3-50, pág. 1.255):

N.º 1.389 — 1950

(Do Sr. José Romero)

Modifica a redação dos arts. 439 e seu parágrafo único, 440 e 441, do Código de Processo Penal, Decreto-Lei nº 3.689, de 3-10-41, estabelecendo nova forma de escolha dos cidadãos que devem servir como jurados.

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1º — Os artigos 439, seu parágrafo único, 440 e 441 do Código de Processo Penal, Decreto-Lei nº 3.689, de 3-10-41, passam a ter a seguinte redação:

"Art. 439 — Anualmente, no mês de outubro, serão sorteados, entre os eleitores de cada comarca, pelo respectivo juiz eleitoral, de quinhentos a mil e quinhentos cidadãos, no Distrito Federal e nas comarcas de mais de cem mil habitantes, e de cento e vinte a trezentos cidadãos, nas comarcas menos populosas, para servirem como jurados no ano seguinte.

Parágrafo único — No Distrito Federal o sorteio será procedido pelo presidente do Tribunal Regional e nas comarcas que tenham mais de uma zona eleitoral pelo juiz eleitoral da zona de designação numérica mais baixa.

Art. 440 — Feito o sorteio dos cidadãos que devem servir como jurados, o Júri da comarca fará uma relação completa com o nome, residência e profissão dos eleitores sorteados, relação essa que deverá ser publicada em novembro de cada ano, por iniciativa do Presidente do Tribunal do Júri.

Art. 441 — Publicada a relação a que se refere o artigo anterior, quem quer que seja poderá reclamar no prazo de cinco dias, perante o presidente do Tribunal do Júri, com recurso em sentido estrito, sem efeito suspensivo, contra a inclusão de qualquer jurado que, por sua conduta, não ofereça garantia de idoneidade moral para julgar.

§ 1º — Recebida a reclamação, o Juiz, em oito dias, ouvirá o reclamado, podendo tomar o depoimento de testemunhas e promover sindicâncias, *ex officio* ou se lhe fôr requerido, decidindo da exclusão do jurado em 48 horas.

§ 2º — Decididas as reclamações interpostas ou na ausência destas, a lista geral dos jurados, com indicação das respectivas profissões, será publicada pela imprensa, onde houver, ou em editais afixados à porta do Edifício do Tribunal, lançando-se os nomes dos alistados, com indicação das residências, em cartões iguais, que, verificados com a presença do órgão do Ministério Público e de um representante da Ordem dos Advogados, ficarão guardados em urna fechada à chave, sob a responsabilidade do juiz.

§ 3º — Quando a relação dos jurados, por qualquer motivo, ficar reduzida à metade, o presidente do Tribunal do Júri requisitará ao Juiz eleitoral novo sorteio para completar a relação, procedendo-se com a nova relação na forma do disposto nesta Lei."

Art. 2º — Esta Lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Sala das Sessões, em 1º de março de 1950.
— José Romero.

Legislação Citada

Código de Processo Penal

DECRETO-LEI N.º 3.689, de 3-10-41

Art. 439 — Anualmente serão alistados pelo juiz presidente do Júri, sob sua responsabilidade e mediante escolha por conhecimento pessoal ou informação fidedigna, tre-

zentos a quinhentos jurados no Distrito Federal e nas comarcas de mais de cem mil habitantes e oitenta a trezentos nas comarcas ou nos termos de menor população. O juiz poderá requisitar às autoridades locais, associações de classe, sindicatos profissionais e repartições públicas a indicação de cidadãos que reúnam as condições legais.

Parágrafo único — A lista geral, publicada em novembro de cada ano, poderá ser alterada de ofício, ou em virtude de reclamação de qualquer do povo, até a publicação definitiva na segunda quinzena de dezembro, com recurso, dentro de vinte dias, para a superior instância.

Art. 440 — A lista geral dos jurados, com indicação das respectivas profissões, será publicada pela imprensa onde houver, ou em editais afixados à porta do edifício do tribunal, lançando-se os nomes dos alistados, com indicação das residências, em cartões iguais, que, verificados com a presença do órgão do Ministério Público, ficarão em uma urna fechada à chave, sob a responsabilidade do Juiz.

Art. 441 — Nas comarcas ou nos termos onde fôr necessário, organizar-se-á lista de jurados suplentes, depositando-se as cédulas em urna especial.

Em pauta, nos dias 2 e 7 de março, a 8 é despachado à Comissão de Constituição e Justiça que o distribui, a 28, ao Deputado Gustavo Capanema. (DCN, Seção I, de 3, 8, 9 e 30-3-50, págs. 1.288, 1.412, 1.440 e 2.100). Posteriormente, é mandado arquivar.

* * *

Em 1957, tem-se o Projeto n.º 46, que incide diretamente sobre o Tribunal do Júri, de vez que visa a ampliar-lhe a competência.

Trata-se de proposição da lavra do Senador Kerginaldo Cavalcanti, assim redigida e justificada:

PROJETO DE LEI DO SENADO N.º 46, de 1957

Amplia a competência do Tribunal do Júri.

Art. 1.º — O julgamento dos atentados contra a vida, definidos no art. 6.º, alínea c, da Lei n.º 1.802, de 5 de janeiro de 1953, mesmo que resulte morte, compete ao Tribunal do Júri, na forma do art. 141, parágrafo 28, da Constituição Federal, última parte, cabendo recurso ordinário para o Supremo Tribunal Federal, de acordo com o disposto no art. 101, n.º II, letra e, da mesma Constituição, respeitadas as alterações do Código de

Processo Penal introduzidas pelo art. 8.º da Lei n.º 263, de 23 de fevereiro de 1948.

Art. 2.º — A letra c do art. 6.º da Lei n.º 1.802, de 5 de janeiro de 1953, e seu parágrafo, passam a ter a seguinte redação:

c) De magistrado quando no exercício da sua função de julgador, em qualquer instância, para impedir ato desse ofício ou dessa função ou em represália do que houver praticado como julgador de feitos de sua jurisdição e competência.

d) De Senador ou Deputado para impedir ato de ofício ou função ou em represália do que houver praticado.

Pena — Reclusão de 6 a 12 anos aos cabeças e de 3 a 8 anos aos demais agentes. Se o fato constituir crime mais grave aplica-se somente a pena do crime mais grave.

§ 1.º — Os crimes punidos no art. 6.º são os resultantes de ação individual, coletiva ou conluio.

§ 2.º — Quando se tratar de atentados contra a incolumidade ou a liberdade, a pena, em qualquer dos casos, será reduzida de um terço.

Art. 3.º — Aplica-se a presente Lei não só aos processos em andamento, como àqueles definitivamente julgados na vigência da Lei n.º 1.802, entrando em vigor logo após sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Justificação

A Constituição Federal declara no art. 141, § 28, da última parte, que será obrigatoriamente da competência do Júri o julgamento dos crimes dolosos contra a vida. A Lei n.º 1.802, de 5 de janeiro de 1953, no seu art. 6.º, alínea c, referindo-se a atentado contra a vida, está, evidentemente, definindo um crime doloso contra a vida. Não se compreende, pois, que a Lei n.º 1.802 possa servir a interpretações contrárias a seu sentido e à letra e espírito da Constituição Federal, a qual devemos respeitar em toda linha, para salvaguarda dos nossos princípios democráticos.

Bastaria que a Constituição Federal estabelecesse que todos os crimes dolosos contra a vida fossem julgados pelo Tribunal do Júri, para que cessassem quaisquer outras questões.

Compreende-se que no crime de latrocínio argumente-se com a incompetência do Júri. Se a Constituição fala em crime doloso contra a vida e se o latrocínio é crime contra o patrimônio, não há como atribuir-se ao

Júri competência para julgá-lo, tendo-se em vista o art. 141, § 28. Mas se a Lei n.º 1.802, declara que é crime contra a vida o atentado contra a vida de Magistrado, Senador ou Deputado, o homicídio que daí resulte, ou mesmo uma tentativa dele, é crime doloso e, nos termos constitucionais, seu julgamento é do Júri.

Trata-se de uma lei nova, que em matéria de homicídio ou de tentativa de homicídio, ainda não teve aplicação em nosso meio. Ela, entretanto, e por isso mesmo, pode prestar-se a interpretações várias, embora negando-se aplicação a basilar princípio constitucional. Qualquer lei, qualquer interpretação, que se faça contra princípios constitucionais, deve merecer formal repúdio.

Quanto ao recurso ordinário para o Supremo Tribunal Federal também é imperativo constitucional, segundo se observa do artigo 101, n.º II, letra c.

Estabelecendo a Lei n.º 1.802, em seu artigo 42, parágrafo único "que o processo e julgamento dos demais crimes definidos nesta lei competem à justiça ordinária (a justiça ordinária é também o Júri), com recurso para o Supremo Tribunal Federal (Constituição, art. 101, n.º II, c), e serão regulados pelo disposto no Código de Processo Penal", claro está que, em se tratando de homicídio, intervém a justiça ordinária, respeitadas as disposições do Código de Processo Penal, assim como, evidentemente, e por via de consequência todas as leis que revogam suas disposições ou alteram ou as substituem por outras.

Assim, a justiça ordinária vai até o julgamento pelo Júri nos casos dos quais resultarem crimes dolosos contra a vida. (O homicídio é um deles, o mais grave deles.) Dessa decisão cabe recurso ordinário para o Supremo Tribunal Federal, como para o Supremo Tribunal Federal caberá recurso de despacho de pronúncia e quaisquer incidentes que digam respeito ao processo. Ao Supremo Tribunal Federal competirá determinar novo julgamento por motivo de prova contrária à sua decisão ou em caso de nulidade.

Este, pelo menos, é o entendimento da Constituição.

Ainda há pouco foram travados importantes debates sobre o Tribunal do Júri, manifestando-se sobre a instituição importantes figuras do nosso meio jurídico, dentre as quais destacadas personalidades do Supremo Tribunal Federal.

Seja esta lei uma homenagem ao Tribunal do Júri, que a Constituição tanto respeitou, dando-lhe autonomia e determinando a obri-

gatoriedade de serem por êle julgados os crimes dolosos contra a vida.

O desmembramento da letra e, em duas letras, e e d, para Magistrado, Senador e Deputado, encontra sua justificação na diversidade das funções que exercem. Na letra e é protegido o Magistrado que na sua função de julgador de pleitos cai, frequentemente, no desagrado de uma das partes, contrariando interesses e pretensões. E o Juiz que decide causas de sua competência e jurisdição, seja em primeira ou qualquer outra instância. Precisa tal autoridade, por essa razão, encontrar amparo na Lei de Segurança, para garantia, pela intimidação, de suas funções judicantes.

Na letra d, por motivos semelhantes, são protegidos o Deputado e o Senador. Como se trata de situações diferentes, diferentes devem ser as letras.

O acréscimo de parágrafo se torna imperioso uma vez que se torna necessário esclarecer que o legislador ao falar em "cabeças" e "demais agentes", quis se referir a forma mais grave dos crimes políticos que é, exatamente, o que resulta do *complot*, ou seja, do *conluio*, da *ação coletiva*. Para que a lei seja interpretada rigorosamente de acordo com o espírito que a ditou, a interpretação se justifica, em consonância com o art. 7.º e seu parágrafo.

Finalmente, claro está que quando na prática, por exemplo, de um atentado, é praticado um homicídio, a pena a ser aplicada é a deste que é mais grave e não a daquele, cuja pena é menor.

Aplicar as duas seria uma aberração jurídica e, desse modo, a redação da emenda é mais conforme ao direito e evitará dúbias interpretações.

Sala das Sessões, 22 de novembro de 1957.
— Kerginaldo Cavalcanti.

Acompanham a proposta, os dispositivos legais nela citados:

Art. 6.º alínea c, da Lei nº 1.802, de 5 de janeiro de 1953:

"Atentar contra a vida, incolumidade e a liberdade:

c) de Magistrado, Senador ou Deputado, para impedir ato de ofício ou função ou em represália do que houver praticado.

Pena — reclusão de 6 a 12 anos aos cabeças e de 3 a 8 anos aos demais agentes, se o fato não constituir crime mais grave.

Parágrafo único — Quando se tratar de atentados contra a incolumidade ou a

liberdade, a pena, em qualquer dos casos, será reduzida de um terço."

Art. 141, parágrafo 28 da Constituição Federal:

"A Constituição assegura aos brasileiros e aos estrangeiros residentes no País a inviolabilidade dos direitos concernentes à vida, à liberdade, à segurança individual e à propriedade, nos termos seguintes:

§ 28 — É mantida a instituição do Júri, com a organização que lhe der a lei, contanto que seja sempre ímpar o número dos seus membros e garantido o sigilo das votações, a plenitude da defesa do réu e a soberania dos veredictos. *Será obrigatoriamente da sua competência o julgamento dos crimes dolosos contra a vida.*"

Art. 101, nº II, letra c, da Constituição Federal:

"Art. 101 — Ao Supremo Tribunal Federal compete:

II — julgar em recurso ordinário:

c) os crimes políticos."

Lei nº 1.802, de 5 de janeiro de 1953:

"Art. 42, parágrafo único — O processo e julgamento dos demais crimes definidos nesta lei competem à Justiça ordinária, com recursos para o Supremo Tribunal Federal (Constituição, art. 101, II, c) e serão regulados pelo disposto no Código de Processo Penal."

Lei nº 263, de 23 de fevereiro de 1948:

"Art. 5.º — O art. 593 do Código de Processo Penal, passa a ser o seguinte:

Art. 593 — Caberá apelação no prazo de cinco dias:

I — Das sentenças definitivas de condenação ou de absolvição, proferidas por juiz singular.

II — Das decisões definitivas, ou com força de definitivas, proferidas por juiz singular, nos casos não previstos no capítulo anterior.

III — Das decisões do Tribunal do Júri, quando:

a) Ocorrer nulidade posterior à pronúncia;

b) fór a sentença do juiz-presidente contrária à lei expressa ou à decisão dos jurados.

c) houver erro ou injustiça no tocante à aplicação da pena ou da medida de segurança;

d) fôr a decisão dos jurados manifestamente contrária à prova dos autos.

§ 1º — Se a sentença do juiz-presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o Tribunal *ad quem* fará a devida retificação.

§ 2º — Interposta a apelação com fundamento no número III, letra c, deste artigo, o Tribunal, *ad quem*, se lhe der provimento, retificará a aplicação da pena ou da medida de segurança.

§ 3º — Se a apelação se fundar no número III, letra d, deste artigo, e o Tribunal, *ad quem*, se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para sujeitar o réu a novo julgamento; não se admite, porém, pelo mesmo motivo, segunda apelação.

§ 4º — Quando cabível a apelação, não poderá ser usado recurso em sentido estrito, ainda que somente de parte da decisão se recorra."

Na Comissão de Constituição e Justiça cabe ao Senador Aloysio de Carvalho apreciar a matéria, na qualidade de Relator. Seu parecer, cujos termos repetimos, é pela rejeição total do projeto:

"O projeto de lei do Senado nº 46/57 introduz importante inovação na Lei nº 1.802, de 5 de janeiro de 1953, no sentido de o julgamento dos crimes nela definidos no artigo 6º, alínea c, passar ao Tribunal do Júri, em obediência ao disposto no artigo 141, § 28, *in fine*, da Constituição Federal, cabendo desse julgamento recurso ordinário para o Supremo Tribunal Federal, consoante o previsto no art. 101, nº II, letra c, da mesma Constituição, respeitadas as alterações feitas no Código do Processo Penal pelo artigo 8º da Lei nº 263, de 23 de fevereiro de 1948, que modificou a competência do Júri ajustando-a exatamente àquele preceito constitucional.

Também o projeto intenta desdobrar em duas letras, que seriam c e d, a letra c do artigo 6º da citada lei nº 1.802, onde se reprime com pena de reclusão de seis a doze anos, aos cabeças, e de três a oito anos, aos demais agentes, o simples atentado contra a vida, a incolumidade e a liberdade de "Magistrado, Senador ou Deputado, para impedir ato de ofício ou função ou em represália do que houver praticado". Não se agrava nem se atenua, pela reforma proposta, a penalidade fi-

xada; substitui-se, entretanto, a regra de que a pena prevista será cominada em tais limites se o fato não constituir crime mais grave, pela de que, nessa hipótese, aplica-se, somente, a pena que ao crime mais grave couber. Por outro lado, torna expresso o projeto, por um parágrafo a ser acrescido ao referido artigo 6º, que os crimes aí punidos "são os resultantes de ação individual, coletiva ou conluio" (sic) mantendo-se, outrossim, a norma, que constituía um parágrafo único e será, agora, o § 2º de que, em se tratando de atentados contra a incolumidade ou a liberdade, a pena, em qualquer dos casos, será reduzida de um terço.

Recomenda-se, na justificação, o desdobramento da letra c do artigo 6º, para que separadamente sejam tipificados o "atentado" contra Magistrado e o "atentado" contra "Parlamentar", Senador ou Deputado, por serem diferentes as situações em vista da diversidade das funções que uns e outros exercem. Mas enquanto para o atentado ao Senador ou Deputado contenta-se o projeto com os elementos que na atual lei de segurança integram o tipo criminal, compreensivo também do "Magistrado", é mais explícito, talvez desnecessariamente explícito, o novo tipo configurado, por isso que se ressalva que o atentado contra magistrado deve ser quando êle, "no exercício da sua função de julgador, em qualquer instância, para impedir ato desse ofício ou dessa função ou em represália do que houver praticado como julgador de feitos de sua jurisdição e competência".

Finaliza o projeto declarando que a lei que dêle decorrer, entrando em vigor logo após sua publicação, terá aplicação não só aos processos em andamento, como àqueles "definitivamente julgados na vigência da Lei nº 1.802". Essa segunda parte, se bem entendemos a iniciativa legislativa, cria, verdadeiramente, uma instância excepcional do julgamento, propiciando a "revisão" indeterminada de todos os processos concluídos na vigência da Lei nº 1.802, que todos viriam, então, à instância de julgamento popular.

Como se verifica, o projeto contém graves inovações no que concerne ao atual sistema de punição dos "crimes políticos", estabelecido na Lei nº 1.802, de 5 de janeiro de 1953, conhecida como "lei de segurança do Estado." Quando o Congresso elaborou, e o Executivo sancionou tal diploma repressor dos delitos con-

tra o Estado e a ordem política e social, já a Lei nº 263, que é de fevereiro de 1948, havia fixado a competência do Tribunal do Júri para o julgamento dos crimes dolosos contra a vida, consumados ou tentados, especificando, para esse efeito, os delitos, e atendendo, destarte, ao mandamento da Constituição, na última parte do parágrafo 2º do seu artigo 141. O legislador ordinário de 1953, que não ignorava, obviamente, a Constituição, nem a Lei nº 263, reservou ao juízo singular o julgamento dos "crimes políticos". Pé-lo, com inobservância da Constituição? A justificação do projeto em causa ressalta tratar-se de "lei nova, que em matéria de homicídio ou de tentativa de homicídio ainda não teve aplicação em nosso meio", o que vale dizer que não houve ainda ensejo à nossa mais alta corte de justiça de decidir, em caso concreto, sobre a legitimidade ou ilegitimidade, do ponto de vista constitucional, do caminho seguido pelos autores da Lei nº 1.802.

Certo não fica o parlamento na dependência de tal pronunciamento, se entender oportuno ou lícito modificar o anteriormente disposto. Mas não é menos certo que tal oportunidade não se apresenta, no momento, por forma a convencer-nos da premência, ou, mesmo, da necessidade da reforma proposta. É que os altos setores governamentais estão empenhados, como largamente divulgado, numa completa revisão de nossos códigos ou leis orgânicas, com a finalidade de sua atualização. Do número das leis a serem assim reexaminadas e, sem dúvida, alteradas, não são excluídos o Código Penal e o Código do Processo Penal, ambos, ao contrário, sempre indicados no rol dos passíveis de reforma.

Diante disso, opinamos pela rejeição total do projeto, sem embargo de reconhecermos que as suas providências podem voltar amanhã a debate, em ocasião mais própria."

* * *

A proposição morre nessa fase da tramitação. Nem mesmo é submetida ao pronunciamento da Comissão de Constituição e Justiça, face ao § 1º do art. 323, do Regimento Interno da Casa que prescreve: "Ao fim de cada legislatura, serão arquivados os projetos do Senado em primeira discussão e os de resolução, cabendo a qualquer Senador ou Comissão requerer o seu desarquivamento em plenário, até o fim da primeira sessão legislativa ordinária seguinte, quando se considerará definitivo o arquivamento."

A matéria é, então, arquivada, sem que tenha havido, na sessão legislativa ordinária seguinte, qualquer iniciativa no sentido de desarquivá-la.

* * *

Visando a que a escolha dos componentes do Tribunal do Júri recaísse sobre cidadãos portadores de diploma de curso superior, o Deputado Anísio Rocha apresentou o Projeto n.º 1.735, de 1.º de abril de 1960, assim redigido: (DCN — Seção I — de 5-4-60 — pág. 2.223.)

PROJETO N.º 1.735, de 1960

Dispõe sobre a composição do Júri (Código de Processo Penal).

(A Comissão de Constituição e Justiça.)

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — O art. 436 do Código de Processo Penal — Decreto-Lei n.º 3.689, de 3 de outubro de 1941 —, passa a vigorar com a seguinte redação:

"Art. 436 — Os jurados serão escolhidos dentre os cidadãos de notória idoneidade e que sejam portadores de colação em curso de grau superior."

Art. 2.º — Esta Lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Sala das Sessões, em 1.º de março de 1960.
— Deputado Anísio Rocha.

Da justificação abaixo transcrita, conclui-se formar o parlamentar entre os partidários da extinção do tribunal leigo:

"O resultado do Júri realizado nesta capital para julgamento do principal responsável pela morte de Aida Curi, aconselharia a extinção da instituição do Júri. Entretanto, por ser matéria contida no § 2º do art. 141 da Carta Magna, não podemos propor a extinção do Júri, pois teríamos o nosso projeto tachado de inconstitucional.

Assim, pretendemos, no presente projeto, melhorar a composição do Júri criando, além da exigência de "notória idoneidade", a de ser o jurado portador de título de grau superior.

Ante a decepção causada pela absolvição do matador de Aida Curi, pensamos que não se pode mais tolerar o estímulo à prática do crime que nasce dos julgamentos onde funciona o Júri e este seja composto de pessoas medíocres, que deixam-se levar pelos impactos emocionais.

Um Júri para se fazer respeitar, há de forçosamente constituir-se de pessoas que, mesmo sendo leigas em matéria penal, estejam à altura de pôr a sua consciência a serviço da sociedade.

Mas, o alarma causado à família brasileira, pela absolvição do principal responsável pela morte de Aída Cúri, está a exigir medidas que pelo menos melhorem a composição do Júri.

E' o que pensamos em benefício da família brasileira.

Sala das Sessões, em 1.º de abril de 1960.
— *Deputado Anísio Rocha.*

A proposição, entretanto, não encontrou guarida no parecer do Relator da matéria, na Comissão de Constituição e Justiça, — Senhor Pedro Aleixo — e nem tampouco no parecer da própria Comissão que opinou unanimemente pela rejeição do projeto.

Eis os pareceres: (DCN — Seção I, de 29-7-60, pág. 5.210.)

PARECER DO RELATOR

O art. 436 do Código de Processo Penal manda que os jurados sejam escolhidos dentre cidadãos de notória idoneidade. Cabe ao Juiz-Presidente do Júri promover, sob sua responsabilidade e mediante escolha orientada pelo seu conhecimento pessoal ou por informação fidedigna, o alistamento de trezentos a quinhentos jurados no Distrito Federal e nas comarcas ou nos termos de menor população (art. 439 do citado Código). Quer o Deputado Anísio Rocha, com o Projeto que recebeu o n.º 1.735/1960 que, além do requisito de notória idoneidade, para o cidadão ser jurado, tenha o de "portador de colação em curso de grau superior". Se outras razões não existissem para a rejeição do projeto, esta só bastaria; em muitos termos e comarcas do País não há, ainda mais considerando as várias isenções admitidas no parágrafo único do art. 436 do Código de Processo Penal, número de diplomados por escolas superiores suficientes para a composição da lista mínima de jurados.

Brasília, em 20 de julho de 1960. — *Pedro Aleixo, Relator.*

PARECER DA COMISSÃO

A Comissão de Constituição e Justiça em reunião de sua turma "B", realizada em 20-7-60, opinou, unanimemente, pela rejeição do Projeto n.º 1.735/60, nos termos do parecer do Relator.

Estiveram presentes os Senhores Deputados: Oliveira Brito, Presidente, Pedro Alei-

xo, Relator, Joaquim Duval, Waldir Pires, Moacyr Azevedo, Barbosa Lima, Carlos Gomes, Arruda Câmara, Almino Afonso e Vasconcelos Torres.

Brasília, 20 de julho de 1960. — *Oliveira Brito, Presidente — Pedro Aleixo, Relator.*

Face à rejeição, a matéria passou ao arquivo, segundo publica o (DCN — Seção I — de 26-8-60, pág. 5.815.)

* * *

O Projeto n.º 13, de 1961, de autoria do Deputado Guilhermino de Oliveira, visa a emendar o § 28 do art. 141 da Carta de 1946, propondo a reforma dos veredictos do Júri pelos Tribunais de Justiça: (DCN — Seção I, — de 20-2-64, pág. 847.)

EMENDA CONSTITUCIONAL N.º 13-A, de 1961

Altera a redação do art. 141, § 28, da Constituição Federal; com parecer contrário da Comissão Especial.

Artigo único — O art. 141, § 28, da Constituição Federal, passa a ter a seguinte redação:

"E' mantida a instituição do Júri, com a organização que lhe der a lei, contanto que seja sempre ímpar o número dos seus membros e garantidos o sigilo das votações e a plenitude da defesa do réu. Os Tribunais de Justiça, por qualquer de suas Câmaras Criminais, a que fôr distribuída a apelação voluntária, podem reformar o veredicto dos jurados, quando em completa divergência com as provas existentes nos autos ou produzidas em Plenário. Será obrigatoriamente da sua competência o julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

Justificação

A emenda constitucional ora proposta, permitindo a reforma, pelos Tribunais de Justiça, dos veredictos do Júri, não visa absolutamente a desprestigiar esta instituição judiciária, pela limitação de sua soberania, como adiante será esclarecido.

Com parecer contrário da Comissão Constitucional, foi assegurada soberania irrestrita nos veredictos do júri na vigente Constituição Federal (José Duarte, "A Constituição Brasileira de 1946", 3.º vol., pág. 69), fazendo a Assembléa Constituinte *tabula rasa* dos sérios inconvenientes disso, defluentes, com o avançar do tempo, de *une justice plus scientifique*, que, conforme se lê no "Traité de Droit Criminel et de Legislation Penale Comparé", de autoria de Donnedieu de Va-

bres, "est inconciliable avec l'institution du jury, formé de personnes qui n'offrent ni compétence technique, ni garanties au point de vue de la culture juridique" (pág. 705).

Justificou-se, então, o mandamento constitucional, com a radical mutação do regime político que a Constituição de 1946 deveria espelhar, sendo impossível, num genuíno regime democrático, alheiar o cidadão da função de julgar, quando também colaborava no governo e na confecção das leis, elegendo, respectivamente, o Chefe da Nação e os parlamentares (José Duarte, obra e volume citados, pág. 891).

Ora, se o motivo da inclusão do Júri no texto constitucional foi o referido, não será proposta limitação da soberania dos seus veredictos que irá contrariar os sadios propósitos democráticos que a vigente Constituição Federal convém expressar, como se demonstrará a seguir.

Três são as formas por que, universalmente, vem participando o cidadão ou o juiz leigo no julgamento de seus pares: o juízo exclusivamente popular, o Júri e o escabinato.

Da primeira forma não há exemplo nas sociedades hodiernas remontando à provocatio ad populum da antiga Roma e ao tribunal grego dos Eliastas.

O Júri, atualmente em vigor, apenas, na Inglaterra, nos Estados Unidos, na Itália e no Brasil, é o tribunal onde as questões de fato são decididas por juizes e as de direito por um juiz togado, que o preside e sentença.

O chamado escabinato, que os juristas italianos denominam também de assessorato, é a forma de um tribunal misto, composto de juizes leigos e togados, igualmente competentes para decidir tôdas as questões de fato e de direito, o qual modernamente é o de maior aceitação na legislação européia, inclusive na dos países da Cortina de Ferro.

Essa última forma de participação do leigo na distribuição da justiça está consagrada, ao lado da instituição do Júri, em a nossa Lei Maior, ao assegurar a "paridade de representação de empregados e empregadores" nos tribunais da Justiça Trabalhista (art. 122, § 5.º) e na obrigatoriedade da composição dos tribunais militares por "juizes militares e togados" (art. 108, parágrafo único).

Não expressam, assim, porventura, as nossas justiças trabalhista e militar, sob a forma do escabinato, uma já bastante participação de leigo na administração da justiça, capaz de justificar, num regime democrático, o não alheamento do povo no julgamen-

to de seus pares, até mesmo nas últimas instâncias (Tribunais Superiores), por forma soberana?

Eis o ponto mais importante do relevante Projeto de emenda à Constituição em favor da existência do Júri em nosso País, pois a resposta afirmativa à pergunta supra formulada, poderá levar à completa abolição dessa nossa tradicional instituição democrática, pela já existência de outras; se, pela limitação da soberania dos veredictos do Júri não se puser cõbro aos verdadeiros absurdos resultantes de algumas das suas decisões, a partir da vigência da Constituição de 1946.

Em um país com a vastidão do nosso hinterland, não poderiam deixar de avultar todos os vícios e defeitos geralmente imputados à instituição dos jurados; — corruptibilidade, fraqueza sentimental e ignorância ("corruptibilità, debolezza, ignoranza", — Luigi Luochini, no Elementi di Procedura Penale, pág. 195) — colocando-se em primeiro plano a corrupção por partidarismo político e a errada aplicação da lei, capazes de desmoralizar o Júri até à sua completa abolição, o que visa justamente a impedir o Projeto, limitando-lhe a soberania.

De resto, outra coisa não foi o que fez a douta comissão elaboradora do Decreto-Lei n.º 167, de 5 de janeiro de 1938, composta dos experimentados e eminentes magistrados Nelson Hungria Roffbauer, Antônio Vieira Braga e Marcello de Queiros, quando, havendo silenciado a Carta Constitucional de 1937, sobre a instituição do Júri, pretendiam, atendendo à nossa tradição, salvar-lhe a existência limitando-lhe a soberania, pela mesma forma por que ora faz o presente Projeto, que reproduz, *ipsis verbis*, as palavras do citado diploma legal, ao dispor no seu art. 92, letra b: "A apelação (para o Tribunal de Apelação) que podia modificar o veredicto somente pode ter por fundamento: injustiça da decisão, por sua completa divergência com as provas existentes nos autos ou produzidas em plenário".

Afora o que já foi dito acima em defesa do repúdio à incontrolada soberania do Júri, vale a pena a transcrição das seguintes palavras do Ministro Nelson Hungria, em idêntico sentido, justificando o Decreto-Lei n.º 167 de 1938, que o presente Projeto reproduz na parte referente ao poder de contróle dos veredictos do Júri pelos Tribunais de Apelação, em frente à legislação atual:

"A justiça exercida pelo Tribunal do Júri deixou de ser, na atualidade, uma questão de caráter político, para ser um problema exclusivo de processualística penal. É um puro anacronismo estar a

repetir-se que o Júri é uma instituição inseparável do regime democrático-liberal. Nos tempos medievais, foi êle, realmente, um anteparo contra o arbitrio e tirania do Princeps ou da Coroa, de que os juizes não eram mais que fâmulos. Conforme, porém, insuspeitamente pondera Willoughby (*Principles of judicial administration*, pág. 488) "uma coisa é reconhecer o mérito de uma instituição política representativa de um progresso sôbre as que a precederam e correspondente as condições que prevaleciam ao tempo de seu advento e desenvolvimento, e inteiramente outra é justificar sua persistência depois que essas condições cessaram, substituídas por outras totalmente diversas".

Em todos os países do mundo civilizado, nota-se crescente tendência, senão para repúdio total, pelo menos para uma fundamental modificação do instituto do Júri a começar pela Inglaterra, de onde êle se irradiou para os outros países. Conforme assinala Willoughby, o Júri Inglês foi de tal modo absorvido, no seu funcionamento, pela Côte junto da qual é chamado a servir, que já não passa de uma simples formalidade. No caso de conviction, admite-se apelação dela quando unreasonable ou contrária às provas da decisão. O *Criminal Appeal Act, de 1907*, rompeu, em mais de um ponto, com a soberania dos juizes de facto (devendo notar-se de passagem, que as sentenças dos *judges of Assize*, conseqüentes aos *verdicta* do Júri, estão sujeitas à própria *reformatio in pejus*). Nos Estados Unidos cada vez mais o Júri decai do seu âmbito jurisdicional *ratione materiae*, e não é admitido sem o freio da "unanimidade" para validade dos *verdicta*. Seu desprestígio chegou a tal ponto que, como informa Gaviola (O processo pelo Júri, in *Revista Forense*, n.º 83), se tornou facultativo, por várias Constituições estaduais, o julgamento do cidadão por seus "pares", e isto não como uma renúncia, mas como um "privilegio". Na Alemanha, Rússia, Itália e Iugoslávia, já foi o Júri substituído pelo escabinado misto, que é uma conjugação de juizes togados e juizes leigos. Na França, é quase unânime a impugnação doutrinária da decrépita instituição, e uma lei de 1941 substituiu-a pelo *assessorat*, que é uma forma atenuada de escabinado. No México, o Júri só é mantido para julgamento dos crimes políticos e de opinião. Quando do Congresso Internacional de Palermo, celebrado em

1933, foi formulado o seguinte voto: "Le Congrès estime que dans les pays où l'institution du jury est dans les traditions nationales, celui peut être utilement amendé dans son recrutement et son fonctionnement, suivant l'esprit de chaque législation".

Não foi outro o critério seguido pelo nosso Decreto n.º 167, de 1938, e o Código Unitário de Processo Penal. No sentido de coibir-se a *ilimitada soberania do Júri*, já tínhamos o precedente do antigo Código de Processo Penal do Ceará. É verdade que êste fôra declarado inconstitucional, nesse particular, pelo Supremo Tribunal Federal, mas incoerentemente, porque a mesma Côte deixara de atribuir essa eiva à diminuição do *quorum* de jurados, à delimitação de competência do Júri e à renovação de julgamento, quando a decisão fôsse "manifestamente contrária à prova dos autos".

Este último critério (adotado pelo antigo Código de Processo Penal do Distrito Federal, alterado pelo Decreto n.º 20.390, de 1931, que suprimira o advérbio "manifestamente"), galvanizado pela atual Lei do Júri (Lei n.º 263, de 23-2-1948), não se justificava, nem se justifica, senão por um resquício de "superstição" em torno do Júri. Por que as delongas e despesas de um segundo julgamento, e não permitir-se a reforma de *meritis* da decisão, em grau de apelação? Invoquemos ainda, a respeito, a opinião de Willoughby: "as a matter of practical expedient, more than is done in permitting a retrial of facts, through the delay and added expense thus entailed, than good is accomplished through the occasional correction of an error of judgement on the part of the judge or jury. In this connection it should be noted that the trial judge may himself set aside the verdict of the jury when it is manifestly contrary to the weight of the evidence". Ora, aí está: não repugna a um dos mais ilustres constitucionalistas da América do Norte (cujos padrões, em matéria de democracia, vivemos a imitar) que a justiça togada corrija o *verdictum* do júri quando "manifestamente" contrário à prova dos autos. E assim terminou a doutra e eloqüente exposição:

"A limitação da soberania do júri, entre nós, visou, principalmente, a coibir as escandalosas absolvições sistemáticas do tribunal popular e, portanto, salvaguardar o indeclinável interesse da defesa so-

cial contra o crime. Resultou de uma experiência nossa, e não sob inspiração dos regimes políticos totalitários, segundo se assoalha com a mais requintada má-fé. É preciso acabar com esse estribilho de que se trata de uma medida de selo fascista ou nazista. A democracia liberal protege os direitos do homem e não os crimes do homem. Maldita seria a democracia, se se prestasse a uma política de cumplicidade com a delinquência. Ademais, há que atentar para os resultados decorrentes da restrição à pretendidamente irresponsável soberania do Júri. Foram os mais benéficos possíveis. Em alguns Estados, como o Rio Grande do Sul, Minas Gerais e São Paulo, os crimes contra a vida diminuíram de 40%. Nesta Capital, Rio de Janeiro, também decresceu a criminalidade violenta, notadamente a dos passionais, embora em menor percentagem, devendo notar-se que, mesmo antes da legislação vigente, o rigor na escolha dos jurados já tornara o Júri do Distrito Federal menos incompatível com sua missão. E depois disso, e apesar disso, há de retroceder-se, então, ao Júri antigo, para resguardar a intangibilidade de uma instituição fora de sua época, expondo-se de novo a sociedade ao relaxamento da repressão do crime? Ninguém, de ânimo isento, terá a coragem de responder afirmativamente." (Comentário ao Código Penal, vol. I, edição Revista Forense, Rio, 1949, pág. 39 a 44.)

Quando as vantagens da adoção do presente projeto de emenda, não se patenteassem nos excelentes resultados do funcionamento do Júri no regime do Decreto-lei n.º 167, de 1938, proclamados estatisticamente pelo Ministro Nelson Hungria, como se verifica da transcrição supra, a limitação da sua soberania viria, ainda, resolver questão jurídica de magna relevância que se debate hoje em nosso pretório criminal.

Trata-se de controvérsia jurídica de saber se a soberania irrestrita dos veredictos do Júri impede ou não a revisão criminal pela justiça togada nos casos de erro judiciário resultante de condenação imposta pelo Júri.

A soberania do júri sem quaisquer limites, até impossibilitar a revisão criminal — tese essa que a atual redação do § 28 art. 141 da Constituição permite e a adoção do presente projeto impediria —, só faz por desprestigiar a Justiça, ensejando a desumana prevalência de um erro judiciário, em prejuízo de um inocente, só para favorecer a soberania de uma instituição, por todos os ti-

tulos injustificável, na época atual. — Guilherme de Oliveira e outros.

Na qualidade de Relator do Projeto nº 13-A, de 1961, o Deputado Simão da Cunha expressou voto pela rejeição da matéria. (DCN (Seção I) de 20-2-64, pág. 846.)

PARECER

Histórico

Em março de 1961, o nobre Sr. Deputado Guilhermino de Oliveira apresentou uma emenda à Constituição, visando a alterar o § 28 do art. 141 e, conseqüentemente, reformar em profundidade a instituição do Júri.

Constituiu-se, então, a Comissão Especial, mas não teve seguimento o trabalho de análise da proposição. Na presente legislatura nova Comissão Especial foi constituída, cabendo-me, por deferência inexplicável de meus ilustres colegas, a honrosa tarefa de relatar a matéria.

É o que pretendo fazer, cumprindo destacar a alta colaboração que tive do jovem Professor Ariosvaldo Campos Feres, Assistente de Direito Penal da Faculdade de Direito da Universidade de Minas Gerais, a cujas luzes tive que recorrer. E o fiz por saber da importância do assunto e das radicais e graves repercussões implícitas na emenda constitucional proposta.

A Emenda

Dispõe o art. 141, § 28, da Constituição Federal vigente:

"É mantida a instituição do Júri, com a organização que lhe der a lei, contanto que seja sempre ímpar o número de seus membros e garantido o sigilo das votações, a plenitude da defesa do réu e a soberania dos veredictos. Será obrigatoriamente da sua competência o julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

De acordo com o projeto, referido dispositivo passará a ter a seguinte redação:

"É mantida a instituição do Júri, com a organização que lhe der a lei, contanto que seja sempre ímpar o número de seus membros e garantido o sigilo das votações, e a plenitude da defesa do réu. Os Tribunais de Justiça, por qualquer de suas Câmaras Criminais a que for distribuída a apelação voluntária, podem reformar o veredicto dos jurados, quando em completa divergência com as provas existentes nos autos ou produzidas no plenário. Será obrigatoriamente da sua competência o julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

Síntese da Emenda

O nobre autor da proposição injeta no parágrafo 28 do artigo 141 da Constituição Federal o seguinte período:

"Os Tribunais de Justiça por qualquer de suas Câmaras Criminais a que fôr distribuída a apelação voluntária, podem reformar o veredicto dos jurados quando em completa divergência com as provas existentes nos autos ou produzidas em plenário."

E suprime do referido parágrafo vigente as expressões:

"e a soberania dos veredictos."

Objetivos e Fundamentos da Proposição

O que se pretende com a modificação em exame é simplesmente um retôrno ao *statu quo* do Decreto-Lei n.º 167, de 5 de janeiro de 1938, permissivo das reformas das decisões do Júri pelo Tribunal *ad quem*, para absolver ou condenar.

Assinala a justificativa que as vantagens da adoção do projeto de emenda se consubstanciam, senão, tão-só, nos excelentes resultados do funcionamento do Júri, no período da vigência do famigerado Decreto-lei citado, vantagens essas proclamadas estatisticamente por Nelson Hungria, como, também, na solução da

"controvérsia jurídica de saber se a soberania irrestrita dos veredictos do Júri impede ou não a revisão criminal pela Justiça togada nos casos de erro judiciário resultante de condenação injusta pelo Júri".

Permissa venia, nem um nem outro dos argumentos invocados resiste à menor análise.

As estatísticas trazidas a colação, atestando a diminuição da criminalidade, podem ter refletido a realidade que se afigurou, mas sua interpretação, *data venia*, resultou de equívocos e erros, ao responsabilizar o Júri pela criminalidade verificada antes do regime imposto pelo discutido decreto-lei, e ao ofertar à Justiça togada os méritos da diminuição do mesmo fenômeno, fêz que inúmeras outras causas fôsem omitidas no estudo da questão, prevalentemente as referentes à nova ordem político-social implantada, com toda uma gama de fatores a influenciar a produção dos fenômenos jurídicos.

Demais, foi sob o império do Decreto-Lei n.º 167 que se cometeu o maior dos erros de nossa história judiciária, abalando a cons-

ciência jurídica da Nação. O mais grave e lamentável do episódio do erro judiciário de Araguari, que teve como protagonistas os irmãos Naves, reside no fato de que o Tribunal do Júri os absolveu por duas vezes, cabendo ao Tribunal de Justiça, baseado no permissivo legal, condená-los ao fundamento de que

"dificilmente se fará tão plena prova de autoria de latrocínio". (v. João Alamy Filho. "O Caso dos Irmãos Naves". Ed. Bernardo Álvares, B. Horizonte, 1961, pág. 304).

Inconsciência dos Desembargadores? Não!

É que os juizes togados alheios aos pormenores e circunstâncias que cercaram os fatos, distantes dos cenários dos acontecimentos, desvinculados dos dramas vividos pelos dois moços, impressionados por forjadas provas e impossibilitados de repeli-las, não tiveram e não poderiam ter a sensibilidade de homens que, esparsos no seio do povo, pesavam, peneiravam, julgavam as provas que foram robustecer a falsa convicção de culpabilidade das infelizes vítimas.

O fato histórico parecia querer exibir em vitrina, aos olhos do mundo, as vantagens do Júri nesse particular, no confronto com as decisões da justiça togada.

Quanto ao impedimento oposto pela soberania do Júri à possibilidade da revisão, cremos laborar em engano a douda justificativa. A lei (art. 621, incisos I, II, III, do C. P. Penal), expressa claramente a possibilidade de revisão dos processos findos nas hipóteses:

"I — quando a sentença condenatória fôr contrária ao texto expresso da lei penal ou à evidência dos autos;

II — quando a sentença condenatória se fundar em depoimentos, exames e documentos comprovadamente falsos;

III — quando, após a sentença, se descobrirem novas provas de inocência do condenado ou de circunstâncias que determinem ou autorizem diminuição especial da pena."

Dispõe o art. 626:

"Julgando procedente a revisão, o Tribunal poderá alterar a classificação da infração, absolver o réu, modificar a pena ou anular o processo." (Grifo nosso.)

Além disso, com o advento da Lei n.º 263, de 23-2-48, que deu nova estrutura ao art. 593 do C. P. Penal, é possível a cassação dos veredictos absolutórios ou condenatórios,

desde que sejam "manifestamente contrários à prova dos autos".

AS CRÍTICAS AO JÚRI

Os brados dos adversários do Tribunal Popular de há muito se levantam na tentativa de eliminá-lo ou de restringi-lo, esquecidos de que é o Júri a instituição mais representativa do espírito democrático dos povos e seu indispensável complemento, na expressão do insigne Ataliba Nogueira.

Os tenazes opositores do Júri e de sua soberania, alarmados com os defeitos imputados à instituição, por passível de influência do partidarismo político, corrupção, de laborar em erros por ignorância e incompetência, deslembram-se que os homens que o compõem nada mais representam que o povo, que de tempos em tempos é convocado para eleger seus vereadores, prefeitos, deputados, senadores, governadores e presidentes.

A valerem os argumentos contra a instituição, mais valerão à impugnação da legitimidade dos mandatos que em nome do povo se exercem.

Não menos verdade é, também, que as influências que atuam transmutando o curso normal de uma decisão, na hipótese do Júri, são as mesmas que se exercem sobre o delegado, testemunha, perito e, até mesmo, sobre o promotor e o juiz.

A propósito, assinala Roberto Lyra ("O Júri Sob Todos os Aspectos", END, Rio, 1960, pág. 54) que

"aos que vivem a repetir de toada os estrilhos estrangeiros não esqueçam o clamor do fóro, dos espíritos mais eminentes e independentes no seio dêle, contra a volubilidade e o tumulto da nossa jurisprudência, contra os excessos e desvarios de nosos tribunals, contra a inferioridade e fraqueza de nosos juizes."

As verrinas contra o julgamento popular tem correspondido a profligação das decisões togadas, com a diferença que

"o Júri paga por sua popularidade ao estúpido da reportagem que, raramente, se apercebe dos juizes e tribunals togados protegidos pelos silenciadores da rotina e pela indiferença das platéias". (Roberto Lyra, ob cit, pág. 19.)

Embora recebendo com reservas as considerações expedidas, temos que os jurados mais se capacitam ao julgamento por várias razões.

Como poderá, por exemplo, o Tribunal contrariar o decidido pelo Júri (hipótese da

emenda) se as páginas frias do processo lhe transmitem apenas e muitas vezes a verdade aparente e não a real, confessada menos pelas palavras verdadeiras nos autos que pelos gestos, atitudes, olhares dos réus, testemunhas e peritos?

De que forma conhecerá o Juiz ou Desembargador detalhes e particularidades esclarecedoras de cada caso se foram deturpadas ou sonegadas pelos interessados?

Patenteia-se aí um dos motivos por que freqüentemente o Júri decide contra a prova dos autos, pois que os homens que o integram sabem que as provas produzidas não refletem a realidade dos fatos verificados.

"A verdade dos autos constante dos depoimentos que não passam amiúde de uma deformação dos acontecimentos, não satisfaz à consciência do juiz moderno." (Sentença do Dr. Oldemar Toledo, Forense, Vol. XVII, 1942, pág. 539.)

Por outro lado, consoante judiciosa opinião do emérito Tornaghi (Instituição do Processo Penal, Forense, Rio 1959, pág. 314), à toga difficilmente será possível

"avaliar o que os motivos do crime significam num determinado ambiente. O juiz togado é muitas vezes um juiz de fora que foi mandado para a Comarca, mas não lhe conhece o meio, a mentalidade. Alguém que fez concurso no Distrito Federal onde sempre morou e foi um dia ser juiz no Acre ou no Amapá. Não é a mesma coisa matar por motivo de honra na Capital e no interior. O juiz não sabe disso mas os jurados sabem. E sabem mais: sabem se o réu pode voltar ao convívio social ou não."

A lei com suas elevadas penas, à violência policial no extorquir confissões e aos defeitos do processo, se deve creditar grande parte das absolvições.

Outro aspecto em que se fixam os inimigos do Júri é o do aparentemente desigual tratamento dispensado aos crimes considerados de somenos, e os de alçada do Tribunal Popular; aquêles desatando em condenações e êstes em absolvições. Nem uma nem outra coisa apreendem tôda a verdade. Não se deve esquecer, todavia, que o Júri é o Tribunal dos "homens de bem".

O pai que mate o esturpador de sua filha não encontra isenção ou excludente na lei que lhe acoberte o ato; via de regra é absolvido pelo Júri que decide contra a lei, contra as provas do processo, mas de acordo com os impulsos da consciência, consentânea às realidades individuais e sociais. Aliás o le-

gislador agiu acertadamente ao exigir do jurado que decida guiado apenas pela sua "consciência e os ditames da justiça". (Art. 464 do C. P. Penal.)

Arruda Campos ("A Justiça a Serviço do Crime", Saraiva, São Paulo, 1960, pág. 69), por bôca alheia sintetiza as razões da diversidade de julgamento:

"Não tenho medo de ser processado por furto, roubo, estelionato ou por qualquer crime infamante — observava-nos um advogado — porque como cidadão de conduta normal não pratico atos desse gênero. Contudo não posso dizer que *amanhã não* tenha de responder a júri, por um delito de honra. Daí a razão pela qual entendo que o Tribunal Popular não pode desaparecer. Quero ser julgado, não por juízes automatizados, mas por criaturas como eu que também não estejam livres de sentar no banco dos réus, por um crime igual, e que assim possam sentir, em tôda a sua intensidade, o drama de minha vida."

É de se repelir também a afirmação de que o Júri é ignorante e incompetente, vícios que lhe são comumente imputados.

Trago a êste argumento uma observação pessoal. Há vinte e um anos freqüente, com assiduidade, a tribuna do Júri. Na capital de Minas Gerais, ou nas mais variadas e distantes comarcas do interior. Tenho participado de Júris honrados e Júris desnaturados. E às vêzes na mesma comarca, em épocas diferentes, mas sob a presidência de juizes diversos.

O meu testemunho é cada vez mais de exaltação da instituição do Júri e de formal condenação ao procedimento dos maus juizes. São êstes que, submetidos à "corrupção por partidarismo político" e por venalidade, sob as vistas complacentes de um promotor de justiça, subjugado aos interesses de sua promoção e de outros proveitos, organizam a lista anual dos jurados, verdadeiras máquinas caprichosas e obedientes, tanto para condenar como para absolver.

Basta a presença em uma destas desmoralizadas comarcas, de um Juiz íntegro, reformando a lista dos jurados e convocando os "homens de bem", e os há, felizmente, em tôda parte, para pôr-se um paradeiro à "corruptibilidade, fraqueza sentimental e ignorância" de que nos fala a douta justificativa que acompanha a emenda constitucional em tela. Uma comarca muda de fisionomia com um bom Juiz. A mesma comarca, o mesmo povo, depende de toga que preside os destinos da sua justiça.

Reclamando honestidade e bom senso prescinde o Júri de cultura jurídica até porque

"nas coisas mais simples e mais fundamentais, o instinto natural da razão tem um discernimento mais seguro que a arte e a reflexão..." (Jacques Maritain, "Princípios duma Política Humanística", Agir, 1960, pág. 60).

EM DEFESA DO JÚRI

Seria fastidioso desfilar nomes e transcrever opiniões de quantos se bateram em defesa do Júri. Imprescindível, porém, citar Rui Barbosa, mercê de sua inteligência, cultura, lucidez e, sobretudo, a profunda penetração com que versou os problemas jurídicos:

"A zona ocupada pelo Júri através do mundo contemporâneo — pontifica — traça quase exatamente o meridiano jurídico da civilização e pela nitidez com que sua realidade se acentua de país a país se poderia determinar a situação da liberdade individual no seio de cada povo" (Apud Roberto Lyra, ob. cit., pág. 7).

Trazendo o subsídio de Luchini assevera:

"A própria escola positiva não lhe sabe negar (ao Júri) as relações que o vinculam a certos princípios cardiais no moderno organismo, ao papel do povo no governo, à defesa da liberdade, à cultura moral da Nação." (Idem, *ibidem*, pág. 10.)

CONCLUSÃO E VOTO

Vitoriosa a proposição, consumir-se-á inominável atentado contra o Tribunal Popular.

A aceitar-se o preconizado melhor fôra extingui-lo de vez, pois, vale mais matar que permitir viver instituições cerceadas e, portanto, desnaturadas.

Introduzida a modificação, o Júri não passará de mero fantoche, arremêdo de julgador, desprezado pelos juristas e desprestigiado pelo povo.

Cumpre, isto sim, aperfeiçoar a instituição. Não subjugá-la.

Pela colimação daquele objetivo propugna Roberto Lyra (ob. cit., pág. 26) com a proclamação que repetimos para a meditação de todos.

"Na marcha para o mundo melhor tratemos de desenvolver e aperfeiçoar os instrumentos da liberdade e, portanto, da cultura e do progresso que, como o Júri, antecipam ao povo a imagem de sua força direta e soberana, de sua autoridade suprema, de seu poder absoluto."

Pelo exposto, sem embargo de reconhecer a alta intenção do Nobre Deputado Guilherme de Oliveira, autor do projeto de Emenda Constitucional n.º 13/61, voto pela rejeição da mesma.

Deputado Simão da Cunha, Relator.

O Deputado Adahil Barreto votou a favor da proposição. Entretanto, a Comissão Especial, designada para dar parecer ao Projeto, pronunciou-se contra esse voto, acatando voto e parecer do Relator, Deputado Simão da Cunha, no sentido da rejeição da emenda:

PARECER

A Comissão Especial designada para dar parecer sobre a Emenda Constitucional n.º 13, de 1961, que "altera a redação do art. 141, § 2º, da Constituição Federal", em reunião realizada no dia 28 de novembro de 1963, opinou contra o voto do Deputado Adahil Barreto, no sentido da rejeição da referida emenda, nos termos do parecer do Relator, Deputado Simão da Cunha.

Estiveram presentes os Senhores Deputados Manoel Barbuda — Presidente, Antonio Feliciano, Adahil Barreto e Simão da Cunha.

Sala da Comissão, em 28 de novembro de 1963. — Manoel Barbuda, Presidente — Simão da Cunha, Relator.

Não teve prosseguimento o estudo do Projeto. Foi arquivado nos termos do art. 61 da Constituição Federal de 1967, conforme publica o *Diário do Congresso Nacional* de 25-10-67 (pág. 6.921).

* * *

Com a finalidade de estabelecer proibição no sentido de que um mesmo jurado participe em mais de um julgamento concernente ao mesmo processo, e tendo em vista a formulação de um quesito, apenas, sobre a atualidade ou iminência da agressão, o Deputado Simão da Cunha apresentou, em 1963, o seguinte projeto, acompanhado da respectiva justificação: (*DCN* (Seção I), de 12-10-63, pág. 7.732.)

PROJETO

N.º 1.102, de 1963

Altera os dispositivos dos artigos 462 e 607 do Código de Processo Penal.

(Do Sr. Simão da Cunha)

(A Comissão de Constituição e Justiça.)

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — O artigo 462 do Código de Processo Penal passa a ter o seguinte parágrafo único:

"Art. 462 —

Parágrafo único — São também impedidos de servir no Conselho os jurados que

tenham tomado parte em julgamento anterior do mesmo processo."

Art. 2.º — O parágrafo 3.º do art. 607 do Código de Processo Penal passa a ter a seguinte redação:

"Art. 607 —

§ 3.º — Se o réu pedir legítima defesa, será formulado apenas um quesito sobre a atualidade ou iminência da agressão."

Art. 3.º — Esta lei entrará em vigor na data de sua publicação revogadas as disposições em contrário.

Sala das Sessões, em 25 de setembro de 1963. — Deputado Simão da Cunha.

Justificativa

Há centenas de acórdãos divergentes no que tange à validade ou não do julgamento em que um jurado venha a servir pela segunda vez, e isto por força do § 3.º do art. 607 do Código de Processo Penal. Por razões sobejamente conhecidas, a jurisprudência tem se orientado no sentido de que é nulo o julgamento, mesmo quando não se trata de protesto por novo júri. Como são também inúmeros os julgados em sentido contrário, é necessário corrigir essa anomalia, que vem desprestigando a ação da Justiça. Os jurados ficam sem entender por que razão um réu teve seu julgamento anulado por ter servido em segundo julgamento um jurado que tomou parte no primeiro, quando, muitas vezes, na mesma sessão, houve caso idêntico, não anulado pelo Tribunal.

Colocado o parágrafo único no artigo 462, desaparece a razão de ser do parágrafo 3.º do art. 607 do mesmo estatuto.

Quanto à junção no mesmo quesito, da atualidade ou iminência da agressão, justifica-se a proposição por querer evitar resultados diferentes do visado pelos jurados. Até os juristas do primeiro plano sentem dificuldades em diferenciar, em determinados casos, se a agressão foi atual, ou iminente. Há casos em que a atualidade da agressão se confunde com a iminência. E, em casos tais, pode acontecer como tem acontecido às dezenas, que o resultado querido pelos jurados foi o inverso do veredito. Assim, se um único jurado quer condenar, negando a legítima defesa, e três querem absolver, pela atualidade, e três pela iminência, o réu será condenado por quatro votos contra três. Seis jurados acham que o réu agiu em legítima defesa, mas, por uma questão de técnica, a condenação surgirá por maioria de sufrágios. Se os jurados se manifestarem, depois do julgamento, a Justiça fica em má posição. — Deputado Simão da Cunha.

Pela constitucionalidade e aprovação, recebeu a matéria, na Comissão de Constituição e Justiça, o parecer abaixo, do Senhor Geraldo Freire, na qualidade de Relator (o projeto, distribuído ao Senhor Pedro Aleixo, passa ao Senhor Geraldo Freire em redistribuição): (DCN (Seção I), de 6-5-65, págs. 2.688.)

PARECER

O Sr. Simão da Cunha para dirimir divergência jurisprudencial propõe que se acrescente um parágrafo ao art. 462 do Código do Processo Penal, figurando nêle, expressamente, a proibição de que sirva o jurado que haja tomado parte em julgamento anterior do mesmo processo. Atualmente, a proibição expressa no texto da lei (art. 607, § 3.º) refere-se tão-somente a que sirvam os mesmos jurados quando se tratar de protesto por novo Júri. Como as razões são idênticas, qualquer que seja a natureza do recurso, os tribunais têm admitido que mesmo em se tratando de apelação, não se permite a repetição dos julgadores. Não sendo, entretanto, pacífica esta interpretação, o projeto pretende eliminar as dúvidas, o que é plenamente razoável, constitucional e jurídico. Urge, apenas, conforme emenda em separado, que se suprima o mencionado § 3.º do art. 607, já sem razão de ser, em face da norma proposta pelo projeto, mais abrangente e mais ampla.

O art. 2.º propõe medida igualmente salutar e adequada: Se o réu pedir o reconhecimento da legítima defesa, será formulado apenas um quesito sobre a atualidade ou iminência da agressão. Com isto, serão evitados embaraços, confusões e aumento de trabalho. Estou de acordo com a proposta, entendendo porém que a matéria deve figurar com n.º IV do artigo 484, modificando-se a numeração dos demais incisos, nos termos da emenda ao fim formulada, e não no art. 607, § 3.º, como a proposição pretende porque nessa parte do Código a matéria tratada é diferente.

Com as sugestões mencionadas, sou pela constitucionalidade e aprovação.

Brasília, em 22 de abril de 1965. — **Geraldo Freire, Relator.**

Em seguida tem-se a enumeração das sugestões apresentadas:

EMENDA N.º 1

Passando a 4.º o atual art. 3.º, a redação deste será a seguinte:

“Art. 3.º — Fica suprimido o § 3.º do art. 607 do Código de Processo Penal.”

Brasília, em 22 de abril de 1965. — **Tarso Dutra, Presidente — Geraldo Freire, Relator.**

EMENDA N.º 2

Redija-se assim o caput do artigo 2.º:

“Art. 2.º — Passando a V, VI e VII, os atuais n.ºs IV, V e VI do artigo 484 do Código do Processo Penal — redija-se assim o primeiro deles:

IV

Brasília, em 22 de abril de 1965. — **Tarso Dutra, Presidente — Geraldo Freire, Relator.**

A Comissão de Constituição e Justiça, por sua vez, opina segundo os termos do parecer do Relator: (DCN de 6-5-65, pág. 2.688.)

PARECER DA COMISSÃO

A Comissão de Constituição e Justiça, em reunião de sua Turma “B”, realizada em 22-4-65, opinou, unânimemente, pela constitucionalidade do Projeto n.º 1.102/63, e, no mérito, por sua aprovação, nos termos do parecer do Relator, adotando as emendas por este apresentadas.

Estiveram presentes os senhores deputados: Tarso Dutra, Presidente — Geraldo Freire, Relator — José Barbosa — Djalma Marinho — Celestino Filho — Floriceno Paixão — Dnar Mendes — Laerte Vieira — Pedro Marão — Ulysses Guimarães — Arruda Câmara — Humberto El-Jaick e Geraldo Guedes.

Brasília, em 22 de abril de 1965. — **Tarso Dutra, Presidente — Geraldo Freire, Relator.**

Havendo, desta maneira, recebido a proposição parecer pela constitucionalidade e pela aprovação, com emendas, quanto ao mérito, é submetida ao plenário em primeira discussão.

Apresenta emenda ao projeto e desenvolve justificação em torno da matéria proposta, o Deputado Clóvis Stenzel: (DCN (Seção I) de 4-4-67, pág. 964/5.)

O SR. CLOVIS STENZEL (Sem revisão do orador.) — Senhor Presidente e Srs. Deputados, é do ilustre Deputado Simão da Cunha o Projeto n.º 1.102-A, de 1963, que objetiva modificar dois artigos do Código de Processo Penal, os de números 462 e 607.

Tive oportunidade de encaminhar à Mesa emenda a este Projeto, com a seguinte redação:

“Art. 607, § 3.º — Se o réu alegar legítima defesa, ou erro de fato quanto à legítima defesa, será formulado apenas um quesito sobre a atualidade ou iminência da agressão.”

Pretendo fazer a justificação desta emenda em poucos minutos, desta tribuna, para que a egrégia Comissão de Justiça da Casa possa devidamente apreciá-la, já que o projeto veio

a plenário com pareceres favoráveis e está em primeira discussão, tendo sido Relator o eminente Deputado Geraldo Freire.

O projeto é para a instituição do Júri e, conseqüentemente, para todos aqueles que militam no Júri, nessas centenas de comarcas do interior do Estado, deveras saneador. Os advogados sabem perfeitamente que um dos problemas mais complicados para o processamento do Júri, no Brasil, é o da votação dos quesitos. É tão complicado o assunto que refoge mesmo à competência ou à capacidade dos advogados e extravasa até aos juizes de primeira instância e os tribunais de segunda instância, como tivemos oportunidade de ver, na contradição de vários julgados de Tribunais de Justiça do País e até mesmo na Suprema Corte.

A respeito da formulação dos quesitos, parece que ninguém se entende nesta terra. Principalmente quando se trata de votação do quesito relativo à atualidade ou à iminência da agressão, que é um dos requisitos ou pressupostos da legítima defesa, prevista no art. 21 do Código Penal, há uma disparidade enorme. Como conseqüência, vários inocentes e vários réus, que têm sido de fato beneficiados com a justificativa da legítima defesa, permanecem na prisão até segundo e terceiro julgamentos, porque o Juiz de Direito desdobrou o quesito da atualidade e o da iminência da agressão. E, assim, o Conselho de Sentença poderá rejeitar a atualidade, digamos, por 4 a 3, para depois firmar, por 4 a 3, a iminência. Resultado: na sentença absolutória, o Juiz decide que o réu não foi absolvido por unanimidade; não em virtude da intenção do jurado, mas por causa da má redação e votação dos quesitos.

O ilustre Deputado Símlão da Cunha, através deste projeto, objetiva compelir o Presidente do Tribunal do Júri a incorporar a atualidade e a iminência da agressão num só quesito, com o que, aliás, concorda em parte com aquela doutrina de Pedro Vergara, pela qual toda agressão atual já é iminente e a iminência da agressão começa com a sua atualidade.

Logo, não há razão para o desdobramento da votação desses quesitos.

Mas o projeto é imperfeito, Senhor Presidente, porque exige a unidade de quesitos só e exclusivamente quando a defesa alega legítima defesa. Mas existe a chamada legítima defesa putativa, imprópriamente chamada de legítima defesa de fato e que, na verdade, não é legítima defesa, porque não consta nem do art. 19 nem do art. 21 do Código Penal, mas do art. 17, que trata do erro de fato. E erro de fato pode ser aplicado tanto à legíti-

ma defesa quanto ao estado de necessidade, quanto ainda ao estrito cumprimento do dever legal e ao exercício regular do direito. Portanto, o erro de fato pode ser aplicado a todas as justificativas penais e é apenas de isenção da penalidade. Portanto, o crime existe, quando se pratica o fato por erro. O que se faz, através da sentença absolutória, é isentar somente da pena o réu que praticou crime por erro de fato. Daí por que, se o projeto for aprovado como está redigido, se fará o quesito, na sua forma unitária, sem desdobramento, apenas quando a defesa alegar a legítima defesa e não o erro de fato. Mas, como um indivíduo pode errar quanto ao fato da legítima defesa, estendo o mesmo esclarecimento legal ao erro de fato, com emenda assim redigida:

"Se o réu alegar legítima defesa ou erro de fato quanto à legítima defesa, será formulado apenas um quesito sobre a atualidade e iminência da agressão."

Não é superfetação, e não se diga que, aprovado o projeto como redigido, o Juiz formulará o quesito quando a defesa alegar erro de fato, como se fora legítima defesa. Não, por duas razões: primeiro, porque o projeto, como redigido, não esclarece, embora a lei penal adjetiva possa ser aplicada analogicamente, o que não acontece com a lei penal substantiva.

Mas é inegável ainda, Sr. Presidente, que, a respeito da instituição do Júri, existe uma grande má vontade de parte da maioria dos juizes de direito. A justiça togada no Brasil, desde os acórdãos do Supremo Tribunal até os acórdãos dos Tribunais de Justiça e mesmo as sentenças de juizes de comarca, manifesta, a todo instante, a sua repulsa contra a instituição do Júri. Poderá ocorrer, então, que o Juiz, apegado à letra da lei, quando um advogado sustentar a tese da legítima defesa subjetiva ou a legítima defesa putativa, não faça o desdobramento do quesito, porque a lei decorrente manda que se faça apenas quando se tratar da legítima defesa real ou da legítima defesa propriamente dita.

Daí a razão da minha emenda. Vai-se protelar um pouco a aprovação desse projeto, eu sei disso. Descerá ele à Comissão de Constituição e Justiça para parecer. Mas quero crer que, apreciada a emenda, ele voltará a plenário, escoimado do seu vício original, porque ele não se estende à amplitude da intenção do ilustre Deputado que o redigiu.

Eram estas, Sr. Presidente, as razões que desejava expor desta tribuna, e o fiz brevemente para não tomar o tempo da Casa. A justificativa da minha emenda é, assim, feita

verbalmente, para que a egrégia Comissão de Justiça, na sua tolerância e liberalidade, possa examinar essas razões e admitir a emenda que acabo de propor.

É favorável à emenda de Plenário o parecer da Comissão de Constituição e Justiça. Efetuada a votação da matéria, em primeira discussão, é o Projeto aprovado com as emendas que lhe foram apresentadas.

Face às emendas, a Comissão de Constituição e Justiça redige a proposição nos termos abaixo, com a finalidade de submetê-la à 2.ª discussão: (DCN (Seção I) de 27-9-68, pág. 6.514.)

PROJETO

N.º 1.102-B, de 1963

Altera dispositivos dos arts. 462, 484 e 607 do Código de Processo Penal.

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — O art. 462 do Código de Processo Penal passa a ter o seguinte parágrafo único:

“Parágrafo único — São também impedidos de servir no Conselho os jurados que tenham tomado parte em julgamento anterior do mesmo processo.”

Art. 2.º — Passando a V, VI e VII, os atuais números do art. 484 do Código de Processo Penal, redija-se assim o primeiro deles:

“IV — Se o réu alegar legítima defesa ou erro de fato quanto à legítima defesa, será formulado apenas um quesito sobre a atualidade ou iminência da agressão.”

Art. 3.º — Fica suprimido o § 3.º do artigo 607 do Código de Processo Penal.

Art. 4.º — Esta lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Sala das Reuniões, em 17 de setembro de 1968. — **Pedroso Horta**, Relator.

Submetido a segunda discussão em 11 de agosto de 1970, uma vez encerrada essa etapa da tramitação, apresenta o Sr. Dayl de Almeida requerimento solicitando, na forma regimental, votação destacada, para rejeição dos arts. 1.º e 3.º do Projeto. Em votação a propositura, ressalvados os artigos destacados, tem-se a rejeição destes e a remessa do projeto à redação final. (DCN (Seção I) de 12-8-70, pág. 3.856.)

A redação final, publicada no DCN — S I — de 2-9-70, pág. 4.308, é aprovada na sessão do dia 2 (DCN — S I — de 3-9-70, pág. 4.365):

REDAÇÃO FINAL

PROJETO

N.º 1.102-D, de 1963

Redação Final do Projeto n.º 1.102-D, de 1963, que altera dispositivos do art. 484 do Código de Processo Penal.

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — Passando a V, VI e VII, os atuais n.ºs do art. 484, do Código de Processo Penal, redija-se assim o primeiro deles:

“IV — Se o réu alegar legítima defesa ou erro de fato quanto à legítima defesa, seja formulado apenas um quesito sobre a atualidade ou iminência da agressão.”

Art. 2.º — Esta Lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Comissão de Redação, 31 de agosto de 1970. — **Henrique de La Rocque**, Presidente — **Medeiros Netto**, Relator — **Dnar Mendes**.

Remetido ao Senado, o Projeto toma nesta Casa do Congresso o n.º 36, de 1970, sendo submetido à Comissão de Constituição e Justiça (DCN — S. II — 5-9-70, pág. 3.697).

Prevendo a extinção do Júri Popular, o Deputado **Eurico de Oliveira** apresentou, em 1965, o Projeto n.º 2.830/65, nos seguintes termos e com a seguinte justificação (DCN de 22-5-65, pág. 3.477):

PROJETO N.º 2.830, de 1965

Extingue o Júri Popular, e dá outras providências.

(Do Sr. Eurico de Oliveira.)

(A Comissão de Constituição e Justiça)

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — Fica extinto o Júri Popular no País e atribuída a competência que atualmente lhe cabe, aos Juizes das Varas Criminais, nos julgamentos respectivos, com recurso aos demais Tribunais, conforme a legislação em vigor.

Art. 2.º — Esta Lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Justificação

É preciso que a Justiça no Brasil não continue a ser praticada sob coação, medo, favor, proteção, condescendência, suborno, como instrumento de políticos, partidos ou governantes, junto aos Jurados.

Infelizmente o Júri se constitui, hoje, principalmente no interior, em escola para tocaieiros e outros interessados. O julgamento de quem conseguiu ou tentou matar é o mais difícil. Não podem realizá-lo emotivos, sentimentais, rancorosos e ignorantes do segredo da criminologia. O criminoso não pode ser julgado onde a opinião pública o acusa ou defende. A supressão pois do júri popular é uma necessidade democrática.

"Sómente o magistrado é competente para julgar o acusado sempre à vista do povo", afirma o insigne A. B. de Castelo Melhor.

Sala das Sessões, 22 de abril de 1965. — Deputado Eurico de Oliveira.

Distribuído ao Deputado Celestino Filho (DCN de 26-5-65, pág. 3.644), o projeto reaparece entre aqueles mandados arquivar de acordo com o art. 104 do Regimento Interno da Câmara dos Deputados, segundo consta de publicação no DCN de 10-3-67, pág. 560. Não vingou, portanto, uma vez que não houve pedido de desarquivamento.

* * *

Na Carta de 24 de janeiro de 1967, a instituição do Júri figura, como na Carta anterior, no capítulo dos direitos e garantias individuais, constituindo o § 18 do artigo 150:

"Art. 150 — A Constituição assegura aos brasileiros e aos estrangeiros residentes no País a inviolabilidade dos direitos concernentes à vida, à liberdade, à segurança e à propriedade, nos termos seguintes:

.....
 § 18 — São mantidas a instituição e a soberania do Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

Consoante observação de PONTES DE MIRANDA (83) "deixou-se às leis de processo penal a organização do Júri, sem mais se impor, desde logo, a imparidade do número de jurados para os julgamentos. Outra garantia constitucional de que não mais podem resultar pretensões individuais dos acusados e dos acusadores, ou outros interessados, é o *sigillo das votações*, embora não o diga o texto. A plenitude da defesa do réu compreende as medidas, meios e recursos de que cogita, noutros lugares, a Constituição, bem como o que é essencial à imparcialidade do tribunal popular (e. g., o impedimento dos inimigos capitais e dos amigos íntimos dos acusadores)." No tocante à competência, considera ainda Pontes de Miranda que "a regra jurídica da 2.ª parte do art. 150, § 18,

é bastante em si, e não haveria ilegalidade em que, se não existisse lei ordinária explícita, que dissesse o mesmo, desde logo se submetessem a julgamento pelo Júri todos os crimes dolosos contra a vida..."

Mantida é também a soberania do Júri pelo § 18 do art. 150 da Carta de 1967, mas, emendada esta, em conformidade com a Emenda Constitucional n.º 1, de 17 de outubro de 1969, desaparece do art. 151, § 18, a menção à soberania do Tribunal Popular. É conservada a Instituição, atribui-se-lhe competência para o julgamento dos crimes dolosos contra a vida, sem, contudo, dar-se guarida, na Lei Maior, à intangibilidade da sentença do corpo de jurados.

Tal qual atravessou a História do Império, o Júri, vem, como vimos, vivendo a História da República, ao sabor de alterações que lhe são, ora favoráveis, ora adversas. Provocando, muitas vezes, tais alterações e muitas vezes criticando-as, para louvá-las ou reprová-las, tem-se, como se tinha dantes, a manifestação da cultura jurídica especializada do País, consubstanciada na eterna peleja sobre a instituição.

No momento, por exemplo, é o § 18 da Emenda Constitucional n.º 1, de 1969, são as inovações propostas pelo Projeto n.º 2.078, do qual nos ocuparemos no decorrer desta pesquisa, os responsáveis pela recente exacerbação dessa peleja.

3 — Aspectos da polémica em torno do tema "júri" no campo internacional

Seria prerrogativa do Brasil discutir constantemente o Júri?

The jury is by definition an exciting experiment in the conduct of serious human affairs, and it is not surprising that, virtually from its inception, it has been the subject of deep controversy, attracting at once the most extravagant praise and the most hars criticism.

Analisam HARRY Kalven Jr. e HANS Zeisel, (84) apresentando o tema da eterna polémica. E chamando a atenção para a pléiade de grandes nomes, da política, da filosofia e do direito, presentes à discussão — "Alexandre Hamilton, de Tocqueville, Blackstone, Montesquieu, Bentham, Spencer, Livingston, Holmes, Stephen, Corbin, Wigmore, Pound, Sunderland; and, more recently, Frank, Curtis, Green, Wyzanski, Bok, Glanville Williams, Denning, Devlin, and Griswold." — Concluem pela ineficácia do debate. Isto porque "Much of the criticism has stemmed from not more than the a priori guess that, since the jury was employing laymen ama-

teurs in what must be a technical and serious business, it could not be a good idea. In comparable fashion, the enthusiasts of the jury have tended to lapse into sentimentality and to equate literally the jury with democracy. Not surprisingly, therefore, the very characteristics which the critics point to as defects, the jury's champions herald as assets." (O grifo é nosso)

O ponto crucial da questão é quase sempre o jurado, *the layman amateur* e, conseqüentemente, a soberania de suas decisões na qualidade de juiz de fato.

"La question du jury — comenta ANDRÉ TOULEMON — (85) est posée dans le monde des criminologistes depuis longtemps et l'on peut même dire qu'en France elle l'est depuis toujours, c'est-à-dire depuis son institution dans notre pays; mais à l'heure actuelle le jury n'est plus seulement discuté par des juristes, des historiens ou des philosophes méditant dans le silence de leur bibliothèque, il l'est partout et en tous lieux, dans la presse comme à la tribune du Parlement, sur les places publiques comme au théâtre et dans les conférences: il l'est par les jurés eux-mêmes, dans les vœux qu'ils ne manquent pas d'émettre hors séance, après chaque session de la cour d'assises.

.....
 "Coment les jurés, en répondant aux questions par "oui" ou par "non" — interroga o autor na obra citada — peuvent-ils mieux que par quelques attendus clairs et nets exprimer leur opinion sur les incriminations légales?" Implicitamente pergunta o jurista, como, na opinião monossilábica dos jurados, se poderia conter a força irreversível da decisão inapelável?

São os mesmos autores, HARRY KALVEN JR. e HANS ZEISEL que, desta feita, trazem à baila pareceres contrários ao sistema:

"We begin with a very recent statement by one of the critics. The Dean of the Harvard Law School, in the course of his annual report for 1962-1963, made certain recommendations for improving the administration of justice, among them the abolition of the jury in civil cases. Dean Griswold argued:

The jury trial at best is the apotheosis of the amateur. Why should anyone think that 12 persons brought in from the street, selected in various ways, for their lack of general ability, should have any special capacity for deciding controversies between persons?

The more exasperated form of criticism is illustrated by the following excerpt

from an article in the *American Bar Association Journal* in 1924:

Too long has the effete and sterile jury system been permitted to tug at the throat of the nation's judiciary as it sinks under the smothering deluge of the obloquy of those it was designed to serve. Too long has ignorance been permitted to sit ensconced in the places of judicial administration where knowledge is so sorely needed. Too long has the lament of the Shakespearean character been echoed, "Justice has fled to brutish beats and men have lost their reason."

"And to add still another unfriendly voice, the distinguished English scholar Glanville Williams, in the Seventh Series of Hamlyn Lectures in 1955 had, among other things, this to say of the jury:

If one proceeds by the light of reason, there seems to be a formidable weight of argument against the jury system. To begin with, the twelve men and women are chosen haphazard. There is a slight property qualification — too slight to be used as an index of ability, if indeed the mere possession of property can ever be so used; on the other hand, exemption is given to some professional people who would seem to be among the best qualified to serve — clergymen, ministers of religion, lawyers, doctors, dentists, chemists, justices of the peace (as well as all ranks of the armed forces). The subtraction of relatively intelligent classes means that it is an understatement to describe a jury, with Herbert Spencer, as a group of twelve people of average ignorance. There is no guarantee that members of a particular jury may not be quite unusually ignorant, credulous, slow-witted, narrow-minded, biased or temperamental. The danger of this happening is not one that can be removed by some minor procedural adjustment; it is inherent in the English notion of a jury as a body chosen from the general population at random."

Por outro lado, põem em relevo a ênfase com que os adeptos da instituição a defendem e exaltam:

"Lord Justice Devlin, an experienced and greatly admired English judge, may speak here for them. In 1956, in the Eighth Hamlyn Lecture Series, he said of the jury:

Each jury is a little parliament. The jury sense is the parliamentary sense. I cannot see the one dying and the other surviving. The first object of any tyrant in

Whitehall would be to make Parliament utterly subservient to his will; and the next to overthrow or diminish trial by jury, for no tyrant could afford to leave a subject's freedom in the hands of twelve of his countrymen. So that trial by jury is more than an instrument of justice and more than one wheel of the constitution: it is the lamp that shows that freedom lives.

Justice Devlin found it appropriate to conclude his lectures on the jury by quoting the famous passage from *Blakstone*, the words of which, he said, are still "after two centuries as fresh and meaningful as when they were written":

So that the liberties of England cannot but subsist, so long as this *palladium* remains sacred and inviolate; not only from all open attacks (which none will be so hardy as to make), but also from all secret machinations, which may sap and undermine it; by introducing new and arbitrary methods of trial, by justices of the peace, commissioners of the revenue, and courts of conscience. And however convenient these may appear at first (as doubtless all arbitrary powers, well executed, are the most convenient) yet let it be again remembered, that delays, and little inconveniences in the forms of justice, are the price that all free nations must pay for their liberty in more substantial matters; that these inroads upon this sacred bulwark of the nation are fundamentally opposite to the spirit of our constitution; and that, though begun in trifles, the precedent may gradually increase and spread, to the utter disuse of juries in questions of the most momentous concern.

Thus, after two hundred years, the debate over the jury system, with distinguished participants on both sides, is still going on apace."

M. LARNAUD — Deão Honorário da Faculdade de Direito de Paris — prefaciando *La Question du Jury*, (86) obra de André Toulemon, editada nos idos de 1930, afirma categoricamente:

"A mon avis le jury doit être supprimé. Sur ce point mon opinion est déjà ancienne, puisque je l'ai exprimée publiquement à la fin de 1899... je crois encore aujourd'hui que l'institution du jury criminel doit disparaître de notre Code d'instruction criminelle, parce qu'elle est en contradiction absolue avec la grande loi historique de la division du travail qui revêt, dans la fonction publique, la

forme de la professionnalisation et de la permanence.

A mon sens, tous les reproches, toutes les critiques adressés au jury sont renfermés dans ces deux idées: absence de professionnalisation, absence de permanence, et en découlent.

On ne confie pas les soins dont ont besoin les malades à d'autres qu'aux médecins, on punit même les rebouteurs. Or, le jury est, à sa manière, un rebouteur de la justice!

Ce défaut capital de la non-professionnalisation n'avait pas échappé, dans le pays même auquel nous l'avons emprunté, en Angleterre, aux observateurs sagaces. Le célèbre Dickens avait déjà ridiculisé le juge non professionnel dans son roman bien connu de *Pickwick*, où il met en scène le juge populaire, qui ignore le droit, et son clerc qui le connaît et le lui souffle! Il n'épargne pas non plus les jurés!

Il est relevé par la littérature de tous les pays, Claude Farrère, en France, a tracé un tableau divertissant d'une délibération de jury et du rôle qu'y joue son président. Mais surtout il est condamné, je ne dirai pas par tous les criminalistes, mais par un grand nombre d'entre eux, Garofalo et Enrico Ferri en Italie, Tarde en France, par la plupart des présidents de cours d'assises, au dire de M. Albert Popineau, procureur général à la Cour d'appel de Bourges, partisan déterminé de la suppression du jury et qui résume son opinion dans cette formule bien connue, expression de la vérité et du bon sens: "A chacun son métier."

A ausência de motivação do julgamento pelo Júri é posta por TOULEMON (87) em face da soberania das decisões para receber acerba e impiedosa crítica:

"En quoi l'absence de motifs peut-elle en effet accroître la "souveraineté" et l' "irréfragabilité" de la décision du jury? Comment les jurés, en répondant aux questions par "oui" ou par "non", peuvent-ils mieux que par quelques attendus clairs et nets exprimer leur opinion sur les incriminations légales? Il nous semble que si les verdicts sont souverains, ce n'est point par l'absence de motifs, c'est au contraire malgré l'absence de motifs; ils ne sont susceptibles d'aucun recours, et ne sont soumis à aucun contrôle, voilà la raison d'être de cette souveraineté, que du reste beaucoup trouvent déplorable.

II semble évident qu'une sentence pour rester souveraine n'a pas besoin d'être monosyllabique et souvent aussi, et par là même, absconse et inexplicée; il apparaît surtout que l'opinion des jurés gagnerait en autorité si ces messieurs pouvaient en fait et en droit, légalement et intellectuellement, exprimer les raisons qui les ont décidés. Des verdicts justifiées en eux-mêmes sont décriés parce qu'ils sont incompris et ils sont incompris parce qu'ils ne sont point motivés; d'autres, il est vrai, ne sont pas expliqués parce qu'ils sont inexplicables."

Enquanto muitos dos que se opõem ao Júri o fazem apoiados na falta de motivação dos verdictos, os partidários do instituto o defendem a partir desse mesmo elemento.

"The jury cannot therefore be made to explain their verdict; they cannot be questioned upon it. They are to be told what the law is, but in any case which involves both fact and law no one is to know whether they have followed the law or not, for under a general verdict no one can know how they have distinguished between fact and law. As Lord Mansfield said in the passage I have quoted: "The distinction is preserved by the honesty of the jury. The constitution trusts, that under the direction of a judge they will not usurp a jurisdiction which is not in their province." analisa Sir PATRICK DEVLIN. (88)

Em seguida, atendo-se ao poder dos julgamentos, considera que "even in a case in which a verdict of acquittal is such that it can only be contrary to law, nevertheless it is the last word. That is secured by the fact that the common law gives no power to the judge to set it aside; and that the statutory power of setting aside a verdict vested in an appellate court, which is the way whereby the unlawful verdicts of civil juries can be controlled, cannot in a criminal case be invoked at the suit of the prosecution.""

Para o grande Juiz da alta Corte de Justiça da Inglaterra os jurados "are the wardens of their own obedience and are answerable only to their own conscience, so that no man can be convicted against the conscience of the jury."

A *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé* (89), na seção destinada a informações, dá notícia da III jornada de estudos jurídicos Jean Dabin, realizada em Louvain, Bélgica, em 1967, cujos trabalhos se desenvolveram em torno da instituição do Júri considerado em face do direito moderno. A publicação oferece a opinião de abalizados juristas sobre o tema.

Contrário ao Júri manifesta-se o Professor Paul-Emile Trousse, Conselheiro da Corte de Cassação da Bélgica que "analysa l'évolution historique du jury en Belgique avant de constater que l'opinion reste attachée à l'institution, encore que la plupart des crimes ne soient plus soumis aux juges populaires. Il conclut à la suppression du jury et à la constitution "d'un corps de magistrats pénaux spécialisés".

Também na Bélgica, o Professor Raymond Charles, advogado geral junto à Corte de Cassação, entende que "la cour d'assises n'est point en mesure de tenir compte des exigences nouvelles de la politique criminelle, qui résultent d'une meilleure connaissance de la criminogénèse et de la personnalité criminelle, comme d'une profonde transformation des objectifs de la répression. Le jury ne serait plus "conciliable avec une politique criminelle dont la caractéristique est la recherche de plus en plus scientifique de l'individualisation de la sentence, en vue d'obtenir la meilleure prévention sociale".

M. Jean Gravan, Presidente da Corte de Cassação e Professor da Universidade de Genebra, após expor o sistema de seu país, "où les juges populaires décident seuls de la peine comme de la culpabilité", expressa ponto de vista segundo o qual um júri é "incapable de déceler les causes profondes et le métabolisme du délit" "et qu'il convient dès lors de le remplacer par "des vrais juges pénaux".

M. le Recteur Hans — Heinrich Jescheck, diretor do Instituto de Direito Penal Estrangeiro e de Direito Penal Internacional da Universidade de Fribourg (R.F.A.), elaborou um quadro das jurisdições criminais dos países do Ocidente com a finalidade de estabelecer as vantagens e desvantagens do instituto, chegando a concluir que "le large mouvement en Europe continentale pour la suppression de la cour d'assises est pleinement justifié".

Referindo-nos mais uma vez à III jornada de estudos jurídicos Jean Dabin, de que dá notícias a *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé*, transmitiremos, desta feita, a opinião dos juristas que ali se revelaram favoráveis à instituição do Júri.

M. Robert Vouin, professor da Faculdade de Direito e de Ciências Econômicas de Paris, informa a publicação, "défendit avec beaucoup d'intelligence le système français, qui constitue un compromis entre le jury et l'échevinage, permettant de sauvegarder les avantages de la justice populaire en palliant suffisamment les dangers de décisions moins corticales".

A opinião de M. Robert Vouin, de acôrdo com o comentário do periódico, parecia ser a única a "défendre le jury, puisque tous ses collègues avaient exprimé l'opinion que l'institution n'était plus nécessaire et qu'elle ne pourrait réaliser les objectifs rénovés de la répression. Le jury ne serait plus indispensable, parce que les points de vue du corps judiciaire se seraient rapprochés de ceux du peuple. Il serait gênant en ce que les juges populaires seraient moins capables d'une approche scientifique du comportement délictueux et de l'homme-criminel, outre qu'ils ne se soucieraient point assez de la resocialisation des délinquants".

Entretanto, a partir de então, os debates tomam rumo diametralmente oposto, eis que as intervenções posteriores vieram sustentar o ponto de vista do professor francês.

A revista nomeia os participantes da jornada: Paul Cornil e Robert Legros, representantes da Universidade Livre e da Escola de Ciências Criminológicas de Bruxelas, o Professor Albert Fettweis, representante da Universidade de Liège, o substituto do Procurador-Geral Paul De Cant e o Juiz J. Y. Dautricourt em nome da União Belga e Luxemburguesa de Direito Penal e o Juiz S. C. Versele que falou em nome do Comitê Central da Liga Belga pela Defesa dos Direitos do Homem. E acrescenta:

"Tous présentèrent des arguments en faveur du maintien du jury, témoignant de soucis qui n'étaient point nécessairement convergents."

Dentre os argumentos expendidos, a título de exemplo, o Informativo enumera os seguintes:

"— La juridiction du peuple doit être maintenue de toute manière pour les délits politiques et de la presse, ce fondement historique de l'institution conservant ses raisons d'être en bien des pays occidentaux.

— Une réforme prochaine du Code pénal doit "décriminaliser" la plupart des infractions qui restent théoriquement passibles de peines criminelles, ce qui rendra à la cour d'assises sa compétence de "grand criminel".

— Certaines décisions regrettables ne sont point le fait de l'institution, mais du mauvais manement de celle-ci, notamment par le jeu des pulsions surrénales qu'engendre le "duel" entre l'accusation et la défense.

-- On ne pourrait se contenter d'affirmer, sans vérification scientifique, que les juges

professionnels sont plus aptes à "juger" que les juges populaires.

— Objectivement informés par le ministère public et par la défense, le jury peut tenir compte des facteurs individuels d'une espèce et concilier ceux-ci et les exigences de la sécurité publique.

— Lorsqu'une détention de longue durée est inévitable, le problème de l'individualisation se pose au stade pénitentiaire et non au stade judiciaire.

— Si le droit pénal doit être éclairé par la criminologie, il ne doit pas être dévoré par cette science.

— Les exigences de la conscience sociale peuvent devoir l'emporter lorsqu'un crime a fortement alarmé l'opinion et que le peuple éprouve avant tout le besoin de retrouver sa sécurité."

4 — O júri visto pelos juristas, no Brasil, antes da Emenda Constitucional n.º 1/69

— opiniões, jurisprudência

No Brasil, quase impossível seria, retrocedendo aos primórdios das indagações sobre o Júri, reproduzir tudo que se disse a respeito. Citemos algumas opiniões pró e contra a matéria e apresentemos, em seguida, pareceres mais pertinentes à soberania dos veredictos — ponto alto das atuais discussões.

Em favor do Júri, na sua integridade soberana, nenhuma voz falou mais alto no Brasil que a de RUY BARBOSA. (90) Citá-lo, mesmo que todas as obras nacionais sobre o assunto já o tenham feito, nunca é supérfluo.

Transcrevemos as palavras do grande jurista endereçadas ao Projeto Alfredo Pinto — proposição que tinha por escopo diminuir o âmbito da competência da instituição:

"Não precisaríamos recordar aqui ao legislador a teoria fundamental do regime em vigor no Brasil, se os nossos políticos, os nossos administradores, os nossos parlamentares não procedessem todos os dias, por pensamento, palavras e obras, como se ela não existisse. Numa Constituição como a do Império, o alcance dessa declaração fóra muito diverso; porque é da tendência das constituições parlamentares exercerem os parlamentos, em grau mais ou menos amplo, a autoridade constituinte. Mas, no sistema que ora nos rege, os limites na fixação do poder são intraspessáveis. Nem o presidente, nem a justiça, nem o Congresso têm o arbítrio de transcender uma linha de uma só

faculdade, que a constituição lhe não outorgasse, e tudo o que ela reservou, entra no acervo inalienável da soberania, onde só as reformas constitucionais podem tocar.

Ora bem. Se esta é a verdade, nenhum poder constituído, nesta República, tem o direito de pôr a mão do júri, para o diminuir.

E, se o fizerem, tôdas essas reformas serão nulas, todos os indivíduos processados num júri bastardo, ou noutro tribunal que não o júri, por um crime, que a êste competisse em 24 de fevereiro de 1891, terá, perante o Supremo Tribunal do País, jus à revisão e anulação do processo inconstitucional.

Outro sentido não pode caber, realmente, à fórmula. "É mantida a instituição do júri." Manter é conservar o que existe, qual existir. Porque, dando sobre a coisa cuja existência se mantém, a prerrogativa de alterar as condições dessa existência, *ipso facto*, se daria, com esse poder, o de ceceá-la, baldá-la, nulificá-la, extingui-la.

Risível é o sofisma da inteligência oposta. Garantir o júri não pode ser garantir-lhe o nome. Há de ser garantir-lhe a substância, a realidade, o poder.

Do contrário, a frase constitucional zombaria do senso comum. Uma reforma desfalcaria o Júri no seu *quorum*. Teríamos o Júri com seis, quatro ou dois jurados. Outro viria, que o convertesse em corpo consultivo do juiz presidente. Ainda uma, e o acusado perderia, perante êle, o direito essencial de recusação. Mais um passo, e ficaria estabelecido que, para absolver, fôsse mister a unanimidade no conselho, ou que, para condenar, bastasse um terço ou dois quintos dos jurados.

Através de tôdas essas mudanças teria o legislador a astúcia de lhe não bolir na denominação. Era sempre júri o que ficava. Mas tinha isso de júri alguma coisa mais que o falso batismo?"

Nega, depois, ao Congresso o poder de decretar a medida proposta:

"Não há meio termo: ou a garantia constitucional não escuda a instituição protegida, senão quanto à sua atualidade nominal; ou, se lhe tem por fim abroquelar a realidade, há de torná-la inacessível a qualquer reforma, que lhe disvirtue a natureza, ou lhe desmembre a alçada. Mas, se a constituição não pode ser uma embusteria, a única interpretação razoável

tem de ser a segunda. A cláusula constitucional, que mantém uma instituição, tem por fim perpetuá-la no estado em que a encontrou, preservando-a, não só no seu caráter, como na sua autoridade; pois aquêle, que ficasse com o privilégio de golpear a autoridade, ou de mudar o caráter, indubitavelmente possuiria o arbítrio de convertê-la em sombra, em ficção, em nada.

Tenha, portanto, bem em mente o Congresso o que lhe estão propondo. Se o admitir, tirará sangue ao nosso direito constitucional, e os resultados serão muito graves, porque não pairarão na atmosfera abstrata de um abuso irresponsável: irão encontrar a reação mais formidável na prática judicial. Quando a câmara criminal julgar em primeira instância a falsidade, o furto, o estelionato, o abuso de confiança, a fraude, os crimes contra a pessoa e a propriedade, cada réu, convencido, por essa justiça, de um crime dêsses, irá pleitear no Supremo Tribunal Federal, se não fôr uma assembléia de prevaricadores, será forçado a reconhecer-lha."

Em seguida, aplica-lhe o estigma da nulidade, na hipótese de ser aprovada:

"A Constituição republicana prometeu ao júri, como prometeu as outras garantias do art. 72, ao País todo, não só contra a ação dos poderes federais, senão também contra a dos governos dos estados. As leis de estados, tanto como as leis federais, que negarem o direito de reunião, o direito de petição, o direito de locomoção, o direito de propriedade, a inviolabilidade do domicílio, a liberdade da imprensa, a liberdade de cultos, o *habeas corpus*, o sigilo da correspondência, que autorizarem a prisão arbitrária, abolirem o julgamento pelos tribunais e proscreverem as garantias elementares da defesa, indubitavelmente são nulas. Pelo mesmo motivo nulo é o ato, federal, ou local, que abolir o júri, assegurado no mesmo artigo e sob uma forma de declaração ainda mais incisiva. E, se é inválida a medida legislativa, que declaradamente abolir o júri, inválida é a que virtualmente o abolir, decompondo-o, mutilando-o, anulando-o, mediante supressão de elementos essenciais."

Como Ruy, também João Barbalho⁽⁹¹⁾ inclui o Júri no acervo da soberania nacional, considerando-o como uma manifestação dessa soberania que se traduz e se faz valer através de seus órgãos na organização e mecanismo dos poderes públicos.

Assim como o povo, comenta o jurista, "escolhe seus mandatários para a feitura das leis. Elege êle para gerir a administração pública o chefe do estado. E assim legisla e governa. O mesmo direito tem de julgar, sem o que não terá completa sua autogovernança (semecracia, *self-government*).

"A justiça — prossegue João Barbalho —, que nas monarquias emana do rei, e em seu nome se administra, nas democracias verdadeiramente procede do povo. Nelas é que rigorosamente se pode dizer que o poder judiciário é delegação da nação; e nada, neste particular, tão consono com o princípio democrático como o juízo por jurados e a justiça de paz."

Bento de Faria (92) examinando o preceito constitucional de 1946, mantenedor do Júri soberano, manifesta-se "adversário irredutível" do instituto "pelos defeitos da sua constituição que desatende as necessidades da defesa coletiva, entregando-a ao julgamento de juizes leigos".

Acredita na eclipse do maior dos juizes — a consciência — a partir do momento em "que se entrega ao sentimentalismo". ... "a sorte, não de quem é julgado, mas da própria lei, cujos rigores para salvaguarda dos bons não de ficar inutilizados para satisfação e proveito dos maus."

Em favor do ponto de vista expresso con-signa observação emitida por Soares de Mello, "não para combater o júri, mas para pleitear a dilatação do tempo concedido aos debates":

"O Júri é formado por homens leigos, retirados das mais variadas atividades. Nem todos da mesma compreensão. Inteligentes e argutos uns, tardos no raciocínio outros. O argumento que impressiona a um passa despercebido a outro. Impressionam os argumentos, ou são recebidos com indiferença, de acôrdo com o credo político do jurado, com os seus sentimentos religiosos, com a sua profissão, com as suas leituras, com a opinião dos seus jornais."

"...Essa diversidade de educação e do sentimento — conclui — colide positivamente com o espírito do julgador."

O ataque frontal do magistrado dirige-se à constituição do Tribunal do Júri, aos juizes de fato das comarcas interioranas, "onde o jurado é ainda preposto do chefe local, de quem é, quase sempre, compadre, amigo ou eleitor. Tais juizes não têm educação cívica (para só falar nesta), não podem ser julgadores."

Para citar opinião contrária ao Júri, basta que nos reportemos ao pensamento de Nelson

Hungria, (93) para quem "no ritmo *spenceriano* da civilização contemporânea..." há um setor da vida social que ainda se exime ao "imperativo categórico" da convocação dos capazes, persistindo em oficializar o "culto da incompetência": é o da administração da justiça penal, ou a rotineira conservação do famigerado Tribunal do Júri."

No entender do penalista pátrio, "a justiça penal *emocional* cedeu o passo à justiça penal friamente *analítica*, ao serviço do superior e exclusivo interesse social contra o flagelo da criminalidade..." "A justiça penal de nossos dias — acrescenta — no tocante à apreciação da prova judiciária, é todo um sistema de lógica, de técnica, de análise comparativa, de crítica psicológica, a reclamar dilatada experiência e continuado exercício mental de deduções e induções. Para concatenar e avallar provas, evitando-se o deplorável descarrilamento da justiça penal, não basta o superficial e desprevenido senso comum, pois é indispensável exercitada perspicácia, amestrado raciocínio, atenção vigilante e traquejado espírito de observação. Entretanto, essa justiça, e precisamente no que diz com os crimes mais graves, continua sendo confiada à bisonhice, à simpleza, ao canhestrismo de juizes de acaso, aos quais se teima em chamar "jurados", embora já não se lhes peça *juramento*, desde a remota época da separação entre o Estado e a Igreja. Sorteados para o "conselho de sentença" (afastados os menos incompetentes pelas "recusas peremptórias" da acusação e da defesa), investem-se êles na soberania do despropósito, no incontrolado arbítrio da imperícia, transformando a justiça penal num "jogo-de-cabra-cega" ou no azar de uma rinha de galos.

Para Nelson Hungria, a justiça do Júri "é idêntica à dos dados na mesa verde. É mais aleatória que um trem da Central ou a fé do caloteiro. Justiça de vispora, justiça de rolêta, justiça de loteria. Caricatura de justiça. Justiça refletida em espelhos côncavos ou convexos. Absolve ou condena por mero "palpite", por critérios apriorísticos, por simpatia ou antipatia, por fastio ou desfastio, por lhe ter agradado mais a prosopopéia da acusação que a da defesa, ou *vice versa*. Justiça tão incerta quanto bordoadada de cego ou preço de turco. E que é pior: justiça de dois pesos e duas medidas. Com a constante renovação dos jurados nos conselhos de sentença, casos idênticos, julgados na mesma sessão do mês, têm solução diferente. Réus que merecem absolvição sofrem condenação, enquanto os mais cruéis sicários são mandados em paz e liberdade. Os conselhos de sentença que se sucedem, cada qual decidindo segundo o próprio arbítrio, sem qualquer preocupação de

homogeneidade de critérios, pronunciam veditos que, cotejados, espantam pelo ilogismo, pela incongruência, pela iniquidade. O júri é como uma balança maluca, que não tem fiel ou escala de números no mostrador. O acaso intervém nos seus julgamentos como no tempo das *ordálias* ou *juízos de Deus*. Os acusados já não são amarrados de pés e mãos e atirados no tanque, a ver se são culpados ou inocentes, conforme afundem ou flutuem; mas os fatos mais insignificantes continuam a decidir da sorte dos réus no tribunal popular: há muito jurado que resolve condenar ou absolver conforme venha, ou não, a pousar-lhe na ponta do nariz a môca que voaja em torno... Soberanos e irresponsáveis, os jurados não são contidos por freio algum. Não estão ligados à carreira funcional da justiça, não estão sujeitos a sanções disciplinares, são isentos de prestação de contas, não necessitam de granjear merecimentos no ofício de julgar."

Ao argumento em prol da instituição, segundo o qual "o tribunal de jurados é o próprio povo distribuindo diretamente a justiça", discute:

".....

Ora, o júri representa o sentimento popular como um galho sêco representa a árvore de que foi destacado ou como um copo d'água apanhada na praia representa o mar. Não é exato que a democracia liberal, após a revisão de seus primitivos postulados, continue a exigir a participação direta de leigos na administração da justiça. O que ela reclama é que os cidadãos sejam bem julgados, com as garantias da publicidade e da amplitude da defesa. A democracia é baluarte dos "direitos do homem", e já não mais dos "crimes do homem". Seria verdadeiramente estranho que a democracia tivesse repellido a interferência direta do povo nos setores administrativos do Estado, e só abrisse uma exceção no tocante à administração da justiça. Aquêles que defendem, em nome da democracia, o tribunal popular, deviam, logicamente, pleitear a instituição do plebiscito e do *referendum* popular para expedição das leis e dos atos governamentais. O mesmo interesse que o povo pode ter na distribuição da justiça deve ter nos demais ramos da administração. E crasso ilogismo seria a limitação do julgamento popular direto aos crimes contra a vida: toda a justiça, penal ou cível, deveria ser irretidamente confiada aos jurados. Note-se que na Inglaterra, para salvar-se a coerência, é facultativo o *judicium parum suorum* mesmo para as questões cíveis;

mas o sistema caiu em descrédito, pois somente apelam para o júri cível os que não têm direito de seu lado... A parte os *pescadores de águas turvas*, a verdade, porém, é que o povo não se preocupa em que se lhe dê, ou não, a prerrogativa de julgar. O júri só lhe interessa como espetáculo, como *show*, como tablado de *rink*, em que promotores e defensores se defrontam para o *gaudium certaminis*, para os duelos de *oratória*. É uma peça teatral que o povo assiste de graça, e exclusivamente, por isso é que ainda desperta a sua simpatia. O "coronelismo" de aldeia e o unilateralismo interesseiro dos advogados criminais é que bradam pela manutenção do júri soberano, para que não cessem os seus proveitosos triunfos eleitorais ou profissionais.

O júri, na realidade prática, é a anomalia de um sistema instituído e montado para violar impunemente as leis, sem estar obrigado, sequer, a fundamentar seus julgamentos. Uma das garantias da boa justiça, reclamadas entre os versículos do próprio credo democrático, é a *motivação* dos pronunciamentos judiciais. Tal motivação é indispensável para prestigiar a justiça no ânimo e confiança da coletividade ou educar o povo para o sentimento e idéia da justiça. Somente a justiça dos tiranos, com o *sic volo*, *sic jubeo*, *sit pro ratione voluntas*, é que não cuida de se justificar a si mesma. Pois bem; ao júri se permitem decisões monossilábicas, dogmáticas, sem qualquer explicação, e tomadas mediante voto secreto, para que se não afete a sagrada irresponsabilidade do votante ou o seu arbítrio de negar a verdade e a lei."

".....

Dizem os apologistas do júri que não faz mal a ignorância jurídica dos jurados, porque estes apenas julgam de fato, e não também de direito. É o argumento que remonta ao século XVI: *ad quaestionem facti non respondent iudices; ita ad quaestionem juris non respondent juratores*; mas não tem valor. Em primeiro lugar, fato e direito se conjugam de tal maneira, de tal modo se interpenetram, que é impossível a sua separação. Os jurados não ficam, e a impõem ao juiz-presidente, que é obrigado a sancionar os desconchavos e despautérios das respostas ao questionário. Não estarão eles, acaso, decidindo de direito, quando reconhecem uma dirimente ou uma descriminante, quando negam o dolo ou afirmam a culpa? O direito estabelece princípios

e formula definições, e o fato não tem sentido jurídico, não é suscetível de acarretar conseqüências jurídicas pela aplicação de um princípio, senão quando entra no quadro de uma dessas definições. E este enquadramento, no tribunal popular, incumbe aos jurados. Perfilar o fato ou reconhecê-lo é estabelecer que um acontecimento da vida social pertence a tal ou qual categoria legal, ou apresenta tal ou qual caráter que o direito toma em consideração. Logo, os jurados necessariamente julgam de direito, embora entendam disso como de aramáico. Em segundo lugar, ainda que fosse viável a distinção entre fato e direito, qual a utilidade de se reservar a apreciação daquele ao júri, se, ao fim de oito horas de palavrório sonoro, o fato se apresenta à percepção e espírito dos jurados inteiramente outro do que realmente ocorreu, totalmente diverso do constante nos autos, não passando, já então, de um "ente de razão" criado, artificialmente, pela sofisteria e lances teatrais do defensor, que sempre merece do júri mais crédito que o promotor, contra quem há a prevenção de que somente acusa por dever funcional."

Reportando-se à Constituição de 1946, diz que a Carta Magna consagrou a instituição "num impacto de democracia romântica." E que tal como o concebeu aquela Lei Maior, o Tribunal Popular "é uma ruína histórica, uma absurda relíquia de barbaria, uma primária confusão entre regime político e justiça. Esse júri medieval ficou entre as modernas instituições sociais como uma construção rococó entre arranha-céus de cimento armado, como um lerdo carro de bois a competir com os autocaminhões, como uma lamparina de azeite a rivalizar com uma lâmpada elétrica. Não é propriamente uma tradição, mas uma superstição. Os democratas ortodoxos acreditam no júri como os supersticiosos acreditam em bruxas, em azar do número 13 ou em mandinga de macumbeiros. Julgam que democracia sem júri é como castelo inglês sem fantasma; perderia a sua característica ou o seu prestígio. Ora, o júri teve a sua razão democrática na época, já inteiramente superada, em que os juizes de ofício não eram mais que mandatários passíveis do Príncipe. Nos tempos hodiernos, depois que MONTESQUIEU demonstrou que a essência da democracia liberal está na separação dos poderes, ficando o Poder Judiciário abroquelado na sua independência, e vindo os juizes do seio do próprio povo, o júri perdeu a sua função política, a sua anteriormente proclamada razão de ser".

"E como um resíduo de organismo que deixou de ser útil ou somente serve para atrapalhar a sinergia dos órgãos restantes", conclui Nelson Hungria que o Júri há muito "devia ter sido recolhido a um museu de curiosidades, entre um bacamarte boca-de-sino e uma traquitana do tempo de D. João VI".

Não categoricamente contrário à instituição do Tribunal Popular, mas concorde com o pensamento de Nelson Hungria no sentido de que "a justiça penal emocional cedeu passo à justiça penal friamente analítica, ao serviço do superior e exclusivo interesse social contra o flagelo da criminalidade", é a opinião do Promotor de Justiça, MAXIMIANO CLÁUDIO AMÉRICO PÜHRER, registrada através da publicação *Justitia*, Órgão do Ministério Público de São Paulo. (94)

Já se passaram 27 anos desde a promulgação do Código Penal de 1940, e até hoje os jurados de muitas regiões do país não entenderam que o homicídio passional também é crime, previsto no art. 121 do estatuto legal. De nada adiantaram, ao longo de todos esses anos, a reforma constante das decisões do Júri e o esforço incansável dos Tribunais superiores no sentido de pregar e difundir a melhor doutrina. Existe um primoroso acórdão que retrata fielmente essa situação desalentadora: "(...) Bem se vê que o tribunal popular se tem mostrado surdo a esses ensinamentos, que vem desprezando em quase todas as sessões. Não se pode, porém, deixar de, mais uma vez, ponderar ao Júri de São Paulo, que tem graves responsabilidades, não só em virtude da própria natureza dos julgamentos que lhe são afetos, mas, principalmente em virtude dos reflexos, para a Capital e para todo o interior, que assumem as suas decisões proferidas por cidadãos que se reputam os mais esclarecidos. Não deve o Júri proferir suas decisões com desprezo das instituições jurídicas do País, baseado apenas em entendimentos isolados, que constituem, não raro, o reflexo de ruminados problemas pessoais pretéritos, assemelhados ao caso *sub judice*". (...) "a injustiça do julgamento representa um escândalo passivo, porque a noção de monstruosidade do delito diminui, à medida que éle mais a miúdo se repete. E isto estamos assistindo ultimamente. Tanto se têm repetido os crimes chamados passionais, estimulados pelas absurdas decisões dos tribunais populares, que o sentido da sua enormidade já está desaparecendo na consciência do

povo. Tanto assim é, que já não se mata por se ter surpreendido a esposa em flagrante adultério, mas também, como no caso dos autos, por simples suspeita de infidelidade. E é numa sociedade que se diz cristã, em que os direitos e deveres dos cônjuges são idênticos, em matéria de fidelidade conjugal — que o homem pratica impunemente o adultério, enquanto a mulher paga com a morte, não já pela prática desse crime, mas por simples suspeita de tê-lo cometido. São Paulo, 5 de março de 1959. Octávio Larcote, Presidente com voto. Italo Galli, Relator. "O. Costa Manso, Revisor." (Ap. Crim. nº 56.740 — São Paulo — in *Jus-titia*, 25/238).

O acórdão reflete exatamente a preocupação dos juristas e das pessoas responsáveis diante da triste realidade. Contudo, é necessário convir que nem todos ouviram estas palavras. Muitas absolvições ainda fluem escandalosamente, apagando da consciência do povo o sentido da enormidade do crime. Passaram-se 27 anos e a maioria dos jurados ainda não entendeu o art. 121 do Código Penal! Não será tempo de parar e verificar onde está o erro? Sem dúvida, existe no assunto alguma grave anomalia que impede o funcionamento das normas legais, pois não é de se acreditar que os jurados subvertam sistematicamente o sentido da lei apenas por alta recreação.

Tenho para mim que o erro básico está na inadequação do diálogo entre o legislador e o jurado. Daí a incompreensão. A lei equipara o homicida passional ao homicida comum. O jurado, porém, vê nessas figuras dois delitos diversos, por serem diversos os motivos e as personalidades dos réus. Identificando-se de certa forma com o passional, compreendendo e aprovando até certo ponto a sua conduta, recusa-se o jurado a ver o réu passional como um criminoso comum, e não encontrando no Código a descrição do tipo passional, passa a duvidar da existência de uma sanção penal para o caso, inclinando-se acentuadamente pela absolvição.

Assim, se o julgamento dos passionais compete ao Júri, devemos admitir que os termos da lei são inadequados para induzir o jurado a conduzir-se corretamente. Para que o mal não se prolongue eternamente (e já perdura por 27 anos), seria portanto necessário estudar a criação de uma figura delituosa autônoma, acessível ao entendimento do homem do povo na sua função de juiz de fato.

E neste ponto chego exatamente ao cerne da única tese que pretendo realmente defender neste assunto: a de chamar a atenção para a existência de um perigoso hiato ou abismo entre os termos da lei e a capacidade de compreensão dos jurados chamados para aplicá-la. De um lado temos a justa e corretíssima doutrina dos grandes mestres a clamar pela intangibilidade absoluta da vida humana, mas do outro lado temos o juiz leigo, que não se demorou na meditação das doutrinas e que vê no banco dos réus apenas um homem igual a ele, sem nenhuma periculosidade e sem nenhuma semelhança com a imagem que formou de um verdadeiro delinqüente. Para o jurado o caso é apenas uma fatalidade, um episódio isolado e infeliz na vida particular de um homem, que nunca foi nem será perigoso para nenhum dos jurados presentes, pois a sua ira obedeceu a condições particularíssimas. Fosse o acusado um homicida comum, um assaltante noturno ou um violador de mulheres, então sim, o jurado sentiria de imediato, e quase que inconscientemente, a necessidade da defesa social. (Infelizmente o jurado não pode assimilar, apenas de oitiva e numa única sessão, a teoria da prevenção geral, e em regra não se convence que amanhã a sua irmã ou a sua filha poderão também ser vítimas da sanha criminoso de um passional). Imbuído desse espírito de benevolência e compreensão — ou até mesmo aprovação — pelos motivos que levaram o réu ao crime, não é de admirar que o jurado se deixe levar pela tese da legítima defesa da honra. Afinal, é o próprio Código que de certo modo vem ao encontro das suas idéias, seja pelos termos genéricos da legítima defesa, seja pela omissão, em assunto tão importante, de uma figura delituosa própria, que lhe espanque as dúvidas e corrija seus erros.

Esse aspecto pragmático da questão parece ter escapado aos tratadistas. Não basta esposar a boa doutrina. Não basta criar leis justas. É necessário também zelar pela indispensável viabilidade das normas legais. No caso em exame, é necessário que o legislador se detenha na análise da psicologia do jurado, tentando compreendê-lo, para depois ditar-lhe normas em termos claros, diretos e acessíveis.

Na verdade, a situação atual é profundamente injusta. De um lado, a lei não consegue preencher as suas finalidades, estimulando-se a prática dos crimes pas-

sionais. De outro lado, não se atende à equidade, pois para cada condenação existem não sei quantas absolvições.

Deve ser lembrado também que o jurado nem sequer promete julgar de acordo com a lei; a única promessa que faz é a de julgar de acordo com a sua consciência e os ditames da justiça, em termos abstratos ou ideais. O Júri é uma instituição milenar, grandiosa e complexa, cujos defeitos e virtudes foram acaloradamente discutidos através dos tempos, sem que ninguém tenha chegado até agora a uma conclusão definitiva.

O fato é que, boa ou má, a instituição perdura e sobrevive a todas as críticas, sendo recentemente mantida e revigorada pela nossa Constituição de 1967. E talvez uma das suas grandes virtudes seja justamente a de obrigar o legislador ao contato da consciência popular, ao respeito pelo pensamento e pelo modo de vida do cidadão comum.

Assim, urge deixar por um momento o manuseio exclusivo das teorias abstratas, para contemplar a realidade e os resultados da lei penal.

O articulista passando do campo opinativo ao da estatística, apresenta dados corroborativos do ponto de vista expandido:

"... examinei todos os processos do 1.º Tribunal do Júri de São Paulo arquivados em 1966 e 1967, anotando os casos que envolviam possíveis problemas sentimentais. Em 1966 foram arquivados 166 processos de homicídios tentados ou consumados, dentre os quais encontrei 7 casos da espécie em exame, ou seja, 4,2%. Em 1967 foram arquivados 118 processos, tendo encontrado 8 casos atribuíveis ao passionalismo, ou seja, 6,8% do total. Como seria de esperar, o 1.º Júri da Capital demonstrou um nível bem mais alto, apresentando sensível diferença na sua atuação quando comparado com os Tribunais populares de certas regiões do interior. Mas, assim mesmo, a pesquisa realizada colocou em evidência certos fatos muito interessantes.

De um modo geral, todos os homicídios passionais consumados foram julgados como homicídios privilegiados, quer tenha havido ou não violenta emoção logo em seguida a injusta provocação da vítima. Da mesma forma, as decisões foram idênticas, quer se tratasse de amânis ou de casais unidos legalmente, quer tenha ou não havido premeditação. Além

disso, em nenhum desses casos se registrou o flagrante adulterio. Vê-se portanto, que de certa forma o 1.º Tribunal do Júri de São Paulo já vem julgando de acordo com a tese ora apresentada, isto é, considerando o homicídio passional, sob certas condições, como um crime menor em relação ao homicídio simples. E em dois casos em que os réus não puderam alegar o amor-propriedade, por serem simples pretendentes ou namorados, as condenações foram por homicídio qualificado (12 anos de reclusão em ambos os casos). Por outro lado, estranhamente, quase todos os casos de tentativas terminaram em absolvição ou desclassificação para lesões corporais; houve apenas uma única condenação! Estas absolvições basearam-se sempre na negativa do dolo ou da intenção de matar, mesmo num caso em que a vítima ficou definitivamente parálitica em virtude dos ferimentos recebidos."

Bate na mesma tecla do hiato existente entre os termos da lei e a capacidade de compreensão dos jurados, entre as instituições e a realidade palpável o acórdão proferido pelo Tribunal de Justiça da Paraíba, em 3 de fevereiro de 1948, na Apelação Criminal nº 1.445, publicado no Arquivo Judiciário, vol. 88, pág. 215: (95)

"O Júri tem tido entre nós essa função da válvula escapatória, através da qual o povo, frustrado e desiludido, dá vazão aos seus recalques e à sua revolta íntima. Desafoga-se passando por cima das leis e das provas, como crianças se vingam da disciplina, apedrejando as vidraças e armando pirraças à ésmo. É fenômeno que a psicanálise esclarece, mas que os nossos legisladores cândidamente ignoram. Dessa ignorância dos fatos triviais da psicologia, desse desajuste entre as nossas instituições e a nossa realidade, resulta a situação privilegiada do nosso Júri, transformado em tribunal de indulgência, com a infalibilidade de julgamento elevada a dogma constitucional. A sua famosa soberania, que é um tabu à superstição constitucionalista, apenas tem servido à demagogia e ao mandonismo local, com o escândalo das absolvições sistemáticas, que são um escárnio ao bom senso e um enxovalho para a Justiça. Aliás, outra coisa não se pode esperar de um tribunal de leigos, escolhidos à sorte entre a massa do povo; sem idoneidade técnica, sem consciência profissional, sem responsabilidade, será apenas um ajuntamento amorfo, subal-

ternizado às injunções ocasionais. Seria sequer concebível que o nosso legislador fosse confiar a semelhante tribunal a decisão dos problemas da saúde pública, da luta contra as epizootias, do combate às pragas da lavoura? No entanto, não hesitou em confiar-lhe a decisão do árduo problema da repressão à criminalidade, problema que é da substância da ordem política e social e que, por isso mesmo, não deveria ficar aos azares e caprichos de demagogias inconscientes. E o pior é que agravou o desacôrdo, reconhecendo a êsse tribunal de leigos uma infabilidade de julgamento, que o reveste de atributos de divindade. (...)

Infelizmente, nada pode o juiz contra os erros dos legisladores e os malefícios das leis. No entanto, embora não lhe caiba julgar estas, não deve, ao aplicá-las, restringir-se à função de um autômato inconsciente. Como homem, não simples máquina de proferir sentenças, deve viver dentro de seu tempo, ter sensibilidade para os anseios e revoltas da vida, que ao seu redor tumultua. Dêsse modo, as suas decisões, além da função específica de atuar a lei, terão uma finalidade doutrinária e informativa, expondo a necessidade e os reclamos do momento, fazendo a crítica do direito vigente e preparando o caminho para reformas futuras.

Em face do princípio da soberania do Júri, as suas decisões são irrevogáveis, não podendo o Tribunal alterá-las sob qualquer pretexto; podem tão-só verificar se o veredicto foi tomado com observância dos requisitos legais, e no caso contrário, mandar repetir o julgamento."

De vez que a soberania dos veredictos constituiu — como dissemos — o ponto convergente das discussões sobre o Tribunal Popular, repetiremos, de início, a lição de José FREDERICO MARQUES sobre o assunto. O penalista brasileiro no intuito de transmitir o verdadeiro sentido dessa soberania, distingue "soberania" e "onipotência insensata e sem freios" para defender a tese de que "mais de um veredito pode haver, embora o último, predominando sobre o primeiro, forçosamente o revogue". Eis os argumentos: ⁽⁹⁶⁾

"O Júri, salvo na Inglaterra, decide exclusivamente pela íntima convicção. O veredicto é composto de respostas monossilábicas que afirmam ou negam os quesitos que são formulados. Dizia, por isso, o jurista PAULO DE LACERDA, que "nas razões pelas quais o Júri responde aos que-

sitos, consiste a soberania da sua consciência".

Atendendo assim a essa circunstância probatória, as legislações de quase todos os países declaram inapeláveis as decisões emanadas do *verdictum*.

Consistirá, porém, essa soberania, na impossibilidade de um controle sobre o julgamento, que, sem subtrair ao Júri o poder exclusivo de julgar a causa, examine se não houve grosseiro *error in iudicando*?

De forma alguma, sob pena de confundir-se essa soberania com a onipotência insensata e sem freios.

O Código de Instrução Criminal de França, estatuto onde se inspiraram as nações civilizadas para banir o sistema inquisitório e para adotar o Júri, prescrevia no art. 352: "*Si... les juges sont unanimement convaincus que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, la Cour déclarera qu'il est sursis au jugement, et renverra l'affaire à la session suivante, pour être soumise à un nouveau jury, dont ne pourra faire partie aucun des premiers jurés*".

BOITARD, *doublé* de penalista e processualista, comentando o dispositivo assim dizia: "A força das coisas é que o criou. Não existe um atentado à primeira declaração, visto que o Júri conserva intata sua soberania, seja para na decisão persistir, seja para modificá-la".

FAUSTIN HÉLIE, já então comentando o texto modificado daquele artigo, declara: "É uma exceção à regra traçada pelo art. 350, que dispõe não estar a declaração do Júri submetida a qualquer recurso; mas esta exceção, toda favorável à justiça, não traz atentado algum à soberania do Júri, visto que apenas transporta a decisão de um Júri para outro Júri. Os juízes (togados) não estão encarregados de apreciar o mérito (*le fond*); eles não se substituem aos jurados, mas declaram somente que os jurados se enganaram e que há lugar à suspensão, no interesse de uma boa justiça, da aplicação da pena, para que a causa seja julgada uma segunda vez.

O grande processualista por último citado, o maior talvez que já tenha tido a França, deixou bem clara a noção de soberania do Júri: ela consiste na impossibilidade de os juízes togados se substituírem aos jurados, na decisão da causa. Júri soberano, portanto, é aquele ao qual não se substitui nenhum magis-

trado para julgar uma questão criminal já decidida pelos jurados.

Nem só na França havia esse contróle da justiça togada. Na Alemanha, antes que o escabinado absorvesse o Júri, o § 316 da Ordenança Processual Penal do Reich consagrava igual medida. *Idem*, o § 356 do Código norueguês de 1887, embora ambos tão-só na hipótese de condenação.

A *Ley del jurado* da Espanha, promulgada em 1888 e modificada parcialmente em 1931 e 1933, também autorizava a *el Tribunal de derecho* que mandasse submeter a causa ao conhecimento de novo Júri, quando, se manifesta e indubitável a culpa do réu, os jurados o absolvessem, ou se manifesta e indubitável a inocência, o condenassem (art. 112). Também em Portugal, quer sob a vigência do novo Código (art. 514), quer anteriormente, princípios idênticos são aceitos.

Tudo isto vem revelar que, como diz MANDUCA, o "íntimo convencimento não exclui que o próprio juiz popular reveja um veredicto encarnação da imoralidade", pois "não é outra jurisdição que reexamina o veredicto, mas a própria consciência popular."

Se a doutrina e a legislação comparada demonstram e patentizam que não há violação da soberania do Júri, quando se admitem recurso como o do art. 8.º da Lei nº 263 (hoje art. 593, III, letra d, do Cód. de Proc. Penal) — a outra conclusão não leva o estudo e análise do próprio texto inquinado erroneamente de inconstitucional.

"Soberania dos veredictos" é uma expressão técnico-jurídica que deve ser definida segundo a ciência dogmática do processo penal, e não de acôrdo com uma exegese de lastro filológico, alimentada em esclarecimentos vagos de dicionários. Se soberania do Júri, no entender da *communis opinio doctorum*, significa a impossibilidade de outro órgão judiciário substituir ao Júri na decisão de uma causa por ele proferida — soberania dos veredictos traduz, *mutatis mutandis*, a impossibilidade de uma decisão calcada em veredicto dos jurados ser substituída por outra sentença sem esta base.

Os veredictos são soberanos, porque só os veredictos é que dizem se é procedente ou não a pretensão punitiva.

O problema se situa, assim, no campo da competência funcional. Sobre a exis-

tência de crime e responsabilidade do réu, só o Júri pode pronunciar-se, o que faz através de veredictos soberanos. Sobre a aplicação da pena, decide, não soberanamente, o juiz que preside ao Júri. Aos tribunais superiores, o objeto do juízo, na sua competência funcional, se restringe à apreciação sobre a regularidade do veredicto, sem o substituir, mas pronunciando ou não pronunciando o *sententia rescindenda sit*. No tocante à decisão do juiz togado, a competência funcional será de grau, podendo assim a jurisdição superior retificá-la (art. 593, § 1.º).

O Tribunal, portanto, não decide sobre a pretensão punitiva, mas apenas sobre a regularidade do veredicto.

Ao demais, a lei não fala em soberania do veredicto, nem em soberania de cada veredicto (se assim fôsse, até o protesto por novo Júri seria inconstitucional), e sim, do conjunto dos veredictos. Quer isto dizer que mais de um veredicto pode haver, embora o último, predominando sobre o primeiro, forçosamente o revogue."

Pelo reexame do veredicto do Júri por jurados, manifesta-se CLÁUDIO PACHECO. (97) O jurista situa o Júri soberano no campo das idéias. E por isso o julga passível de deformação, no momento em que deixa a área intangível para se concretizar no campo intrincado dos julgamentos — complexo demais, diante da "limitada capacidade de percepção e de decisão dos juizes leigos."

"E essa capacidade de discernimento e de decisão — acrescenta — é ainda limitada pela celeridade do julgamento, pela deformação maliciosa ou imperfeição dos quesitos e pelas respostas comprimidas entre as duas alternativas extremas da afirmação e da negação."

Vendo por esse prisma o Júri soberano, expressa-se, como veremos em seguida, pela recorribilidade das decisões dos jurados:

"O imperativo constitucional da soberania dos veredictos foi o impulso mais brusco e mais forte para a mudança da orientação, legal e judiciária, que vinha sendo seguida. A lei vigente ao tempo da promulgação da nova Constituição vinha permitindo uma franca revisabilidade das decisões do júri em segunda instância, no que evidentemente se comprazia a magistratura superior, não somente pelo regalo de um aumento de competência, como pela tecnicidade bem moderna dessa orientação.

Além disso, a soberania dos veredictos do júri operava, no próprio recesso da Constituição, com um efeito contraditório, compondo um choque de tendências, em face de outras garantias constitucionais, mais altas e mais importantes, que no mesmo contexto eram dadas à magistratura. A Constituição que abroquelava os juizes com uma poderosa armadura de garantias visando privilegiar a sua função com todos os requisitos de independência e imparcialidade, erigia ao reverso a garantia dos veredictos soberanos do tribunal popular, fazendo retroceder a interferência alternativa ou revisora dos magistrados presumivelmente mais capazes e mais eficientes, pelo menos nos julgamentos dos crimes dolosos contra a vida.

Assim, pelo menos ao sentir do corpo de magistrados, a soberania do Júri recuava de um estágio em que se havia fundado, na lei e na jurisprudência, um sistema que lhe parecia mais bem aperfeiçoado e condizente com os objetivos da justiça penal.

Ora, a cláusula de soberania, pelos termos peremptórios em que estava lançada no dispositivo constitucional, somente tinha uma proporcionada interpretação se entendida no sentido de excluir qualquer revisão do veredicto do tribunal popular em tudo que aludisse às provas e ao mérito da questão.

Mas aquilo que se adiantou dificilmente se rende à tendência de retrocesso. Por isto a interpretação da doutrina e da jurisprudência evoluiu no sentido de um conceito relativo de soberania, para liberar a revisão, em superior instância, daquelas decisões do Júri que sejam clamorosamente aberrantes da prova do processo. Apóia-se esta interpretação na necessidade institucional de conciliar o princípio da soberania com o da superposição das instâncias. E ajusta-se ainda mitigando a retração da soberania com o dispor que o órgão de segunda instância apenas revoga a decisão do tribunal popular, ensejando uma segunda decisão do mesmo tribunal, pois não aplica ou modifica a pena imposta no julgamento anterior. Assim, a soberania da decisão do Júri não impede completamente a interferência do tribunal superior, mas manietta esta interferência para que, quanto à matéria de fato, não haja reforma condenatória ou absolutória do réu.

Embora não se apresentando isenta de tergiversações e divergências, a jurisprudência

predominou justamente neste sentido de admitir a recorribilidade das decisões do Júri e a facultade do tribunal superior para devolver o réu a novo julgamento, tanto nos casos de nulidade, como nos de desajuste agudo entre a decisão recorrida e a prova dos autos."

O Deputado GUSTAVO CAPANEMA, na qualidade de Relator, na Câmara dos Deputados, da matéria que deu origem à Lei nº 263/48, espousa o mesmo ponto de vista no tocante à soberania das decisões dos jurados e a apelação dessas decisões: (98)

".....
A soberania do Júri tem que entender-se, não como se fôsse um princípio novo, assegurado pela Constituição, mas segundo o seu conceito consagrado tradicionalmente pelo nosso direito.

A apelação da decisão do Júri, quando contrária à evidência do processo e para submeter o réu ao julgamento de novo Júri, foi instituída em nosso País pela Lei nº 261, de 3 de dezembro de 1841, que reformou o Código do Processo Criminal de 1832.

Malgrado as críticas desde logo suscitadas, o princípio perdurou. Sobre a matéria, doutrinava Pimenta Bueno: "Temos ouvido algumas opiniões manifestarem-se contra esta disposição da lei, mas pensamos que elas não têm razão. O Júri tem sem dúvida o direito de decidir segundo sua convicção, mas convicção sincera e moral, que não pode e nem deve contrariar a evidência das provas e debates concludentes; e que quando contrária, faz duvidar da sua boa-fé e imparcialidade, ou supor um erro substancial. O injusto é sempre injusto, qualquer que seja o tribunal que o profira. O recurso portanto não desnatura a instituição; só o que é verdadeiramente justo é que apóia a liberdade e com ela a ordem publica.

Impugnações esporádicas não abalaram o princípio que foi admitido durante um século, pela legislação e pela jurisprudência.

Fora é, pois, de dúvida, que a soberania do Júri não exclui a apelação contra a decisão contrária à evidência do processo para o fim de submeter o réu ao julgamento de novo Júri."

OLAVO OLIVEIRA, (99) referendando o parecer supratranscrito — e não poderia deixar de fazê-lo, autor que foi do projeto 1/46 — aponta a soberania do Júri como "princípio

secular do nosso direito", esclarecendo, entretanto, que essa soberania "não se confunde de modo algum com a sua infalibilidade"; que "sempre foi compreendida como um cânon constitucional, no regime das Cartas Políticas de 25 de março de 1824 e 24 de fevereiro de 1891, nas quais existia em toda a sua plenitude dita apelação", a apelação da sentença proferida pelo Júri.

Reforça, então, sua tese o Senador jurista, apresentando dois abalizados pronunciamentos sobre o assunto, da lavra de dois ilustres Ministros da Corte Suprema: do Ministro Edgard Costa, o primeiro:

"O Tribunal não é soberano, no sentido de que hierarquicamente não exista outro que possa rever-lhe as decisões; soberanos são sim, e apenas, os seus veredictos, na acepção de que, quando revistas pelo Tribunal togado, não podem ser as sentenças proferidas de acordo com esses veredictos, substituídas pela do Tribunal revisor. A soberania a que se refere o dispositivo constitucional deve ser entendida no sentido de que cabe sempre ao Júri a decisão definitiva; esse o entendimento em que era tida, anteriormente à Lei nº 167, de 5 de janeiro de 1938, que atribuiu ao Tribunal de Recurso reformar a decisão do Júri, para absolver o réu ou condená-lo à pena que entendesse ser a justa ou legal.

Traduzindo em dispositivo constitucional o princípio da soberania do Júri que os defensores da instituição apregoavam, e davam como ferido pela reforma de 1937, o que o legislador constituinte quis, foi restituir a esse tribunal a atribuição privativa de proferir a última e definitiva decisão, condenando ou absolvendo." (Arquivo Judiciário, vol. 82, fasc. 2, pág. 75).

O segundo, do Ministro Hahnemann Guimarães:

"A soberania dos veredictos do Júri não é contrária, porém, ao princípio da dupla instância, fundamental na ordem dos juízos, e de que resulta ficar o juiz superior investido do poder de tomar conhecimento pleno da causa. No Juízo penal, entretanto, a plenitude do poder de cognição não dá ao tribunal superior pleno poder de decisão, porque não se admite agravamento da pena, quando somente o réu houver apelado da sentença (Cód. Proc. Pen., art. 616). A soberania dos veredictos do Júri reduz ainda mais esse poder de decisão, ficando o Tribunal de Apelação limitado a mandar que a causa seja submetida a novo Júri. Volta-se,

dêste modo, ao regime que haviam estabelecido o Cód. do Proc. Crim. de 1832, arts. 301 e 302, e a Lei nº 281, de 3 de dezembro de 1841, art. 81. Estas disposições já asseguraram a soberania dos julgamentos proferidos pelo Júri, diversamente do que estabeleceram as regras dos arts. 604 a 606 do Cód. Proc. Pen., que conferiram ao tribunal superior o poder de aplicar a pena legal ou absolver o réu, ampliando a regra excepcional do art. 303 daquele Código.

O preceito do art. 141, § 28, da Constituição priva o tribunal superior do poder de reformar a sentença apelada, mas é evidentemente compatível com o princípio fundamental do duplo grau de jurisdição, que ficará restringida, quanto à segunda instância, a se determinar que o réu seja submetido a novo Júri." (Arquivo Judiciário, vol. 82, fasc. 2, pág. 72.)

Conclui Olavo Oliveira que "o Supremo Tribunal Federal, antes da Lei nº 263, de 23 de fevereiro de 1948, proclamou a "soberania dos veredictos", do art. 141, § 28, da Constituição de 18 de setembro de 1946, integralmente compatível com a parte do art. 606 do Código do Processo Penal permissiva da apelação por injustiça da decisão, por não encontrar apoio algum na prova dos autos, reputando derogada pela nossa Carta Política tão-somente a parte daquele artigo que conferia ao Tribunal de Justiça a faculdade de sub-rogar-se no papel do Júri, para alterar ou mudar no mérito as suas decisões." (Arquivo Judiciário, vol. 84, fasc. 2, pág. 91).

Também SAMPAIO DÓRIA, (100) apesar de afirmar que a soberania dos veredictos constitui a alma da instituição do Júri, admite a possibilidade de recurso contra a sentença soberana, tendo em vista um novo julgamento, igualmente, por jurados. Para tanto estuda o sentido exato do termo soberania no contexto do § 18 do art. 141 da Carta de 1946:

"Não está bem empregado numa Constituição o termo soberania, como o foi no § 28. Em direito constitucional, o termo soberania tem sentido técnico, preciso, imutável, e seu emprego em sentido derivado não é recomendável.

O sentido exato do termo soberania, em direito público, é este e só este: poder supremo de organizar cada povo sua defesa externa, manter a ordem jurídica interna e promover o bem comum. Fora disso, a palavra decai, e se presta a sofismas de toda sorte.

O atributo supremo é a supremacia, o não haver acima dela outro nenhum poder. A soberania é poder supremo no seio de cada povo e fora dêle. Não há competidor, acima dêle não há outro, é o mais alto, o que impera sôbre todos, não depende de nenhum outro, nenhum outro impera sôbre êle. É supremo.

Foi a idéia de supremacia que prevaleceu na redação do texto. A lei que organizar a instituição do Júri não pode negar a supremacia das suas decisões. Delas não há recurso, são decisões finais sôbre os fatos argüidos de criminosos e sôbre a autoria dêles.

Em defesa do réu ou da sociedade, pode haver recurso contra veredictos. Mas apenas para fazer cumprir a lei que tenha sido deturpada. Mas recursos para tornar a se pronunciar, dentro da lei, em novo julgamento por jurados. O novo Júri dirá sôbre os fatos a palavra deradeira. A culpa ou inocência do acusado é declarada sem apêlo pelos jurados.

Nisto é que está a essência liberal da conquista do povo contra as tiranias, os despotismos, as ditaduras, a cujo serviço se ajeitem juizes de carreira (...).

Chamemos à tribuna dos julgadores do Júri, alguns dos Congressistas que, no processo de tramitação da Carta de 1967, discutiram o tema. Opositores combativos da soberania dos veredictos, manifestam-se os Deputados Monsenhor ARRUDA CÂMARA e GERALDO FREIRE. O primeiro considera inadmissível a existência de "um tribunal popular sem instância". Reporta-se ao governo do Presidente Getúlio Vargas, quando se estabeleceu a reforma da sentença do Júri pelo Tribunal de Justiça, louvando a medida, porque, convertido em Tribunal de primeira instância: (101)

"... O Júri se acautelará nas suas sentenças, pois sabe que um Tribunal togado vai revê-la, vai examiná-la. Por seu turno, os candidatos ao crime, os marginais, sabendo que são libertados no Júri, não trepidam em atentar contra a vida do próximo. Mas, se êles souberem que, escapando das malhas do Júri, vão cair nos rigores de um Tribunal togado, com muito mais dificuldades atentarão contra a vida de seus semelhantes.

Este Projeto de Constituição, repetindo a Constituição anterior, estabeleceu, no *caput* do art. 149:

"A Constituição assegura aos brasileiros e aos estrangeiros residentes no País o direito à vida..."

É o primeiro dos direitos. A liberdade, a propriedade e o direito de ir e vir se subordinam à vida, à existência.

Sr. Presidente e Srs. Congressistas, não pode ficar êsse direito supremo entregue à soberania de um Júri, sem formação jurídica, e que se deixa quase sempre levar pelo sentimentalismo, pela simpatia ou pela imposição dos chefes políticos, que à mercê dos seus caprichos lançam nas ruas os piores criminosos e metem na masmorra, às vêzes, os inocentes."

Respondendo a aparte do Deputado Geraldo Freire, justifica sua tese no sentido da revisão da sentença do corpo de jurados pelo Tribunal togado ao mesmo tempo que argumenta com a demagogia e o mandonismo local:

"... Não há juízo nem tribunal que não tenha instância superior. Do juiz singular há recurso para o Tribunal de Justiça e ainda o Tribunal Federal de Recursos ou para o Supremo Tribunal Federal. Só o Júri constitui uma exceção aberrante, arcaica, anacrônica e falida. Sendo um tribunal soberano, quando muito, pode o Tribunal de Justiça mandar o réu a novo Júri, para outro julgamento talvez igual ao primeiro. Ora, se os juizes singulares, homens da formação jurídica, que possuem curso de Direito e fizeram concurso, se o Tribunal togado, que é um corpo de juizes selecionados, da mais alta capacidade, têm revisão de instância superior, vê-se que é de toda procedência a minha argumentação, no sentido de não extinguir o Júri, mas de convertê-lo em tribunal de primeira instância, tendo as suas sentenças sujeitas à revisão, à reforma do Tribunal Superior.

Assim, o Júri acautelar-se-ia. Mas, encastelado em sua soberania, comete os maiores absurdos.

O Júri, no interior, representa a impunidade — e a impunidade é imoral porque estimula ao crime. Se o cidadão sabe que pode tirar uma vinda de um seu inimigo e, amanhã, ser absolvido no Júri, ou pelo patrão, chefe político, ou pelo sentimentalismo dos jurados, ou pelos truques ou habilidade dos advogados de tarimba, como há tantos por aí, inclusive o meu prezado amigo Nelson Carneiro, então, por qualquer circunstância se mata o próximo, pois, no outro dia, mês ou um ano depois, a rua representa o prêmio.

Sr. Presidente, por falar em truque de advogados, quero lembrar um episódio

histórico, um cidadão cometeu um crime hediondo e foi julgado em Petrópolis. Evaristo de Moraes, era o advogado, o patrono da causa. Não podendo negar a veracidade do bárbaro crime, confessou-a. Em seguida, porém, fez-se eloquente: "Senhores do Conselho de Sentença, não tenham compaixão deste homem mas daquela pobre mãe, velhinha, octogenária, cega, de quem ele é arrimo e que vai morrer de choque da condenação de seu filho, ou morrer de fome, se ele for condenado." Fez uma oração dramática e o criminoso foi absolvido. Num dos corredores, um dos jurados tirando do bolso uma nota daquelas grandes de quinhentos mil réis, disse: "Diante das palavras tão compassivas e convincentes de V. Ex^a, leve esses quinhentos mil réis para essa pobre velha..." E o advogado respondeu: aquêle desgraçado não tem mãe; a mãe d'ele morreu há mais de vinte anos; foi um truque, um argumento de que lancei mão para absolvê-lo, porque não tinha outro caminho.

No júri, absolvem-se criminosos. As famílias das vítimas, revoltadas, resolvem a vingança, fazendo justiça com as próprias mãos.

Conheço, no meu Estado, famílias que se degladiam e se matam mutuamente, há mais de vinte anos, por causa das absolvições injustas do Júri. O criminoso não é punido, então o parente da vítima o mata.

Por igual, esse é absolvido, e, em seguida, um membro da outra família mata aquêle. E, assim, se vão exterminando, à falta de justiça de um Tribunal popular sem responsabilidade e sem competência.

Cidades do interior existem, Srs. Congressistas, que não têm nem homens classificados pela cultura, pela idoneidade para servirem no corpo de jurados. E, ainda, quando no Município de origem, é duvidosa a absolvição, desafora-se, transfere-se o julgamento para outro Município onde o chefe político tem mais influência sobre os jurados.

No meu sacerdócio, quando vigário de certa paróquia, um cidadão, por questão insignificante, assassinou a esposa, do seguinte modo: "Fulana, vai fazer um café que estou com fome." A pobre mulher, quando se debruçou, sobre a trempa de pedras no chão, o marido deu-lhe várias punhaladas pelas costas, deixando-a afogada em sangue.

Veio o primeiro júri e eu me retirei da cidade, porque, já sabia, de antemão,

que a chefia política iria conseguir absolver aquêle homem.

Fui fazer uma confissão de enfermo e, de volta, à tarde, com que deparei? Há meia légua de distância, assistia, ao espocar dos foguetes.

Na localidade havia um banquete ministro de comidas e bebidas dos amigos do criminoso, celebrando a sua absolvição. O júri tinha-o declarado inocente. Essa pobre mulher não tinha família para fazer justiça com suas próprias mãos.

De outra feita, na minha terra, certo cidadão, era amigo de um homem chamado Vidal, tão amigo que sempre viajavam juntos. Um deles levava seu filho no lombo de um cavalo e o outro, que havia recebido cem mil réis para matar seu amigo do peito, numa dessas caminhadas, desfechou-lhe nas costas a carga do seu rifle. E o pobre homem tombou, morrendo no solo. Ainda nos estertores da morte, disparou uns tiros a esmo.

João, filho do morto, criança, assistiu àquilo apavorado. Esperou que o foragido fôsse preso, a fim de ser punido. Levado a júri, foi condenado a pena infima. E João, à medida que foi ficando rapazinho, ia dizendo: "Farei justiça com as minhas mãos, já que a justiça do júri não a fez". E, num dia, à saída da Foz de Iguaracy, encontrou o assassino de seu pai. Partiu para ele, crivou-o de punhaladas e, deixando-o estendido na estrada, ganhou o mato. Por sua vez, João foi a júri, sendo absolvido.

Eis aí, Srs. Congressistas, o que é o júri no interior. É a impunidade, é o estímulo ao crime.

Não sou pela extinção do júri, mas sou por que ele seja convertido em primeira instância e tenha sobre sua cabeça a espada da revisão do Tribunal togado, onde as vítimas encontrem justiça, onde os júris encontrem estímulo para corrigir os seus desmandos. E, assim, as famílias das vítimas não serão obrigadas a vingar-se e a fazer justiça com as suas próprias mãos.

Suprimamos, Srs. Congressistas, a soberania do Júri, ao menos da Constituição, porque, ainda aquêles que defendem a soberania do júri estão convencidos, como o causidico Tabosa de Almeida, da grande Comissão Constitucional, que é preciso uma reforma nessa sistemática para acautelar a sociedade, para tranquilidade e segurança do homem, do indivíduo, da pessoa e da coletividade.

Tiremos, como requeiro em destaque, a soberania do júri da Constituição, como inteligente e acertadamente entendeu o autor do projeto. Em lei ordinária vamos estudar melhor a questão, vamos rodear a vida, o direito primacial do homem, de maiores garantias. Não é possível deixá-lo à discricção e à soberania de meia dúzia de homens, muitas vezes analfabetos, amigos incondicionais do chefe político local ou temerosos da vingança do criminoso e de sua família, que não trepidam em absolver o criminoso dos delitos mais monstruosos."

Expressa-se, sem dúvida, o Deputado Arruda Câmara em favor do Júri, "mas não soberano. Sujeito a uma segunda instância, porque não há Justiça, não há Tribunal que não tenha uma instância superior para reformar a sua sentença ou aprová-la; só há o Júri: *avis* única ou rara em nosso País e, desgraçadamente, em outras nações, onde ele é melhorado em seus julgamentos, pela cultura e pela formação. Mas é *avis* rara e única um Juízo que não tenha instância a reformar, modificar ou aprovar sua decisão."

Isto, porque, na concepção do orador, o "Júri soberano é uma farsa, é uma tropi-comédia, e se ele sofrer a revisão do Tribunal, em segunda instância, se acautelará, terá receio de vir a ser desmoralizado perante o Tribunal. Não sou pela supressão do Júri, mas desejo que todos os Tribunais tenham segunda instância. É um recurso eficiente."

Encerrando o discurso, o Monsenhor Deputado, de saudosa memória, exorta os senhores congressistas a que dispensem acurado exame à matéria em debate:

"Srs. Congressistas, eu falo a V. Ex.^{as} por um dever de consciência. Sobre mim, sobre V. Ex.^{as} pesa o dever do imperativo constitucional de garantir a vida da pessoa e a segurança da sociedade.

Tiremos, portanto, a soberania do Júri da Constituição, vamos fazer um exame mais profundo desta matéria, na lei ordinária. Se consagrarmos na Constituição essa soberania maléfica, da qual têm provindo tantas mortes, tanto sangue, tantos delitos, estaremos incentivando a criminalidade. E que se verificou na reforma de Getúlio Vargas, com a revisão do Tribunal? A criminalidade diminuiu, pelo menos cinquenta por cento, no meu Estado.

Mas, se sancionarmos essa nefasta soberania do Júri, sem um Tribunal de segunda instância, para rever, reformar ou

aprovar suas sentenças, teremos a pesar sobre nossos ombros, nas noites de insônia, o remorso, ao vermos a viuvez, a orfanidade, a dor, espalhadas por este mundo em fora, em face da impunidade, garantida pelo Tribunal soberano do Júri. Ainda mais: cairá sobre nossas cabeças o sangue quente, palpitante, dos mortos, das vítimas dos celerados, das vítimas das vinditas das famílias dos assassinados. Esse sangue cairá sobre as cabeças daqueles que votarem pela soberania do Júri, como há atualmente. Eles, no fim da vida, fazendo o exame de consciência, terão de bater no peito o "*mea culpa, mea maxima culpa*", por haverem pôsto em perigo não só a segurança da sociedade, mas o direito primordial de pessoa humana, o mais sagrado — o direito à vida — garantido neste mesmo Projeto de Constituição."

O Deputado GERALDO FREIRE, (102) em aparte ao Deputado Arruda Câmara, expressa solidariedade ao ponto de vista do orador declarando considerar "como um dos grandes benefícios trazidos pelo projeto a eliminação da soberania do Júri." Pondera que "os próprios juizes togados têm suas decisões sujeitas à revisão pelos tribunais superiores" e qualifica de "noção superada na cultura humana" o "confiar-se a sorte da sociedade, na defesa contra o crime, a Júri leigo e soberano..."

Na opinião do Deputado Geraldo Freire, "a eliminação da soberania protege os jurados", os quais, assim como as autoridades, deveriam ser consultados sobre o problema "se é que é em nome da democracia que se defende a soberania do Júri". E acrescenta: "A enorme maioria seria contrária a esta soberania, porque elas não têm garantia para tomar sua decisão, pois, morando em lugares êrmos e abandonados, não terão qualquer defesa contra os criminosos."

Em favor do Júri, levanta-se a voz do Deputado GETÚLIO MOURA (103) que encara o instituto como "a última trincheira de defesa dos direitos individuais do homem..." e como "uma necessidade social" visto que "não se pode reformar, todos os dias, o texto da Constituição", nem tão pouco ficar-se adstrito à letra da lei, mesmo porque "interpretar o texto frio da lei significa, muitas vezes, a injustiça." Para o Congressista, "a grande função social do Júri é humanizar o texto, é aplicar a regra jurídica de acordo com o momento social em que vivemos."

Afirmando haver sido, em 1946, com o Senador Aloysio de Carvalho, signatário da emenda que restabeleceu a soberania do Jú-

ri, apresenta os pontos básicos de sua concepção:

"Não vejo qualquer inconveniente nessa soberania.

Pretende-se agora que, da decisão do Júri, caiba recurso para o Tribunal de Justiça, concedida a este a faculdade de rever a sentença e, se entender, aplicar pena. Haverá sempre desconformidade com o julgamento do juiz togado. Se a intenção do legislador fôsse aplicar o texto legal e inerte, ou através de interpretação técnica, não iria dar ao leigo a atribuição de adotar princípios estabelecidos no Código Penal.

Sómente quem tivesse competência legal poderia fazê-lo. Por que mantêm a lei, há tantos anos, esse princípio salutar? Como disse, há pouco, em aparte a Monsenhor Arruda Câmara, a lei colocou a toga sobre os ombros do juiz para evitar que ele se contagiasse das paixões ambientes e recebesse a influência do meio. Mas isto tem acarretado o inconveniente, de, por vezes, transformar o juiz togado num compartimento estanque, quer dizer, impermeável à humanização da própria lei. Por isto, a instituição do Júri permanece, através dos séculos. O que quer o legislador é que, na aplicação da pena, a sociedade aja como um todo, através dos seus juizes de fato. Então os erros, os defeitos, as virtudes, as deficiências desta mesma sociedade estarão concorrendo para a decisão daqueles juizes que representam o pensamento médio da própria sociedade.

Ora, se eliminarmos o Júri, ou, se fizermos o pior, como está aqui — dar ao Tribunal *ad quem*, o Tribunal da segunda instância o direito de reformular a decisão do Júri e aplicar pena —, então vamos ter sempre aquilo que ocorreu no passado: a decisão do Júri nunca encontrará conformidade com a decisão do juiz togado, porque são dois órgãos que se nutrem de condições inteiramente diferentes, morais e técnicas. Por esta razão, entendo que a soberania do Júri só existe nos termos da legislação atual."

Em aparte, então, alega o senhor GERMAL FELJÓ (104) o fato de a legislação em vigor já permitir, em determinados casos, a decisão de segunda instância para os delitos julgados pelo Júri Popular. A partir do argumento, declara não estar convencido "de que haja aqui prejuízo em remeter, nos casos que se fizerem necessários, ao exame da Justiça *ad quem* o caso examinado pelo Júri Popular em relação ao qual houve recurso para a segunda instância."

"Pela legislação atual — responde o Deputado GETÍLIO MOURA — (105) há recurso para o Tribunal de segunda instância. Esse recurso, entretanto, deverá ter dois fundamentos, ou um dos dois: a decisão do Júri é frontalmente contrária à prova dos autos. Se esta hipótese fôr comprovada, o Tribunal conhece do recurso, anula a decisão do Júri e devolve ao Tribunal Popular, outra vez, o conhecimento da matéria, através de novos jurados. A lei visa a esta filtragem: se sete jurados, no entender da Justiça de segunda instância, tiverem errado numa absolvição ou até numa condenação, dá-se então a oportunidade de que novo Júri — mais sete cidadãos retirados da sociedade — possa examinar a matéria e sobre ela pronunciar-se.

A outra hipótese é quando ocorre nulidade no julgamento. Então, há o recurso, e o Tribunal, se julgar procedente a nulidade invocada, seja pelo Promotor, seja pela parte recorrente, anula o julgamento e manda-o novamente a Júri. E há casos em que, por três vezes, o processo vai a Júri. Então, a sociedade vai afirmar e reafirmar a sua decisão. Este me parece o melhor sistema. A não ser este, era preferível então o julgamento pelo juiz singular, para que o Tribunal coletivo pudesse julgar os processos com os mesmos elementos. Mas pretender que uma sentença de leigos possa contar com o beneplácito ou a ratificação de juizes que julgam com a técnica jurídica, é muito difícil.

Não podemos conciliar situações inteiramente desiguais.

Mas, pergunto, se é assim, por que se mantém a instituição do Júri? A razão está aí. É que em torno da lei penal, da lei escrita, ferve e reverve um mundo de princípios não codificados que estão a exigir a sua introdução na legislação. Mas como não se pode, a cada passo, alterar um código penal, ele permanece durante certo tempo. Então, o júri tem essa grande vantagem. Esses princípios que estavam na consciência de todos, mas que ainda não se incorporaram à legislação, vão merecer, amanhã, a apreciação pelo Júri, que então atualiza, através da sua decisão, o preceito legal. Fora daí, o Júri não teria explicação nem justificativa. Só encontro esta que, para mim, é fundamental: atualizar, dar vigência à norma legal, impedir que uma decisão se faça através de um preceito que a sociedade já derrogou. Então o Júri, que a reflete, vai apanhar a norma legal e dar-lhe um sentido novo, um sentido justo, o sentido que reclama a população em cujo seio ocorreu a lesão penal.

Por isso, Sr. Presidente e Srs. Congressistas, entendo que essa soberania não deve e

não pode sofrer restrições. Restringi-la é mutilá-la, restringi-la é tornar uma instituição boa em uma instituição capenga, porque nunca teremos meios de buscar uma perfeita conciliação entre a decisão do júri popular e a decisão de juízes, de jurisperitos, que têm noção do direito, que têm o tecnicismo, o perigoso tecnicismo.

Contra isso se vem mantendo, através de séculos, a instituição do Júri.

E não vejo razão para que, neste instante, nós a devamos alterar. Andou bem, no meu entender, a Comissão, quando acolheu a emenda que restabelece essa soberania do Júri, porque não é dele que vêm inconvenientes para a sociedade."

E refutando a argumentação do Monseñor Arruda Câmara, continua:

"O Sr. Monsenhor Arruda Câmara, aqui, ao invés de argumentos de ordem jurídica, citou de preferência argumentos de ordem moral e até de sentimentalismo, mostrando que em vários casos o Júri decide sempre sob o impacto de uma paixão, preocupado ora com a miséria da mãe do réu, ora com a orfandade de pai vivo dos filhos do réu. Evidentemente, o Júri dos nossos dias já não lança mão desses argumentos. Pode ser que no interior do Brasil, numa comarca ou noutra, o advogado ainda possa conduzir os debates por esse caminho. Mas o Júri, hoje, já não se pronuncia desta forma. A matéria é exposta com absoluta correção, e os advogados vão buscar nos meandros da lei a solução para o caso que está sendo julgado. Esse sentimentalismo piegas já desertou do Júri há muito tempo. Devo dizer que, durante longos anos, frequentei a tribuna do Júri e guardo desse período de minha vida a melhor de todas as impressões, porque procurava sempre, através de uma palavra descolorida e sem grande erudição, e apenas com aqueles conhecimentos elementares de advogado de província, levar ao Júri uma solução que se pudesse harmonizar perfeitamente com a lei. Nos casos em que funcionei — estou hoje disso absolutamente convencido —, mesmo no período em que havia recursos para o Tribunal, com a possibilidade do reexame da matéria, em quase todos se não em todos, obtivemos a confirmação pelo Tribunal."

No tocante à jurisprudência, a expressão "soberania dos veredictos" tem sido encarada, não no seu sentido gramatical, não como poder sem fronteiras, mas, na "acepção técnico-jurídica de conferir ao tribunal popular a faculdade de julgar de fato, insubsti-

tuível por qualquer outro juízo ou tribunal." (106)

O apêlo por nôvo julgamento, com base no manifesto desacôrdo entre a sentença do corpo de jurados e a prova dos autos, prescreve-o o Código de Processo Penal vigente (art. 593, inciso III, letra d). Sucodem-se e têm provimento os recursos dessa natureza — haja visto a apelação criminal seguinte — uma vez constatado o aludido desacôrdo entre a sentença e a prova: (107)

LEGÍTIMA DEFESA DA HONRA SOBERANIA DO JÚRI

Antônio de Sales Oliveira
Procurador da Justiça

APELAÇÃO CRIMINAL N.º 76.101

Justiça Pública — J.R.P.
Santo Anastácio

Por entender que a decisão dos senhores jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, a qual, por maioria de votos, reconheceu que o réu cometeu o homicídio qualificado em legítima defesa da sua honra, pelo que foi absolvido, apelou o dr. Promotor, pleiteando o provimento para sujeitar o apelado a nôvo julgamento (fls. 147 e 149 a 151).

Verifica-se do processo que a primeira versão que o apelado deu aos fatos, e isso dois dias depois do crime, não enseja possibilidade de agasalho à justificativa invocada (fls. 6v. a 8), o mesmo acontecendo com as declarações policiais de Maria Marlene Rodrigues (fls. 24 a 25), com quem é casado eclesiásticamente. Em Juízo, porém, quanto aos motivos do delito, deram ambos outra versão, surgindo, então, a referência a atos indecorosos que a vítima, que contava 18 anos de idade e cujo comportamento anterior foi por todos louvado, inclusive pelo citado casal, teria praticado no lar do apelado.

Certo é, no entanto, que o apelado informa que aqueles atos ocorreram cerca de vinte dias antes (fls. 41v.) ou dezessete (fls. 135v.), ocasião em que dos mesmos tomou conhecimento, não tendo, porém, a respeito, solicitado qualquer explicação à vítima.

Por outro lado, e ainda é o próprio apelado quem o diz, a vítima, no momento do crime, a êle se dirigira de modo amistoso e já saía com a sua bicicleta, quando o réu lhe retrucou com irritação, havendo, então, desentendimento. Ameaçado com uma faca pela vítima, continua o apelado, êste sacou a garrucha, o que fêz com que aquela deitasse a correr, sendo, então, perseguida cerca de cem metros (fls. 7v.) ou oitenta (fls. 42v. e 136v.). E, aduz, foi durante tal perseguição que êle desfechou-lhe o tiro, atingindo-a nas costas, e que lhe desferiu inúmeras facadas, para o que se utilizou de uma peixeira,

golpeando-a também nas costas, no pescoço e em outras regiões do corpo. E o resultado da sanha do apelado está consignado no significativo laudo de exame necroscópico de fls. 19 a 21.

Tais elementos, portanto, mostram, sem dúvida, que a mencionada decisão contrasta, frontalmente, a prova colhida, legitimando a rescisão pleiteada ("Revista dos Tribunais", 222/123, 241/626, 250/356, 281/144, 282/155).

Do último venerando acórdão, da Egrégia Primeira Câmara Criminal desse Colendo Tribunal, são, aliás, as eloquentes palavras seguintes, que bem se aplicam ao caso presente:

"O Júri, na excelência do seu sentimentalismo, encontra sempre uma forma de julgamento que, se não tem a solidariedade da lei, pelo menos usa de uma soberania que é constitucional. Ao Poder Judiciário, no entanto, não cabe decidir sem a flama da legalidade. E o fato aqui julgado é dos que não podem aceitar a usurpação legal" (R.T. 282/155.).

A vista do exposto, somos pelo provimento do apêlo interposto pelo Ministério Público, para, de acordo com o parágrafo 3.º do art. 593 do Código de Processo Penal, sujeitar o réu José Rodrigues Pereira a novo julgamento.

São Paulo, 7 de janeiro de 1963.

Vejamos agora a apelação criminal abaixo, acolhida na íntegra pela 1.ª Câmara Criminal de Justiça de São Paulo, que anula o julgamento questionado mandando o réu a novo Júri: (108)

JURI — NULIDADES

Conselho de Sentença que respondeu afirmativamente ao quesito sobre o excesso culposo relativo à legítima defesa. Subseqüente encerramento da votação do questionário, pelo Magistrado. Desacerto desta orientação.

Exibição, pela defesa, em plenário, na réplica, de instrução que não acompanhava os autos. Surpresa para a acusação.

Afirmado, pelo Conselho de Sentença, o excesso culposo relativo à legítima defesa, não cabe julgar-se prejudicados os demais quesitos, uma vez que competentes continuam sendo os jurados para prosseguir no julgamento.

A exibição, em plenário, de instrumento que não constava dos autos ocasiona a nulidade do julgamento, por colhêr a parte contrária desprevenida.

JOSE G. MARCOS GARCIA
Promotor de Justiça

APELAÇÃO CRIMINAL N.º 82.710 Pinhal

A Justiça Pública — W. C.

Egrégia Câmara Criminal

Não se apresenta, data venia, a nosso ver, em condições de prevalecer o julgamento a que se referem os presentes autos, nos quais, pronunciado o apelado como autor de tentativa de homicídio qualificado por motivo fútil e traição, veio, afinal, a ser apontado como autor de delito de lesão corporal culposa, sendo-lhe aplicada, em consequência, a pena de três meses de detenção, com direito a sursis pelo prazo de três anos.

Quanto ao mérito, foi, a nosso ver, a decisão dos Srs. Jurados manifestamente contrária à prova dos autos, ao ser por eles reconhecido que W. C., excedendo culposamente os limites da legítima defesa, apenas praticou um delito de natureza culposa contra a vítima.

Relativamente ao aspecto formal do julgamento, invalidando este se apresentam duas nulidades ocorridas posteriormente à pronúncia. A estas, com a devida vênia, nos referiremos inicialmente.

Como se vê do termo de votação de quesitos, constante dos autos, o Conselho de Sentença afirmou, a princípio, a prática, pelo recorrido, de delito de tentativa de homicídio contra a vítima, face às respostas que forneceu aos dois primeiros quesitos. Em seguida, nas respostas aos quesitos sobre legítima defesa, deixou decidido que o apelado apenas não foi moderado no uso dos meios necessários para repelir a agressão à sua esposa, que fôra reconhecida, tendo, por outro lado, só excedido culposamente os limites da legítima defesa. Ante tal pronunciamento do Conselho de Sentença, encerrou a votação o digno Magistrado Presidente do Col. Tribunal do Júri, em reunião, não submetendo, assim, à votação os demais quesitos do questionário, e passando, ato contínuo, a proferir a respeitável decisão de fôlhas 121/122, pela qual impôs ao recorrido, por infração ao art. 129, § 6.º, do Código Penal, a pena privativa de liberdade de três meses de detenção, com a concessão de sursis, pelo prazo de três anos.

Em tal ponto, entretanto, data venia, não foi a melhor a orientação adotada, dando-se, desde logo, por encerrada a votação, à vista de que, embora respondendo os Srs. Jurados, afirmativamente, ao quesito referente ao excesso culposo, ainda continuavam com competência para fornecer respostas a outros quesitos do questionário.

Como já, a propósito, julgado pela Douta Primeira Câmara Criminal desse Egrégio Tribunal.

"De acórdio com a melhor orientação, no caso de excesso culposo não tem aplicação o art. 492, § 2.º, do Código de Processo Penal. Inscreve-se êle entre os quesitos que devem ser respondidos pelo Júri. Em consequência, embora afirmado e desclassificado o delito, a competência para o julgamento continua sendo do Tribunal Popular." (Ven. ac. de 10-10-60; in "Revista dos Tribs.", 306/90)

A propósito, ainda, do assunto enfocado, outra Douta Câmara Criminal desse Egrégio Tribunal, a Terceira, em sessão de 19 de fevereiro de 1962, anulando o julgamento que apreciava em autos de apelação, deixou assentado que:

"Afirmado o excesso culposo, não devem ser considerados prejudicados os demais quesitos, pois a competência do Júri para o julgamento continua. Não se transfere para o Juiz Singular." (in "Rev. dos Tribs.", 333/78)

Em outra oportunidade, desta feita em sessão realizada aos 12 de março de 1962, essa mesma referida Douta Câmara, igualmente anulando o julgamento que apreciava, decidiu que:

"Mesmo após afirmado o excesso na reação, e ensejada a desclassificação do homicídio para culposo, a competência para o julgamento continua sendo do Júri, não devendo ser avocado pelo magistrado, com desprezo à votação dos demais quesitos." (in "Rev. dos Tribs.", 329/149)

Julgados nesse mesmo sentido se vêem, ainda mais, v.g., na citada Revista, vols. e págs. 277/137, 286/129, 287/159, 292/109 e 297/101.

Considerado, pois, que, no caso dos autos, a votação dos quesitos, pelos Srs. Jurados, foi encerrada quando ainda tinham êstes competência para prosseguir no julgamento do recorrido, verifica-se estar a nulidade ocorrida a reclamar a realização de nôvo regular julgamento daquele.

Outra nulidade verificada após a pronúncia resultou, a nosso ver, da exibição, pelo nobre patrono do apelado, em plenário, de instrumento que não havia sido apreendido nos autos, e cuja referida exibição não requerera em oportunidade processual própria.

Menciona, como se vê, a propósito, a ata da reunião que, na tréplica, o Dr. Defensor do apelado "exibiu para os senhores jurados

uma pá de madeira, que disse ser semelhante àquela que teria sido utilizada pela vítima contra o réu, eis que êsse instrumento não foi apreendido pela polícia, como lhe cumpria fazer. Disse inclusive que a vítima se apresentava armado com a colher de madeira exibida no plenário" (fls. 125/v.).

Pela surpresa que tal exibição constituiu para a acusação, — que ficou impossibilitada de apreciar, com os comentários que coubessem, as alegações da nobre defesa do apelado de que o instrumento exibido era semelhante ao que teria sido utilizado "pela vítima contra o réu", ou, mesmo, o próprio instrumento, apreciação que poderia ter-lhe sido possível, houvesse sido cientificada a tempo do propósito da digna defesa —, devido fica sendo, **data venia**, o reconhecimento de que importou em nulidade hábil a acarretar a renovação do julgamento do recorrido.

Como, aliás, já decidi, a propósito, a Douta Segunda Câmara Criminal desse Egrégio Tribunal.

"A exibição em plenário de qualquer objeto deve ser precedida de requerimento a ser formulado no libelo ou na contrariedade, para não colhêr desprevenida a outra parte." (in "Rev. dos Tribs.", 223/70)

Acentua o ven. acórdão a que se refere a ementa acima que:

"O Código de Processo Penal, no art. 421, parágrafo único, é expresso ao dispor sobre a oportunidade de se arrolar testemunhas e requerer-se diligências, o que só pode ser feito por ocasião do oferecimento da contrariedade. Fora dessa oportunidade, por constituir surpresa para a acusação, a prova é inadmissível e destituída de valor probante, acarretando nulidade do julgamento." (fls. 71)

Também pela ocorrência da apontada nulidade, observa-se, d.v., não se achar em condições de prevalecer o julgamento do apelado.

Quanto ao mérito, inquestionável é, a nosso ver, que W. C., agredindo a vítima W. C., nas circunstâncias em que o fez, praticou contra ela típica tentativa de homicídio não justificada por qualquer causa excludente de antijuridicidade, e nem favorecido seu autor por qualquer causa dirimente de culpabilidade; manifestamente contrária à prova dos autos foi, portanto a decisão dos Srs. Jurados, afirmativa, tão-somente, de perpetrções, pelo apelado, de um delito de natureza culposa, face ao excesso culposo que consideraram presente no comportamento do mesmo,

que vinham reconhecendo como legitimamente defensivo de sua própria pessoa.

O que evidenciam os autos, como se vê dos mesmos, é que a conduta do recorrido foi manifestamente dolosa e apenas agressiva, ao investir êle contra a pessoa da vítima, ferindo-a gravemente com o golpe de navalha que lhe desferiu, o qual lhe produziu ferimento que, partindo da face ântero-externa de seu pescoço, à esquerda, caminhou através de seu tórax, indo "até o fundo externo do osso esterno." (fls. 6)

O instrumento altamente ofensivo utilizado, a região do corpo da vítima atingida, assim como a violência e decisão com que agiu, na agressão, indicam, por outro lado, o dolo homicida, direto ou eventual, com que a praticou o apelado contra a vítima, que somente não veio a falecer em consequência da lesão que sofreu, por circunstâncias independentes da vontade de seu agressor.

De se notar que a vítima, após ferida, foi imediatamente transportada para o hospital desta cidade, ali recebendo urgente socorro e tratamento.

De se ter presente, também, a declaração prestada pela vítima, no inquérito policial, no sentido de que "teve a sorte de se afastar um pouco no momento em que de surpresa W. o anavalhou, caso contrário seria morto por tal indivíduo, dada a violência da agressão" (fls. 12/v.).

A respeito de como se verificou o fato delituoso, relata a vítima W.C. que voltara para o seu serviço junto ao balcão, no bar em que trabalhava, após ter procurado M.D.B. um de seus patrões, a fim de lhe fazer comunicação sobre o comportamento inconveniente que vinha tendo o apelado, no estabelecimento, onde, por não concordar com o preço de certa quantidade de presunto, que pedira, chegara a jogá-la fora do bar, manifestando, ainda, o propósito de quebrar o prato em que lhe fôra servida.

Voltando, pois, para o seu serviço, refere C. que ficou "de costas" para o balcão, passando "a cortar mortadela na máquina para servir a outros dois freguêses, quando foi chamado pelo acusado, que se encontrava para fora do balcão". Continua dizendo que "atendeu ao chamado, e aproximou-se do balcão, virando-se para o acusado, quando inesperadamente foi por êste golpeado com uma navalha", esclarecendo "que o acusado nada disse nessa ocasião, tendo apenas chamado o declarante, que, quando virou, foi imediatamente anavalhado". Prossegue W. C., referindo que, "logo após se ter olhado no espelho, o declarante virou-se e viu que o acusa-

do se dirigia para o interior do balcão, com a intenção, ao que parece, de continuar a agredi-lo, pois continuava com a navalha na mão; que o declarante então apanhou de uma colher de madeira, de mexer sorvete, e deu um golpe com êsse instrumento na mão do acusado, quebrando-se então a navalha; que imediatamente M.D.B. segurou o acusado e outras pessoas socorreram o declarante" (fls. 49/v.).

A testemunha A.D.V., presencial da ocorrência, sobre ela esclarece que, após haver o recorrido jogado fora do bar o presunto que lhe fôra servido pela vítima, em um prato, cujo objeto, ainda, queria quebrar, enquanto conversava C. com M.D.B., a vítima voltou ao serviço, passando a trabalhar na máquina de cortar presunto; que nisso reapareceu o acusado que chegou para a vítima; que esta, ao voltar, foi atingida por um golpe de navalha". Esclarece, mais, referida testemunha, que "a vítima, quando foi ferida, encontrava-se dentro do balcão, assim como o depoente, se achava a uns dois ou três metros da vítima, sendo que o acusado estava para fora do balcão e dêsse lugar é que golpeou a vítima". Relata, a seguir, tal testemunha, "que logo em seguida o acusado quis entrar para o interior do balcão e deu a volta para fazê-lo, ocasião em que a vítima apanhou uma colher de fazer sorvete e desferiu um golpe no acusado, golpe êsse que atingiu a navalha, que ainda se encontrava nas mãos do acusado, quebrando-a; que pessoas presentes, cujos nomes o depoente agora ignora, seguraram o acusado enquanto que outros trataram de socorrer a vítima" (fls. 51/v.).

M.D.B., co-proprietário do bar onde ocorreu o fato delituoso, esclarece, por sua vez, sobre êste, que também presenciou, "que junto ao balcão, achando-se o depoente à esquerda do acusado, êste chamou pela vítima, que estava de costas a fazer sanduíches; que a vítima virou-se, quando chamada, e nisto o acusado inopinadamente deu-lhe um golpe de navalha". Diz D.B. que, "como se encontrasse à esquerda do acusado, não percebeu que êste sacara a navalha, tendo sido rápida a cena, tanto que o depoente julgou que o acusado apenas fôsse dar um sóco na vítima". Refere, mais, D.B., que êle "e o acusado se encontravam do lado de fora do balcão e a vítima, do lado de dentro, sendo que o acusado atacou a vítima achando-se para fora do balcão e aquela para dentro" (fls. 54 e v.).

Como se vê, patentemente injustificado e doloso foi o procedimento do apelado, ao anavalhar a vítima, iniciando contra ela a execução de um delito de homicídio, que não veio a consumir-se por circunstâncias alheias

à vontade daquele, que, ainda, agiu por motivo fútil e colhendo a vítima desatenta e indefesa.

As palavras do apelado, nas duas oportunidades em que foi interrogado, primeiramente no inquérito policial, e, depois, em plenário, apresentam-se, como revelam claramente os autos, inteiramente alheadas das demais, seguras e revestidas da maior credibilidade, provas colhidas, quer no inquérito policial, como na instrução criminal, donde o não produzirem a menor ressonância no conjunto probatório existente nos autos.

Observa-se, mesmo, haver sido o apelado discrepante em seus dois referidos interrogatórios, eis, que, afirmando no primeiro que a vítima "se achava pelo lado de dentro do balcão", quando a atingiu, no segundo veio a asseverar que W. C. já havia, até, subido no balcão, quando foi por êle atingido.

Pode-se dizer, portanto, ter sido proferida em manifesto desacôrdo com a prova dos autos, a decisão dos Srs. Jurados, admitindo a prática, pelo apelado tão-somente de delito de natureza culposa, face ao reconhecimento havido de que o mesmo excedeu culposamente os limites da legítima defesa.

O veredicto em questão não pode, *data venia*, assim, prevalecer, a nôvo julgamento, em consequência, havendo necessidade de ser submetido o apelado. Com efeito, conforme pacífico entendimento jurisprudencial.

"Tendo sido a decisão do Júri manifestamente contrária à prova dos autos, deve o réu ser submetido a nôvo julgamento." (in "Rev. dos Tribs.", 176/490.)

Ante o exposto, pois, em conclusão, vendo-se não estar, *data venia*, na verdade, em condições de subsistir o questionado julgamento do recorrido, jurídico será que a outro venha a submeter-se, em cuja respectiva oportunidade, melhor apreciação das provas sendo feita, um mais acertado veredicto possa ser proferido, com o que inteiramente atendidos terão sido os mais lídimos reclamos da Justiça."

Quando, entretanto, não é manifesta a discrepância entre a sentença do Júri e a pro-

va produzida, tem-se a manutenção do veredicto dos jurados, com a conseqüente rejeição da medida excepcional.

É o que se constata do parecer e acórdão abaixo: (109)

PARECER

Só quando as decisões do Júri se divorciarem inteiramente da prova produzida, nenhum apoio encontrando nos autos, é que podem ser cassadas.

Ausência de reincidência específica entre lesões corporais dolosas e homicídio.

Alcebiades Luis Bianco — Procurador da Justiça.

APELAÇÃO CRIMINAL N.º 86.242

Pirassununga C. M. e A. Justiça Pública
Os mesmos

C. M. foi condenado a oito anos de reclusão e medida de segurança pelo prazo de dois anos, como incurso no art. 121 do Código Penal.

Inconformados, recorreram o réu e o Dr. Promotor de Justiça.

Entende aquêle que o veredicto contrariou manifestamente a prova dos autos. Pleiteia, por seu turno, o órgão do Ministério Público a exacerbação da pena.

Se é certo, como alega o réu, não ter havido testemunha presencial da segunda agressão, isto é, daquela levada a efeito por meio de tijolo e da qual resultou a morte da vítima, não é menos certo, como demonstrou o Dr. Promotor de Justiça, examinando com largueza os elementos dos autos, que a convicção dos jurados não passou de "uma resultante lógica e natural" do desencadeamento dos fatos, desde o instante em que o réu, na presença de várias pessoas, agrediu a sôcos a vítima, pela primeira vez, até o momento em que a vítima, ameaçada de morte e seguida pelo réu de bicicleta, foi encontrada, com o crânio fraturado, em frente da casa de A. B.

É pacífico, na jurisprudência, que "só quando as decisões do Tribunal do Júri se divorciarem inteiramente da prova produzida, nenhum apoio encontrando nos autos, é que

podem ser cassadas. Desde, porém, que do processo constem elementos que algum apoio tragam ao veredictum, já não mais se justifica a medida excepcional" ("Rev. dos Tribs.", 211/104).

Pensamos, por outro lado, que a pena foi dosada com critério. Não se justifica a sua exacerbação.

O réu já foi condenado por lesões corporais dolosas (fls. 38).

Apesar de opiniões em contrário, estamos por aqueles que não admitem a reincidência específica entre esse crime e o homicídio, como se verifica, por exemplo, na "Rev. dos Tribs.", 182/573 e na "Rev. Forense", 112/224.

O parecer, pois sub censura, é pelo improvinimento de ambos os recursos.

São Paulo, 9 de fevereiro de 1966.

ACÓRDÃO

Soberania do Júri. Crime de homicídio. Legítima defesa da honra. Flagrante adultério. (110) Quando o marido apanha a mulher em flagrante adultério e limita-se a promover o desquite, até os homens de cultura apodam a sua conduta e dão-lhe epítetos vergonhosos.

Essa a realidade.

"O marido de bem, que considera digna a sua esposa, e a encontra em flagrante adultério e mata, age em defesa da honra". (Tribunal de Justiça de São Paulo, acórdão de 15 de dezembro de 1953, do qual foi Relator o Desemb. Trasybulo de Albuquerque; Darcy Miranda, "Repertório de Jurisprudência do Código de Processo Penal", vol. VI, págs. 763 a 764.)

É certo que a excludente em causa está subordinada ao objetivismo de todos os seus pressupostos, mas, como já salientamos, o Tribunal do Júri não está sujeito ao rigor de que se devem revestir as decisões do Tribunal togado, à inflexibilidade que dele é de se exigir.

O Júri é soberano nas suas decisões, repetimos, e, assim, se essas não se divorciam inteiramente da prova produzida, se encontram arrimo no que se apura dos autos, cassá-las ou reformá-las seria malferir essa soberania que constitui preceito constitucional. (Ac. do Trib. de Just. da Bahia, de 29 de abril de 1957, relatado pelo Desemb. Gilberto de Andrade.)

Também em defesa dessa soberania que o acórdão supra, terminante resguarda, fala o seguinte parecer exarado pela Procuradoria da Justiça do Estado de São Paulo: (111)

"REVISÃO EM PROCESSO DE JÚRI

Se os juizes leigos preferiram ficar com os elementos de fato do processo, negando-se a admitir a responsabilidade restrita do réu afirmada por peritos, não decidiram arbitrariamente, mas apenas fizeram uma opção que pode bem ser defendida e sustentada com base naqueles elementos.

Não há qualquer incompatibilidade entre as qualificadoras do motivo torpe e da surpresa, de um lado, e de outro a responsabilidade restrita, pois esta não anula a força de vontade e a consciência do criminoso, mas apenas as diminui.

Fernando de A. Prado
Procurador da Justiça

Revisão Criminal n.º 92.799
Garça — J. G. de O.

O petiçãoário, levado, por três vezes, a Júri, por homicídio qualificado, viu-se, em tôdas essas oportunidades, condenado. Não obstante, ainda tentou obter um quarto julgamento, não logrando, porém, ver conhecido o seu apêlo.

Como se assinalou no parecer desse recurso (fls. 634 e s.), desde a data do fato — julho de 1960 — até hoje, acha-se esse condenado recolhido ao Hospital Militar da Força Pública. E acontece que, chegado o momento de ser enviado para o cárcere, busca com o presente pedido revisional, alcançar uma redução da pena que lhe foi imposta, de forma a que, descontado o tempo de sua permanência naquele hospital, possa vir a ser pôsto em liberdade.

Para tanto, alega: 1) que, como ficou estabelecido no processo, através do exame psiquiátrico a que foi submetido, não possuía, êle, na ocasião do crime, plena capacidade de entendimento e de determinação, sendo semi-responsável; no entanto, os jurados deixaram de reconhecer, em seu favor, as condições do art. 22, parágrafo único, do Código Penal; 2) que, na verdade, bem ponderada a causa biológica do seu estado mental, não deveria ser considerado, simplesmente, um "fronteirigo", mas sim, inteiramente irresponsável; 3) que, sem embargo, mesmo em face da responsabilidade restrita constatada pela perícia, lugar não havia, no caso, para a admissão das qualificadoras articuladas do motivo torpe e da surpresa, as quais pressupõem "a presença da insídia para caracterizá-las insídia essa que não se pode localizar no ato do doente, que age sob o domínio de impulsos desproporcionados e incontroláveis".

E, por essas considerações, quer o peticionário, quando não a declaração de sua total irresponsabilidade, pelo menos, a minoração da pena que sofreu, desclassificada a incriminação para homicídio simples.

Sendo esse o objetivo da revisão, é bem de ver que o mesmo só poderia ser alcançado em novo julgamento pelo Júri, mediante a anulação do veredicto condenatório ora em apreciação.

E não vemos razão alguma para isso.

Antes de mais nada, é de se notar que, por duas vezes o Tribunal Popular negou-se a admitir a citada responsabilidade restrita do peticionário, por entender que a conduta revelada por ele na prática do homicídio comportava interpretação diferente daquela a que chegaram os peritos subscritores do laudo de exame de sanidade mental. Preferindo, assim, ficar com os elementos de fato do processo, os juízes leigos não decidiram arbitrariamente, mas, apenas, fizeram uma opção que pode bem ser defendida e sustentada com base naqueles elementos, como, aliás, se encarregou de fazer a Promotoria nas contra-razões de apelação.

Seja, porém, como fôr, o certo é que o fato de terem os jurados respondido, negativamente, os quesitos sobre a responsabilidade diminuída do peticionário, não conduz, necessariamente, à afirmação da existência de erro judiciário, na espécie. Isto porque a consequência benéfica para o réu que de tal situação decorre é tão-só a atenuação facultativa da pena aplicável.

Assim, mesmo que os jurados viessem a ficar com o laudo, afirmando que o peticionário tinha, na ocasião do homicídio, diminuída a sua capacidade de entender o caráter criminoso do fato ou de se determinar de acordo com esse entendimento, não estaria o juiz obrigado a se pautar por uma punição reduzida ou a descer alguém do quanto que impôs.

Por outro lado, cumpre considerar que nenhuma repercussão poderia ter a eventual afirmação da imputabilidade restrita do peticionário na configuração do homicídio qualificado.

Ao contrário do que se diz no pedido, não existe incompatibilidade entre as circunstâncias do § 2.º do art. 121 do Código Penal, e a perturbação mental do art. 22, parágrafo único, visto como esta não anula a força da vontade e a consciência do criminoso, mas, apenas, as diminui. O agente nas condições desse último dispositivo, sabe o que faz e como faz e, pois, não pode deixar de

responder pelo ato que pratica, na sua inteireza.

Além disso, as circunstâncias elementares do homicídio integram o crime, ao passo que, como já se assinalou, os efeitos da afirmação da causa de diminuição de pena do referido art. 22, parágrafo único, ficam ao arbitrio do Juiz.

Destarte, a alegação de que as qualificadoras foram mal admitidas não tem razão de ser.

Por último, é inteiramente inócua a afirmação de que o caso poderia, talvez, levar ao reconhecimento até mesmo da irresponsabilidade total do mesmo peticionário. Neste, ponto, sem produzir prova alguma dessa irresponsabilidade, o pedido encerra considerações inteiramente desajustadas do objetivo da revisão.

Em face de todo o expendido, somos levados a opinar pelo indeferimento.

E tal é o nosso parecer, *data venia*.

São Paulo, 21 de novembro de 1967."

O Tribunal de Justiça de Minas Gerais, através de acórdão proferido em apelação formulada com vistas à cassação de veredicto absolutório, ministra valiosa lição no tocante à prevalência do veredicto do Júri.

Trata-se da Apelação n.º 3.954, julgada em 8 de junho de 1967 e que tem como Relator o Desembargador João MARTINS. (112)

A veneranda sentença não só analisa os fatos originários da ação penal, como os considera dentro do processo, para dizer que a deliberação absolutória do Júri encontra apoio em lei.

Isto posto, repetiremos a exposição dos fatos contida no

RELATÓRIO

Valdomiro Prado matou a tiros João Pereira de Almeida, vulgo "Gaguinho", e tentou matar Silvino Ferreira da Silva, com a alcunha de "Casalho". O fato sucedeu mais ou menos às 10 horas e meia da noite de 6 de março de 1965, na Rua Curitiba, desta Capital em frente ao prédio de n.º 2.278. Causou o crime a briga entre Valdomiro e os outros, depois que João Pereira dera mostras de que pretendia gozar dos favores amorosos da doméstica Maria José Rodrigues, amásia do primeiro. Processado e levado a Júri, Valdomiro conseguiu unânime absolvição, com o reconhecimento de ter agido em defesa própria, na suposição de que ia ser atacado.

Apelou o Dr. Assistente do Ministério Público. A Subprocuradoria-Geral opinou pelo improvimento.

Ao Exmo. Desembargador-Revisor.

Belo Horizonte, 11 de maio de 1967. — **João Martins.**

O Acórdão que, por unanimidade, nega provimento à apelação, para confirmar a decisão do Júri é vazado na forma abaixo:

ACÓRDÃO

Vistos, relatados e discutidos estes autos da Apelação n.º 3.954, da Comarca de Belo Horizonte, em que é apelante o Dr. Assistente do Ministério Público e apelado Valdomiro Prado,

Acorda a 2.ª Câmara Criminal do Tribunal de Justiça, incorporado neste o relatório de fls., por unanimidade de votos, em negar providência à apelação, para confirmar a decisão do Júri que absolveu Valdomiro Prado, uma vez que os fatos apurados no processo, justificadores da ação do réu, mostram a procedência dos argumentos em sua defesa.

Custas na forma da lei.

Em plenário, o ilustre advogado Dr. Marcelo Linhares solicitou que em preliminar, fosse decidido se, à vista dos termos do artigo 150, § 18, da Constituição do Brasil, vigente desde 15 de março deste ano, ainda compete ao Tribunal de Justiça, por seus órgãos com atribuição de apreciar recursos criminais, reexaminar deliberações do Júri, no referente ao mérito.

Argumentou-se que, com a redação do inciso constitucional: "São mantidas a instituição e a soberania do Júri", o legislador, possivelmente teria restaurado a absoluta soberania do Tribunal Popular e, por isso, seria defeso à comarca reexaminar a causa, na substância das conclusões meritórias, cabendo-lhe apenas apreciar os aspectos formais e vigiar pela obediência às normas processuais.

Não é esta a primeira vez que a frase adotada pelo legislador constituinte suscita dúvida. Quando se promulgou a primeira Constituição no regime republicano o legislador inscreveu entre as garantias do cidadão esta norma: "É mantida a instituição do Júri". Explicando a fórmula empregada, ARISTIDES MILTON escreveu que o propósito da Carta Magna era o de fazer prevalecer tudo o que existia e disse que "manter é conservar tal qual o que existia precedentemente". Naquela oportunidade, os intérpretes de nossa

Lei Maior lembravam os esforços dos juristas americanos, quando estudavam o sentido de manter a instituição em seu país, e sustentavam que o julgamento pelo Júri nos Estados Unidos era o sistema tal qual então existente (the right of trial by jury as then existent). E ARISTIDES MILTON citara o autorizado Blak ("American Const. Law"): "Manter o Júri quer dizer que este direito subsistirá exatamente como era no momento em que a Constituição foi adotada. Esta garantia, acrescenta êle, veda ao Poder Legislativo e aos tribunais a introdução de embaraços ou restrições que possam prejudicar o supradito direito".

Em lição definitiva, nosso maior constitucionalista foi incisivo em seu ensinamento: "Manter é conservar o que está, em condições que lhe não alterem a identidade. O legislador, nesta parte, não se limita a assegurar a instituição do Júri, à semelhança do que faz em relação a outras garantias: manda respeitá-la na situação em que a encontrou. Isto é, não contente de lhe afiançar a existência, caracteriza-o, prorrogando a duração da entidade preexistente" (RUI BARBOSA, "Comentários à Constituição", coligidos por HOMERO PIRES, vol. VI, pág. 145).

O mesmo entendimento deve ser dado ao texto da atual Constituição:

Aventou-se mais que a nova Lei Magna também declara manter a soberania do Júri, e isto sugere a impossibilidade de reexame das suas deliberações de mérito. Ora, a Constituição de 1946, no art. 141, § 28 (de acórdão com a emenda apresentada ao projeto pelo Deputado Aloísio de Carvalho), também mantivera a "soberania dos veredictos". No entanto, a Lei n.º 263, de 1948, que adaptou o Cód. de Proc. Penal às normas da Lei Magna, possibilitou ao Tribunal ad quem, nas apelações fundadas em desobediência clara dos elementos de prova, mandar o réu a novo julgamento. Como se vê, não fica ferida a soberania do Júri. A independência dos jurados, nos seus pronunciamentos, está assegurada, pois a Segunda Instância não profere decisão de mérito. Limita-se a determinar novo julgamento, quando a decisão dos jurados, no mérito, afrontar manifestamente a prova. Sempre fica com os jurados a deliberação definitiva. Esta é a soberania que a Constituição continua a manter.

Por tais fundamentos, a Câmara decide a preliminar, assentando que estão perfeitamente em vigor as normas do Cód. de Proc. Penal referentes ao Júri, em obediência ao princípio de continuidade nas leis. Isto é, declara que a Constituição de 1967, ao manter a instituição e a soberania do Júri deter-

minou fôsem tidas em plena vigência tôdas as leis preexistentes que regulamentam a competência e a deliberação dos jurados.

Circa Merita, está realmente apurado que Valdomiro Prado, ao atirar em João Pereira de Almeida e Silvino Ferreira da Silva, agiu na suposição de que estava em perigo e lhe era lícito repelir futura continuidade de agressão já sofrida.

João Ferreira e Silvino esperaram Valdomiro no ponto onde iria levar a doméstica Maria José Rodrigues. O primeiro revelou a uma testemunha que ali pretendia eliminar Valdomiro. Quando este chegou, foi logo agredido, jogado ao chão, ficando sem a pasta que portava. E na ocasião em que João Ferreira volta ao automóvel, procurando abrir o portamala, como se estivesse à procura de algum objeto, Valdomiro se levanta, apanha a pasta e dela retira sua arma. Com esta, enfrenta os agressores, aos quais atinge com projetis. Ora, se eram dois contra um e o réu não provocara a briga com as vítimas; se foi esperado por estas, e uma delas declarara que tinha o desígnio de eliminar Valdomiro; se o apelado só lançou mão da arma depois da agressão, mas o fez quando foi possível retomar sua pasta e verificou que João Ferreira procurava um objeto no automóvel, fazendo presumir que buscara arma; se estão acertadas tôdas estas circunstâncias no processo, a deliberação absolutória pronunciada pelos jurados encontra apoio em lei. Nestas condições, desmerece provimento a apelação do Dr. Assistente do Ministério Público, manifestada depois que o Dr. Promotor de justiça deixara patente sua concordância com a solução dada ao caso."

Transmitimos, finalmente, o entendimento da mais alta Côte de Justiça do País, sôbre a prevalência do Tribunal do Júri, através de pronunciamento dos Senhores Ministros Gonçalves de Oliveira, Pedro Chaves, Luiz Gallotti e Ribeiro da Costa no julgamento do Habeas Corpus nº 44.740-RJ e do voto do Senhor Ministro Evandro Lins, prolatado no Processo, também de Habeas Corpus sob nº 46.097-SP.

Para maior clareza, parece-nos interessante transcrever na íntegra, não só os votos, que tão bem ilustram o assunto em pauta, mas também os relatórios que os acompanham.

Vejamos, assim, a matéria concernente ao H.C. nº 44.740-RJ (julgado em 10-11-67) (113):

RELATÓRIO

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira — Trata-se de habeas corpus impetrado em fa-

vor de Marcello Teixeira Bastos, condenado por crime de homicídio, que teve julgamento pelo Tribunal do Júri.

Foi o paciente julgado duas vêzes. Na primeira, o Tribunal do Júri recusou a tese de legítima defesa putativa, considerando, no entanto, privilegiado o homicídio, com o reconhecimento da causa de diminuição da pena prevista no art. 121, § 1.º, do C. Penal, sendo imposta ao acusado a pena de reclusão por 8 anos.

O Promotor não se conformou e recorreu para o Tribunal de Justiça, que determinou novo julgamento pelo Júri, por ser a decisão manifestamente contrária à prova dos autos.

Dessa apelação, que tomou o número 11.795, foi Relator o eminente Sr. Desembargador Newton Quintella.

Novamente julgado pelo Tribunal do Júri de Niterói, foi o paciente condenado a 3 anos de detenção, reconhecida em seu favor a legítima defesa putativa, com excesso.

O paciente e o Ministério Público recorreram para o Tribunal de Justiça e, ainda uma vez, o Promotor fundou o seu recurso no art. 593 do C. Pr. Pen., por ter a decisão do Júri sido manifestamente contrária à prova dos autos.

Contra o recebimento de tal apelação, o paciente impetrou habeas corpus, que foi indeferido pela Terceira Câmara do Tribunal de Justiça.

Daí o presente pedido de habeas corpus, onde diz o impetrante, a fls. 3:

"A lei processual é de uma clareza solar quando não admite pelo mesmo motivo segunda apelação, ex vi legis do art. 593, § 3.º

Com efeito, a sutileza do julgado ora pretendendo fazer distinção entre motivo e fundamento não encontra amparo, **permissio venia**, na lógica e no direito. O próprio Direito Processual não faz tal distinção e estipula no art. 381 a expressão: "motivos de fato e de direito", conceituando: — "a sentença conterà a indicação dos motivos de fato e direito em que se fundamentar a decisão".

A decisão se fundamenta em motivos. São estes, portanto, o apoio, o fundamento da decisão. Motivo e fundamento são palavras sinônimas, quer lexicologicamente, quer na linguagem jurídica processual.

Quando o § 3.º do art. 593 afirma "não se admite, porém, pelo mesmo motivo, segunda apelação", conceitua a impossi-

bilidade de recurso com o mesmo fundamento, ou melhor baseado no mesmo dispositivo já examinado pelo Tribunal.”

Como vê o Tribunal, na primeira vez o paciente foi condenado a oito anos, sendo reconhecido o homicídio privilegiado; na segunda, foi reconhecida em seu favor a legítima defesa putativa, com excesso.

O impetrante cita em seu prologio o julgamento da ACr 30.975, acórdão de que foi Relator o Sr. Desembargador Trasybulo de Albuquerque, publicado na R.T., 190/122, e ainda o acórdão proferido na ACr 4.480, de que foi Relator o Sr. Desembargador Dantas Bastos, publicado na Revista do Tribunal de Justiça do Espírito Santo, ano VI, n.ºs 1 e 2, p. 92.

Solicitadas informações, prestou-as o eminente Presidente do Tribunal de Justiça:

“Em solução ao Ofício de V. Ex.ª, n.º 588-R, de 5 do corrente, solicitando informações sobre o alegado na petição de HC 44.470, a favor de Marcello Teixeira Bastos, esclareço o que se segue:

2. O paciente, submetido a Júri, por crimes de homicídio e de lesões corporais, foi condenado, embora a seu favor reconhecessem os jurados, a prática do primeiro dos citados delitos, por motivo de relevante valor social. Apelaram as partes: O M.P., estribado na letra d; e o sentenciado, na letra e do permissivo processual, atacando o primeiro apelante, o privilegiado, admitido, com êxito, pois a eg. 3.ª Câmara deu provimento ao respectivo apêlo, para a realização de novo julgamento. No segundo, o Conselho aceitou a legítima defesa putativa, com excesso culposo. Tornou a apelar a Promotoria, com fundamento, ainda, na letra d, impugnando a excludente. Insurgiu-se a defesa, pleiteando em habeas corpus a inadmissão do segundo recurso, porque alicerçado na mesma letra, mas a eg. 3.ª Câmara, distinguindo entre fundamento e motivo, e orientada pela decisão dessa Augusta Corte, na petição de Habeas Corpus n.º 36.950, de SP, concluiu ser possível a reiteração, porque diversa da primitiva, a matéria submetida à 2.ª instância no último apêlo, e só vedar a lei, a reedição do motivo, como causa da citada espécie de recurso.

Ao presente, para a melhor apreciação do julgado, junto cópia de seu inteiro teor. Sem outro motivo, tomo êste ensejo para renovar a V. Ex.ª os protestos de minha grande estima e mais elevada consideração.

(a.) Jacintho Lopes Martins, Presidente.”

Portanto, as informações comprovam o alegado. Está junto aos autos o acórdão, que negou o habeas corpus ao paciente.

Tenho por feito o relatório.

VOTO

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira (Relator) — O Supremo Tribunal Federal tem, realmente, divergido a respeito desta questão. Mas a última orientação jurisprudencial desta excelsa Corte é no sentido da impetração.

Do julgamento do HC 38.560, de que foi prolator para o acórdão nosso saudoso colega Ministro Ary Franco, Professor de Processo Penal, na Faculdade de Direito do Rio de Janeiro, leio a ementa, que é esta:

“A expressão: “pelo mesmo motivo” há de entender-se como “pelo mesmo fundamento” e se assim é, está esgotada a permissão de uma segunda apelação pelo mesmo motivo, pelo mesmo fundamento, o de ser a decisão manifestamente contrária à prova dos autos.”

(Aplicação do art. 593, § 3.º, do C.Pr. Penal.)

Nesse julgamento, a questão foi amplamente examinada pelo eminente Relator do recurso, que era o Senhor Ministro Luiz Gallotti, que denegou a ordem.

O Ministro Ary Franco pediu vista dos autos, fez também minucioso estudo da questão e concedeu o habeas corpus.

Esse acórdão está publicado na R.F. 195/315.

Depois dêsse habeas corpus, houve outro julgamento, em que eram advogados o professor Sobral Pinto e o Dr. José Bonifácio Diniz de Andrada. O acórdão que decidiu a controvérsia está assim ementado:

“Com fundamento em manifesta contrariedade à prova dos autos, não pode o Tribunal de Justiça cassar a decisão do Júri pela segunda vez, no mesmo processo.” (Interpretação do C.Pr. Penal, art. 593, § 3.º)

Era Relator o saudoso Ministro Ribeiro da Costa, que ficou vencido. O eminente Ministro Victor Nunes pediu vista dos autos e proferiu longo e substancioso voto a respeito da matéria, no sentido da concessão do pedido.

Tive ensejo de acompanhar o douto pronunciamento de S. Ex.ª o voto que então proferi foi êste e que, ainda agora, adoto nesta assentada:

“Sr. Presidente, como Juiz, apenas constatado, se me permitem a expressão, que o

Júri está garantido na Constituição, é uma instituição de ordem constitucional. Nós, Juizes portanto, temos de aceitá-lo e interpretar a instituição nos termos do dispositivo constitucional e das leis que a regulam.”

Havia uma controvérsia sobre se o Júri devia ser mantido ou não. Entendi que era uma questão ociosa, porque a Constituição garante o Júri, as leis o mantêm, e nós não estávamos, aqui, elaborando leis. Daí a razão desse período.

Então, continuando a leitura do voto que então proferi:

“O princípio é o da prevalência das decisões do Júri.”

Tive ensejo de assinalar, em aparte ao eminente Ministro Victor Nunes Leal, que, quando a Lei n.º 263 veio a permitir a anulação do julgamento do Júri pelo Tribunal de Justiça, por ser a decisão contra a prova dos autos, Juizes houve, da maior eminência, do maior valor intelectual e moral, como os Ministros Orosimbo Nonato e Laudo de Camargo, que entenderam que essa lei era inconstitucional, tão forte era o referido princípio, como acentuou, em aparte, o eminente Ministro Pedro Chaves.

O Sr. Ministro Pedro Chaves — O eminente Ministro Ary Franco, em seu notável trabalho sobre o Júri na Constituição de 1946, examinou longamente essa questão, transcrevendo votos dos Senhores Ministros Orosimbo Nonato e Laudo de Camargo, proferidos em várias decisões do Supremo Tribunal Federal.

O Sr. Ministro Luiz Gallotti — Sempre foram votos vencidos.

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira — Daí se tira o argumento de que é muito forte o princípio da prevalência das decisões do Júri e que esse princípio leva à conclusão de que, em tese e em regra, devem prevalecer as suas decisões.

É tão forte a instituição do Júri no Brasil que, mesmo durante a vigência da Carta de 1937, que durou quase dez anos, em que ele não encontrou guarida na Constituição, a legislação ordinária o manteve, no entendimento comum do fóro.

O Sr. Ministro Luiz Gallotti — Ai, o Tribunal de Justiça modificava a sentença.

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira — E o legislador constituinte, em 1946, procurou restabelecer a soberania antiga, em que as decisões dos jurados eram, pode-se dizer imo-

dificáveis por tribunais de justiça, salvo por nulidades processuais ou para aplicação exata da decisão, do que ficou decidido pelos jurados.

O Sr. Ministro Luiz Gallotti — Não mais poderiam modificar a sentença, como faziam na vigência da Carta de 1937.

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira — Verifiquem bem, V. Ex.^a, Sr. Presidente, e os nobre colegas, que o art. 593, inc. III, letra d, do C. Pr. Penal diz que caberá apelação, no prazo de cinco dias, das decisões do Tribunal do Júri, quando “fôr a decisão dos jurados manifestamente contrária à prova dos autos”, enquanto que o § 3.º desse mesmo artigo dispõe: somente uma vez poderá o Tribunal anular o julgamento do Júri.

No caso concreto, a apelação do Promotor para o Tribunal de Justiça se fundou em quê? Por que motivo poderá o Tribunal de Justiça reformar decisão do Júri? No fundamento do art. 593, inc. III, letra d, por ser a decisão contra a prova dos autos. De modo que quando o § 3.º diz que “não se admite, porém, pelo mesmo motivo, segunda apelação”, o motivo é o fundamento do julgamento do Júri. Veja bem o Tribunal: somente se fosse a decisão manifestamente contrária à prova dos autos é que poderia ser anulada a decisão do Júri. Quer isto dizer o seguinte: a apelação do promotor para o Tribunal de Justiça só pode ser apreciada, não como motivo, mas por fundamento, no inciso n.º III, letra d, do art. 593.

O Sr. Ministro Ribeiro da Costa — Permite o eminente colega uma ligeira ponderação: se fôsse como V. Ex.^a está entendendo, a lei não precisava ter esse adendo ou essa coisa tão estranha — “não se admite, porém, pelo mesmo motivo, segunda apelação” — o legislador não escreveria assim.

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira — Não há o poder de o Tribunal de Justiça, eminente Ministro, reformar motivo, mas por fundamento que seja contrário à prova dos autos, isto é, o Tribunal de Justiça não modifica as decisões do Júri por motivo. No caso concreto, só poderia prover a apelação do Ministério Público pelo fundamento expresso no inc. III, letra d, do art. 593 do C. Pr. Penal. Parece meridianamente claro.

O Sr. Ministro Cândido Motta — O Júri é soberano em toda a matéria de fato; quando chega a fundamento jurídico é que cabe recurso.

O Sr. Ministro Gonçalves de Oliveira — O Júri queria absolver o réu. O advogado só for-

mulou os quesitos propostos. Como poderia o Júri responder de modo diferente? O Júri julga de consciência. A intenção do Júri era absolver o réu. Se foram formulados aqueles quesitos, o Júri os respondeu para chegar à conclusão que quis, para absolver o réu.

Os eminentes Ministros Victor Nunes Leal e Pedro Chaves mostraram, a meu ver cabalmente, que a expressão "motivo" empregada no § 3.º do art. 593, quer dizer fundamento; foi empregada para não se usar a mesma palavra — fundamento — duas vezes, o que é muito do gosto dos literatos e dos legisladores patrióticos.

Na verdade, o que não podem os Tribunais de Justiça é anular as decisões do Júri mais de uma vez pelo exame do mérito.

Com estas considerações, peço vênia para acompanhar o douto e substancioso voto do eminente Ministro Victor Nunes Leal. Também concedo a ordem.

O Tribunal concedeu a ordem, contra os votos dos Ministros Ribeiro da Costa e Luiz Gallotti.

Esse Habeas Corpus tem o n.º 39.128 e a sessão de seu julgamento foi em 27-6-62.

Ainda estou na mesma convicção do voto oral que então proferi e que acabo de ler ao Tribunal.

Por tais fundamentos, concedo a ordem.

Passemos ao *Habeas Corpus* n.º 46.085-GB. Com a palavra, o senhor Ministro ADAUCTO CARDOSO, na qualidade de Relator (julgamento em 29-10-68): (114)

— "O paciente prático de farmácia, por questões de família, atirou contra um tio. Foi preso e processado por tentativa de homicídio. Antes da pronúncia, recusou o juiz a decretar-lhe prisão preventiva. Do despacho houve recurso do M.P. que não foi provido. Após a pronúncia, foi preso e posto em prisão domiciliar, por decisão do juiz a que não faltou a concorrência do promotor. Submetido a Júri, foi absolvido pela justificativa da legítima defesa. Conhecendo do recurso do M.P., o Tribunal de Justiça, não só o mandou a novo Júri, por entender violada a prova dos autos, como lhe cassou a prisão domiciliar, pondo-o no presídio comum. Impetrou *habeas corpus* contra essa decisão pleiteando tão-somente se lhe restaurasse o direito à prisão domiciliar. Após prestadas as informações de f., veio o digno advogado Doutor Sepúlveda Pertence e dilatou o objetivo da impetração, pedindo se reconhecesse a falta de justa causa para o novo julgamento.

É o relatório.

VOTO

A prisão domiciliar foi concedida pelo juiz, em despacho de que o promotor não recorreu, pois antes a apoiara. Não podia, assim, o Tribunal cassá-la, em providência correccional, por entender que um prático, com o simples diploma de Oficial de Farmácia que se vê à f. 19, estaria excluído do privilégio do artigo 295 do C. Pr. Penal. Não há na localidade estabelecimento adequado ao recolhimento dos que tenham direito à prisão especial. E o juiz, com a expressa concordância do Ministério Público, considerando as circunstâncias do crime e os resguardos que lhe pareceu merecer a pessoa do munícipe sujeito à prisão, teve como justo estender-lhe o privilégio. A inexistência de oposição por parte do M.P., em forma de recurso regular, fez com que ocorresse a preclusão sobre o ato do juiz, pondo-o fora do alcance da revogação dele que a instância superior chamou de correccional.

Concedo, pois, a ordem para restabelecer a prisão domiciliar. Nego-a porém, quanto à pretendida cassação do acórdão que manda submeter o paciente a novo Júri. As referências feitas pelo Tribunal, na apreciação do decreto de prisão preventiva, ao fato de "não ser inteiramente destituída de fundamento a alegada situação de legítima defesa, segundo peças do inquérito que constavam dos autos do recurso", não deixou a instância superior defesa. Uma coisa é o conhecimento dos fatos, através do instrumento de um recurso em sentido escrito (C. Pr. Pen., arts. 581, V, e 582, II) nas peças pertinentes ao cabimento da prisão preventiva, que são as do inquérito policial, e outra bem diversa é a apreciação ampla deles, nos autos originais, após a formação da culpa e o julgamento pelo Júri."

O voto do Senhor Ministro Evandro Lins incide direta e especificamente sobre o ponto nevrálgico do tema "júri" — a soberania dos veredictos:

— "Em relação ao primeiro aspecto, estou de acórdão com o eminente Relator.

Quanto ao segundo fundamento do pedido, que visa a sustentar, substancialmente, a soberania das decisões do Tribunal do Júri, a jurisprudência do Supremo Tribunal Federal tem realmente oscilado, como acentuou o ilustre advogado, da tribuna.

Há um caso rumoroso julgado pelo Supremo Tribunal, de que foi Relator o eminente Ministro Luiz Gallotti, RE 37.300, da Bahia, em que se admitiu que as apelações das decisões dos jurados são diferentes das ape-

lações das sentenças dos Juizes singulares, porque a lei só permite ao Tribunal de 2.^a Instância enviar o réu a segundo Júri quando a decisão for **manifestamente** contrária à prova dos autos. O advérbio restringe o recurso.

Os doutrinadores estão de acôrdo em que só as decisões que não têm apoio algum na prova dos autos é que estão sujeitas a reforma pelo Tribunal de 2.^a Instância. Isto, evidentemente, em respeito à própria instituição do Júri e à soberania dos seus veredictos.

É muito delicado o tema. Parece-me difícil que o Supremo Tribunal reexamine todos os elementos de prova, para verificar se a decisão do Tribunal de Justiça atendeu, ou não, a esse pressuposto legal.

Continuo a entender que essa matéria deve ficar, em princípio, ao exame do Tribunal de Justiça. Se há duas versões, em processo da competência do Júri, e os jurados se inclinam por uma delas, essa decisão não é manifestamente contrária à prova dos autos, tem algum apoio na prova.

Magarinos Tôrres, no seu livro, hoje clássico, **Processo Penal no Júri**, chega a sustentar que, em relação às circunstâncias atenuantes e agravantes a soberania é absoluta. Só cabe ao Tribunal superior examinar o fato principal. Aí, então, poderia haver a remessa do acusado a novo Júri.

A meu ver, deve ser excepcional o provimento da apelação das decisões do Júri, obedecendo ao critério da própria Constituição, que confere soberania a essas decisões.

No caso dos autos, como demonstrou o eminente Relator, o Tribunal, quando confirmou o despacho que revogou a prisão preventiva, reconhecendo que no caso era de se aplicar o art. 314 do C. Pr. Pen., as peças até então existentes eram apenas as do inquérito policial. Houve produção de prova nova. Acredito que, em uma revisão do assunto, posteriormente, havendo, por exemplo, o reconhecimento, digamos, através de decisão do juiz, de que o fato foi cometido em legítima defesa, para o efeito de não decretar a prisão preventiva, não pode o Tribunal, em decisão posterior, dizer que o ve-

dicto dos jurados é *manifestamente* contra a prova dos autos, que não tem apoio algum nessa prova.

Se o caso fôsse como o colocou o ilustre advogado, com muita habilidade, eu me inclinaria a sustentar que o princípio da soberania do Júri deveria prevalecer.

Com estas considerações concluo com o eminente Relator, concedendo a ordem em parte, para restaurar a prisão domiciliar.

Por unanimidade foi concedida a ordem para restaurar a prisão domiciliar do paciente.

* * *

Esta, através de ligeiro exame, a posição do Júri em nosso direito, até a Emenda Constitucional nº 1, de 1969.

5 — O Projeto n.º 2.078/69 e o debate sobre a matéria

Retroagindo, observamos que: omissa a Carta de 1937 quanto ao Júri, a Lei nº 167, de 1938, sana-lhe a lacuna; pródiga a Carta de 1946, que opera reforma nos elementos estruturais da Instituição, a Lei n. 263, de 1948, regulamenta a matéria; parcimoniosa a Carta de 1967 emendada nos termos da Emenda nº 1, de 1969, cogita-se de diploma legal que venha estabelecer consonância entre o Mandamento Básico e as leis penais.

Eis o fito do Projeto a que já nos referimos, sob n.º 2.078/69, procedente do Poder Executivo e já apresentado ao Congresso Nacional, com a Mensagem n.º 27/69, do Senhor Presidente da República. A proposição tem por finalidade a alteração do art. 593 do Decreto-Lei n.º 3.689, de 3 de outubro de 1941. (Código de Processo Penal), emprestando competência ao juiz togado para modificar a decisão do corpo de jurados. Visa, portanto, diretamente, à soberania do julgamento do Tribunal Popular e, por isso mesmo, abre nova frente de debates com relação ao problema.

Antes de alguns aspectos da nova polêmica, vejamos a matéria que lhe deu maior intensidade, ou seja, a exposição de motivos do

Senhor Ministro da Justiça ao Senhor Presidente da República e os termos do Projeto n.º 2.078/69 encaminhado pelo Poder Executivo ao Congresso Nacional:

**EXPOSIÇÃO DE MOTIVOS N.º
GM/00968-B, DE 1969, DO MINISTRO DA
JUSTIÇA**

Em 19 de novembro de 1969.

Excelentíssimo Senhor Presidente da República:

Tenho a honra de submeter à alta consideração de Vossa Excelência o projeto de lei que visa a regular a impugnação das decisões do Tribunal do Júri, tendo em vista a Emenda n.º 1 à Constituição da República, que extinguiu a soberania dos seus veredictos.

O Código de Processo Penal (Decreto-Lei n.º 3.889, de 3 de outubro de 1941) e a Lei n.º 263, de 23 de fevereiro de 1948, estruturaram a instituição do Júri em complementação a preceito da Constituição.

Este projeto tem por objeto modificar o artigo 593 do Código de Processo Penal, de modo a autorizar a revisão das decisões dos jurados pelos tribunais superiores, consoante o artigo 153, § 18 da Emenda n.º 1, sem a descaracterização da tradicional instituição.

Toda a restante regulamentação do Júri permanecerá inalterada, até que se complete a programada reforma do Código de Processo Penal.

O julgamento da apelação pelo Tribunal ad quem, nos crimes da competência do tribunal popular, reduz-se atualmente à verificação da regularidade do seu pronunciamento.

Nulo o processo ou nulo o veredito, o tribunal ad quem limita-se à declaração da nulidade, determinando novo julgamento pelo Júri.

Pelo projeto, a apelação das sentenças do Júri continuará submetida a pressupostos específicos, que lhe dão caráter excepcional e a distinguem substancialmente do recurso ordinário previsto nos incisos I e II do artigo 593 do Código de Processo Penal.

No entanto, o juízo de 2.º grau não estará limitado ao exercício de jurisdição regulado-

ra sobre os pronunciamentos do Júri. Aplicará a lei, se violada; retificará a sentença, quando não se ajustar às respostas dos jurados; solverá as contradições entre as afirmações dos jurados, de acordo com a prova dos autos, quando possível; corrigirá a errônea ou injusta cominação das sanções penais; e reformará a sentença, quando manifestamente contrária à prova produzida.

Em relação ao concurso da competência do Júri e a da Justiça Federal, não houve necessidade de modificar a legislação vigente, em especial o artigo 4.º do Decreto n.º 253, de 28 de fevereiro de 1967.

O confronto, entre os textos constitucionais que definem a competência da Justiça Federal e a do Tribunal do Júri (artigos 126 e 153, § 18), impõe interpretação sistemática.

Na competência da Justiça Federal estão incluídos crimes dolosos contra a vida.

Atribuí-los ao Julz Federal singular, seria ofensivo ao art. 153, § 18, da Constituição. Por outro lado, atribuí-los ao Tribunal do Júri organizado perante a Justiça local, vulneraria o artigo 125 da Lei Maior.

Os dois textos constitucionais não se excluem, cumprindo interpretá-los harmônicamente. É o Júri órgão especial da justiça comum. Esta pode ser federal ou estadual. Se o crime doloso contra a vida for da competência da Justiça Federal, caberá ao Júri por esta estruturado o seu julgamento. Se o crime for da competência da Justiça local, ao seu Júri caberá julgá-lo.

Este entendimento encontra-se consagrado na atual legislação (Decreto-Lei n.º 253, de 28 de fevereiro de 1967, artigo 4.º) e não merece qualquer retificação, que estaria arriscada a sucumbir ao crivo da constitucionalidade.

Estas são as considerações que desejava alinhar, na oportunidade do encaminhamento do projeto anexo.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência protestos do meu mais profundo respeito. — *Alfredo Buzaid*, Ministro da Justiça. (DCN (Seção I), de 26-11-69, págs. 620/1.)

Com a finalidade de pôr em relêvo as inovações contidas no Projeto citado, apresen-

tamo-lo em termo de comparação com o art. 593 do Código de Processo vigente:

PROJETO
N.º 2.078, DE 1969

MENSAGEM N.º 72, DE 1969
PODER EXECUTIVO

Altera o art. 593 do Decreto-Lei número 3.689, de 3 de outubro de 1941 (Código de Processo Penal).

(À Comissão de Constituição e Justiça)

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — O artigo 593 do Código de Processo Penal passa a vigorar com a seguinte redação:

“Art. 593 — Caberá apelação, no prazo de cinco dias:

I — das sentenças definitivas de condenação ou absolvição, proferidas por juiz singular;

II — das decisões definitivas, ou com força de definitivas, proferidas por juiz singular, nos casos não previstos no Capítulo anterior;

III — das decisões do Tribunal do Júri, quando:

a) ocorrer nulidade posterior à pronúncia;

b) fôr a sentença do juiz-presidente contrária a lei expressa ou à decisão dos jurados;

c) houver erro ou injustiça, no tocante à aplicação da pena principal ou acessória, ou da medida de segurança;

d) fôr a decisão dos jurados manifestamente contrária à prova dos autos.

§ 1.º — Se a sentença do juiz-presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o tribunal **ad quem** a reformará ou a retificará conforme o caso.

§ 2.º — Se ocorrer contradição entre as respostas aos quesitos, o tribunal **ad quem** fará prevalecer a que se ajustar à prova

CÓDIGO DE PROCESSO PENAL

CAPÍTULO III

Da Apelação

Art. 593 — Caberá apelação no prazo de cinco dias:

I — das sentenças definitivas de condenação ou de absolvição, por juiz singular;

II — das decisões definitivas, ou com força de definitivas, proferidas por juiz singular, nos casos não previstos no capítulo anterior;

III — das decisões do Tribunal do Júri, quando:

a) ocorrer nulidade posterior à pronúncia;

b) fôr a sentença do juiz-presidente contrária à lei expressa ou à decisão dos jurados;

c) houver erro ou injustiça no tocante à aplicação da pena ou da medida de segurança;

d) fôr a decisão dos jurados manifestamente contrária à prova dos autos.

§ 1.º — Se a sentença do juiz-presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o Tribunal **ad quem** fará a devida retificação.

dos autos, salvo quando uma importar a absolvição e outra a condenação do réu, caso em que se declarará a nulidade do julgamento.

§ 3.º — Interposta a apelação com fundamento no n.º III, letra c, deste artigo, o tribunal ad quem, se lhe der provimento, retificará a aplicação da pena principal ou acessória, ou da medida de segurança.

§ 4.º — Se a apelação se fundar no n.º III, letra d, deste artigo, e o tribunal ad quem se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para, conforme o caso, aplicar a pena ou a medida de segurança, que entender justa, ou absolver o réu.”

Art. 2.º — Esta lei entrará em vigor na data de sua publicação, revogadas as disposições em contrário.

Brasília, em de de 1969

§ 2.º — Interposta a apelação com fundamento no n.º III, letra c, deste artigo, o Tribunal ad quem, se lhe der provimento, retificará a aplicação da pena ou da medida de segurança.

§ 3.º — Se a apelação se fundar no n.º III, letra d, deste artigo, e o Tribunal ad quem se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para sujeitar o réu a novo julgamento; não se admite, porém, pelo mesmo motivo, segunda apelação.

§ 4.º — Quando cabível a apelação, não poderá ser usado o recurso em sentido estrito, ainda que somente de parte da decisão se recorra.

Lido e mandado imprimir, o projeto passa à Comissão de Constituição e Justiça, onde, distribuído ao Deputado Aurino Valois o é posteriormente ao Deputado José Lindoso. Este oferece sobre a matéria o seguinte: (115)

RELATÓRIO

Em 21 de novembro de 1969, o Senhor Presidente da República, na forma do art. 51, caput, da Constituição enviou Mensagem ao Congresso Nacional, acompanhada de Exposição de Motivos do Senhor Ministro da Justiça, propondo alteração do art. 593 do Código de Processo Penal.

O art. 51 da Lei Maior, invocado pela mensagem, prevê a apreciação do projeto “dentro de quarenta e cinco dias”.

A nova redação proposta para o art. 593 visa adaptar a lei adjetiva penal ao novo dispositivo constitucional (art. 153, § 18), que

suprimiu a soberania dos veredictos do júri do texto constitucional.

O novo cânon constitucional possibilita ao tribunal ad quem a retificação do julgamento proferido pelo Júri e a aplicação da “pena ou da medida de segurança, que entender justa, ou absolver o réu” (§§ 3.º e 4.º).

A exposição de motivos do Senhor Ministro da Justiça dá ênfase ao fato:

“No entanto, o juízo de 2.º grau não estará limitado ao exercício de jurisdição reguladora sobre os pronunciamentos do Júri. Aplicará a lei, se violada; retificará a sentença, quando não se ajustar às respostas dos jurados; solverá as contradições entre as afirmações dos jurados, de acordo com a prova dos autos, quando possível; corrigirá a errônea ou injusta cominação das sanções penais; e reformará a sentença, quando manifestamente contrária à prova produzida”.

ESCORÇO HISTÓRICO

A instituição do Júri é muito antiga. Como diz Carlos Maximiliano, suas origens "perdem-se na noite dos tempos". E acrescenta:

"Parece provir o tribunal da *inquisitio* primitiva, que substituiu os processos contraproducentes do duelo judiciário, ordalias (provas da água e do fogo) e conjuração (juramento prestado em juízo pelos litigantes e seus pais, vizinhos e amigos). Era, portanto, antes meio de apurar a verdade do que forma de julgamento: o magistrado escolhia de dez a vinte e quatro pessoas para deporem depois de deliberar em conjunto. Havia, desde o princípio, o direito de recusa e a incomunicabilidade. O juiz podia pronunciar-se de acordo com a decisão a ele transmitida por um jurado eleito pelos outros para esse fim, ou afastar-se dela. Assim se procedia sob o domínio normando, na Inglaterra, substituindo o nome de *inquisitio* pelo de *recognitio* e *assisa*."

E continua o exímio comentador da Constituição de 1946:

"Seguiu-se a *jurata*, embrião do Júri moderno. Exigia-se, ao menos para a condenação, a unanimidade dos votos: por haver o juiz Cadwine imposto a pena capital a um réu, baseado em *verdictum* da maioria dos jurados, ao saber da execução, o Rei Alfredo, o Grande, mandou enforçar o magistrado." ("Coment. à Constituição", vol. III, art. 141, § 28.)

Veremos, mais tarde, como a *jurata* se firmou no direito anglo-saxão a tal ponto que, hoje, nos EE. UU. o requisito da unanimidade da decisão dos jurados é condição *sine qua non* à validade do julgamento.

A Magna Carta estabeleceu definitivamente, em 1215, o direito do cidadão ser julgado por seus pares.

Esse direito já havia antes, sob Henrique II, sido estabelecido na Inglaterra, quando a justiça começou a ser administrada "por meio do sistema de *côrtes* e *juizes*" (Sir Donald St. Clair Gainer, na *Revista Forense*, vol. 103/11).

Como João sem Terra suprimisse tais conquistas, rebelaram-se os barões e o Rei se rendeu às imposições de seus vassallos na célebre entrevista de Runnymede, quando aceitou a Magna Carta.

Como se sabe, a Magna Carta foi denominada de acordo entre o rei e os barões para concessão das liberdades à Igreja e aos ci-

dadãos do reino (*Concordia inter Regem Johannem et Barones pro concessione libertatum Ecclesie et Regni Anglie*).

Nesse monumento jurídico de conquista das liberdades humanas, ficou expressamente estabelecido:

"27. Os Condes e os Barões só poderão ser condenados a penas pecuniárias por seus pares e segundo a qualidade da ofensa".

"48. Ninguém poderá ser detido, prêso ou despojado de seus bens, costumes e liberdades, senão em virtude de julgamento de seus pares, segundo as leis do País."

Assim, a Magna Carta representava de fato uma conquista democrática. Firmava-se o direito a um julgamento pelos pares, de acordo com as leis do país. E se restringia o despótico poder real, asfixiador de todas as liberdades (José Pereira Lira, "A Magna Carta e a técnica constitucional inglesa", na *Rev. Forense*, 83/43).

Por isso é que a instituição do Júri conservou o seu marcante caráter democrático de conquista de direitos e liberdades contra a tirania. Essa faceta específica acompanhou a instituição através dos séculos. Assim é que as Constituições brasileiras a inscrevem sempre no capítulo que define os direitos e garantias individuais.

Daí, a sua força e o seu prestígio.

Antes mesmo de se tornar nação independente, já o nosso País institucionalizava o Júri, através da Lei de 18 de junho de 1822. A sua competência, porém, se limitava aos delitos de imprensa, restrição que foi mantida pelo Decreto de 22 de novembro de 1823.

Sobreveio, então, a Constituição do Império, de 25 de março de 1824, que o enquadrou no "Poder Judicial", constante do Título 6.º Dois artigos dispunham sobre o assunto:

"Art. 151 — O Poder Judicial é independente e será composto de juizes e jurados, os quais terão lugar assim no cível como no crime, nos casos e pelo modo que os Códigos determinarem.

Art. 152 — Os jurados pronunciam sobre o fato e os juizes aplicam a Lei."

Não foi, porém, sem dificuldades que o Júri começou a funcionar no Estado nascente. A observação é de Firmino Whitaker:

"O Código de Processo (Lei de 29 de novembro de 1832) deu ao Júri atribui-

ções amplíssimas, superiores ao grau de desenvolvimento da nação que se constituía. Não se fez esperar a reação contra o liberalismo que anarquizava a sociedade, em vez de mantê-la em ordem. A Lei n.º 261, de 3 de dezembro de 1841, regulamentada pelo Decreto n.º 120, de 31 de janeiro de 1842, apesar da oposição que, saindo do recinto originou a revolução sangrenta em duas províncias, foi a salvadora das instituições criadas, normalizando a situação da sociedade. Trinta anos depois, a Lei n.º 2.033, de 20 de setembro de 1871, regulamentada pelo Decreto n.º 4.824, de 22 de novembro do mesmo ano, veio dar ao Júri a organização definitiva que a República encontrou." (Firmino Whitaker, *Jury*, 6.ª edição, 1930, p. 9).

Por isso mesmo, a primeira Constituição Republicana dispôs simplesmente, no seu art. 72:

"§ 31 — É mantida a instituição do Júri."

Carlos Maximiliano critica a redação do § 31 porque, diz ele, a interpretação dada ao verbo manter "daria o resultado absurdo de se conservar estacionário, irreformável, imutável, incapaz de qualquer melhoramento, uma instituição cujos gravíssimos defeitos preocuparam sempre a atenção dos estadistas, dos juízes, dos legisladores do Império (op. loc. citados).

Naturalmente sensibilizados com as críticas que se faziam ao texto de 1891, os constituintes de 1934 lhe acrescentaram a expressão "com a organização e as atribuições que lhe der a lei" (art. 72). A constituição de 1937 foi omissa.

Já a Constituição de 1946 entendeu que deveria definir melhor a instituição e suas atribuições:

"Art. 141 — § 28 — É mantida a instituição do Júri, com a organização que lhe der a lei, contanto que seja sempre ímpar o número de seus membros e garantido o sigilo das votações, a plenitude da defesa do réu e a soberania dos veredictos. Será obrigatoriamente da sua competência o julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

O constituinte de 1967 entendeu que deveria manter como normas da Lei Maior a soberania do Júri e a sua competência para julgar os crimes dolosos contra a vida. Deixou para a lei ordinária as questões do número dos jurados, do sigilo das votações e da plenitude da defesa (art. 150, § 18).

Finalmente, a Emenda n.º 1, de 1969, eliminou a soberania do Júri, como princípio constitucional, ao estatuir:

"Art. 153, § 18 — É mantida a instituição do Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

O DEBATE ENTRE OS PARTIDÁRIOS E OS ADVERSÁRIOS DA SOBERANIA DO JÚRI

Como se vê, o Júri tem sido uma instituição polêmica no Brasil, o que é demonstrado pelo grande número de reformas e transformações que a instituição tem sofrido, no correr dos últimos cento e cinqüenta anos.

Ora tinha poderes exagerados, como nos primeiros tempos do Império. Ora perdia, a soberania dos veredictos, como durante o Estado Novo.

Entretanto, força é convir que os partidários da soberania dos veredictos foram perdendo terreno, principalmente após a sua vitória na Constituinte de 1946. É que a restauração dessa soberania resultou no aumento e na impunidade dos crimes dolosos contra a vida, em todo o país.

Por isso, recrudesceram os ataques à instituição.

Queremos apenas mencionar dois dos mais extremados adversários da soberania do Júri: AFRÂNIO PEIXOTO, grande professor de Medicina Legal e festejado membro da Academia Brasileira de Letras; e o grande jurista, Ministro NELSON HUNGRIA.

AFRÂNIO PEIXOTO, convocado certa vez para integrar o corpo de jurados do tribunal presidido pelo grande MAGARINOS TORRES, endereçou ao presidente uma carta, excusando-se de comparecer, alegando "convicção doutrinária contra a instituição do Júri". A veemência de suas manifestações contra o colégio de jurados era virulenta:

"A experiência mostra que nas reuniões mais seletas, em sete indivíduos, há, pelo menos, quatro imbecis" (Carlos de Araújo Lima, em "O Júri", publicado na *Revista de Informação Legislativa do Senado Federal*, 1966, n.º 10 págs. 17-28).

NELSON HUNGRIA não foi menos mordaz. Em entrevista publicada na revista *O Cruzeiro*, de 26 de fevereiro de 1955, declarava peremptoriamente:

"A certeza da impunidade arma o braço assassino de milhares de brasileiros todos os anos, neste paraíso do crime.

Penas curtas, absolvições, cartaz jornalístico, a estranha complacência pública, a indiferença dos que assistem (enquanto não sentem na própria carne esse clamoroso erro social) transformam Rio, São Paulo e outros grandes centros nacionais, numa vasta área de delinqüência. Mata-se semanalmente mais nesta cidade que em um ano em Londres. Mata-se por uma aposta de futebol. Mata-se por um beijo. Por uma caixa de fósforo. Por uma frase..."

Para extinguir o mal, NELSON HUNGRIA prega, então, a "supressão radical do Júri", que é a "justiça-loteria", "a justiça cabra-cega", porque o Júri é "um instituto obsoleto, que está para a justiça penal contemporânea como o carro de boi está para a eficiência dos transportes modernos".

O JÚRI NOS ESTADOS UNIDOS

A Constituição Americana consagrou a instituição no seu Article III, section 2, n.º 3, com as seguintes palavras:

"O julgamento de todos os crimes, exceção dos casos de *impeachment*, será feito pelo Júri; e tal julgamento se fará no Estado onde o crime foi cometido; mas quando não houver sido cometido dentro de nenhum Estado, o julgamento será feito no lugar ou lugares que o Congresso determinar" (*The trial of all crimes, except in cases of impeachment, shall be by jury; and such trial shall be held in the State where the said crimes shall have been committed; but when not committed within any State, the trial shall be at such place or places as the Congress may by law have directed.*)

Nos anos que se seguiram à promulgação da Constituição Americana, surgiram muitas críticas à redação primitiva do texto, o que levou o Congresso americano a votar as emendas 6 e 7, dispondo sobre o Júri.

De tal sorte evoluiu a instituição nos Estados Unidos que, no julgamento do caso *Patton V. E. Unidos*, a Suprema Corte firmou jurisprudência no sentido de exigir três condições para reconhecer a validade de um julgamento pelo júri: a) doze jurados; b) supervisão de um juiz; c) unanimidade de votos no veredicto (C. Herman Pritchett, professor de Ciência Política na Universidade de Chicago, na obra intitulada "*The American Constitution*", 1959, pág. 517).

Tão importante é a coexistência dessas três condições, que o citado julgamento estabeleceu que a eliminação de um só desses três elementos constituirá uma denegação do direito constitucional de julgamento pelo

Júri (a denial of the constitutional right to jury trial — op. loc. cit.).

Aliás, essa exigência da unanimidade na votação dos jurados remonta aos primórdios da instituição, no direito anglo-saxão, como já mostramos, quando lembramos o caso do juiz Cadwine, da Inglaterra.

O PROJETO

O projeto em debate é consequência dos princípios adotados pelo legislador da Emenda Constitucional n.º 1, que eliminou a soberania do Júri do texto da Lei Maior.

Como já vimos, limita-se o texto constitucional a manter a instituição do Júri e a conservar na sua competência o julgamento dos crimes dolosos contra a vida.

Assim, é perfeitamente possível ao legislador ordinário adotar a tese da sua preferência, limitando ou não a soberania das decisões dos jurados.

O projeto em debate preferiu a primeira hipótese quando, dispôs assim, na nova redação proposta para o art. 593 do Código de Processo Penal:

§ 1.º — Se a sentença do juiz-presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o tribunal ad quem A REFORMARÁ OU A RETIFICARÁ, conforme o caso.

§ 2.º — Se ocorrer contradição entre as respostas aos quesitos, o tribunal ad quem FARÁ PREVALECER a que se ajustar à prova dos autos, salvo quando uma importar a absolvição e outra a condenação do réu, caso em que se declarará a nulidade do julgamento.

§ 3.º — Interposta a apelação com fundamento no n.º III, letra c, deste artigo, o tribunal ad quem, se lhe der provimento, RETIFICARÁ A APLICAÇÃO DA PENA PRINCIPAL OU ACESSÓRIA, OU DA MEDIDA DE SEGURANÇA.

§ 4.º — Se a apelação se fundar no n.º III, letra d, deste artigo, e o tribunal ad quem se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para, conforme o caso, APLICAR A PENA OU A MEDIDA DE SEGURANÇA, QUE ENTENDER JUSTA, OU ABSOLVER O RÉU."

De acôrdo com a lei vigente, o atual artigo 593 do Código de Processo Penal, o Tribunal do 2.º grau, quando se convencia de que a decisão dos jurados era manifestamente contrária à prova dos autos, mandava

o réu a novo julgamento. Jamais aplicava a pena, ou medida de segurança, ou absolvia o réu. Porque a decisão do Júri era soberana.

Agora não. O projeto, se convertido em lei, dará ao Tribunal ad quem o poder de condenar, aplicar a medida de segurança ou absolver.

A grande vantagem da proposição é que ela visa a decisão definitiva do julgamento dos crimes dolosos contra a vida aos Tribunais de 2.º grau, eliminando a soberania dos veredictos do Júri.

É sabido que os jurados são passíveis de sofrer influências de toda ordem. Essas influências são de ordem vária: política partidária, sempre muito radical nos municípios; amizade ou inimizade; o poder econômico das famílias mais poderosas etc.

Já perante o Tribunal de 2.º grau, essa influência será muito problemática, embora possível, mas em escala muito menor.

Assim sendo, é evidente que o projeto, como decorrência de uma filosofia de política criminal, é de todo conveniente aos interesses da sociedade. Poderá influir decisivamente na diminuição dos índices de criminalidade. É que a notória impunidade dos delinquentes que são julgados pelo Júri tem sido o maior incentivo ao aumento de criminalidade. Se convertido em lei, o projeto eliminará esse estímulo. Portanto, a proposição é de todo conveniente aos interesses do País.

Sob o ponto de vista constitucional, o projeto é inatacável. O Chefe do Poder Executivo o encaminhou ao Congresso no uso da atribuição que a Lei Maior expressamente lhe atribui através do art. 51:

"O Presidente da República poderá enviar ao Congresso Nacional projetos de lei sobre qualquer matéria..."

Assim, nosso parecer é por sua aprovação.

É o nosso parecer, sub censura.

Sala da Comissão, em 14 de abril de 1970.
— Deputado José Lindoso, Relator.

Ao relatório supra transcrito, segue-se parecer aditivo do mesmo Relator, prolatado pelas razões oferecidas no texto do mesmo documento, segundo se constata em seguida:
(115)

PARECER

Houve, de início, equívoco a respeito do prazo permissível ao Congresso Nacional, para apreciar o Projeto n.º 2.078, de 1969, Men-

sagem n.º 72/69, do Poder Executivo, porquanto a informação era de que estaria sujeito ao prazo estabelecido no art. 51 da Constituição (Emenda Constitucional n.º 1). Em consequência, ao recebermos o Ofício n.º 321-CP, de 12-1-70, do Exmo. Sr. Presidente do Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil, exatamente no dia designado para relatarmos aquele Projeto na dita Comissão de Constituição e Justiça, não nos era mais possível, por falta de tempo material, examinar o documento daquele colendo órgão, a cujo plenário, aliás, fizemos ver tal impossibilidade.

Esclarecida posteriormente a questão do prazo, e não tendo ocorrido a votação do Parecer, e considerando ainda o singular aprêço que dispensamos à Ordem dos Advogados do Brasil, vimos, através de Parecer Aditivo, analisar as razões prolatadas pela entidade maior dos advogados relativamente a esse Projeto do Governo, que reestrutura o instituto do Júri, modificando o art. 593 do Código de Processo Penal, de modo a autorizar a revisão das decisões dos jurados pelos tribunais superiores.

O Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil faz judiciosa dissertação sobre a natureza do Júri como instituição política incluída nas garantias individuais insertas nas Declarações de Direito, e não como órgão integrante do Poder Judiciário. Sustenta, por isso mesmo, não ser necessária a declaração de sua soberania, porquanto esta lhe é inerente, por se tratar de garantia construtiva de direito inviolável do indivíduo.

E ao final firma, como conclusão, o seguinte:

"O julgamento de consciência é da essência do Júri; e sendo ele garantia constitucional, e não órgão do Poder Judiciário, a lei de processo não pode atribuir aos Tribunais pronunciar pelo Júri, emendando-o, o veredicto sobre crime doloso contra a vida; entendendo-se por veredicto a decisão sobre a existência material do delito e a procedência da imputação ao acusado."

Temos a essência dos argumentos e a tese conclusiva do colendo Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil.

O Parecer se refugia no amplo campo da doutrina para suscitar a tese da inconstitucionalidade do Projeto, mas, desvanecidamente, é aí que não lhe socorrem os ensinamentos dos escritores.

O fato de estar o Júri inserido nas Declarações de Direito como garantia institucional, não é de relevância absoluta. Um princípio

constitucional não se erige à categoria jurídica de direito fundamental anterior ao Estado pela situação, *in se*, na geografia constitucional. Essa importância não é tudo, pois há direitos fundamentais que nem explícitos estão, enquanto outros, embora não o sendo, aparecem em certas Constituições como se o fossem.

Impõem-se, portanto, considerações preliminares sobre a matéria, tendo em vista os argumentos expendidos pelo douto Conselho Federal da Ordem dos Advogados.

Apoiando-nos em Pontes de Miranda (*Comentários à Constituição de 1967*, Editora Revista dos Tribunais — Capítulo IV — Dos Direitos e Garantias Individuais), colocamos o problema, no plano doutrinário, do seguinte modo:

Os Direitos e Garantias Individuais estão compreendidos nos Direitos Fundamentais supra-estatais, ou Direitos Fundamentais absolutos (anteriores ao Estado) e Direitos Fundamentais relativos (nem sempre anteriores ao Estado). Os primeiros existem a despeito das leis que os pretendam modificar ou conceituar.

A essa categoria pertencem os direitos à liberdade pessoal, à inviolabilidade de domicílio, à inviolabilidade da correspondência.

Explica Pontes de Miranda, a quem estamos seguindo de perto, que os Direitos Fundamentais relativos “são os direitos de contrato, de comércio e indústria e o direito de propriedade”. Existem esses, mas **valem conforme a lei**; à diferença daqueles que se formulam de modo absoluto, apenas cabendo a lei regular as exceções (pág. 623).

Esses direitos, no entanto, têm de ser constitucionalizados para que possam ser invocados nas justiças internas e, conseqüentemente, figurem como direitos fundamentais assegurados e direitos fundamentais garantidos.

Mas, não é sobre esse aspecto que devemos alongar-nos. Importa, sim, a esta altura, colher a lição do autor do **Sistema de Direito Positivo** sobre as garantias institucionais e que tem aplicação no caso. Diz ele:

“As garantias institucionais são distintas dos direitos fundamentais, absolutos e relativos. Com elas, o que se tem por fito é a proteção a determinadas instituições estatais, ou até supra-estatais. Nenhuma delas pode ser concebida, sem grave deturpação conceptual, como direito de liberdade. Por isso mesmo, são limitadas: o que se garante não é alguma coisa que preexiste ao Estado, mas alguma coisa como o Estado mesmo a concebe. A propriedade, por exemplo, que o art. 152,

§ 22, da Constituição de 1967, garante, é o direito de propriedade tal como a lei brasileira o organiza, e não direito de propriedade como o direito francês, o italiano ou o russo o concebeu. O Brasil mesmo pode mudar de concepção, de modo que será isso o que se garante — a permanência institucional, a despeito da mudança de regras jurídicas” (pág. 634).

O Júri é uma instituição, mas a sua estrutura, organização e atribuições são fixadas pela lei de cada país. Quem diz **Júri**, no entendimento da doutrina, diz **instituição política**, do quadro das garantias individuais, no modo que o Estado prescrever, de acordo com a filosofia política que o informa.

Ao que se percebe, é doutrina que transcende do art. 151 da Constituição Política do Império do Brasil:

“O poder judicial é independente, e será composto de juizes e jurados, os quais terão lugar, assim no cível como no crime, nos casos e pelo modo que os códigos determinarem.”

A Constituição de 1934 (art. 72) também definia que “é mantida a instituição do Júri com a organização e as atribuições que lhe der a lei”.

A tradição do direito constitucional brasileiro reconhece que a organização e as atribuições do Júri são estabelecidas por leis ordinárias. E quando quis elastecer os limites do Júri, explicitou, como em 1946, sobre sua estruturação e soberania. Em 1967 se fixou igualmente esse princípio, mas a Emenda Constitucional n.º 1, a exemplo da Constituição de 1934, deixou para a lei comum a sua organização e o estabelecimento de suas atribuições.

Os Estados que adotaram o Júri, inspirados na experiência anglo-saxônica, foram dando a êle estruturas diferentes da primitiva, na busca de lhe conferir eficácia.

“No correr dos tempos e transplante para outros lugares, o Júri foi tomando feições próprias, apresentando peculiaridades características, e, conseqüentemente, diferenças marcantes nos diversos países. Assim, na Itália foi substituído pelo **escabinado**, o mesmo sucedendo na França (L'Échevinage), ou seja por um tribunal composto de juizes togados e jurados” (E. Magalhães Noronha, no *Curso de Direito Processual Penal — Saraiva — São Paulo — 1964 —* pág. 319).

Não resta dúvida de que a organização do Júri, com o elenco dos delitos de sua competência para julgamento, constitui matéria

da lei ordinária e que tem variado através do tempo e do espaço.

Nos Estados de Direito, onde a liberdade está garantida em função do império da lei, e não do arbítrio de quem quer que seja, a existência do "juízo de consciência", aliado, por vezes, à prova dos autos e aos preceitos legais e a conseqüente irresponsabilidade do jurado pelo seu voto, é verdadeiramente paradoxal e intolerável sob o rigoroso ângulo da juridicidade.

Podemos constatar esse fato, de logo, à luz do nosso Direito Constitucional se compararmos o princípio da soberania do Juri, encerrando o "juízo de consciência" com que o estatui o art. 153, §§ 1.º e 4.º, da Constituição, onde se expressa que todos são iguais perante a lei e que a lei não poderá excluir da apreciação do Poder Judiciário qualquer lesão de direito individual. Em face desses mandamentos constitucionais, como admitir-se que criminosos, por uma ficção jurídica ultrapassada, possam fugir aos preceitos da lei e às provas dos autos pelo veredicto de um corpo de jurados despreparado?

"O alcance político e jurídico (art. 153, § 4.º), da nova regra jurídica constitucional é enorme; e traduz-se em termos vulgares: A última palavra, tem-na a Justiça" (Pontes de Miranda, obra citada).

Onde, pois, a inconstitucionalidade do projeto do Governo ao se compararem os dois princípios e considerando o que anteriormente já foi exposto?

A tormentosa questão surge, por exemplo, em dimensões bem maiores na Itália, cuja Constituição determina que o povo participe na administração da Justiça, porém exigindo que as decisões judiciárias sejam motivadas.

Dispõe:

"Art. 101 — La giustizia è amministrata in nome del popolo.

I giudici sono soggetti soltanto alla legge."

A parte final do artigo 102 declara:

"La legge regola i casi e le forme della partecipazione diretta del popolo all'amministrazione della giustizia."

A primeira parte do art. 111 exige:

"Tutti i provvedimenti giurisdizionali devono essere motivati."

O enquadramento de tais exigências constitucionais no sistema judiciário italiano, muito bem engendrado, elimina, também, o julgamento de consciência. Daí, a organiza-

ção típica da Corte d'Assise, com a participação simultânea de juizes togados e juizes populares.

O que se pretende assinalar, porém, é que o júri italiano, com a reforma de 1951, é órgão do judiciário, tendo sido corrigido, pelo sistema de associação ou de assessoramento das duas classes de juizes, o exagêro do julgamento de consciência, pois há de se cumprir o império da lei e o julgamento terá de ser motivado.

Não é outra a orientação do direito francês.

A parte final do art. 77 da Constituição da França diz:

"Tous les citoyens sont égaux en droit, quelles que soient leur origine, leur race et leur religion. Ils ont les mêmes devoirs."

Por isso também, a Cours d'Assises, na França, funciona no sistema de assessoramento, em que os juizes populares funcionam ao lado de juizes togados.

Naquele país, também, o Juri, sob o império da igualdade de todos perante a lei adquire estrutura própria.

Do ponto de vista de sua composição, a Cour d'Assises tem a particularidade de associar um Juri de simples cidadãos a um tribunal de magistrados de carreira (in "R. Vouin et J. Léauté" — Droit Pénal et Procédure Penal — Presses Universitaires de France — Paris, 1960, pág. 178). A delegação do Cours d'Appel é formada do Presidente ou Conselheiro, que se torna Presidente da Cours d'Assises, e de dois assessôres assistentes do Presidente (conselheiros ou juizes).

Os exemplos confirmam nossa assertiva de que a estruturação e atribuições do Juri devem regular-se pela lei interna de cada Estado, e de que já está superada a tese de que "o Juri é uma instituição eminentemente política", no sentido de poder deliberar à revelia da lei e das provas dos autos.

Através da participação dos juizes togados, se dá certo equilíbrio no processo de julgamento, tornando presentes os dados de natureza técnico-jurídica e evitando-se o total alheamento, por vezes, das provas dos autos.

Na moderna legislação da França e da Itália, para exemplificarmos, foram estabelecidos sistemas de composição do Juri que lhes garantam uma dimensão correta: o julgamento popular, mas, sob o império da lei.

O sistema brasileiro proposto mantém o Juri, que funcionará com plenas garantias. Mas, em vez da participação conjunta do juiz togado e do juiz popular, no julgamen-

to, tal participação se dissocia no tempo, para ser examinada por via de apelação, pelos tribunais superiores. O objetivo é um só: o de submeter o homicida ao império da lei e de se cumprir, assim, o mandamento constitucional.

Pela apreciação do processo em duas instâncias, talvez a lei brasileira seja mais rigorosa. Está conforme, porém, aos ditames da Constituição e à tendência moderna de se corrigirem as famosas falhas do nosso atual Júri Popular.

Será demais querer que um Estado de Direito onde há o *Jus Scriptum* se amarre ao Júri Popular que nasceu há oito séculos numa sociedade sacral, sob inspiração religiosa, como registra a sua história. A essa época, Londres teria apenas cerca de 40.000 habitantes. Hoje, na hodierna sociedade, pluralista, liberta de sacralismo, onde as cidades foram substituídas por megalópoles (Londres, com 8 milhões de habitantes; Nova Iorque, com 11 milhões; Tóquio, com mais de 10 milhões; São Paulo, com 6 milhões; Rio de Janeiro, com 4 milhões e meio), numa era onde a especialização e a técnica se impõem, e a Ciência é serva do Direito, não há lugar para o Júri soberano como quis o constituinte de 1946, porque ele, em face dessas razões, se revela sem eficácia e destituído de qualquer sentido.

Diante do exposto, cabe-nos concluir que a doutrina e o próprio direito comparado não abonam a tese da pretendida inconstitucionalidade do Projeto sob exame. Ao contrário, são-lhe inteiramente favoráveis, e está ele agasalhado, comodamente, dentro dos princípios da nossa Constituição. E o exemplo de dois países altamente cultos e onde impera o *Jus Scriptum* — Itália e França — robustece as razões que levam o Governo Brasileiro a promover a reestruturação do Júri e vem comprovar a desrazão da tese apresentada pelo colendo Conselho Federal.

O projeto é, pois, constitucional e oportuno.

É o nosso parecer.

Em 15-6-70.

(a) Deputado José Lindoso

É o que se tem do projeto no Congresso Nacional. É possível que, face a elaboração do anteprojeto do novo Código de Processo Penal, e tendo em vista a absorção da matéria do projeto em tela pela futura codificação das leis penais, a proposição se esgote nessa fase de sua tramitação.

* *

A omissão, quanto à soberania do Tribunal Popular, no texto da Emenda Constitu-

cional nº 1/69 já provocara pronunciamentos sobre o assunto. É, entretanto, a contar da tomada de conhecimento do Projeto número 2.078/69 que o problema da soberania dos veredictos tem figurado constantemente na pauta das discussões de juristas e parlamentares, constituindo, com frequência, objeto do noticiário da imprensa.

Como sempre, há adeptos e opositores. Para uns, a manutenção do Júri soberano significa retrocesso que não se coaduna com o progresso no campo do direito; para outros, o admitir-se a eliminação da soberania dos veredictos é que constitui retrocesso incompatível com a evolução da hora atual.

Daremos, para melhor situar o quadro da presente polémica, as diferentes opiniões expendidas, começando pela oposição, seja ao Júri, seja à sua soberania.

Vejamos o que publica o *O Estado de São Paulo*, em 2-11-69 (antes ainda da remessa do Projeto nº 2.078/69, ao Congresso Nacional) sobre a "Instituição superada e arcaica" com o título "O Júri na Emenda Constitucional nº 1":

"1 — O artigo 153, § 18, da Emenda Constitucional nº 1, assim dispõe:

"É mantida a instituição de Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

Por sua vez, a Constituição de 1967, no artigo 150, § 18, declarava o seguinte:

"São mantidas a instituição e a soberania do Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

Do confronto dos dois trechos transcritos, verifica-se que na Emenda nº 1, ficou mantida apenas a instituição do Júri, desaparecendo, conseqüentemente, a sua soberania.

Por outra parte, tanto na Constituição de 1967, como na Emenda nº 1, houve alteração fundamental relativamente à competência do Júri.

Enquanto a Constituição de 1946, que restaurou a soberania do Júri, dizia, no artigo 141, § 28, que a instituição do Júri ficava mantida, com a organização que lhe desse a Lei, e com competência obrigatória para o julgamento dos crimes dolosos contra a vida — o artigo 150, § 18, da Constituição de 1967, não tornou obrigatória a competência para os crimes dolosos contra a vida, como também não abriu possibilidade à legislação ordinária,

de ampliar a competência constitucionalmente prevista, do tribunal popular.

Na Constituição de 1946, o Júri tinha competência indeclinável e obrigatória para o julgamento dos crimes dolosos contra a vida; mas a Lei lhe podia conferir atribuições para o julgamento de qualquer outra categoria de infrações penais.

Na Constituição de 1967, o Júri ficou competente para julgar os crimes dolosos contra a vida; mas, essa competência não era privativa, nem poderia ser acrescida com novas atribuições jurisdicionais, para outras classes de delitos, conferidas por Lei ordinária.

Desde a Constituição de 1967, o Júri ficou com competência exclusivamente para crimes dolosos contra a vida, sem que tal competência, no entanto, lhe seja privativa. E a partir da Emenda Constitucional nº 1, o Júri continuou com essa mesma competência, mas despidido de sua soberania.

Do exposto se conclui que a Lei ordinária deve de conferir ao Júri competência para alguns ou todos os crimes dolosos contra a vida, e, também pode transferir para a Justiça togada, o julgamento de alguns desses crimes; e, por outro lado, os veredictos do Júri ficaram privados da característica de decisão soberana.

2 — Tanto em face da Constituição de 1967, como da Emenda Constitucional nº 1, seria absurdo falar-se de Júri Federal.

É certo que pode ocorrer crime doloso contra a vida, em relação a crime da competência dos Juizes Federais: é o que aconteceria, por exemplo, na hipótese de homicídio cometido a bordo de navio ou de aeronave. Mas, é evidente que a Constituição não iria subtrair da Justiça Estadual os crimes que atribui à competência dos Juizes Federais, para permitir que, posteriormente a lei desse competência ao Júri para o julgamento desses crimes. Além disso, em mais de um passo, o artigo 119 da Constituição de 1967 (bem como o artigo 125, da Emenda nº 1), ao conferir competência aos Juizes Federais, ressalvou a competência de outras categorias jurisdicionais, sempre que pudesse surgir o problema de competência cumulativa ou concorrente. O juiz federal, por exemplo, é competente, segundo a Const. de 1967, para proces-

sar e julgar aqueles delitos em que a União ou suas entidades autárquicas ou empresas públicas, aparecem como sujeito passivo das infrações penais, a não ser que o crime esteja na área da competência militar ou da Justiça Eleitoral (Constituição de 1967, artigo 119, nº IV; Emenda Constitucional nº 1, artigo 125, nº IV).

O mesmo se verifica no tocante aos crimes praticados a bordo de navios ou aeronaves, sendo que, aí também, os textos constitucionais ressalvam a competência da Justiça Militar.

Ora, em nenhum dos itens relativos à competência dos juizes federais, vê-se qualquer ressalva dessa ordem, no que tange ao Tribunal do Júri, o que significa que a Constituição de 67 e a Emenda Constitucional nº 1 não quiseram dividir com o Júri, em qualquer hipótese, a competência penal dos juizes federais.

3 — Em face dos dizeres da Constituição de 1967 e da Emenda Constitucional nº 1, não compete mais ao Júri o julgamento de crimes conexos aos crimes dolosos contra a vida.

O Júri, atualmente, é um tribunal especial, que possui competência de direito estrito. Assim sendo, lícito não será ao legislador ordinário ampliar a competência constitucionalmente outorgada ao Tribunal do Júri, porque, de outro modo, estaria violando o princípio do juiz natural.

Mas a recíproca não é verdadeira como o Júri não tem competência privativa alguma, desde a Constituição de 1967, em havendo conexão, pode a Lei ordinária determinar a acumulação processual e conferir ao juiz togado a competência para julgar crimes dolosos contra a vida, conexos com crimes de outra natureza, de atribuição da magistratura ordinária.

4 — Indiscutível é que desapareceu a soberania do Júri, em face do disposto no artigo 153, § 18, da Emenda Constitucional nº 1. Se esta não repetiu a linguagem da Constituição de 1967, mantendo o Júri e a sua soberania, imperativo será concluir-se que esta última desapareceu.

Alguns saudosistas, que ainda acreditam nessa instituição superada e arcaica, querem, a todo custo, que persista a soberania do Júri; em prol desse entendimento, afirmam que se foi mantida a instituição do Júri, deve permanecer o Júri soberano, uma vez que, de outro

modo, aquela instituição não estaria sendo mantida.

Essa argumentação tem sua origem na interpretação que era dada ao artigo 172, § 31, da Constituição de 1891, onde se declarava o seguinte:

“é mantida a Instituição do Júri.”

Segundo Rui Barbosa, o preceito constitucional obrigava a continuação do Júri, com as suas características essenciais, segundo a estrutura jurídica que lhe dava a legislação do império.

Esse raciocínio, perfeitamente certo para a época, não tem mais razão de ser. Aquele tempo o Júri era o Juízo ordinário da Jurisdição Penal, pelo que sua competência era ampla e residual: tudo o que não coubesse na esfera de atribuições expressas dos juízes criminais da magistratura togada, pertencia ao Júri. Por outra parte, a soberania dos veredictos constituía dogma sagrado e intocável.

Hoje, porém, tudo é diverso: o Júri caminha para total desaparecimento nos países latino-americanos e, de modo geral, em toda a área sob o regime do chamado direito continental europeu.

Entre nós, a sua soberania foi abolida, ao tempo da Carta de 1937, tanto que, para restabelecê-la, a Constituição de 1946 precisou dizê-lo expressamente, o mesmo acontecendo com a Constituição de 1967. Assim sendo, o preceito do artigo 153, § 18, da Emenda Constitucional nº 1, por nada ter dito a respeito do Júri soberano, indiscutivelmente suprimiu a chamada soberania dos veredictos.

Aos demais, conforme o que já se observou, basta um simples confronto do artigo 153, § 18, da Emenda Constitucional nº 1, com o artigo 150, § 18, da Constituição de 1967, para logo concluir-se que não existe mais a soberania do Júri. E só louvores merece a supressão de uma prerrogativa absurda, que não se coaduna, em absoluto, com os princípios científicos da Justiça Penal.”

J. F. M.

Publicado em 30-11-69 e ainda no *O Estado de São Paulo*, tem-se o artigo intitulado “A Reforma do Júri” que focaliza parecer de Rui Barbosa sobre o tema debatido e manifesta apoio ao Projeto número 2.078/69:

“O Presidente da República enviou, ao Congresso Nacional, projeto de lei alte-

rando o art. 593, do Código de Processo Penal, para possibilitar a reforma das decisões do Tribunal do Júri, no juízo de 2º grau. O art. 593, § 4º, do C. P. Penal, depois de aprovado o projeto, conterà o seguinte preceito: “Se a apelação se fundar no nº III, letra d, deste artigo, e o Tribunal *ad quem* se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para, conforme o caso, aplicar a pena ou medida de segurança, que entender justa, ou absolver o réu.” É a “pá de cal” na decantada soberania do Júri, que, felizmente, a “Emenda Constitucional nº 1” houve por bem suprimir.

É verdade que alguns ainda querem descobrir, no texto do art. 153, § 18, da Emenda Constitucional nº 1, argumentos favoráveis à manutenção do obsoleto instituto da soberania dos veredictos. Para tanto, apegam-se à expressão “é mantida”, existente no preceito constitucional para afirmarem que o Júri, por ter ficado mantido, deve continuar com a estrutura jurídica com que a Emenda Constitucional o encontrou, e, portanto, com os seus veredictos soberanos.

Os adeptos dessa interpretação costumam trazer, à baila, famoso parecer de Rui Barbosa, em que o grande jurista brasileiro defende entendimento análogo a respeito de normas pertinentes ao Júri. Diga-se, porém, de passagem, que esse parecer de Rui, é de seus piores trabalhos jurídicos. Longe, muito longe e distante, está ele daquelas lições memoráveis e impercíveis que o genial e incomparável mestre de nosso Direito Público legou à posteridade, nas páginas dos “Atos Inconstitucionais”, do “Direito do Amazonas ao Acre”, e de outras inúmeras e insuperáveis obras jurídicas que produziu. O citado parecer é puramente retórico e declamatório, além de cheio de erros e informações inexatas. Para mostrar que o Júri era consagrado em todo o mundo civilizado, afirma Rui, por exemplo, que a Argentina tinha o Júri, o que não é verdade: o grande país platino, apesar de previsto o Júri na Constituição, nunca quis saber desse tribunal mofino e absurdo. E erro de Rui foi também o de ter incluído a Dinamarca, entre os países que adotam o Júri. Além disso, as conclusões de Rui são tão estranhas, a respeito das linhas mestras do Júri, que ele pretendia que o número de doze jurados era essencial à instituição. Ora, todo mundo sabe que esse tribunal, ins-

tituído na Inglaterra, depois que o Concílio de Latrão aboliu as ordálias e juízos de Deus, adotou o número doze para a sua composição, porque se acreditava que sendo esse o número dos Apóstolos, que estavam reunidos no dia de Pentecostes, sobre os jurados também desceria o "Espírito Santo", para inspirar-lhes as decisões, se de doze juízes se compusesse a reunião. Como, pois, entender-se que um número tirado de premissas puramente supersticiosas pudesse ser imanente a uma instituição judiciária?

Por último, escreveu Rui Barbosa sob o clima favorável ao Júri que se herdara do tempo da monarquia. Naquela fase de nossa história, vigorou, por muito tempo, a famosa Lei de 3 de dezembro e seu Regulamento nº 120, a cuja sombra crescerá o Império, como o disse Euclides da Cunha, na qual havia, para a justiça penal, a famosa Lei de 3 de dezembro e seu Regulamento nº 120, a cuja sombra crescerá o Império, como o disse Euclides da Cunha, na qual havia, para a justiça penal, um regime puramente policial, com os juízes sujeitos a chefes de polícia e a remoções arbitrarias. Num sistema judiciário e processual dessa natureza, o Júri era a única válvula de segurança para a liberdade do cidadão; e daí o prestígio de que gozou a instituição. No entanto, após ser instaurado o regime republicano, o Júri foi sendo paulatinamente esvaziado, até que o Decreto-lei nº 167, de 1938, acabou com sua lendária soberania. E não fosse o infeliz texto do art. 141, § 28 da Constituição de 1948, e a essa hora, talvez, já não mais tivéssemos tão nefasto tribunal.

Rui também dissera que o quadrante do Júri era o da civilização, uma vez que adotado se achava em quase todas as nações, o que não é verdade para os dias de hoje, em que, fora do mundo anglo-saxão, com seu sistema jurídico todo peculiar, pouco resta do velho tribunal normando. Na Europa continental, o que predomina, salvo na Bélgica e em alguns cantões suíços de origem francesa, é o escabinado, em que juízes togados e juízes populares julgam em conjunto, sem a irresponsabilidade do Júri de origem normanda, que o Brasil vem adotando. Na América Latina, nenhum de seus países de maior projeção o mantém, e nem mesmo sabemos, entre os demais, se algum possui esse tribunal popular. No México, aboliu-se o Júri, em 1929, "em consequência de seus retumbantes e indiscutíveis fracassos", como o explica Franco Sodi, o qual acrescenta: "Era un espectáculo, pero no hacia justicia".

Mercê de Deus, vamos voltar ao sistema do Decreto-Lei nº 167, de 1938, que tão

bons resultados vinha dando. E isto porque o texto do art. 153, § 18, da Emenda Constitucional, permitiu que o Presidente da República enviase ao Congresso Nacional, o projeto de lei para a reforma do art. 593, do Cód. de Proc. Penal, nos termos atrás expostos e esclarecidos.

A Constituição de 1967 não aboliu a soberania do Júri, e assim dispunha no artigo 150, § 18: "São mantidas a instituição e a soberania do Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida". Mas, reformando esse mandamento constitucional, a Emenda nº 1, de 17-10-69, excluiu a soberania do Júri, assim dispondo: "É mantida a instituição do Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida". Se ao reformar o artigo 150, § 18, da Const. de 1967, o art. 153, § 18, da Emenda Constitucional nº 1, só manteve o Júri, e não a sua soberania, claro está que esta não mais existe, como imperativo constitucional.

Nem se afirme que por ser essencial ao Júri, a sua soberania, mantida a instituição, permanecerem os veredictos soberanos dos jurados.

Tanto isto é inexato, que a Constituição de 1967 mantinha o Júri e sua soberania, a mostrar que esta não é inerente à instituição dos jurados, em nosso Direito. Por outro lado, se apesar do que dizia a Constituição de 1967, a "emenda" que esta sofreu, não repetiu a parte relativa à manutenção da soberania, evidente é que não há mais o Júri soberano, como exigência constitucional. Tendo sido mantido, o Júri continua a existir com suas notas básicas e essenciais. E como o Júri mantido não tinha, antes, a soberania entre seus requisitos indeclináveis (tanto que a Constituição de 1967 precisou falar em manter a soberania, depois de dizer que mantinha o Júri), como sustentar-se que, mantido o Júri, tal como existia, ficou igualmente mantida, sua soberania?

Ao demais, a soberania do Júri lhe não é imanente como predicado essencial: basta dizer que nem mesmo o Júri inglês não a consagra, e isto desde o "Criminal Appeal Act" de 1907, lei que permite até a "reformatio in pejus" em apelação contra veredicto do Júri.

O Júri, como escreveu TOCQUEVILLE, consiste em "um certo número de cidadãos escolhidos pela sorte e revestidos momentaneamente do poder de julgar".

Aí estão, em síntese lapidar, os caracteres fundamentais do júri. Agora, os limites jurisdicionais desse poder que o Júri possui serão fixados, aqui e ali, conforme as exigências do bem comum que o legislador lobrigar.

Bom será lembrar, ainda, que do Júri não existem padrões fixos e intangíveis, como sustentava Rui Barbosa, de certa forma. Ressaltou acertadamente BERNARDINO ALIMENA que poucas instituições têm sido tão retocadas e reformadas como o Júri.

Votos são, pois, de formular, para que o Congresso Nacional logo aprove o projeto presidencial."

Mais uma vez o *O Estado de São Paulo*, em 14-12-69, atém-se à soberania do Júri. Focaliza, então, o pronunciamento do Conselho Federal da OAB que classificara de inconstitucional o Projeto nº 2.078/69:

"1 — O Conselho Federal da OAB, estudando o projeto enviado ao Congresso Nacional pelo Sr. Presidente da República, sobre a apelação contra decisões do Júri, qualificou-o de inconstitucional, por atentar contra a soberania do Júri. Entendeu-se inconstitucional a supressão da chamada soberania do Júri porque, sendo o julgamento pelo Júri um direito individual, o pronunciamento ulterior do Tribunal de segunda instância substituirá a decisão do Júri, pelo que ficaria frustrado o direito que a Constituição assegura: o julgamento passaria a ser da magistratura togada, ao invés de ser do Júri.

É evidente, porém, que essa inconstitucionalidade não existe e que os argumentos usados para demonstrá-la não têm a menor procedência.

Em primeiro lugar, se é direito do homicida ser julgado pelo Júri, isto não significa que o veredicto do Júri não possa ser objeto de novo exame, "quando fôr a decisão dos jurados manifestamente contrária à prova dos autos", conforme o texto do projeto enviado ao Congresso Nacional.

No próprio capítulo dos direitos individuais, declara a Constituição que fica assegurada a "brasileiros e estrangeiros residentes no País a inviolabilidade dos direitos concernentes à vida". Ora, se o Júri, em crime doloso contra a vida, decide contra a prova dos autos, de modo manifesto, absolvendo o réu, o direito à vida (um dos direitos fundamentais da

pessoa humana) não estará sendo assegurado, mas, ao contrário, rudemente atingido com o perigo evidente de tornar a proteção à vida um puro mito ou autêntica ficção. Foi por isso, aliás, que ao ser emendada a Constituição de 1967, o novo texto falou em ficar "mantida a instituição do Júri", e não em ficar "mantida a instituição e a soberania do Júri", como o dizia o preceito agora reformulado e corrigido.

Além disso, quem vai examinar se a sentença do Júri está manifestamente contra a prova dos autos é órgão do Poder Judiciário, a quem a própria Constituição confiou a guarda e tutela suprema dos direitos individuais (art. 153, § 4º). Muito natural, portanto, que esse órgão examine se o direito individual ao julgamento pelo Júri, por ter sido abusivamente exercido, não atenta contra a segurança do direito à vida, que a Constituição também garante. E como árbitro supremo, em nosso regime constitucional, das garantias aos direitos individuais, o Judiciário se pronunciará no caso levado a seu conhecimento, ou condenando o réu (para assim garantir o direito à vida), ou absolvendo-o (para manter o direito ao julgamento pelo Júri), e a decisão do Júri coubesse recurso a órgão não Judiciário (o que seria absurdo), então, sim, se poderia falar em violação de direito individual.

Por outro lado, todos são iguais perante a lei, pelo que não se pode dar ao homicida a posição privilegiada de violar impunemente a lei, justamente em detrimento e prejuízo do mais sagrado dos direitos humanos, que é o direito à vida.

Além disso, vivemos num regime de legalidade, sob a égide do Estado de Direito, em que ninguém pode — a qualquer pretexto — sobrepor-se à lei e seus mandamentos. Ora, um tribunal que julga manifestamente contra prova dos autos, é porque arredou a incidência da lei, como se não estivesse vigente o preceito a ser aplicado — o que a Constituição não permite (art. 119, nº III, letra "a").

Ainda é de lembrar que a Constituição, em princípio programático, declara que "a lei regulará a individualização da pena". Pois bem: se a lei penal deixar de ser aplicada pelo Júri, de modo abusivo, o réu ficará sem sofrer a pena que lhe deveria ser aplicada, tendo em vista não só o fato delituoso que praticou, como ainda a sua personalidade, antecedentes e outros elementos destinados a dosar a

pena adequada em razão dos princípios que regem a individualização desta.

De notar, ainda, que mesmo ao tempo em que o Júri proferia veredictos soberanos, êsse contrôle era exercido pelos Tribunais. Mas enquanto antes, em razão da soberania do Júri, não podia a magistratura togada proferir nova decisão sôbre o mérito, agora, em que se suprimiu claramente o veredicto soberano, no texto constitucional, pode a lei ordinária, tendo em vista o que outros cânones constitucionais consagram, permitir a plenitude da devolução recursal, quando houver decisão dos jurados manifestadamente contra a prova dos autos.

É certo que se pretende enxergar na soberania dos veredictos um elemento essencial ao Júri. Mas, tal entendimento está em contrário ao que se observa na vida da velha instituição, quer em nosso País, quer na própria Inglaterra, onde nasceu o Júri.

Ao contrário do que se afirma, o Júri soberano, em país de direito escrito, somente pode existir se a Constituição o disser: essa absurda soberania é a negação do respeito ao *ius scriptum*, pois permite que se sobreponha à vontade de cidadãos escolhidos pela sorte aquilo que foi votado e promulgado por aquêles a quem o povo elegeu como seus mandatários.

Despicienda, no entanto, é essa discussão, pois ficou certo que a Emenda Constitucional nº 1, não repetindo as expressões da Constituição que emendou, foi porque pretendeu tirar do rol das garantias individuais, o "Júri soberano", embora mantivesse o Júri sem soberania.

A verdade inarredável é esta: a Emenda Constitucional nº 1 alterou o texto da Constituição de 1967, sôbre o Júri, suprimindo a sua soberania. Hoje, o julgamento por êsse tribunal popular pode ser, no juízo *ad quem*, revisto e reformado, sem o mínimo arranhão à Lei Maior, desde que a lei ordinária o permita.

2 — Que o Júri fôsse direito individual na Constituição de 1891, e mesmo na de 1946 (onde se permitia que a lei lhe alargasse a competência), dúvida não pode existir. Absurdo, porém, se nos afigura, vir sustentar-se isto, quer em face da Constituição de 1967, quer em face do preceito atualmente contido na Emenda Constitucional nº 1. Não é a localização

da norma jurídica que lhe marca os caracteres e lhe dá a verdadeira conceituação, e sim, sua substância e conteúdo. Temos, por isso, como indiscutível, que o art. 153, § 18, do Estatuto Fundamental, é, preponderantemente, regra de organização da Justiça, em que se mantém o Júri, nos quadros dos órgãos judiciários, e se lhe estabelece a esfera de competência. E nada mais do que isso.

Afinal, pensamos que ninguém sustentará que matar seja um ato de grandeza moral, a revelar sentimentos nobres e alevantados, que exija, para quem o pratique, o direito de ser julgado soberanamente por determinado tribunal. A Constituição manteve o Júri, por entender que, nos crimes de morte, seria prudente um pronunciamento, ainda que prévio e não definitivo, do juiz leigo, e nunca para dar ao homicida o direito ou privilégio de um tribunal especial. E como o Júri antes constituía direito individual, deixou-se a regra de competência no capítulo onde sempre figurou em nossas Constituições republicanas (salvo na de 1934, que foi a menos duradoura e expressiva de nossas Constituições).

Se o Júri fôsse mantido para o julgamento de crimes políticos ou de crimes de imprensa, poder-se-la falar em direito individual ao julgamento pelo Júri. Mas, conferir justamente ao homicida o direito individual de ser julgado apenas pelo Júri, seria degradar demais o conceito e a majestade política dos direitos individuais. Por que êsse tratamento excepcional ao homem que, com seu gesto criminoso, faz reviver a lei da selva e atenta contra direito fundamental da pessoa humana?

Como se vê, os fundamentos adotados pelo nobre Conselho Federal da OAB, com a devida e máxima vênia, não passam de construção artificial e *ad hoc*, com o objetivo exclusivo de tentar manter o prestígio de uma instituição em plena decadência e ocaso, e que tão nefasta tem sido.

O Júri é, realmente, uma instituição falida e que aos poucos vai desaparecendo em todos os países do chamado direito escrito. Sômente no círculo do sistema jurídico anglo-saxão, onde não predomina o *ius scriptum*, e sim a *common law* e as regras consuetudinárias, é que o Júri se mantém. Na América Latina e na Europa (salvo a Bélgica, Portugal e al-

guns cantões suíços), desapareceu o velho e rançoso tribunal normando. E por que esse eclipse gradual do Júri? Porque a sua adoção foi nefasta e desastrosa: ao invés de aplicar a lei, fez-se o Júri o campeão da impunidade, transformando-se, como o disse o deputado Caccuri, no Parlamento italiano, em “una vera esaltazione apologetica del delitto”.

Nem há razão de ordem científica para manter-se uma instituição decrépita, resquício incompreensível das ordálias e juízos de Deus. O Júri nasceu sob o signo da superstição e do irracionalismo. Quando o Concílio de Latrão aboliu as ordálias, a Inglaterra adotou o Júri, por acreditar-se que, reunidos 12 cidadãos, o divino Espírito Santo desceria sobre eles, como no dia de Pentecostes, para lhes inspirar um veredicto justo e acertado. E só mesmo acreditando-se nessa inspiração divina, é que se pode defender o Júri. Pois não é crível, para o próprio bom senso, que homens leigos, não afeitos à tarefa de julgar, possam decidir, com justiça e acerto, após ter tido contacto com o processo, apenas através de algumas horas de bombardeio retórico da acusação e defesa. É, por isso, que FERRI dizia que os casos do Júri são processos que o crime provoca, a ciência estuda e a ignorância decide.

Muito bonito, ao demais, é defender-se o Júri, com “unhas e dentes” (como o está fazendo o Colendo Conselho Federal), do Rio de Janeiro, lá da Corte, onde, com todos os seus defeitos congênitos, o Júri não é tão nocivo como nos rincões do “hinterland” brasileiro em que ele não passa de instrumento dócil a serviço do caciquismo e do mandonismo de sátrapas locais, contribuindo decisivamente para que a criminalidade aumente, prolifere e se alastre, sem a mínima repressão.

3 — Numa Constituição, os preceitos devem ser interpretados mais restrita ou mais ampliativamente, em razão dos valores morais e jurídicos que condensam. Dizia, por isso, LEIBHOLZ, ao tempo da Constituição de Weimar: “*Afin de déterminer le domaine de l'application d'une règle de droit, on recherche quel intérêt juridique doit être protégé par la disposition en question, si d'autres intérêts juridiques protégés par la Constitution ont une valeur plus grande que la protégée par cette disposition, et suivant le résultat de cette analyse on donne à la disposition une interprétation restrictive*

ou extensive” (“Archives de Phil. du Droit et de Sociologie Juridique”, 1931, números 1/2, pág. 217).

Ora, o interesse juridicamente protegido, pelo art. 153, § 18, da Constituição, sobrepujará a tutela ao direito à vida? Ou, por acaso, a decisão do Júri deve prevalecer sobre o respeito à lei, à vida humana e aos princípios do Estado de Direito? Ou será que o homicida deva merecer o tratamento de ente privilegiado, acima da lei e da ordem jurídica, para receber amparo especial, ao arripio da isonomia e do postulado da legalidade democrática, inerente ao Estado de Direito?

Um órgão em plena decomposição, como o Júri, vem elevado a altitudes inimagináveis e exige esforço dialético de construções jurídicas artificiais, como se se cuidasse de uma instituição fundamental de nosso Estatuto Político. Para manter-se a soberania que categoricamente lhe foi tirada, nos domínios das normas constitucionais, chega-se quase a entronizar a ação de matar, entre os Direitos do Homem.

Ora, interpretar-se dessa forma a Constituição, não é tentar a defesa de seus sagrados mandamentos, mas, ao reverso, postergar seus princípios estruturais e básicos, para alargar-se, indevidamente, a área de incidência de uma norma restrita na sua expressão formal, de conteúdo mínimo no tocante a sua substância, e de posição subalterna na escala dos valores jurídicos tutelados na Lei Maior. Malgrado o respeito e acatamento que nos merecem o augusto Conselho Federal da OAB e seus ilustres e preclaros membros, pelo justo prestígio intelectual e moral de que desfrutam — foi essa orientação errada, a que infelizmente adotaram, quando entenderam inconstitucional, a supressão, em lei ordinária, da soberania do Júri.

É que lhes não ampara, neste passo, nem a exegese literal, nem, muito menos, a interpretação sistemática, ou teleológica, dos preceitos e regras constitucionais.”

J. F. M.

Sob o título “Para a Ordem dos Advogados é inconstitucional o projeto de lei que retira a soberania do Júri”, a *Folha de São Paulo*, de 16-12-69, analisa a proposição em causa, face ao art. 153 da Emenda nº 1 à Carta de 1967, oferecendo pareceres abalsados expendidos em torno do assunto. Destacam-se as palavras do Professor Basileu Garcia, catedrático de Direito Penal da Universidade de São Paulo e do desembargador

Mário Hoepfener Dutra, da 3.^a Câmara Criminal do Tribunal de Justiça daquele Estado, ambas contrárias ao Júri.

Eis o comentário da *Fólia de São Paulo*, com o pronunciamento do Professor Basileu Garcia:

"O projeto de lei dispõe sobre o art. 153 da Emenda nº 1 à Constituição de 1967, estabelecendo, em consequência, modificações no Código de Processo Penal: aprovado o projeto, será ampliada a competência do Tribunal (togado), que poderá rever decisões do Júri.

De acordo com o sistema tradicional (ainda vigente), todo julgamento, por Júri popular, que contrarie prova evidente, permite ao prejudicado apelar ao Tribunal, para que envie o processo a novo Júri. Assim, a matéria de fato, decidida por um corpo de jurados, só pode ser modificada por novo corpo de jurados: o Tribunal apenas admite a existência da prova relegada pelo primeiro Júri, e submete o processo a novo julgamento.

De acordo com a modificação a ser instituída pelo projeto, quando o Tribunal julgar a apelação do advogado ou promotor, prejudicada pela primeira decisão (a que desrespeita prova constituída), terá competência, ele próprio (o Tribunal) para, desde logo, condenar ou absolver o réu. Assim, penetra no mérito do veredicto, substituindo o Júri.

Não é a primeira vez que a hipótese ocorre na legislação brasileira: durante o Estado Novo, o Decreto-lei 167 suprimiu a soberania do Júri, permitindo que os tribunais de segundo grau (togados), reformassem as decisões do Júri. A constituição de 1946, contudo, restaurou a soberania do Júri.

Na discussão sobre a existência, ou não, dessa soberania os juristas decidem sobre a juridicidade do atual projeto. Até a Emenda nº 1, todas as Constituições faziam referência à soberania do Júri. Suprimindo o termo "soberania", entendem alguns juristas que o atual projeto não contraria a Constituição. Para outros, contudo, "a própria idéia de Júri implica na noção de soberania: sem esta, não existe Júri". Com essa consideração, acreditam que o projeto é inconstitucional: não era preciso que a Constituição se referisse à soberania do Júri; admitindo a sua existência, ela admitia sua soberania.

A soberania do Júri deixou de ser, em nosso País, um princípio constitucional,

tendo ficado possível em consequência, ao legislador ordinário, remodelar a legislação processual com a finalidade de permitir o reexame das decisões do Tribunal popular, em seu mérito, pelo Tribunal de Justiça" — diz o prof. Basileu Garcia, catedrático de Direito Penal na USP. "Até agora, esse reexame existia com muita limitação".

"A abolição do dogma constitucional, com a consequente reformulação das normas processuais, permite radical mudança: a superior instância poderá diretamente aplicar pena ao réu absolvido injustamente, ou absolvê-lo em acolhida à sua apelação se imerecidamente condenado. O tribunal de segundo grau substituir-se-á ao Júri no aprofundado e praticamente livre exame das provas."

Segundo entende a maioria dos magistrados e professores, a possibilidade de reexame de matéria de fato, pelo Tribunal de Justiça, é o caminho que levará à supressão do Júri. O prof. Basileu Garcia acredita que esta solução seria preferível:

"É certo que se cogita de só autorizar a substituição total do veredicto quando inteiramente desapoiado em elementos probatórios. Em realidade, porém, não deixará de ser muito amplo o poder de reforma da sentença emanada do Júri. Ter a decisão dos juízes de fato algum apoio ou nenhum apoio na prova é matéria de valorização em que a margem de arbítrio é enorme."

"A meu ver o mais acertado teria sido abolir o Júri. A supressão da sua soberania é apenas um remendo. Não se justifica a existência de um Tribunal especial como esse, com o poder de contrariar e desconhecer a evidência, e logo para o mais grave dos crimes, o homicídio, consumado ou tentado, única modalidade de que se ocupa, já que as outras figuras delituosas que lhe cabem não têm, estatisticamente, expressão."

Apresentando o parecer do Desembargador Mário Hoepfener Dutra, observa a *Fólia de São Paulo*:

"A oposição ao Júri popular é a posição mais freqüente entre juízes e professores de Direito. Para eles, com o crescente aperfeiçoamento técnico da Ciência do Direito, não é mais possível, à pessoa que não está em contato com a "arte de

juízar”, tomar decisões num tribunal: “é preciso conhecer o espírito das legislações, ao se pronunciar um veredicto. E a pessoa que toma parte de um Júri geralmente não conhece esse espírito”, diz um juiz.”

E, em seguida:

“O Desembargador Mário Hoepfner Dutra, da 3.^a Câmara Criminal do Tribunal de Justiça do Estado, considera a soberania do Júri injustificável:

“Tal soberania era inscrita a pretexto de proteção aos direitos do homem, fruto de liberalismo doentio, como outras manifestações semelhantes, que também se faziam sentir e que hoje estão falidas, principalmente a ter-se em conta a nossa situação de país subdesenvolvido, em que se projeta acentuado analfabetismo e, sobretudo, em razão do atraso cultural do nosso povo”.

O aspecto social — uma das razões que levam juízes e professores a se manifestar contra o Júri popular se exterioriza, segundo eles, em absolvições sem razão.

“Há comarcas em que nunca houve condenação por crime doloso”, diz o Prof. Basileu Garcia, catedrático de Direito Penal na Faculdade de Direito da USP. “O Júri é um organismo superado, que deve ceder o seu lugar a tribunais mais adstritos à lei. Graças a ele, não há no Brasil respeito algum pela vida humana. Urge mudar esse desolador estado de coisas.”

O Dr. Mário Hoepfner Dutra considera, hoje, a manutenção do Júri um “doentio romantismo jurídico, a pretexto de proteção ao direito do homem quando, na realidade, não passa de um “bill” de indenidade, visto que protege, isto sim, o crime do homem, o direito de matar.”

Apesar de reconhecer o bom trabalho do Júri nos países anglo-saxões, “em que a cultura e a tradição autorizam outro entendimento que não o nosso”, o desembargador cita entre as várias causas a determinar o fracasso de Júri no Brasil, além do atraso cultural do povo, “a influência política nos julgamentos” (em cidades do Interior, é difícil um jurado manter posição pessoal, em face das pressões políticas locais), e “a influência capitalista”. Baseado nisso, o Dr. Mário Dutra entende que o Júri popular equivale ao “direito de matar”: protegido pelas circunstâncias locais (especialmente em cidades do Interior), apoiado por forças políticas regionais, dificilmente um acusado é condenado.

— “A experiência que tenho, como juiz, e, hoje, como desembargador, leva-me a afirmar que em nossos julgamentos — e isso a ter-se em conta o Estado de São Paulo, que é o Estado-líder da Nação — a experiência é a mais triste e amargurada possível. Os nossos jurados absolvem por tudo. E nesse afã, a legítima defesa apresenta-se como um portal imenso por onde passam os mais famigerados assassinos. Reconhece-se a legítima defesa mesmo nos casos mais odiosos de vingança pessoal, em homicídios cometidos com ferocidade fora do normal, a pretexto deste ou daquele motivo, e, em consequência, são postos em liberdade delinquentes que apresentam a mais alta periculosidade”.

O Desembargador Mário Dutra cita um exemplo “entre centenas que conheci”:

— “Um marido, porque a mulher lhe era infiel, levado pela desconfiança sempre crescente, durante uma discussão desfechou-lhe toda a carga de seu revólver, matando-a instantaneamente. Como não foi possível engendrar-se uma legítima defesa, propugnou-se a seu favor a excusa de que agira “em estrito cumprimento do dever legal”. E o réu “foi absolvido unânimeamente”.

— “De outro lado, poderia citar casos de réus abonados que, quase sempre, conseguem desclassificar o assassinio cometido para a forma privilegiada, pelo fato de sempre agirem sob o domínio de emoção violenta logo em seguida a injusta provocação da vítima. Nesse caso, a pena é diminuída sensivelmente e, estando eles, quase sempre, em regime de prisão domiciliar, de protelação em protelação da sessão do Júri, bem como de recurso em recurso, quando se vêem condenados, já cumpriram a pena... em sua própria casa”.

Sucedo ao parecer do Desembargador Mário Dutra o pronunciamento do Professor Paulo José da Costa Júnior, da Faculdade de Direito da Universidade de São Paulo, em São Bernardo, manifestamente contrário à maneira pela qual se compõe o corpo de jurados do Tribunal popular, o que vale dizer, contrário ao Júri, nos termos em que o consagra a atual legislação.

Visando à eliminação dos vícios do instituto, o Professor da USP propõe a instalação de tribunais de Júri regionais. Eis o texto:

“Sou favorável e contrário à instituição do Júri. Entendo que, da forma como existe, em alguns lugares, principalmen-

te no interior, o Júri não tem sentido. Mas o que está errado não é a instituição, mas a maneira como é composta."

O Professor Paulo José da Costa Júnior, docente de Direito Penal na Faculdade de Direito da USP, em São Bernardo, concorda com muitas críticas feitas por magistrados e professores; nas cidades do interior, os jurados são influenciados por políticos e líderes da comunidade, desde um farmacêutico até mesmo um diretor de Escola Normal ou um bispo.

"Mas o errado, nessa situação, não é a existência do Júri: é a forma como ele existe" — repete o professor.

Catedrático de Direito Penal na Itália — título que conquistou recentemente, e que é respeitado em todas as faculdades de Direito do mundo (a Itália apresenta os maiores professores de Direito Penal) — o Prof. Paulo José da Costa Júnior vê no Júri uma decorrência da democracia:

"O Júri popular dá ao acusado a oportunidade de ser julgado por "pessoas do povo", isto é, pessoas que são capazes de analisar o fato, e verificar se, dentro de certas condições, elas também não seriam levadas a cometer o crime. O jurado não lida com questões técnicas (jurídicas): lida com questões de fato. Verifica se o acusado matou ou não, se o assassinato foi premeditado, se foi em legítima defesa etc. Quem lida com o Direito, baseado nas questões de fato, é o juiz."

Por isso, o Prof. Paulo José refuta a tese contrária ao Júri, que alega a necessidade de o jurado conhecer a Ciência do Direito, ao julgar.

"O homem, para julgar o seu semelhante, precisa ter discernimento, bom senso, equilíbrio, independência. Precisa estar apto a conhecer o problema, e julgar livremente, e com consciência.

Se me perguntarem o que penso do Júri, hoje, sou obrigado a reconhecer que tem errado muito — no interior. Isto porque geralmente as cidades do interior não têm condições de constituir um corpo de jurados com todas essas capacidades."

Solução que ele propõe para a readaptação do Júri: Tribunais de Júri regionais. Atualmente, Tribunais de Júri são realizados em cada comarca, com o material humano disponível na localidade.

A organização judiciária do Estado compreende comarcas de primeira, segunda e

terceira entrância, além da Capital (entrância especial). De acordo com o crescimento da população, além de outros requisitos, as comarcas são elevadas da primeira até a terceira. Mesmo as comarcas de terceira entrância têm, às vezes, dificuldade para formar um corpo de jurados satisfatório.

O Prof. Paulo José propõe a reforma do Código de Processo Penal, com a possibilidade de se instalarem Tribunais de Júri regionais. Na cidade mais importante de certa região, seria instalado um Tribunal. Os jurados seriam obtidos em todas as comarcas da região. Todos os crimes passíveis de julgamento por Júri popular seriam julgados no Tribunal regional, com jurados sorteados entre os inscritos, das diversas cidades.

Isso faria com que as pressões locais se diluíssem: o jurado de uma cidade dificilmente seria pressionado pelos interessados no julgamento ocorrido em cidade geralmente distante.

Ao mesmo tempo, segundo entende o professor, haveria a possibilidade de se selecionar corpo de jurados, escolhendo pessoas que reunissem as aptações que ele admite. Seriam advogados, médicos, engenheiros, professores — aquilo que ele chama de "aristocracia intelectual".

"Aristocracia" no seu bom sentido: são as pessoas que têm maior capacidade de discernimento, devido aos estudos realizados. Não se trata de aristocracia econômica ou coisa assim, mas de um grupo de pessoas que têm maior capacidade para agirem livremente, sem medo das pressões eventuais, de interessados na absolvição ou condenação do réu."

Para o professor, não se justifica a oposição ao Júri baseada na afirmação de que "todos os crimes menores são julgados por técnicos, os juízes. E, no caso do crime mais grave, aquele que atenta diretamente contra a vida, o acusado é julgado por pessoas que não conhecem Direito":

"Não acho o crime de morte o mais grave: embora individualmente o seja, geralmente ele é praticado pelo delinqüente menos perigoso — na maioria dos casos não se trata de um criminoso profissional (embora eles também existam), mas de uma pessoa que mata devido a certas condições especiais, como um adultério, a violentação da filha etc. Os outros delitos são praticados, normalmente, por profissionais: o rou-

bo, o assalto, o latrocínio" (roubo com assassinato da vítima, delito que não é de competência do Tribunal do Júri, mas de juizes togados).

"Ora, se o criminoso não é o profissional do crime, se ele matou em decorrência de circunstâncias especiais, é ainda mais justo que seja submetido ao julgamento de seus pares. Como pessoas do povo, os jurados têm condição de examinar o fato, e verificar até que ponto a prática do crime é uma consequência sob certo aspecto natural. É esse aspecto de democracia e humanização da Justiça que torna o Júri popular um instituto ainda necessário, no momento de se julgar se um acusado deve ou não ser condenado irremediavelmente, com todas as consequências, com todas as consequências advindas da condenação."

Consignada a acusação através das opiniões supra transcritas, registremos os termos da defesa do Júri, igualmente propalados pela Imprensa.

O *Jornal do Brasil* de 27-11-69 prestigia a instituição sob o rótulo "Prestígio do Júri".

O artigo encara o Tribunal popular em face do Projeto n.º 2.078, atribuindo-lhe valor educativo e sentido político:

"A instituição do Tribunal do Júri está ameaçada de limitação que na verdade lhe cassa a soberania. O projeto de lei mandado ao Congresso pelo Executivo estabelece que os juizes de 2.ª instância podem rever e mesmo reformar o veredicto do Tribunal popular. Podendo o juiz togado modificar a decisão do corpo de jurados desaparece a soberania que é a essência do Tribunal do Júri.

Os crimes dolosos contra a vida humana, isto é, aqueles cuja execução caracteriza a vontade de matar, são julgados por um tribunal constituído de sete pessoas competentes para decidir em nome da sociedade. Os jurados são figuras identificadas com a sociedade e representativas de suas camadas mais responsáveis.

São geralmente funcionários públicos e figuras de destaque no meio social.

Os julgamentos pelo Tribunal do Júri encerram um alto aspecto educativo, pois os debates conduzidos de forma a esclarecer os leigos, para a decisão justa, interessam toda a sociedade na sentença.

Este sentido didático não tem sido suficientemente ressaltado e, no entanto, ele

é profundamente democrático, pois assegura à própria sociedade a participação direta no julgamento dos crimes.

Sempre houve uma corrente de opinião contrária à existência do Tribunal do Júri, mas no consenso popular os julgamentos jamais foram considerados pouco representativos da média das opiniões.

Todas as críticas se resumem em atribuir a um ato de julgamento a interferência emocional e sentimental, em detrimento da forma isenta com que tecnicamente muitos encaram o ato de fazer justiça. Mas, por outro lado, os julgamentos ganham substância humana quando captam e refletem os estados de espírito da coletividade. Esta é uma forma de revestir de autoridade e substância o julgamento, pois na medida em que o ato de julgar os crimes cometidos contra a vida de outro ser humano é carregado de densidade humana, a Justiça parece se colocar ao nível dos homens e não de fórmulas e leis álgidas.

Durante o Estado Novo, o Tribunal do Júri foi abolido, sem qualquer vantagem de ordem prática para a contenção do crime. A Constituinte de 46 o restabeleceu com base na soberania que lhe é essencial. Não se sabe como, surgiu um projeto especial de lei que dá ao juiz togado o direito de modificar a decisão, interpretando o veredicto ao arrepio do tribunal que o proferiu, com base nos autos e no esclarecimento produzido pelos debates.

O Tribunal do Júri encerra aspecto político inequívoco, pois é a projeção do sentimento democrático na esfera da Justiça. O assunto deve ser esclarecido no devido tempo e com a devida antecedência, a fim de ser uma peça a mais no ajustamento do Brasil ao seu destino, em que a liberdade e a responsabilidade se associam como contribuição do indivíduo para o progresso moral, social e político da nação."

"Defesa do Júri vai ao Governo" — notícia o *jornal Última Hora*, em 4-12-69, historiando o fato nos termos abaixo:

"Vai ser entregue ao Presidente da República, ao Ministro da Justiça, aos líderes da Câmara dos Deputados e do Senado Federal, bem como aos presidentes da ARENA e do MDB, moção assinada pelos "brasileiros que acreditam no Tribunal do Júri e o sabem tradicionalmente vinculado ao regime representativo; os brasileiros que também não ignoram ser,

por isso, o Júri uma instituição política figurando no capítulo constitucional dos direitos e garantias individuais”.

A moção, inscrita em Ata, na Sessão extraordinária ontem realizada pelo II Tribunal do Júri, acentua que seus signatários só podem compreender o Júri “na sua autenticidade democrática, soberano nas suas decisões, mantido constitucionalmente no que é e só deixou de ser em colapsos melancólicos e superados sempre pela vontade popular.”

A moção de que dá notícia a *Ultima Hora* é assinada pelos Desembargadores José MURTA RIBEIRO, FAUSTINO NASCIMENTO e BANDEIRA STAMPA, o primeiro, Presidente do Tribunal de Justiça do Estado da Guanabara e os últimos ex-Presidentes do II Tribunal do Júri, além de outros signatários, e vazada nos termos seguintes: (116)

“Assinam este requerimento:

os brasileiros que acreditam no Tribunal do Júri e o sabem tradicionalmente vinculado ao regime representativo; os brasileiros que também não ignoram ser, por isso, o Júri uma instituição política figurando no capítulo constitucional dos direitos e garantias individuais; os brasileiros que só podem compreendê-lo na sua autenticidade democrática, soberano nas suas decisões — mantido constitucionalmente no que é e só deixou de ser em colapsos melancólicos e superados sempre pela vontade popular;

os brasileiros que sabem que a verdade não está só nos livros e se aprende na Vida, através da experiência comum também;

os brasileiros que neste documento prestam homenagem a MAGALHÃES TORRES, Juiz e defensor do Júri, reproduzindo, a seguir, trechos da sua pregação histórica e que tanto serviram à sobrevivência e restauração democrática do tribunal popular — Júri é participação direta da Sociedade na repressão dos crimes, tão legítima, pois, como a do povo na feitura das leis, e que não se exige habilitação técnica (CARRARA), e como é fundamental princípio democrático o do mínimo de delegações (JOÃO ARRUDA), lógico é que o próprio povo, que legisla, também aplique, ele mesmo, as suas prevenções em matéria vital e orgânica, como é a criminal (JOÃO BARBALHO); porque só ao poder que as faz é compreensível a liberdade na aplica-

ção das leis para que, como convém, possa “acomodá-las às necessidades de cada época e lugar (CARVALHO MOURÃO)”.

“A lei penal, demonstrou Ingenieros, só é perfeita quando acompanha de perto a moral do povo, sendo isto possível somente pela interpretação, ante o evoluer dos costumes. Por outro lado, pena é conveniência: defesa social, como educação e prevenção. A ciência, ao contrário, é lógica e determinista, excluindo impunitabilidade, que é um conceito empírico, ou mero consenso. Julgar em matéria criminal, não é, pois, tarefa científica, mas eminentemente prática, pela complexidade educacional (do indivíduo e da Sociedade) e pelo imponderável da etiologia do crime (causas mórbidas, éticas, econômicas; ocasionais e permanentes; individuais ou sociais).”

Firmam este documento os brasileiros que requerem a sua inserção em Ata deste Tribunal para conhecimento de todo o Brasil, e que só podem sentir e ver, nas palavras e atos do Exmo. Sr. Presidente da República, atos e palavras tão expressivos no rumo democrático e do pleno estado do Direito, a certeza de que o Júri soberano será, também, como tem sido sempre através da história, a prova daquele propósito que tanto corresponde ao anseio nacional.”

Já a 13 de novembro, o Conselheiro Dr. CARLOS DE ARAÚJO LIMA, do Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil, através de indicação solicitara que o Conselho se manifestasse em nome da classe dos advogados, com referência ao § 18 do art. 153 da Emenda n.º 1 à Carta de 1967, que mantém a instituição do Júri, sem contudo consignar a soberania de suas decisões.

Eis a indicação e a respectiva justificação: (116)

“Com fundamento no art. 18 do Estatuto da Ordem dos Advogados do Brasil indico que o Conselho Federal se manifeste, em nome da classe dos advogados, com referência ao texto do § 18 do artigo 153 da Emenda n.º 1 da Constituição de 1967, texto esse que retirou a palavra soberania ao que se relaciona com a instituição do Júri, que é mantida.

Para essa matéria, relevantíssima, de âmbito nacional, peço, também, urgência.

Justificação

“... as duas instituições (governo representativo e Júri) descem das mesmas vertentes...”

“... a zona ocupada pelo Júri através do mundo contemporâneo traça quase exatamente o meridiano jurídico da civilização, e, pela nitidez com que a sua realidade se acentua de país a país, se poderia determinar a situação da liberdade individual no seio de cada povo” (RUI BARBOSA). O Júri é uma instituição política. Disse-o Rui Barbosa, vinculando, como tantos já o fizeram e a consciência nacional consagra, essa instituição à democracia.

Todo o poder emana do povo e em seu nome é exercido — está no pórtico de entrada da atual Constituição.

O povo elege o Presidente, guardião do Executivo; o povo elege seus representantes, que integram o Poder Legislativo; o povo julga os crimes dolosos contra a vida, com soberania, porque era politicamente indispensável, num regime democrático, que o Poder Judiciário também apresentasse idêntica raiz, a da vontade popular.

O Júri sempre teve adversários. Na verdade, e, na maioria, são eles os inimigos da democracia, os que não aceitam essa experiência milenar que também procede dos *homens bons* dos conselhos portugueses, os quais, por sua vez, o beberam na fonte romana. Os que não compreendem que os defeitos e falhas do Júri não são da instituição e sim dos jurados mal selecionados pelos ... juízes togados, os juízes profissionais, os que estudam nos livros e que não admitem a sabedoria dos que aprendem na própria vida! Por isso, mestre Magarinos Torres, defendendo com garra a instituição quando a Constituição ditatorial do Estado Novo a omitiu, acusou frontalmente os colegas: *¡acuse*, gritou ele, levantando a máscara! Nesta época em que a inspiração dos leigos antecede a própria Ciência, em que há cadeiras de *ficção científica* nas grandes universidades — ah! Flash Gordon, ah! Júlio Verne ... é nesta época que os inimigos do Júri vêm a público pleitear a extinção da soberania sob o pretexto de que essa palavra não está expressamente na Constituição. Não precisava estar. É mantida a instituição do Júri, tanto basta. Só se mantém o que existe, o júri sem soberania não é Júri.

Como pois, se manter o júri castrado, o júri mutilado, o Júri ornamento de uma representação sem autenticidade! Ah! os ignorantes do Direito, os leigos, praticam heresias! E os togados? São eles perfeitos?

O Tribunal de Justiça podendo rever a decisão do Júri é violentar, a nosso ver, primeiro a Constituição, que fala em *manter* e finaliza, como a anterior, definindo a competência e omitindo para não repetir elemento como o da *plena defesa* que está também no elenco das garantias e direitos individuais; segundo, é, em matéria de *instituição política*, que, portanto, politicamente deve ser considerada, subestimar a palavra, o compromisso autorizado e público do primeiro magistrado, o Presidente da República, no rumo do pleno estado de direito e da plena democracia, uma democracia com liberdade e com responsabilidade, como, pois, em evolução democrática admitir um retrocesso, uma parada dos ponteiros do relógio da História? terceiro é permitir que a imagem vivida, do Estado Novo — imagem sofrida — se repita no espírito do povo, o que nos parece injusto quando agora, com o levantamento do recesso do Legislativo, com as manifestações tão ricas e densas de espírito público do Exmo. Sr. Presidente da República, todos temos de acreditar em todos, e, portanto, no povo, para a integração nacional.

Atualizemos o Júri. Melhoremos o Júri.

Não permitamos que certos juízes togados, por incompreensão ou subconsciente frustração, encarregados, por lei da escolha dos jurados, se omitam na seleção que se impõe para o bom nome da instituição. Aperfeiçoemos o Tribunal do Júri, que floresce nos Estados Unidos, na Suíça, na Inglaterra, aqui e ali sujeito a influências específicas, mas em todos esses países inspirando-se na fonte da vontade popular.

Esse projeto, que abastarda e mutila o Júri, se contrapõe ao propósito presidencial, que reflete o anseio nacional, colide com as mais puras tradições do Brasil.”

A indicação transcrita, do Conselheiro Carlos Araújo Lima, recebe moção de apoio dos presidentes das seções da Ordem dos Advogados do Brasil, na reunião nacional realizada em Belo Horizonte, de 27 a 30 de novembro. A moção é formulada a 28 daquele mês, presentes os representantes das Seções dos Estados do Amazonas, Minas Gerais, Piauí, Pará, Pernambuco, Maranhão, Bahia, Mato Grosso, Ceará, Paraíba, Sergipe, Guanabara, Goiás, São Paulo, Rio Grande do Sul, Santa Catarina e Paraná.

O Estado de São Paulo, de 9-12-69, divulga notícia segundo a qual seria examinado,

naquela data, pelo Conselho Federal da Ordem dos Advogados, relatório do jurista CLÓVIS RAMALHETE, em torno do § 18 do art. 153 da Emenda n.º 1 à Carta de 1967.

O relatório em questão, realmente discutido na data prevista, teve origem na indicação retro focalizada, do Conselheiro CARLOS ARAÚJO LIMA. Segue-se o conteúdo do documento: (117)

"1. O eminente Conselheiro Dr. Carlos de Araújo Lima, invocando o art. 18 do Estatuto da Ordem dos Advogados, indicou em regime de urgência — "que o Conselho Federal se manifeste em nome da classe dos Advogados com referência ao texto do § 18 do art. 153, da Emenda n.º 1 da Constituição de 1967, texto esse que retirou a palavra *soberania* no que se relaciona com a instituição do Júri, que é mantida".

A propósito, vieram-me às mãos dois documentos. Um é o texto do Projeto de Lei encaminhado ao Poder Legislativo, com Mensagem do Executivo (*Jornal do Brasil*, 22-11-69, pág. 5), e que pretende alterar artigo do Código de Processo Penal quanto à Apelação em matéria de Júri. O outro documento constitui "Moção de Apoio" à indicação do Conselheiro Dr. Carlos de Araújo Lima e é firmada pelos Presidentes das Seções estaduais da Ordem dos Advogados, que estiveram presentes à reunião de Presidentes realizada em Belo Horizonte entre 27 e 30 de novembro último. Junto ambos os papéis a esse Relatório.

2. Quanto ao Projeto de Lei para emenda do Código de Processo, diligencieis, sem obtê-la, informação quanto ao processo legislativo escolhido pelo Executivo no que se refere ao prazo para a sua apreciação pelo Legislativo.

3. Do confronto do atual Código de Processo Penal com o Projeto, verifica-se que se pretende a alteração do art. 593, que é referente à Apelação Criminal, nos pontos seguintes, sendo mantidos os casos da admissibilidade e prazo, ora vigentes:

Redação atual:

"§ 1.º — Se a sentença do Juiz-Presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o Tribunal *ad quem* fará a devida retificação."

Redação do Projeto:

"§ 1.º — Se a sentença do Juiz-Presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o Tribunal *ad quem* a reformará ou a retificará, conforme o caso."

O verbo *reformatar* introduzido onde apenas cabia *retificar* amplia a competência da segunda instância, mas apenas no exame da legalidade da sentença do Juiz-Presidente, sem atingir o veredicto.

Nôvo parágrafo aposto ao art. 593 restabelece a norma do art. 605 do Código de Processo Penal, que tinha sido revogado pelo art. 12 da Lei n.º 263, de 23-11-48, e regula contradição entre respostas e quesitos.

É mantido pelo Projeto o atual § 2.º do artigo, quase integralmente.

Entretanto, onde o Projeto altera muito a Lei atual é no § 3.º do art. 593 do Código de Processo. Passa a figurar como § 4.º do Projeto. É nele que está toda a matéria da rumorosa controvérsia atual referente à extinção da chamada soberania do Júri.

Redação atual:

"§ 3.º — Se a Apelação se fundar no n.º III, letra *d* deste artigo, e o Tribunal *ad quem* se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para *sujeitar o réu a novo julgamento*; não se admite porém pelo mesmo motivo, segunda apelação."

Redação do Projeto:

"§ 4.º — Se a Apelação se fundar no n.º III, letra *d* deste artigo, e o Tribunal *ad quem* se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para *conforme o caso, aplicar a pena ou a medida de segurança que entender justa ou absolver o réu.*"

4. Nota-se que o Projeto restabeleceu norma primitiva, a do art. 666 surgida com o Código de Processo Penal, em 1941, sob o regime da Carta de 1937, quando o Júri não constava da Constituição, e até houve quem o supusesse extinto. O Código, quando decretado, havia incorporado a seu texto a Lei n.º 167, de 5-1-38, que reorganizara o Júri na ausência de norma constitucional. Esse e outros artigos no entanto vieram depois a ser substituídos ou revogados pela Lei

n.º 263/48, em decorrência do conceito constitucional do Júri, a partir de 1946.

A divergência portanto entre a lei de processo atual e a pretendida pelo Projeto está na apelação do veredicto contrário à prova dos autos (art. 593, n.º III, d, Código Processo Penal). Conforme a lei atual, o Tribunal de Justiça neste caso manda a novo Júri, quando convenido de contrariada a prova. Mas pelo Projeto, o Tribunal de Justiça terá competência, éle próprio, para desde logo condenar ou absolver o réu, ao julgar a apelação; e assim penetra no mérito do veredicto. Substitui o Júri."

Esse, o Relatório.

Prossegue o documento, com o voto do Relator:

5. A Emenda n.º 1 à Constituição de 1967, promulgada em 17-10-69, declara no art. 153 n.º 18:

"É mantida a instituição do Júri, que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida."

Constata-se que a Emenda n.º 1 suprimiu a referência à chamada "soberania do Júri".

De fato,

a redação anterior dizia: "São mantidas a instituição e a soberania do Júri"; e definia a mesma competência.

Portanto, a Emenda, se é certo que mantém o Júri, instituição constitucional, deixou no entanto de referir-se à soberania, como fizera o constituinte de 1946.

6. Uma controvérsia agora surge para que se defina o poder atual do legislador ordinário na organização do Júri. Indaga-se precipuamente, ante a supressão da referência constitucional à soberania do Júri, se poderá agora a lei de processo submeter à decisão dos Tribunais de Justiça, também o mérito do veredicto do Júri. Tal indagação deixa de ser ociosa ante o Projeto de Lei apresentado, que prevê a reforma do veredicto, não por um novo Júri, mas pelos Tribunais de Justiça na apelação, que, assim, passam a decidir sobre aquela matéria de fato privativa do Júri em casos de crime doloso contra vida e que se resume na existência material do delito e na imputação do acusado.

7. O projeto parece-me inconstitucional quando faz o Tribunal de Justiça decidir aquela matéria de fato no crime doloso contra a vida, que é constitutiva do ve-

redicto do Júri. Júri, *instituição política* que a Emenda n.º 1 mantém, consiste em o cidadão acusado ser julgado por seus pares e não por qualquer órgão judiciário, quanto à matéria de fato do crime de sua competência constitucional.

Importa observar que a Emenda n.º 1 manteve o Júri, de modo solene e imperativo, com a sua *autêntica e histórica* natureza jurídica.

De fato é de se ressaltar que o Júri não figura na relação dos órgãos compreendidos no Poder Judiciário, enumerados pelo art. 112 da Constituição. Longe disso, o Júri inclui-se nas *garantias individuais* inserido na "Declaração de Direitos".

É pois direito inviolável do indivíduo em sua *confrontação* com a Lei e com o Poder Público, com o Judiciário inclusive, ser previamente julgado por concidadãos, em matéria de crime doloso contra a vida. A Constituição garante ao indivíduo ser julgado por seus pares, em tal caso. Não se pode assim ver no Júri, a primeira instância do Judiciário, integrado nesse ramo do Estado. A função do Júri é exercício de poder político certo e conhecido, pelo indivíduo, rente com o Poder Judiciário mas fora dele, independente dele, ainda que pôsto sob o controle judicial pela lei de processo, mas quanto ao regime de legalidade.

Não é necessário dizer — *soberania*; basta dizer — *instituição do Júri*. Foi reação ao espírito autoritário de 1937 que fez a Constituição de 1946 referir-se à *soberania*, pois, naquela, o Júri não figura, contrariando a tradição constitucional e para deixar livre o legislador. Em 46, o constituinte restaurou a garantia que o texto de 1967 mantém. Desnecessário dizer *soberania*, quando se inscreve Júri nas *garantias*.

8. A lei processual incumbe organizar o Júri, que é instituído como garantia constitucional. Na lei, misturam-se as suas regras *institucionais*, que são as da essência do Júri, com outras secundárias, as *processuais e operativas*.

Se em Direito Penal distinguir norma substantiva da adjetiva a matéria é tormentosa, de qualquer forma, quanto a Júri uma noção residual da *função* permanece, que é irredutível e essencial, após despojarmo-lo das vestes da sua organização compósita e das regras de seu funcionamento.

Esse conceito residual é o Júri em sua atuação material, tal como nos vem de sua origem e da sua longa história de oito séculos, de sua tradição ao entrar no Direito nacional e do estudo comparado dele em outros povos: Júri é o julgamento do cidadão por seus pares, ao menos quanto à existência material do delito e à procedência da imputação, tratando-se de crime. Esse, o conceito irreduzível. Essa é, pois, a garantia constitucional em cuja constituição íntima a lei processual não pode penetrar, em ato de cujo mérito é fechado à lei ordinária dispor.

Na verdade, resta largo campo à lei. Tirar ou dar ao veredicto, pronunciar-se sobre atenuantes ou agravantes. Garantir ou não a incomunicabilidade. Instituir a continuidade ou interromper a assentada do julgamento. Exigir no Júri a paridade ou a imparidade de seus membros. E ele prosseguirá Júri, porque não reside aí a sua essência, mas sim no fato de indivíduos julgarem indivíduo sobre estrita questão de fato quanto à existência do crime e à procedência da acusação. O Júri anglo-saxônico só conhece um quesito: "Guilty or not guilty".

9. Esse ato de julgar o fato do crime e sua autoria, é entre nós, garantia constitucional de *direito inviolável do indivíduo*. Não é função atribuída, mas tirada ao Judiciário. Daí a inconstitucionalidade da Lei que der ao Judiciário a competência que a Constituição lhe tirou para proferir, no lugar do Júri ou emendando o Júri, o veredicto sobre a questão de fato que é de seu poder privativo pronunciar.

10. É velha questão constitucional já decidida, a irredução última da função do Júri, pela lei de processo. Foi levantada nas primeiras experiências da Constituição de 1891. Também ela havia inserido o Júri, na "Declaração de Direitos", e até com redação mais sucinta que a atual. (Art. 72, nº 31 — "É mantida a instituição do Júri".)

A competência legislativa então atribuída aos Estados sobre matéria processual, de início fez supor na Federação que se inaugurava, que só haveria Júri em questões de interesse da União ou perante a Justiça Federal, pois o havia instituído, ao Júri a Constituição Federal. Mas foi a verificação da sua natureza de garantia individual que fez ver então que o Júri pertencia ao povo e não era aparelho do Estado. Daí os Códigos de Processo

Penal editados pelos Estados, passarem um a um a organizá-lo, para o exercício pelo indivíduo, da garantia constitucional. É o que se lê nos constitucionalistas da época de Barbalho e Pedro Lessa.

Foi então imposto apurar a clara distinção da matéria processual, que é o revestimento operativo do Júri, da matéria de sua essência, que é ato de exercício da garantia constitucional.

Os comentaristas da Constituição, bem como os tratadistas de Júri, ao tempo da Constituição de 1891, deixaram clarificada a matéria. E são todos repostos na atualidade, pois hoje o texto constitucional repete as palavras do de 1891, apenas acrescido da limitação de competência ao crime doloso contra a vida.

11. De fato o Supremo Tribunal Federal, no início da República, nos começos do tratamento legal do Júri instituído como garantia constitucional, definiu as características do Júri que a lei deve obedecer.

Foi na Revisão Criminal nº 406, de 7-10-99, versando a Lei nº 10, de 16-12-95 do Estado do Rio Grande do Sul, defendida em páginas de Ruy Barbosa, agitada daquele sópro largo de erudição histórica e Direito comparado com que o Advogado inigualável, da tribuna, ensinou República Federativa nesse País. O Supremo apartou então a essência do Júri, da matéria permitida à lei de processo.

No Acórdão, a Corte declarou ser característica do Júri, a atribuição de "julgar em êses jurados de consciência".

E acrescentou:

"Respeitados êses característicos, podem as legislaturas dos Estados alterar a lei comum do Júri."

Ora, tornando ao Projeto de Lei atual, que atribui aos Tribunais de Justiça emendarem o veredicto do Júri, percebe-se que a lei insurge-se contra a Constituição e cassa a garantia, declarada de direito inviolável, que é o veredicto do Júri.

12. Também os escritores ensinam que, entre nós, à lei processual incumbe organizar o Júri, contanto que não o mutile, pois é instituição com natureza de garantia constitucional.

Nesse sentido, basta invocar Barbalho:

"No reformulá-lo (ao Júri), nada se lhe inovará que possa sacrificar a instituição; é visto que não será permitido

alterar-lhe a índole, a essência; do contrário haveria perversão, depravação dele, isto é, com o nome de júri ter-se-ia coisa diferente; ficaria de fato suprimido; abolir-se-ia, sob disfarce, uma garantia constitucional. Até onde então pode chegar a reforma do Júri? A tudo que não constitua seus *elementos basilares*, está visto. Mas quais são estes? Outros não podem ser senão aqueles sem os quais a instituição perde seu *caráter de tribunal popular e de consciência* e sem os quais os acusados venham a ficar sem completas garantias de decisão imparcial." (Barbalho, "Comt." pág. 338.)

Também Whitaker em monografia clássica, ao tempo da Constituição de 1891 que é símile da atual em matéria de Júri, confirma:

"O Júri em nosso entender foi mantido como instituição; pode porém nos elementos *secundários* de sua organização e atribuições ser modificado e alterado." ("O Júri", pág. 17.)

13. A interpretação histórica da instituição do Júri leva à mesma conclusão.

Seja a história geral do Júri, quando os ingleses o criaram arrendando, do Rei para o povo, o poder jurisdicional; seja na história brasileira do Júri, quando se deu a rutura de ordem jurídica da monarquia absolutista portuguesa aos golpes do constitucionalismo da Revolução do Porto e, conquista o direito de expressão do pensamento, criou-se então entre nós o primeiro Júri para os delitos de abuso da liberdade; seja na história geral, seja na nacional brasileira, o Júri surgiu ligado aos direitos fundamentais do indivíduo defrontante com o Estado.

Júri não é órgão do Estado.

A lei processual que entrega ao Poder Judiciário a função de pronunciar o veredicto do Júri, em Segunda Instância, contraria a sua essência e natureza, e viola a garantia constitucional que reveste a instituição.

14. O Júri recebe combate de duas origens. Uma delas, os surtos de autoritarismo que assomam os Estados, e vemo-lo bruxulear ou reacender-se, na proporção da efetividade das garantias aos Direitos Fundamentais. A outra fonte de agressão ao Júri é o tecnicismo legista com vogas científicas, que pretende submeter a ordem jurídica da sociedade aos ditames ocasionais do Laboratório.

Estava em voga, o combate ao Júri pelos da Escola Positiva, Lombroso, Ferri e Garófalo dos fins do século XIX, quando os Constituintes de 1891 reagiram à meia ciência deles, inserindo o Júri entre as garantias constitucionais. Colocaram-no ao abrigo do legislador e do Juiz penologista, bem como imune às crises do Estado nas cristações de Poder. Barbalho registra como reação dos constituintes aos penalistas positivos, a inserção do Júri entre as garantias, furtando-o do Judiciário.

A verdade filosófica, é melancólico verificar, já estêve na boca de Savonarola e na pena de Lombroso. Mas hoje edifica ver que ninguém mais repete nem um nem outro, e que todos sabemos que o homem criminal é um mito, ao menos concebido como o foi. Em oposição a estas ciências de ocasião, o homem das ruas, titular da garantia constitucional do Júri, êsse continua representando o senso comum e a reação da comunidade ao delito. No Júri, êle pronuncia aquêle "Julgamento de consciência" que produz a humanização da pena e da lei, e que introduz, na política penal, o contrafreio ao tecnicismo científico e à habitualidade âlgida de julgar, do Juiz profissional.

15. Deve-se defender o aprimoramento do Júri. E parece que os critérios da seleção de seus componentes contêm o segredo do seu aperfeiçoamento.

Denunciam-se as pressões espúrias, nas Comarcas ronceiras; subjugadas ao "coronelismo", elas dariam as impunidades sistemáticas indesejáveis. Mas também se apontam falhas na seleção dos jurados nos grandes centros.

Não é do Júri, o mal; mas dos Juizes togados. É sobretudo do sistema brasileiro, das estruturas à volta do Júri, que prosseguiriam, ainda sem êle.

Assinala-se que, em gerações passadas, a presença demorada de Promotores de raça, no Tribunal do Júri do Rio de Janeiro, lançou a tribuna da defesa às bibliotecas, à pesquisa, ao aprimoramento; e resultou a geração dos grandes criminalistas brasileiros de ontem, de Romeiro Neto, Bulhões Pedreira, Evandro Lins, Alfredo Tranjan, Araújo Lima. Tantos são os caminhos do aperfeiçoar das instituições.

16. Numa sessão do Júri, garantidos pela Constituição, marcam encontro mas não se confundem, o Veredicto e a Sen-

tença e que são a "decisão de consciência" e a formulação legal da pena. Ou seja: o povo e o Estado.

É inconstitucional a lei que introduzir no Poder Judiciário a competência para pronunciar no lugar do Júri o seu veredicto, sob pretexto de ordenar o processo do seu funcionamento. O "juízo de consciência" é o resíduo último da dissecção do Júri. E sendo ele garantia constitucional, é vedado à lei ordinária extinguir sua função e seu ato atribuindo ao Judiciário competência para, em recurso, decidir de outro modo.

17. Assim ofereço à apreciação do eg. Conselho Federal, a conclusão seguinte:

O "juízo de consciência" é da essência do Júri; e sendo ele garantia constitucional e não, órgão do Poder Judiciário, a lei de processo não pode atribuir aos Tribunais, pronunciar pelo Júri, emendando-o, o veredicto sobre crime doloso, contra a vida; entendendo-se por veredicto a decisão sobre a existência material do delito e a procedência da imputação ao acusado.

Submeto ainda ao eg. Conselho decidir sobre a conveniência da sugestão contida na "Moção de Apoio", firmada pelos Srs. Presidentes seccionais da Ordem dos Advogados, e que consiste em ser dirigido empenho, ao Sr. Ministro da Justiça, no sentido da manutenção da soberania do Júri."

Após o voto do Conselheiro Clóvis Ramalhe, tem-se o acórdão abaixo datado de 9-12-69, e assinado pelo Presidente do Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil e pelo Relator da matéria:

ACÓRDÃO "A"

"Vistos, relatados e discutidos os presentes autos do Processo C. n.º 1.267/69, que tratam de indicação do Conselheiro Carlos de Araújo Lima a propósito da nova redação do § 18 do art. 153 da Emenda n.º 1 da Constituição de 1967, Acordam, por maioria de votos, os membros do Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil, em manifestar ao Legislativo e ao Judiciário a apreensão dos Advogados quanto à sorte da Instituição do Júri e o empenho pela preservação na lei da sua soberania, tudo, enfim, com apoio no Relatório e voto do Conselheiro-Relator, Dr. Clóvis Ramalhe, peças integrantes deste acórdão."

A Ata da 1.242.ª sessão da 39.ª Reunião Ordinária do Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil (Conselho Pleno), realizada em 9-12-69, extraordinariamente, com a finalidade de discutir o problema em tela, registra:

"O assunto provocou longo debate, tendo usado da palavra os Conselheiros Agenor Magalhães, Mário Guimarães, Ronaldo Machado, Ivo d'Aquino, Wilson do Egito Coelho e Gaston Luis do Rêgo. O Conselheiro-Relator, com a palavra, esclarece que o processo gira em torno do exame dos efeitos na ordem jurídica em decorrência da Emenda Constitucional n.º 1, que excluiu da Constituição a referência à soberania do Júri. Conclui seu voto "por dizer inconstitucional o Projeto de Lei que reforma o art. 593 do Código de Processo Penal, na parte em que pretende sujeitar o mérito do veredicto ao controle judicial, equiparando veredicto, — que é garantia constitucional, às demais sentenças de Primeira Instância do Poder Judiciário. Acolhe as recomendações dos ilustres Srs. Presidentes das Seções da Ordem dos Advogados, constantes da "Moção" que lhe foi enviada, anexa aos autos, no sentido de que o Conselho Federal manifeste aos Srs. Presidentes do Senado e da Câmara Federal, bem como ao Sr. Ministro da Justiça, a apreensão dos Advogados quanto à sorte da instituição do Júri e o empenho pela preservação na Lei da sua soberania". — Submetido a votos, é o parecer do Conselheiro-Relator aprovado por quinze a dois votos".

A deliberação tomada pelo Conselho se concretiza, no tocante ao Poder Legislativo, no texto do Ofício 321-CP, de 12-1-70, do Senhor LAUDO DE ALMEIDA CAMARGO, Presidente do Órgão: (117)

"O Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil, em sessão plenária, realizada em 9 de dezembro último, apreciando o Processo n.º 1.267/69, decorrente de Indicação do Conselheiro Dr. Carlos de Araújo Lima para que esta Entidade se manifestasse sobre a nova redação do § 18 do art. 153 da Emenda n.º 1 da Constituição de 1967, deliberou expressar ao Legislativo e ao Judiciário a apreensão dos advogados quanto à sorte da Instituição do Júri e o empenho pela preservação na lei de sua autonomia, tudo, enfim, com apoio no relatório, voto, acórdão e tópico de ata inclusos."

A iniciativa da OAB e, em especial, o Relatório do Conselheiro Clóvis Ramalhe rece-

bem da imprensa atenção especialíssima: a edição de dez de dezembro de 1969 do *Correio da Manhã* do *O Globo*, do *O Estado de São Paulo*, da *Fôlha de São Paulo*, atêm-se à reunião do Conselho Federal da OAB, analisam e citam tópicos do já conhecido relatório, dando-lhe ampla divulgação.

Também o Conselho Diretor da Associação dos Advogados de São Paulo se manifesta contra a supressão da soberania do Júri, pronunciando-se pela inconstitucionalidade de qualquer projeto de lei que tenha por fito eliminá-la. O Órgão assim delibera, por unanimidade, em sessão de 29 de abril de 1970, após aprovar o seguinte parecer assinado pelo Presidente da entidade, em exercício, Doutor Diwaldo Azevedo Sampaio: (116)

“O projeto em estudo trata da alteração do artigo 593 do Código de Processo Penal no que se refere ao item III que regula a apelação interposta contra a decisão do Júri.

A origem de tal projeto está ligada à supressão da expressão *soberania* na Constituição de 1969, entendendo-se, assim, ficar a critério do legislador ordinário fixar ou não a soberania para as decisões do Tribunal do Júri.

Cabe-nos, preliminarmente, a discussão a respeito do texto constitucional.

Se a Constituição de 1967 — artigo 150, parágrafo 18, garantia expressamente a soberania do júri, certo é que a Carta de 1969 — artigo 153, parágrafo 18, assim preceitua:

“É mantida a instituição do júri, — que terá competência no julgamento dos crimes dolosos contra a vida.”

Voltemos aos início da República quando da promulgação da Constituição de 1891 na qual, inexistindo a expressão soberania, o legislador simplesmente consagrou: “É mantida a instituição do júri”.

Folheando o opúsculo publicado por Roberto Lyra e no qual são transcritas preciosas lições de Ruy Barbosa, é deste nosso eterno patrono que colhemos a lição de como interpretar a norma constitucional vigente.

Dizia o mestre:

“Outro sentido não pode caber realmente à fórmula: “É mantida a instituição do Júri”. Manter é conservar

o que existe, qual existir. Porque, dando sôbre a coisa cuja existência se mantém, a prerrogativa de alterar as condições dessa existência, *ipso facto*, se daria com êsse poder, o de cerceá-la, baldá-la, nulificá-la, extingui-la”.

Dir-se-á, voltando ao presente, que inequívoca foi a intenção do Governo, que promulgou a Emenda Constitucional n.º 1, de 17 de outubro de 1969, em extinguir o caráter soberano da decisão do júri popular.

Se valiosa pode ser considerada a fonte de interpretação histórica na avaliação de um texto legal, perquirindo-se da intenção de quem o criou, o certo é que a lei, seja de que natureza fôr, adquire vida própria e autônoma, — despreendendo-se do cordão umbilical de onde recebeu o sôpro inicial para sua vigência.

Assim, ensinam os doutos e aconselha o bom senso.

Destarte, a interpretação a ser dada ao dispositivo constitucional é aquela segundo a qual a instituição do júri continua soberana porque foi mantida, sem qualquer ressalva.

Ademais, saliente-se que razão assiste aos exegetas que deram especial ênfase à expressão de que a competência do Júri é para o julgamento de crimes dolosos contra a vida.

Ainda neste ponto não houve qualquer ressalva.

Ora se o legislador não precisou que tal competência se cinge à primeira instância, certo é que, em qualquer grau, o julgamento é privativo do tribunal popular.

Se a Constituição diz que o júri é o competente para julgar crimes dolosos contra a vida, como o Tribunal de Justiça poderá fazê-lo?

Assim, firmamo-nos entre aqueles que entendem ser inconstitucional o projeto em exame.

Dispensamo-nos de defender o Júri porque essa entidade de classe, coerente com sua tradição de bem garantir a tutela dos direitos e liberdades individuais, coerentes com sua tradição que bem se molda à tradição do Direito Brasileiro, públicamente já se colocou contra a tendência de desnaturar o tribunal do júri,

extraíndo-lhe a seiva que o sustenta: a soberania dos seus veredictos.

No entanto, na hipótese de ser entendido como constitucional o projeto, a luta dessa entidade deve permanecer no sentido de que o legislador ordinário garanta a soberania.

A repulsa assim ao projeto deve ser a posição dessa entidade.

Dispensável assim o seu exame. Porque se o fizéssemos iríamos nos deparar com um texto repleto de imperfeições e impropriedades jurídicas.

Exemplificativamente, leia-se o parágrafo 4º da alínea *a* do item III do artigo 593:

"Se a apelação se fundar no n.º III, letra *d* deste artigo e o Tribunal *ad quem* se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para, conforme o caso, aplicar a pena ou a medida de segurança, que entender justa, ou absolver o réu."

Autoriza-se, assim, *se fôr o caso, a aplicar a pena que entender justa*. Vê-se que lhe falta técnica e propriedade de termos. O anteprojeto de Código de Processo Penal que se encontra para exame nesta casa não regulamenta especificamente a matéria. Assim, concluindo este modesto parecer, proponho manifeste-se a Associação dos Advogados de São Paulo pela inconstitucionalidade de qualquer projeto de lei que vise suprimir o caráter soberano das decisões tomadas pelo Tribunal do Júri."

O Conselheiro Carlos Araújo Lima, defensor incondicional do Júri, em parecer que se dignou de proporcionar à *Revista de Informação Legislativa*, examina o Projeto nº 2.078/69 sob os aspectos da técnica e da lógica, sugerindo o aprimoramento ou atualização do Tribunal Popular, batendo-se pela defesa da soberania de suas sentenças.

Inspira-se "em Seabra Fagundes, na sua recomendação que, visando o aprimoramento do ordenamento jurídico, possibilita em quadro mais autêntico o exercício da advocacia".

"Daí o tema — continua Carlos Araújo Lima — tão marcantemente sentido por todos os que estávamos no Recife quando da realização da 3ª Conferência Nacio-

nal da Ordem dos Advogados: *as imperfeições da elaboração legislativa e o exercício da advocacia*. O item V dessa tese é, infelizmente, de uma atualidade crucial: *Dispensar o maior cuidado à concisão dos textos*.

Que se entrosa com o item IV, a advertência que os legisladores teimam em abstrair como se o pudessem fazer ante a irreversibilidade do conflito entre Lei e Direito, gerador da crise do Direito atual: *obedecer, rigorosamente* (o legislador), *à terminologia jurídica no conceituar e enunciar institutos, relações ou situações, direitos e obrigações só exprimeveis com exatidão, na linguagem jurídica*.

Que vemos, preliminarmente, em ensolada evidência nesse projeto que já foi tão oportuna e percuientemente analisado, sentido e denunciado, como fizemos prova anterior? As impropriedades já assinaladas pelo lúcido pronunciamento também da Associação Paulista dos Advogados no tocante ao § 4º da alínea *a* do item III do art. 593 na redação que se apresenta.

Coteje-se esse dispositivo, assim, tão expressivamente mal formulado, com o do § 2º:

"Se ocorrer contradição entre as respostas aos quesitos, o Tribunal *ad quem* fará prevalecer a que se ajustar à prova dos autos, salvo quando uma importar a absolvição e outra a condenação do réu, caso em que se declarará a nulidade do julgamento."

Vejamos esse § 2º. Dentro do projeto faz-se *tabula rasa* da soberania do Júri.

O Tribunal *ad quem* já teria poder para *se fôr o caso aplicar a pena que entender justa* ou a medida de segurança (que entender justa) ou absolver o réu, esse é o § 4º ... parágrafo quarto esse em que a hipótese prevista é a dos Desembargadores se convencerem de que a *decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos* ...

Que visa, então, o § 2º? Fixa e frontaliza, ou ... pretende frontalizar (esse é o drama irreversível da crise a que aludimos) o caso da contradição entre as respostas aos quesitos. Nesse caso, o tribunal "*ad quem*" *fará prevalecer a que se ajustar à prova dos autos*, salvo quando uma importar a absolvição e outra a

condenação do réu, caso em que se declarará a nulidade do julgamento.

Entende-se isso? Haverá sinceridade técnica e lógica nisso? Por que anular, por que contingenciar a renovação processual no novo julgamento se o quadro é o mesmo dentro da atribuição da Segunda Instância que pode aplicar a pena, a medida de segurança, absolver *se assim entender justo* ...

Por quê esse amor, esse respeito ao formalismo que se esvai no inútil, no inoperante, no contraditório? por que ... por que mandar a novo julgamento, declarando nulo, se na hipótese do parágrafo quarto tem poder para aplicar pena, absolver, reconhecer procedência quanto à medida de segurança, por quê? Para quê?

Como se explica isso? O psicólogo, em profundidade, talvez deparasse nesse ilogismo, nessa congérie de absurdos — pois que levanta um problema que tem atribuição para evitar — a prova dramática do subconsciente do legislador onde fermenta um melancólico e remanescente respeito à soberania vincuíada tradicionalmente à instituição do júri, quando não a lembrança de que o Tribunal *ad quem*, caso convencido de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para sujeitar o réu a novo julgamento ... pelo Júri!

Com o Júri soberano é assim que acontece. Com um Júri descaracterizado, sem essa condição essencial, não se compreende mandar o jurado, por efeito de anulação, julgar de novo para, em grau de recurso, *rever* essa mesma decisão...

1 — Esse projeto que atenta contra a Constituição porque se permite superá-la (invocamos aqui a lapidar conclusão da Associação Paulista dos Advogados: *se a Constituição diz que o Júri é o competente para julgar crimes dolosos contra a vida, como o Tribunal de Justiça poderá fazê-lo?*), que se apresenta tão melancolicamente evado de impropriedades e contradições técnicas, é uma confirmação a mais do que tantos juristas afirmam (*A Legalidade democrática*, posse de Seabra Fagundes, publicação da OAB de Pernambuco, 1970) isto é, que a verdadeira elaboração legislativa fecunda e positiva é a que resulta de uma consulta democrática, ouvidos os centros es-

pecializados de cultura, notadamente os que advogam, sentem, estudam o Direito.

Sentem e estudam o Direito que nem sempre está na lei ...

2 — Vale sempre repetir Rui:

“Garantir o Júri não pode ser garantir-lhe o nome. Há de ser garantir-lhe a substância, a realidade, o poder. Do contrário a frase constitucional zombaria do senso comum. Uma reforma desfalaria o Júri no seu quorum.

Teríamos o Júri com seis, quatro, ou dois jurados. Outro viria, que o convertesse em corpo consultivo do juiz-presidente.

Ainda uma, e o acusado perderia, perante, êle, o direito essencial de recusação. Mais um passo, e ficaria estabelecido que, para absolver, fôsse mister a unanimidade no conselho, ou que, para condenar, bastasse um terço, ou dois quintos dos jurados. Através de tôdas essas mudanças teria o legislador a astúcia de *lhe não bolir na denominação.*

Era sempre o Júri o que ficava. Mas tinha isso de Júri alguma coisa mais que o falso batismo?”

3 — O Júri, como toda instituição jurídica, conservada a sua essência, acompanha a vida, e, portanto, submete-se a uma atualização que *lhe garante crêscente autenticidade.*

Aprimore-se o júri. Órgão político e pedagógico, será sempre um elemento de civilização e de consciente participação de todos na interpretação da realidade social.

Sabemos que ilustre jurista, Desembargador Carlos Luís Bandeira Stampa, vinculado ao Tribunal do Júri por uma admirável ação de Juiz e de Homem, elabora para o próximo Congresso de Direito Penal a se realizar em outubro, em Recife, uma contribuição em que sugere, entre outras medidas, o funcionamento regional do Tribunal do Júri, isto é, tribunal do Júri nas capitais dos Estados e nas comarcas de maior expressão com jurisdição regional, o que equivale a dizer abrangendo determinado grupo de comarcas integrantes daquela região.

4 — Sugerimos que o IAB adote a mesma disposição da Associação dos Advogados de São Paulo.

A defesa da soberania do Júri é a defesa de uma garantia e de um direito. Logo, não pode sofrer parada, colapso na continuidade, uma vez que essa defesa é a de todos.

5 — O Instituto dos Advogados Brasileiros, com Rui, repele o *falso batismo do Júri*."

A essa altura, a Imprensa, além de discutir o Júri em tese, passa também a divulgar notícias referentes ao estudo do Projeto n.º 2.078/69 que objetiva a extinção da soberania das decisões do corpo de jurados.

"Câmara examinará a extinção da soberania do júri", anuncia o *Jornal do Brasil* de 26 e 27-4-70:

"A Comissão de Justiça da Câmara vai se manifestar terça-feira sobre o projeto do Governo que suprime a soberania do Júri, quando o Relator da matéria, Deputado José Lindoso (ARENA Amazonas), proporá aos seus colegas sua aprovação.

Embora reconheça que "a instituição do Júri conservou o seu marcante caráter democrático de conquista de direitos e liberdades contra a tirania", o Deputado apoiará sua supressão, por ser "de todo conveniente aos interesses da sociedade" e porque "poderá influir na diminuição dos índices de criminalidade."

Continuando, com o subtítulo "O problema da Soberania", acrescenta:

"O Governo federal deu ao Congresso Nacional o prazo de 45 dias para apreciar a matéria. Alterando o Código de Processo Penal, o projeto possibilita ao Tribunal a retificação da sentença do Júri e a aplicação da "pena ou da medida de segurança, que entender justa, ou absolver o réu."

O Relator lembrará na Comissão de Justiça que "a força e o prestígio do Júri" decorrem do seu "marcante caráter democrático" e que "essa faceta específica acompanhou a instituição através de séculos";

— Assim é que as Constituições brasileiras a inscreveram sempre no capítulo que define os direitos e garantias individuais.

No entanto, ressaltará:

— É sabido que os jurados são passíveis de sofrer influências de toda ordem. Es-

sas influências são de ordem vária: político-partidária, sempre muito radical nos municípios; amizade ou inimizade; poder econômico das famílias mais poderosas; e outras.

Ao prever que a supressão da soberania provocará a queda dos índices de criminalidade, afirmará o Deputado José Lindoso:

— É que a notória imunidade dos delinquentes que são julgados pelo Júri tem sido o maior incentivo ao aumento da criminalidade."

Reporta-se, por fim, à exposição do Sr. Ministro da Justiça ao Projeto n.º 2.078/69 e transmite ponto de vista do Relator da proposição na Câmara dos Deputados, Deputado José Lindoso:

"Em seu parecer, o Relator afirmará que "os partidários da soberania dos veredictos foram perdendo terreno, principalmente após sua vitória na Constituinte de 1946. É que a restauração dessa soberania resultou no aumento e na impunidade dos crimes dolosos contra a vida, em todo o País."

Apontará um adversário da soberania do Júri:

— "Afrânio Peixoto, grande professor de Medicina Legal, convocado certa vez para integrar o corpo de jurados do Tribunal presidido pelo grande Magarino Tôrres, endereçou ao presidente uma carta, escusando-se de comparecer e alegando "convicção doutrinária contra a instituição do Júri."

Indicará outro:

— "Nelson Hungria, em 1955, disse uma entrevista: "A certeza da impunidade arma o braço assassino de milhares de brasileiros todos os anos, neste paraíso do crime. Penas curtas, absolvições, cartaz jornalístico, a estranha complacência pública, a indiferença dos que assistem transformam o Rio, São Paulo e outros grandes centros nacionais numa vasta área de delinqüência. Mata-se semanalmente mais nesta cidade que em um ano em Londres. Mata-se por uma aposta de futebol. Mata-se por um beijo. Por uma caixa de fósforos. Por uma frase..."

Dirá que, para extinguir o mal, Nelson Hungria prega "a supressão radical do Júri", que é a "justiça-loteria", a "justi-

ça cabra-cega”, porque o Júri é “um instituto obsoleto que está para a Justiça contemporânea como o carro de boi está para a eficiência dos transportes modernos.”

A *Tribuna da Imprensa*, através da palavra de Hélio Fernandes, focaliza o Tribunal Popular como instituição das mais democráticas, encarando-lhe o desaparecimento como um passo atrás em matéria de legislação.

Assim reza o artigo, sob o título “Posse demorada dos futuros governadores e extinção inacreditável do Tribunal do Júri”, no que tange ao assunto sob exame:

“Quanto ao outro assunto, é ainda mais sério, pois o Tribunal do Júri é instituição das mais importantes e democráticas, tendo sido criado e funcionado pela primeira vez na Inglaterra (e poderia ter sido em outro país?) no ano de 1215.

Como se vê, são mais de 700 anos de bons serviços, de um tribunal que foi criado para julgar os crimes passionais contra a vida, e se não foi até hoje uma instituição perfeita (e quem é que pode atirar a primeira vez na Inglaterra (e poderia ter sido em outro país?) no ano de 1215. Como se vê, são mais de 700 anos de bons serviços, de um tribunal que foi criado para julgar os crimes passionais contra a vida, e se não foi até hoje uma instituição perfeita (e quem é que pode atirar a primeira vez na Inglaterra (e poderia ter sido em outro país?) no ano de 1215.

A nova Constituição acabou virtualmente com a Instituição do Júri, uma das mais antigas criações do mundo. Antigamente, pelas Constituições brasileiras, o Tribunal de Justiça podia anular a decisão do júri (desde que manifestamente contrária à prova dos autos), mas não podia julgar o mérito, absolvendo ou condenando o réu. Cabia-lhe, conforme os casos, unicamente anular o julgamento, marcando outro. E mais nada. E isso, ressalte-se, quando o julgamento era visivelmente contrário à evidência dos autos.

Agora, o Tribunal de Justiça pode entrar no mérito da decisão do Tribunal do Júri, e reformar integralmente a decisão, seja para absolver um réu que foi condenado, seja para condenar um outro que foi absolvido. Isso acaba com o Tribunal do Júri, e torna seus julgamentos praticamente inúteis, desnecessários, inúteis e sem sentido, pois suas decisões podem ser reformadas, e todo o esforço dos jurados desperdiçado.

Quando foi criado, em 1215, na Inglaterra, o Tribunal do Júri tinha uma finalidade que foi exaltada no mundo todo como uma necessidade imperiosa: a exis-

tência de um órgão que “julgasse com o coração e não com a cabeça”, um tribunal que examinasse os crimes passionais, e levasse em consideração questões humanas de um julgamento, que um Juiz de Direito não poderia fazer de forma alguma, pois teria que se apegar à letra fria e rígida da Lei.

Acabando com o Tribunal do Júri (pois a tanto equivale a nova faculdade constitucional dos Tribunais de Justiça entrarem no mérito e reformarem sentenças do chamado Tribunal Popular), o Brasil dá mais um passo atrás em matéria de legislação. Também a limitação de tempo para os advogados da defesa e da acusação, que têm que ficar presos a um exíguo e absurdo marchar do relógio quando o que está em jogo é uma vida humana, tornou a nova legislação sobre o Tribunal do Júri, não só infeliz, como antidemocrática e comodista. Foi um verdadeiro retrocesso.

Isso, aliás, tem sido demonstrado de forma brilhante e irrefutável, em diversas oportunidades, por criminalistas do porte de Sobral Pinto, Carlos de Araújo Lima, Evaristo de Moraes Filho, Mário de Figueiredo, George Tavares e outros.”

Pela soberania do Júri, como implícita no § 18 do art. 153 da Emenda Constitucional n.º 1/69, opina Arruda Campos em artigo publicado no *O Estado de São Paulo* de 9-8-70. Eis os argumentos em que se baseia a opinião expendida, estribado, aliás, em Rui Barbosa e Sampaio Dória:

“Contrariando a opinião isolada de alguns eminentes juristas, as entidades que congregam os profissionais da advocacia estão se articulando na defesa do ponto de vista de que a Carta Máxima atualmente vigente assegura a soberania do Tribunal do Júri, uma vez que dispõe, no § 18 do art. 153, que a instituição anterior é *mantida*.

Manter é “conservar”, “permanecer”, “resistir com êxito”. O que foi mantida foi a instituição, com suas características principais descritas nas Constituições anteriores — número ímpar de seus membros, sigilo das votações, plenitude de defesa e soberania dos veredictos.

A soberania de suas decisões faz parte da instituição que a Carta atual *manterve*. Sem soberania, o Júri deixa de ser uma instituição, para se reduzir a uma “forma” de julgamento.

Curioso é notar que a Constituição de 1891 também dispunha: "E' mantida a instituição do Júri" (art. 72, § 31).

Comentando a norma, esclareceu o insigne RUI, em uma lição de pleníssima atualidade: "Manter e conservar o que está, em condições que não lhe alterem a identidade. O legislador, nesta parte, não se limita a assegurar a instituição do Júri, à semelhança do que faz em relação a outras garantias liberais; manda respeitá-la na situação em que a encontrou. Isto é, não contente em lhe afiançar a existência, caracteriza-o, prorrogando a duração da entidade pré-existente".

Ora, não é somente RUI que sustenta semelhante ponto de vista. Com aquela áspera franqueza com que abordava certos temas tratados por terceiros com remarcada hipocrisia, SAMPAIO DÓRIA, falando sobre o mesmo assunto, é igualmente incisivo: "Tão grande é a importância da instituição do Júri na organização da justiça, que, hoje, não há o que possa anular a sua consagração constitucional. A substituição da magistratura dos jurados pela magistratura da toga, nos julgamentos dos crimes, só seria admissível se os juizes fossem todos *sumus* de competência e de imparcialidade. A razão capital, porém, da instituição do Júri, é outra. É o escudo da liberdade contra o despotismo".

E acrescenta SAMPAIO DÓRIA esta observação que é também exata e perfeitamente atual:

"Nos regimes autoritários, o déspota faz a lei: o déspota dispõe dos juizes de carreira ou *ad hoc*. Se o julgamento dos crimes ficasse em sua totalidade a cargo da judicatura da toga, ficaria à mercê do ditador. Era só acusar, prender e liquidar."

Não nos parece que estejam em má companhia os que sustentam que a Carta vigente *manteve* a existência da mesma instituição que anteriormente existia, isto é, não o Júri mutilado, sujeito a revisões, senão aquele caracterizado pelo legislador constitucional — jurados em em número ímpar, votando sigilosamente, após plena defesa do acusado e emitindo um julgamento de mérito soberano.

Permitir que a judicatura de toga entre no cerne das decisões, para modificá-las, constitui violação de princípio básico da instituição "mantida" pela *lex maxima*.

Já abordamos a questão uma vez e se voltamos a ela é porque a corrente dos que sustentam a mesma orientação vai crescendo cada vez mais, na medida em que os advogados brasileiros sentem que o Tribunal do Júri não pode ser abolido, para que seja substituído por juizes calejados, que perderam a sensibilidade, e não estão aptos a julgar homens acusados de haverem atentado contra a vida alheia — único fato que em sã consciência pessoa alguma poderá afiançar que um dia não seja obrigada a praticar."

Ainda o jurista Carlos Araújo Lima faz, com entusiasmo, valioso relato de Sessão realizada na Ordem dos Advogados do Brasil, onde se ouviram depoimentos de nomeada em favor do Tribunal Popular. Apresentamos, na íntegra, a matéria, por sinal, cedida pelo autor:

"Foi uma Sessão digna do Brasil Jurídico essa que se realizou no Instituto dos Advogados Brasileiros sob a presidência do mestre Seabra Fagundes. Casa chela. Já haviam falado em Sessões anteriores, o Desembargador Bandeira Stampa, o Juiz Darci Arruda, Ivo d'Aquino, Laércio Pellegrino, nós, o mestre Viana de Moraes, que se deslocara pessoalmente de São Paulo. Na última Sessão foi ouvido o depoimento, brilhante e impressionante, de Carlos Alberto Torres de Mello, sem favor uma das personalidades mais autênticas que já passaram pelo Ministério Público no Júri. — Falam que o Júri é defeituoso no Interior do Brasil... pois sim, suprimamos o Júri. E por isso o Interior vai ficar mais civilizado? — Perguntou ele. Salientou que os advogados têm, sempre tiveram, no Júri, um campo de liberdade o maior que já houve. Depois, tivemos a honra de ler o parecer de Viana de Moraes, parecer unanimemente aprovado pela OAB de São Paulo e mandado trazer às nossas mãos, por portador de avião. Que bela lição de espírito público, meu Deus! Como não acreditar no Brasil quando há fatos e homens dêsse porte! Em homenagem aos leitores transcrevemos, também, a parte final do parecer de Viana de Moraes que mereceu os aplausos gerais e foi um fato decisivo para a votação quase unânime do IAB em favor da soberania do Júri, contra a constitucionalidade do anteprojeto, a favor portanto da conveniência da manutenção dessa soberania e do nosso pronunciamento que mereceu a honrosa aprovação de Laércio Pellegrino:

"É evidentemente possível, no campo da exegese, estabelecer normas ordi-

nárias que regulem o funcionamento de uma instituição jurídica, normas até que possam mesmo ampliar ou restringir o seu *modus operandi*, simplificando as suas formas, aumentando ou reduzindo o campo de sua competência.

Todavia, o que não é possível fazer, a nenhum título, a pretexto de qualquer argumento interpretativo ou regra de hermenêutica, é que a lei ordinária possa desnaturar total e completamente uma instituição, transformando-a, de tal sorte, que não se terá, não o retrato da mesma instituição, sequer a sua própria caricatura. Ora, é da própria essência, é elemento típico e característico da Instituição do Júri que o seu veredicto seja soberano, sob pena de se constituir numa criação desnecessária, amorfa, sem vida própria, como um elemento enquistado estranhamente num corpo normalmente constituído.

Por quê é mantida a instituição do Júri? Não é possível que se admita que o legislador, notadamente o legislador constitucional, pretendesse manter uma instituição inútil. Aqui sim, cabe elementar princípio de hermenêutica, aquêle que parte do pressuposto de que não existem coisas inúteis na lei.

O legislador manteve o Júri para que, efetivamente, êle viesse a funcionar, mas como é possível atender as suas próprias finalidades uma instituição jurídica mutilada, sem a sua característica básica que é a própria soberania?

Não pretendesse o legislador de 1969 resguardar a soberania do Júri e teria eliminado a instituição porque, parece sem dúvida um contra-senso, ofensivo à lógica interpretativa que possam existir dois órgãos com as mesmas e específicas funções.

Seria mais correto do ponto de vista da lógica que o Juiz comum que aprecia todos os delitos, afetos à sua competência, a tivesse também para julgar os crimes dolosos contra a vida.

O que se constitui em autêntico contra-senso é que se tire do Juiz de 1.ª Instância a competência desse fato, atribuindo-a a uma outra instituição e, em grau de recursos, confira novamente ao primeiro, na forma de colegiado e de instância superior.

Aí reside o ilogismo, aí está a confusão, aí está o absurdo, a heresia jurídica, aí

está a total prostituição da instituição do Júri.

Ou o Júri é conservado com a sua estrutura própria e com a sua característica básica, ou não é Júri.

É preciso que o legislador não use máscara, porque de duas uma: ou mantém a fisionomia própria, típica, específica e característica da Instituição ou, então, a elimina pura e simplesmente.

Em direito, em interpretação, não existem "contas de chegar", como desejam, agora, os donos da Pátria, os chamados economistas que entendem que todos os problemas do desenvolvimento nacional só podem ser equacionados em função de números, de regras de contabilidade, de computadores eletrônicos e de um linguajar próprio e específico, constitutivo até mesmo de uma nova fórmula de vernáculo, não acreditando que os advogados também amam êste Brasil e que, outra coisa não desejam, senão colaborar em clima de paz, ordem e justiça.

Sem soberania, o Júri deixa de ser instituição para se reduzir a uma forma de julgamento, como disse o articulista do *Estado de São Paulo* aos 9 de novembro de 1969.

Não vejo, assim, Senhor Presidente, comungando o meu entendimento com o pensamento de inúmeras subseções da Ordem dos Advogados, com o da Associação dos Advogados de São Paulo, possibilidade de ser reconhecida a constitucionalidade do projeto.

Aquêles que entendem de maneira contrária é que se esqueceram de que não é possível trazer à colação do debate, qualquer regra interpretativa que golpeie a própria índole e tipicidade característica da instituição.

Esta é a premissa maior. Alterá-la significa erigir um sofisma, cujo raciocínio, evidentemente, sob a enfática aparência da verdade contém o erro.

A classe dos advogados não pode e não deve concorrer para mistificação dos ordenamentos jurídicos.

Com defeitos ou com qualidades, boa ou má a instituição: ou ela existe ou não existe.

Desejam eliminá-la, façam-no: lógica e juridicamente.

Querendo mantê-la, façam-no: técnica e honestamente.

Pela inconstitucionalidade, por via de consequência, do projeto é o meu entendimento.”

Foi, também, o nosso, o do IAB.”

Não somente a imprensa, mas também a televisão, se preocupa com o Júri, organizando, sobre o tema programas de debates. Em *O Jornal*, de 13-8-70, Joaquim Inojosa, que declara acompanhar a polémica televisada, interroga:

“Em que pode o povo colaborar sobre o destino do Júri, se o devem suprimir do nosso calendário constitucional, manter ou reestruturar? O que sabe o homem da rua é o que nós, advogados, observamos: predomina ainda o sentimentalismo naquelas decisões coletivas, ignorância das leis, a má interpretação dos fatos. Embora não se exija dos jurados que sejam carrascos, tem-se o direito de recordar que se acham investidos de um mandato — o de defensores da sociedade contra os que lhe agridem a ordem social ou jurídica. Daí a necessidade de que o Júri se represente por homens à altura da missão que a sociedade lhes confia, criando-se a primeira grande dificuldade: a de organizar o “tribunal popular”, isto é, aquêle que, leigos em matéria jurídica, se encarreguem de aplicar a lei, separando o joio do trigo no bafafá das discussões dos advogados. Discute-se, num programa de tevê, se devem ou não suprimir o Júri. Eis a carta que, sobre o assunto, enviei ao programa J. Silvestre:

“Venho acompanhando, pelo seu programa na TV Tupi, os debates entre alguns juristas sobre o Júri... “deve continuar ou deve desistir”. O tema não é de hoje. Quero citar-lhe um episódio de vários anos atrás, para que os seus convidados — e isto pode até satisfazer a curiosidade dos telespectadores — respondam se a tradicional instituição democrática tem melhorado através dos tempos.

Em 1931, aqui no Rio, cronista judiciário de *O Jornal*, comentei, numa crônica de 18 de setembro, que em algumas sessões “o Júri quase absolve de olhos fechados”, indagando se tais indiscriminadas absolvições, não constituiriam “um incentivo ao crime pela certeza da impunidade” que resultaria para os criminosos.

No mesmo instante Nilo Vasconcelos insinuava, pela *Revista Judiciária*,

que o nosso Júri não passava de uma “seqüência de absolvições injustificáveis perante a lei e o direito, apesar dos esforços dos espíritos idealistas que buscam inútilmente corrigir os seus defeitos viscerais”.

Enquanto isso, Bulhões Pedreira, uma espécie de Carlos de Araújo Lima da época, saía em campo para defender a instituição discutida, confessando que... “ainda acreditava na instituição do Júri.”

Concluía eu, enfim, a crônica de 1931, afirmando que o Júri não atingira, até aquêle momento, “a sua finalidade” mas que “nunca é tarde” para se lhe repararem os erros e “evitar as faltas”, a fim de que não viessem os jurados a sofrer da sociedade que deviam proteger, a crítica de haverem transformado o Júri em “fator de criminalidade.”

Pergunto aos juristas do seu programa:

1º — Melhorou o Júri, nestes quarenta anos?

2º — Que tribunal oferece maiores garantias à sociedade contra os malfetores, o popular do Júri ou o dos Juizes togados?”

* * *

Ao mesmo tempo em que se discute o Júri, o Anteprojeto de Código de Processo Penal, de autoria do Professor José Frederico Marques, é mandado publicar pelo Senhor Ministro da Justiça para receber sugestões, nos termos da lei.

Enquanto a exposição de motivos do Ministro Francisco Campos ao Decreto-Lei nº 3.689/1941 (Código de Processo Penal) prevê a apelação da sentença dos jurados nos estritos casos autorizados pela legislação em vigor, a exposição da Comissão de Estudos Legislativos, submetendo à consideração do Senhor Ministro da Justiça o anteprojeto em causa, dá como extinta, de acôrdo com o preceito constitucional, a soberania dos veredictos.

Comparemos os tópicos dos dois documentos referidos no que diz respeito ao assunto:

“Com algumas alterações impostas pela lição da experiência e pelo sistema de aplicação da pena adotado pelo novo Código Penal — reza a Exposição de Mo-

tivos Francisco Campos — foi incluído no corpo do projeto o Decreto-Lei nº 167, de 5 de janeiro de 1938. Como atestam os aplausos recebidos de vários pontos do País, pelo Governo da República, e é notório, têm sido excelentes os resultados desse Decreto-lei, que veio afeiçoar o tribunal popular à finalidade precípua da defesa social. A aplicação da justiça penal pelo Júri deixou de ser uma *abdicação*, para ser uma *delegação* do Estado, controlada e orientada no sentido do superior interesse da sociedade. Privado de sua antiga *soberania*, que redundava na prática, numa sistemática indulgência para com os criminosos, o Júri está, agora, integrado na consciência de suas graves responsabilidades e reabilitado na confiança geral.

A relativa individualização da pena, segundo as normas do estatuto penal que entrará em vigor a 1º de janeiro do ano vindouro, não pode ser confiada ao *conselho de sentença*, pois exige, além da apreciação do fato criminoso em si mesmo, uma indagação em torno de condições e circunstâncias complexas, que não poderiam ser objeto de quesitos para respostas *de plano*. Assim, ao conselho de sentença, na conformidade do que dispõe o projeto, apenas incumbirá afirmar ou negar o fato imputado, as circunstâncias elementares ou qualificativas, a desclassificação do crime acaso pedida pela defesa, as causas de aumento ou diminuição especial de pena e as causas de isenção de pena ou de crime. No caso em que as respostas sejam no sentido da condenação, a *medida* da pena caberá exclusivamente ao Presidente do Tribunal, pois, com o meditado estudo que já tem do processo, estará aparelhado para o ajustamento *in concreto* da pena aplicável ao réu. Também ao Presidente do Tribunal incumbirá, privativamente, pronunciar-se sobre a aplicação de medidas de segurança e penas acessórias.

A decisão do conselho de sentença, prejudicial da sentença proferida pelo Juiz-Presidente, é reformável, *de meritis*, em grau de apelação, nos estritos casos em que o autoriza a legislação atual; mas do pronunciamento do Juiz-Presidente, cabe apelação segundo a regra geral."

De acôrdo com a citada exposição da Comissão de Estudos Legislativos, ao Senhor Ministro da Justiça, "em relação ao processo penal do Júri", várias foram as inovações trazidas pelo anteprojeto:

"Acabou-se com o libelo, peça obsoleta que só servia para fomentar arguições de nulidade. A base da acusação perante o Tribunal do Júri está na pronúncia, pelo que o órgão do Ministério, ao invés de apresentar libelo, adaptará a denúncia ao que foi decidido na pronúncia.

O anteprojeto regula minuciosamente o problema da competência do Júri. E como, pela Constituição da República, o Júri somente tem competência para decidir sobre os crimes dolosos contra a vida, em havendo conexão de causas, fica mantida a unidade processual dos crimes conexos, cabendo, porém, ao Presidente do Tribunal do Júri decidir e sentenciar sobre crime, o que refoge à competência daquele Tribunal.

Como existem crimes punidos com detenção, de competência do Júri, permitiu o anteprojeto que em tais casos, tal como acontece com o processo sumário, possa o réu pagar multa e ver declarada extinta a punibilidade por perempção (art. 702.)

Tendo em vista a necessidade de melhorar a instituição do Júri, o anteprojeto só admite a existência do Tribunal Popular em comarcas de população igual ou superior a 30.000 habitantes (art. 682.)

O anteprojeto regula o instituto da apelação, de acôrdo com o preceito constitucional que extinguiu a soberania do Júri, mas, por outro lado, ampliou os casos em que o réu deve aguardar sóto o julgamento da apelação (art. 761.)" (D.O. — Seção I, Parte I — Suplemento — 29-6-70.)

Aprovados ou não, quer o Projeto nº 2.078/69, quer o novo Código de Processo Penal, nos termos do Anteprojeto José Frederico Marques, esperemos que desse cadinho de estudos e polémicas resulte algo que constitua o atestado do progresso do País no terreno dos direitos do homem.

NOTAS

- (1) TOULEMON, André — *La Question du Jury* — Recueil Sirey, 1930 — pág. 16
 - (2) *Encyclopaedia Britannica*, vol. 13 — pág. 159
 - (3) *Revue Internationale de Droit Comparé* — Vingtième Année — Avril — 1968, pág. 287
- Notas do autor transcrito (n.ºs 4 a 41)
- (4) J. W. HEDEMANN, *Einführung in die Rechtswissenschaft*, 2.ª ed., Berlin-Leipzig, 1927, p. 367 et s.; S. RICCIO, "Corte d'Assise", *Novissimo digesto Italiano*, IV; A. MARONGIU et A. SASALINNOVO, "Corte d'Assise", *Enciclopedia del diritto*; J. J. BOSSOWSKI, "Czynnik ludowy w sadzie karnym", *Ruch Prawniczy i Ekonomiczny*, 1921.

- (5) *Atti del Convegno internazionale su Cesare Beccaria*, Turim, 1966.
- (6) J. GODECHOT, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Paris 1951, p. 316 et s., 414, 521 et s.
- (7) Fr. OETIKER, *Das Verfahren vor den Schwur- und den Schoffengerichten*, 1907; E. SCHWUNGE, *Der Kampf um die Schwurgerichte bis zur Frankfurter Nationalversammlung*, Braeslau, 1926.
- (8) J. VAN WINSEN, *Juges professionnels et élément populaire dans l'organisation judiciaire belge (depuis 1800)*, Bruxelles, (Mss.)
- (9) A. CSIZMADIA, *Das Schwurgericht in Ungarn*, Pecs. (Mss.)
- (10) A. FEUERBACH, *Betrachtungen über das Geschworenengericht*, 1812; A. FEUERBACH, *Betrachtungen über die Öffentlichkeit und Mündlichkeit der Gerichtspraxis*, 1821; GENIST, *Die Bildung der Geschworenengericht in Deutschland*, Berlin, 1840; J.C. MITTERMAIER, *Die Mündlichkeit, das Anklageprinzip, die Öffentlichkeit und das Geschworenengericht*, Tübingen, 1845; J.C. HAGENS, *Über die Einführung der Geschworenen für Civil- und Criminalsachen in Deutschland*, Paderborn, 1848; G. BESELER, *Volksrecht und Juristenrecht*, Leipzig, 1843.
- (11) V. HUGO, *Paris-Guide*, 1867, cité par G. BOUTHOU, *L'art de la politique*, 1962, p. 451 et s.
- (12) G. LANGROD, *"La science de l'administration publique. Esquisse historique"*, in *Studi in onore di Silvio Lessona*, Bologna, I.
- (13) J. GILLESSEN, *Le régime représentatif en Belgique depuis 1790*, Bruxelles 1958; B.H.M. VLEKKE, *Evolution of the Dutch Nation*, Nova Iorque, 11^a ed., 1963, p. 321 et s.
- (14) J. MULLER, *Arbeitsfrieden und Arbeitsgerichte*, Cologne 1953.
- (15) R. IHERING, *Der Zweck im Recht*, I. Leipzig, 1894, p. 409 et s.
- (16) M. MALÝ Zastanovení Cinnosti porotnich sondu v 80 — letech století v Rakouskou (en Autriche), Universitas Carolina-Juridica, 1956, n.º 1.
- (17) E. KERN, *Gerichtswissenschaften*, Munich-Berlin, 2^a ed., 1954; R. HERRMANN, *Die Schöffen in den Strafgerichten des kapitalistischen Deutschland*, Berlin 1957.
- (18) W. A. SZUWALOWA, "O suszczynosci sudebnoy reformy z 1864 goda w Rosii", *Sowietskoye Gosudarstwo i Prawo*, 1964 n.º 10; S. KUCHEROV, *Courts, Lawyers and Trials under Last Three Tsars*, New York 1953.
- (19) M. SZYBALSKI, Z. GARGAS, G. MICHALOWSKI, *Czasopismo Prawnicze i Ekonomiczne*, 1906 et 1907.
- (20) H. L. GLAGETT, *Administration of Justice in Latin America*, New York 1952; Ch. V. A Symposium on the Law of Latin America, Washington, 1959; J. LAMBERT, *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*, Paris, 1963, p. 337 et s.
- (21) R. ISHII, "Historical Development of the Judicial Organization in Japan and China", in *Colloque de l'Association internationale de droit et des institutions publiques*, Vienne, 1965 (Mss.); Th. McNELLY, *Contemporary Government of Japan*, Londres 1963, p. 167 et s.
- (22) H. F. PFENNINGER, "Gedanken zum Schwurgerichtsproblem", *Zeitschrift für Schweizerisches Strafrecht*, Berne 1928, n.º 43; H. F. PFENNINGER, *Schwur und Schoffengericht in der Schweiz*, Bâle 1938; G. SOUTTER, *Die Gerichtsorganisation des Kanton Waadt*, Winterthur 1937; "Reform des Zürcher Schwurgerichts", *Neue Zürcher Zeitung*, 1966, n.º 24.
- (23) L. BIANCHI, "Laicki prisiediaci v súdnictev burzuašnoj ZSR" (en Tchecoslovaquie), *Nasa Veda*, IV, 1957, n.º 10.
- (24) GLASER, "Le jury et l'échevinage", *Revue Internationale de droit pénal*, Paris, 1932.
- (25) E. S. RAPPAPORT, *Zagadnienia sadów przystępych w Polsce*, Warszawa, 1931; W. WOLTER, "Proces przeciwko sadom przystępych", *Przeglad Sadowy*, 1937, n.º 5.
- (26) *Revue internationale de droit pénal*, Paris, 1933.
- (27) L. BIANCHI, "Die klassenmassige Zusammensetzung der Geschworenen und der Kmeten in der Slowakei während der Vormünchener Republik" *Rechtswissenschaftlicher Informationsdienst*, 1955, IV, n.º 22.
- (28) E. GORPHE, "Les réformes de jury à l'étranger", *Revue internationale de droit pénal*, 1935, n.º 4.
- (29) M. RYBICKI, "Z dziejów walki o udział społeczeństwa w wymiarze sprawiedliwości", *Studia Prawnicze*, Warszawa, 1967; V. SOLLE, "Civilní soudnictví Predbreznove v Ceskych Zemich", *Sbornik arch. prací*, X, 1960, n.º 1; V. SOLLE, "Trestní soudnictví Predbreznove v Ceskych Zemich", *Sbornik arch. prací*, XII, 1962, n.º 1.
- (30) S. GLASER, "Nico prawdy o sadach przystępych", *Gazeta Sadowa Warszawska*, 1932, n.º 1.
- (31) S. RICCIO, *Corte d'Assise*, op. cit.
- (32) R. VOUIN et J. LEAUTE, *Droit pénal et procédure pénale*, Paris, 1960, p. 117 et s.
- (33) W.F. WILLOUGHY, *Principles of Judicial Administration*, Washington, 1929; R. POUND, *Criminal Justice in America*, Harvard, 1945; F.R. AUMANN, *The Instrumentalities of Justice. Their Forms, Functions, and Limitations*, Ohio 1956; R. POUND et W. SEAGLE, "Jury", *Encyclopaedia of the Social Sciences*, VIII, 1957, p. 492 et s.; cf. A. TUNG et S. TUNG, *Le système constitutionnel des Etats-Unis d'Amérique*, Paris, 1954, II, p. 244 et s.
- (34) *Les plus grands problèmes naissent dans le domaine de la procédure civile*; R.W. MILLAR, *Civil Procedure of the Trial Court in Historical Perspective*, 1952; C.W. JOINER, *Civil Justice and the Jury*, New York 1962; C. W. MATHES, *Federal Jury Practice and Instructions, Civil and Criminal*, St. Paul, 1965.
- (35) G. MANGIN, *L'organisation judiciaire des Etats d'Afrique et de Madagascar*, Paris 1962; J. CHABAS, *Les juridictions et la procédure de droit local en Afrique Noire*, Paris 1957; I. ANDREJEW, *Prawo Karne Czarnej Afryki*, Warszawa, 1966.
- (36) B. MACAULAY, "Assessors in Criminal Trials in Ghana, A Study from without", *Journal of African Law*, 1963, n.º 1.
- (37) J.M. GUTH, *Les juridictions criminelles à Madagascar*, Paris, 1961.
- (38) E. TYAN, *Histoire de l'organisation judiciaire en pays d'Islam*, Leyde, 1960, 2^a ed., p. 212.
- (39) S. WŁODYKA, *Organizacja wymiaru sprawiedliwości*, Warszawa 1963; J. JODLŃSKI, *Organisation Judiciaire, in Introduction à l'étude du droit polonais*, Varsovie 1967 (am. francés); Cf. K. Gurner, *Schoffen und Volksgericht*, Berlin, 1958.
- (40) M. RYBICKI, *Lawniczy ludowi w sadach PRL/em Polona*, Warszawa 1968.

(41) T. MISIUK, *Udział Organizacji społecznych w procesie cywilnym*, Nowe Prawo, 1965, n.º 6

(42) DECRETO DE 18 DE JUNHO DE 1822
Crêa Juizes de Facto para julgamento dos crimes de abusos de liberdade de imprensa. Havendo-se ponderado na Minha Real Presença, que Mandando Eu convocar uma Assembléa Geral Constituinte e Legislativa para o Reino do Brazil, cumpria-Me necessariamente e pela suprema lei da salvação publica evitar que ou pela imprensa, ou verbalmente, ou de outra qualquer maneira propaguem e publiquem os inimigos da ordem e da tranquillidade e da união, doutrinas incendiarias e subversivas, principios desorganizadores e dissociáveis; que promovendo a anarchia e a licença, ataquem e destruam o systema, que os Povos deste grande e riquissimo Reino por sua propria vontade escolheram, abraçaram e Me requereram, a que Eu Annui e Proclamei, e a cuja defesa e manutenção já agora elles e Eu estamos indefectivelmente obrigados: E Considerando Eu quanto peso tenham estas razões e Procurando ligar a bondade, a justiça, e a salvação publica, sem offender a liberdade bem entendida da imprensa, que Desejo sustentar e conservar, e que tantos bens tem feito á causa sagrada da liberdade brazileira, e fazer applicaveis em casos taes e quanto fór compativel com as actuaes circumstancias, aquellas instituições liberaes, adoptadas pelas nações cultas. Hei por bem, e com o parecer do Meu Conselho de Estado, Determinar provisoriamente o seguinte:

O Corregedor do Crime da Côrte e Casa, que por este nomeio Juiz de Direito nas causas de abuso da liberdade da imprensa, e nas Provincias, que tiverem Relação, o Ouvidor do crime e o de Comarca nas que a não tiverem, nomeará nos casos occorrentes, e a requerimento do Procurador da Côrte e Fazenda, que será o Promotor e Fiscal de taes delictos, 24 cidadãos escolhidos de entre os homens bons, honrados, intelligentes e patriotas, os quaes serão os Juizes de Facto, para conhecerem da criminalidade dos escriptos abusivos.

Os réos poderão recusar destes 24 nomeados 16: os 8 restantes porém procederão no exame, conhecimento, e averiguação do facto; como se procede nos conselhos militares de investigação, e accomodando-se sempre ás fórmãs mais liberaes, e admittindo-se o réo á justa defesa, que é de razão, necessidade e uso. Determinada a existencia de culpa, o Juiz imporá a pena. E por quanto as leis antigas a semelhantes repletos são muito duras e improprias das idéas liberaes dos tempos, em que vivemos; os Juizes de Direito regular-se-hão para esta imposição pelos arts. 12 e 13 do tit. 2.º do Decreto das Côrtes de Lisboa de 4 de Junho de 1821 que Mando nesta ultima parte applicar ao Brazil. Os réos só poderão appellar do julgado para a Minha Real Clemencia.

E para que o Procurador de Coroa e Fazenda tenha conhecimento dos delictos da imprensa, serão todas as Typographias obrigadas a mandar um exemplar de todos os papéis, que se imprimirem. Todos os escriptos deverão ser assignados pelos escriptores para sua responsabilidade: e os editores ou impressores, que imprimirem e publicarem papéis anonymos, são responsaveis por elles.

Os auctores porém de pasquins, proclamações incendiarias, e outros papéis não impressos serão processados e punidos na fór-

ma prescripta pelo rigor das leis antigas. José Bonifacio de Andrada e Silva, do Meu Conselho de Estado, e do Conselho de Sua Magestade Fidelissima El-Rei o Senhor D. João VI, e Meu Ministro e Secretario de Estado, dos Negocios do Reino do Brazil e Estrangeiros, o tenha assim entendido, e o faça executar com os despachos necessarios. Paço em 18 de Junho de 1822.

Com a rubrica de S. A. R. o Príncipe Regente. — José Bonifacio de Andrada e Silva.
(Colecção das Leis do Império do Brasil, 1822, Parte I, pág. 23)

(43) CARTA DE LEI DE 2 DE OUTUBRO
A Assembléa Geral, Constituinte e Legislativa do Império do Brasil decreta:

1. Nenhum escripto, de qualquer qualidade, volume ou denominação, são sujeitos á censura, nem antes, nem depois de impressos.

2. E portanto, livre a qualquer pessoa imprimir, publicar, vender e comprar os livros e escriptos de toda a qualidade, sem responsabilidade alguma, fora dos casos declarados nesta lei.

3. Todo o escripto impresso no Império do Brasil terá estampado o lugar e ano da impressão e o nome do Impressor: quem imprimir, publicar ou vender algum escripto sem estes requisitos, será condemnado em 50\$000; e quem o comprar perderá os exemplares que tiver comprado e o duplo do seu valor.

4. Quem falsificar algum dos requisitos mencionados no artigo antecedente, será condemnado em 50\$000 e quando, pela falsificação, attribuir o impresso a pessoa existente neste Império, se lhe dobrará a pena.

5. Todo aquele que abusar da liberdade da imprensa contra a Religião Católica Romana, negando a verdade de todos ou alguns dos seus dogmas, ou estabelecendo e defendendo dogmas falsos, será condemnado em um ano de prisão e 100\$000; e se o abuso consistir em blasfemar ou zombar de Deus, dos seus Santos, ou do culto religioso, aprovado pela Igreja Católica, terá a pena de 6 meses de prisão e 50\$000.

6. O que abusar, excitando os povos directamente á rebelião, será condemnado em 10 anos de degrêdo para uma das Provincias mais remotas, e 800\$000; e se o fizer por meios indirectos, fazendo alegorias, espalhando desconfiança ou praticando outros semelhantes atos, será condemnado em metade da sobredita pena.

7. Se o abuso consistir em atacar a forma do Governo Representativo Monárquico Constitucional, adotado pela Nação, será condemnado em 5 anos de degrêdo e 600\$000.

8. Se se dirigir a infamar ou injuriar a Assembléa Nacional, ou o Chefe do Poder Executivo, será condemnado em três anos de degrêdo e 400\$000.

9. Se, com o abuso, provocar os povos á desobediência ás leis ou ás autoridades constituidas, será condemnado em dois anos de degrêdo e 200\$000.

10. Quem abusar da liberdade da imprensa contra a moral cristã, ou bons costumes, será condemnado em 6 meses de prisão e 50\$000.

11. O que abusar desta liberdade, imputando fatos criminosos a empregados públicos em razão do seu officio, se os não provar, será condemnado em 6 meses de prisão e na quantia de 200\$000 até 1:000\$000, conforme a qualidade da calúnia, emprego do caluniado, e posses do caluniador.

12. Se o abuso fôr contra pessoas particulares, ou contra empregados, mas não em razão do officio, imputando-lhes crimes por que deveriam ser processados, ou vícios e defeitos que os fariam desprezíveis e odiosos, será condenado em 3 meses de prisão, e na quantia de 500000 até 4000000, conforme a qualidade das pessoas, ainda que o injuriante se proponha a provar o que afirma.
13. Se o abuso consistir em simples injúrias que direta ou indiretamente tenham por fim deprimir o crédito de qualquer pessoa, será condenado em 500000.
14. Em qualquer dos casos dos 3 artigos antecedentes haverá a indenização do dano e reparação da injúria, que pela lei competir, se os juizes declararem ter lugar.
15. Se os réus não tiverem possibilidades para pagar as condenações pecuniárias, serão estas comutadas em prisão, contando-se um dia por cada 20000, nos casos dos artigos 3.º, 4.º, 6.º, 10, 11, 12, 13; e em degrêdo, contando-se 1 ano por cada 4000000.
16. Pelo abuso, em qualquer destes casos, será responsável ou o autor ou o tradutor; quando, ou não constar quem estes sejam, ou constando, se se verificar que residem fora do Império, cairá a responsabilidade sobre o impressor; e, pelos abusos cometidos nos escritos impressos em países estrangeiros, responderão os que os publicarem ou venderem neste Império.
17. Depois de proferida a sentença condenatória, incorrerão nas mesmas penas os que continuarem a vender ou propagar os escritos abusivos por qualquer dos modos acima referidos.
18. Havendo reincidência em alguns dos casos, verificada a identidade, multiplicar-se-ão as penas pelo número das reincidências.
19. A qualificação destes delitos pertence aos Conselhos de Juizes de Fato, que para este fim se hão de criar nas Comarcas, havendo em cada uma delas um Conselho de 9 Vogais e outro de 12.
20. Para formalizar o processo e julgá-lo, haverá um Juiz de Direito, será o Corregedor do Crime na Côrte, os Ouvidores do Crime nas Comarcas em que houver relação, e nas outras o seu respectivo Ouvidor. E haverá também um Promotor da Justiça em cada Comarca, o qual deverá ser Bacharel formado em alguma das Faculdades Jurídicas, ou escolhido dentre os Advogados de conceito nas Comarcas onde não houverem Bacharéis formados.
21. Em cada legislatura serão eleitos para Juizes de Fato 60 homens bons escolhidos pelos Eleitores, da mesma forma que fizeram a eleição dos Deputados, e remetida ao Juiz de Direito uma cópia autêntica desta eleição, elle fará logo recolher a uma urna, que se há de guardar no Arquivo da Câmara da Cabeça da Comarca, tantas cédulas quantos forem os eleitos, cujos nomes se escreverão nelas para se extraírem as necessárias nas occasiões de formar-se o Conselho.
- No mesmo ato, e pela mesma maneira, se elegerá o Promotor.
22. O que houver de ser escolhido para Juiz de Fato deverá ter as mesmas qualidades que se requerem para ser Eleitor, e o eleito nas 3 primeiras legislaturas não poderá escusar-se a pretexto algum, além de notório impedimento físico.
23. Enquanto não tiver lugar a eleição pela maneira sobredita, se fará na Câmara da Cabeça da Comarca, à pluralidade de votos, sob a presidência do Juiz de Direito, convocando-se para este fim o maior número de Cidadãos que fôr possível de toda a Câmara.
24. A denúncia do abuso da liberdade da imprensa em algum dos casos dos artigos 5.º até 10 inclusive, será feita pelo Promotor, ou por qualquer Cidadão, perante o Juiz de Direito de qualquer Comarca, segundo o caso ocorrer, ficando preventa no primeiro Juizo onde fôr dada; nos outros casos dos artigos 11 e seguintes, só poderá ser dada pelos ofendidos.
25. O Juiz de Direito, no caso do art. 6.º, inquirirá sumariamente 3 testemunhas logo que tiver a denúncia, e conhecendo quem seja o réu, mandará proceder à prisão d'elle, e ao sequestro dos exemplares denunciados em qualquer mão em que se acharem.
26. Tomada a denúncia, passará o Juiz de Direito a eleger o primeiro Conselho de Juizes de Fato, concorrendo para esse fim a casa da Câmara, com o Escrivão respectivo, Promotor e denunciante, se o houver; fará extrair da urna por um menino, nove das cédulas que fala o art. 21, as quais indicarão as pessoas de que se há de compor o dito Conselho, e mandará de tudo lavrar termo em livro privativamente designado para isso e por elle rubricado, e fazer a publicação por editais.
27. Imediatamente o mesmo Juiz de Direito convocará os eleitos para comparecerem na casa da Câmara em dia marcado, e castigará os que faltarem com a pena de 200000, pela primeira vez, de 500000 pela segunda e de 1000000 pela terceira, perdendo além disto o direito ativo e passivo de eleição aquêlle que fôr achado nesta terceira reincidência.
28. Reunido o Conselho, deferirá o Juiz de Direito o juramento dos Santos Evangelhos a todos os Vogais, e a portas abertas, lhes entregará o objeto da denúncia, que deve estar competentemente autuado.
29. Os Vogais se recolherão a outra casa, em que sóa, e a portas fechadas, conferenciam entre si, de baixo da presidência do primeiro na ordem da eleição, e o resultado desta conferência será escrito por um d'elles nos próprios autos, declarando se o impresso contém ou não motivo de formar-se processo pelo abuso denunciado, segundo o que assentarem à maioria absoluta de votos.
30. Preparada assim a decisão, voltarão os Vogais à primeira casa, e o que serviu de Presidente a lerá publicamente em presença do Juiz de Direito.
31. No caso de ser a declaração negativa, o Juiz de Direito proferirá a sentença em que julgue sem efeito a denúncia, ordene a soltura do réu, se estiver preso, e o levantamento do sequestro dos exemplares, condemnado o denunciante nas custas, quando seja pessoa particular.
32. Se a declaração porém fôr afirmativa, o mesmo Juiz, por sua sentença, declarará ter lugar a accusação; ordenará o sequestro em todos os exemplares denunciados, e a prisão do réu, no caso do art. 6.º, quando já não esteja preso em virtude da prévia diligência ordenada no art. 25.
33. Dada a sentença, seguir-se-á a accusação que deverá, em todos os casos, ser intentada no Juizo do domicilio do réu.

34. Apresentado o processo ao Juiz de Direito, ou pelo acusador, a quem será entregue, nos casos dos arts. 11, 12 e 13, ou pelo Correto, remetido oficiosamente nos casos dos arts. 5.º, 6.º, 7.º, 8.º, 9.º e 10, ficando sempre o traslado no primeiro Juízo; mandará logo notificar o réu, para que, por si, ou seu Procurador, compareça no dia da reunião do segundo Conselho.

35. Esta notificação será acompanhada da cópia do libelo acusatório, e rol das testemunhas, e entre ela e o comparecimento mediará, pelo menos, o espaço de 8 dias. No caso de revella, se nomeará um Advogado por parte do réu.

36. No dia aprazado, concorrendo o Juiz de Direito com os eleitos na casa da Câmara, a portas abertas, fará extrair da urna 12 cédulas, das que hão de formar o segundo conselho, não entrando nelle os que já tiverem formado o primeiro; e neste ato poderão os acusados recusar até 20, e o acusador ou acusadores até 10.

37. Reunidos os Vogais assim apurados, e prestado por elles juramento, o Juiz de Direito fará ao réu as perguntas necessárias, e, findo o interrogatório ordenará ao Escrivão que leia, tanto a accusação, como a defesa que o réu tiver apresentado, e mais peças do processo; fazendo o mesmo Juiz uma exata exposição para intelligência dos Juizes de Fato, das partes e das testemunhas, a cuja inquisição se deve logo proceder, principiando pelas do autor.

38. Tanto o acusado, como o acusador, poderão, no mesmo ato, contestar a arguir as testemunhas sem as interromper; assim como poderão verbalmente fazer as suas alegações e defesas.

39. Formado o processo, fará o Juiz de Direito um relatório resumido, indicando as provas e fundamentos de ambas as partes, e propondo por escrito aos Juizes de Fato as questões seguintes: O impresso denunciado contém tal abuso de liberdade de imprensa?

O acusado é criminoso d'este delicto? E (nos casos dos arts. 11, 12 e 13) terá lugar a indenização do dano e reparação da injúria?

40. Retirando-se os 12 Vogais para outra casa, a portas fechadas, conferirão entre si sobre cada um dos quesitos na forma do art. 29, e com as declarações escritas, por todos assinadas, tornarão perante o Juiz de Direito, a quem o Presidente as entregará depois de as ter lido publicamente.

41. Se a decisão fôr negativa, o Juiz de Direito proferirá a sentença de absolvição do réu; ordenará a sua soltura e a relaxação do sequestro dos exemplares; condemnando nas custas o acusador, se fôr particular.

42. Se fôr afirmativa a decisão, o mesmo Juiz, por sentença, applicará a pena correspondente, e condenará o réu nas custas e reparação do dano, se houver declaração de ter lugar, ordenando a supressão de todos os exemplares denunciados.

43. Se a decisão fôr de que o impresso contém abuso, mas que o acusado não é criminoso, o Juiz de Direito ordenará na sentença somente a supressão dos exemplares, absolvido o acusado e pagas as custas pelo acusador, se fôr particular. Em qualquer dos casos a sentença será sempre publicada no mesmo ato.

44. Em qualquer destes atos, que segundo o estabelecido nos artigos antecedentes de-

vem ser públicos, nenhuma pessoa assistirá com armas de qualquer qualidade, sob pena de ser preso como "in flagrante", e processada na forma das leis.

45. Terá lugar o recurso para os Tribunais ordinários dos respectivos distritos nos 2 únicos casos de nulidade do processo da declaração dos Juizes de Fato, por falta de algum dos requisitos desta lei, ou do Juiz de Direito não ter applicado a pena correspondente; e, neste caso, havendo reforma das sentenças, poderá ser o Juiz de Direito condemnado nas custas.

46. Ficam revogadas as leis, alvarás, decretos, portarias e resoluções que de qualquer forma se oponham ao presente decreto.

Faço da Assembléa, 2 de outubro de 1823. — José Antonio da Silva Maia — Bernardo José da Gama — Estêvão Ribeiro de Rezende — José Teixeira da Fonseca Vasconcellos — João Antonio Rodrigues de Carvalho.

(Transcrito da obra "Dos Abusos da Liberdade da Imprensa" — Apêndice — Legislação referente a matéria — Darcy de Arruda Miranda.)

- (44) **DECRETO DE 22 DE NOVEMBRO DE 1823** Considerando que, assim como a liberdade da imprensa é um dos mais firmes sustentáculos dos Governos Constitucionais, também o abuso dela os leva ao abismo da guerra civil e da anarquia, como acaba agora mesmo de mostrar uma tão funesta como dolorosa experiência; e, sendo de absoluta necessidade empregar já um pronto e eficaz remédio que tire aos inimigos da Independência deste Império toda a esperança de serem renovadas as cenas que quase o levaram à borda do precipício, marcando justas barreiras a essa liberdade de imprensa, que, longe de ofenderem o direito que tem todo Cidadão de comunicar livremente suas opiniões e idéas, sirvam somente de dirigi-lo para o bem e interesse geral do Estado, único fim das sociedades políticas: hei por bem ordenar que o projeto de lei sobre esta mesma matéria, datado de 2 de outubro próximo passado, que com este baixa, assinado por João Severiano Maciel da Costa, meu Ministro e Secretário de Estado dos Negócios do Império, e que se principiara a discutir na Assembléa Geral Constituinte e Legislativa, tenha, desde a publicação d'este decreto, sua plena e inteira execução provisoriamente, até a instalação da nova assembléa que mandei convocar, a qual dará depois de reunida, as providências legislativas que julgar mais convenientes e adequadas à situação do Império. O mesmo Ministro e Secretário de Estado dos Negócios do Império o tenha assim entendido e faça executar com os despachos necessários. Faço, em 22 de Novembro de 1823, 2.º da Independência e do Império. — Com a rubrica de S.M.I. — João Severiano Maciel da Costa.

(Transcrito da obra *Dos Abusos da Liberdade de Imprensa* — Apêndice — Legislação referente à matéria — Darcy de Arruda Miranda.)

- (45) **BARBALHO, João** — *Constituição Federal Brasileira* — Comentários — Rio de Janeiro — 1902, pág. 335
- (46) **FRANCO, Ary Azevedo** — *O Júri e a Constituição Federal de 1946*, 2.ª Edição — Rev. Forense, pág. 12
- (47) **MARQUES, José Frederico** — *A Instituição do Júri* — Ed. Saraiva, 1963, Vol. I pág. 16.

(48) LEI, DE 20 DE SETEMBRO DE 1830

Sobre o abuso da liberdade da imprensa. D. Pedro, por Graça de Deus, e Unanime Acclamação dos Povos, Imperador Constitucional, e Defensor Perpetuo do Brazil. Fazemos saber a todos os Nossos subditos, que a Assembléa Geral Decretou, e Nós Queremos a Lei seguinte:

TITULO III

Da eleição dos jurados, e promotores do Jury.

Art. 14 — Em cada uma das cidades e villas haverá um Conselho de Jurados, eleito pela maneira seguinte:

Art. 15 — As Camaras Municipaes, depois de tomarem posse, convocarão os Eleitores da Municipalidade, e juntos os Vereadores com os Eleitores, elegerão nas capitais das provincias, sessenta homens, e nas outras cidades e villas, trinta e nove, para Jurados, com as mesmas formalidades, com que se elegem os Deputados á Assembléa Geral Legislativa. Na mesma occasião, e pela mesma forma, se elegerá um Promotor, para cada um dos ditos Conselhos.

Art. 16 — São elegiveis todos os que podem ser Eleitores á excepção dos Senadores, Deputados, Conselheiros de Estado, Ministros de Estado, Bispos, Magistrados, Juizes Ecclesiasticos, Vigarios, Presidentes, e Secretarios das provincias, Commandantes das Armas, e Commandantes dos corpos de 1.^a e 2.^a linha.

Os Promotores devem ser formados em Direito, ou Advogados de profissão, e onde absolutamente os não houverem eleger-se-ha quem parecer mais apto para isso, e poderão ser reconduzidos consentindo elles.

Art. 17 — Feitas as eleições, extrahir-se-ha uma lista authentica de todos que tiverem votos tanto para Jurados, como para Promotores, e por ordem do Presidente da Camara respectiva, far-se-hão as cédulas, que precisas forem, com os nomes dos que devem servir na conformidade do art. 15, as quaes se recolherão em uma urna, que ficará guardada com a lista total dos votados no archivo da Camara.

Art. 18 — O mesmo Presidente da Camara mandará affixar nos lugares publicos e do costume, e publicar por via dos jornaes, havendo-os, a relação de todos os que tiveram votos.

Art. 19 — Os eleitos entrarão logo em exercicio, e servirão até serem outros nomeados; e só poderão recusar-se sendo maiores de setenta annos, ou tendo impedimento physico ou moral, reconhecido pelo mesmo Conselho de Jurados.

TITULO IV

Do Jury de Accusação.

Art. 20 — No dia designado para a formação do Jury de accusação, achando-se presentes, no lugar que fór determinado o Juiz de Direito, com o Escrivão, os Jurados, o Promotor, e a parte accusadora, havendo-a, fará o Juiz de Direito abrir a urna, e verificar publicamente que nella se acham todas as cédulas, e fazendo-as recolher outra vez, mandará extrahir por um menino doze cédulas, se o Jury fór nas capitais das provincias, e dez nos outros lugares.

As pessoas nellas designadas formarão o Jury, que será presido pelo primeiro, que tiver sahido á sorte.

Art. 21 — O Juiz de Direito lhes deferirá juramento pela forma, que abaixo se transcreve, e ouvindo ao Promotor, e a parte accusadora, havendo-a, e ao denunciado, querendo, com as testemunhas, e provas, que apresentarem, entregará os autos da denuncia ao Presidente do Jury; e retirando-se immediatamente os Juizes de Facto a outra sala sóe, e a portas fechadas, conferenciarão sobre o objecto em questão, o que pela maioria absoluta fór acordado será escripto por um delles, e assignado por todos.

Voltando os ditos Juizes de Facto á primeira sala, dirá o seu Presidente em voz alta — O Jury achou, ou não achou, materia para accusação.

Art. 22 — Quando a decisão fór negativa, o Juiz de Direito por sua sentença lançada aos autos julgará de nenhum effeito a denuncia.

Art. 23 — Se a decisão fór affirmativa, a sentença declarará que há lugar a formar-se accusação, e ordenará nos casos do art. 2.^o, §§ 1.^o e 2.^o, que o responsavel seja posto em custodia, e que se sequestrarem (qualquer que seja o objecto da denuncia) os impressos, escriptos, ou gravuras denunciadas.

FORMULA DO JURAMENTO

Juro pronunciar bem, e sinceramente nesta causa, haver-me com franqueza e verdade, só tendo diante de meus olhos Deus, e a Lei, e proferir o meu voto segundo a minha consciencia.

TITULO V

Do Jury de Julgação

Art. 24 — Apresentado o processo accusatorio ao Juiz de Direito, este mandará notificar o accusado, para que, por si ou por seu procurador, ou conjuntamente, compareça no lugar determinado para o segundo Jury.

Art. 25 — Esta notificação, que será feita tres dias pelo menos antes da reunião, irá acompanhada da cópia do libello, e dos documentos, e do rol das testemunhas.

Art. 26 — No dia aprazado, o Juiz de Direito, achando-se reunido o Conselho, e presentes o Promotor, e a parte accusadora, havendo-a, o accusado, e os Advogados, que por qualquer das partes se apresentarem, mandará proceder á sorteação na forma do art. 20, e os que sahirem á sorte, não tendo impedimento legal, formarão o Jury de Julgação, que será presido como o de accusação.

Art. 27 — O Juiz de Direito depois de deferir aos Juizes de Facto juramento pela formula acima transcripta, fará ao accusado as perguntas, que julgar convenientes.

Art. 28 — Fimdo o interrogatorio, mandará ler pelo Escrivão a accusação, a defesa, e todas as peças comprobatorias, podendo essa leitura ser feita por qualquer das partes, se a quizer fazer.

Art. 29 — Consecutivamente o mesmo Juiz de Direito inquirirá as testemunhas, que alli forem apresentadas, tendo-lhes primeiro deferido o juramento do costume.

Art. 30 — Tanto o autor como o réo, e seus Advogados, podem fazer ás testemunhas as perguntas, que julgarem necessarias, e se terminará este acto com a sustentação do direito por uma, e outra parte.

Art. 31 — No periodo das discussões tomarão os Juizes de Facto as notas, que lhe pa-

recer, rompendo-as logo que lhes não forem precisas.

Art. 32 — Achando-se a causa em estado de ser decidida, o Juiz de Direito, resumindo com a maior clareza possível toda a matéria da accusação, e da defeza, e as razões expendidas pró e contra, proporá por escripto ao Jury as seguintes questões:

1.º — Se no impresso (ou naquillo que fizer o objecto da denuncia) houve abuso?

2.º — Se o accusado é criminoso?

3.º — Se está comprehendido no artigo da Lei em que foi denunciado, ou em outro, e em qual?

4.º — Em que gráo de pena tem incorrido?

5.º — Se houve reincidencia (se disso se tratar).

6.º — Se ha lugar á indemnisação?

Art. 33 — Retirando-se os Juizes de Facto á outra sala, conferenciarão sós, e a portas fechadas, sobre cada uma das questões propostas, e o que fór julgado pela maioria absoluta, será escripto, assignado, e publicado, como no Jury de accusação. Decidida a primeira questão negativamente, não se tratará mais das outras.

Art. 34 — Se a decisão fór negativa, o Juiz de Direito, por sua sentença nos autos, absolverá o accusado, ordenando a sua soltura immediatamente (no caso que elle tenha sido posto em custodia), e o levantamento do sequestro.

Art. 35 — Se a decisão fór affirmativa, a sentença condemnará o réo na pena correspondente, ordenando a supressão das peças denunciadas.

Art. 36 — Se fór affirmativa só quanto ao abuso, mas negativa quanto a ser criminoso o accusado, o Juiz de Direito o absolverá, e o mandará immediatamente soltar (se tiver sido posto em custodia) mas ordenará a supressão das peças denunciadas.

TITULO VI

Disposições Geraes.

Art. 37 — Os Juizes de Direito para as causas, de que trata a presente Lei, serão os Juizes Territoriaes com jurisdicção criminal; e havendo mais de um, servirão alternativamente por sessões, substituindo-se uns aos outros, no caso de necessidade.

Art. 38 — Para substituir os Jurados, e Promotores, que morrerem, ou se ausentarem, por tempo prolongado (o que com a necessaria anticipação será participado ao Juiz de Direito) chamar-se-hão os immediatos em votos.

Art. 39 — As reuniões serão em sessões periodicas de dois em dois mezes, na Corte; de quatro em quatro, nas capitães das Provincias; e de seis em seis nos outros lugares, e neilas se decidirão todos os processos, que estiverem competentemente preparados, sem que fique arbitrio de se reservarem para as seguintes reuniões, preferindo sempre nos julgamentos os processos dos réos, que estiverem em custodia, e entre elles aquelle, cuja pronuncia, ou decreto de accusação, fór anterior.

Art. 40 — Os dias, em que ellas devem principiar, serão com a necessaria anticipação marcados em editaes pelos Juizes de Direito, com individuação dos Jurados, que devem comparecer.

Não se fará porém convocação, se não houver que tratar.

Art. 41 — Se sobrevier algum caso extraordinario, que ao Promotor pareça que, por se não tratar immediatamente, póde ser compromettida a segurança publica, o Juiz de Direito fará convocação extraordinaria.

Art. 42 — No caso, que se não reunam todos os Jurados (ou a sessão seja ordinaria, ou extraordinaria), proceder-se-ha todavia á formação do Jury, se dous terços da totalidade dos Jurados se acharem presentes.

Art. 43 — Os Jurados, que faltarem ás sessões ordinarias, ou extraordinarias, ou que, tendo comparecido, se ausentarem antes de ultimadas todas as causas, serão multados, segundo o Juizo do Jury, e pela maioria absoluta de votos, de vinte a quarenta mil réis, salvo se tiverem justa causa, provada perante o mesmo Jury.

A este pertence fazer naquelle mesmo acto a imposição da pena, lançando-a por termo em um livro para isso destinado.

Art. 44 — Não havendo possibilidade de se formar Jury, o Juiz de Direito multará na fórma do artigo antecedente, todos os que tiverem faltado, sem justa causa, perante elle, naquelle mesmo acto, apresentada.

Art. 45 — Entrando-se no sorteamento para formação do Jury, e á medida que o nome de cada um Juiz de facto for sendo lido pelo Juiz de Direito, farão o accusado, e accusador suas recusações sem as mctivarem.

O accusado poderá recusar tantos, quantos na conformidade do art. 20 são necessarios para formar Jury: o accusador, depois delle, poderá recusar metade desse numero, e se preencherá o numero com outros tirados á sorte.

Art. 46 — Se os accusados forem dous, ou mais, poderão combinar suas recusações, mas, não combinando, recusará cada um a parte, que lhe tocar, proporcionalmente. Se algum delles não quizer recusar, reverterá isto em beneficio dos outros.

Art. 47 — São inibidos de servir no mesmo Jury ascendentes, e seus descendentes; sogro, e genro; irmãos, e cunhados, durante o cunhado.

Destes o primeiro, que tiver sahido á sorte, é que deve ficar, não sendo impedido.

Art. 48 — Os Promotores devem officiar, como accusadores publicos, nos casos do art. 2.º § 1.º até 10 inclusive.

Nos mais casos só a parte offendida será admittida a accusar.

Art. 49 — Não proseguirá porém a accusação no Jury de julgação nos casos do § 10 do art. 2.º sem expressa autorização da Câmara Legislativa, contra a qual tiver sido dirigida a offensa, ou de qualquer dellas, quando a offensa fór contra a Assembléa Geral.

Art. 50 — Qualquer cidadão póde representar ao Promotor para este officiar nos casos, em que o deve fazer, para o que lhe subministrará o impresso, escripto, ou gravura, que denunciar, e se o abuso tiver sido por palavras, lh'o communicará por escripto circunstanciadamente, e com declaração do tempo, do lugar, e das testemunhas presencias ao acto denunciado.

Art. 51 — Se o Promotor se recusar a esta requisicção, promoverá a accusação o seu substituto (e assim em diante), e se procederá contra aquelle do mesmo modo, que se procede contra os que prevaricam em seus officios.

Art. 52 — Na petição de denuncia de qualquer impresso, ou escripto, se articulará, e se qualificará indispensavelmente a provocação, injuria, ou qualquer outro facto diffamatorio, ou offensivo, que der motivo á queixa.

Art. 53 — Em todo o caso, em que o abuso tiver sido por palavras, formar-se-ha perante o Juiz de Paz, e á requisição do Promotor, ainda sem denuncia, ou da parte offendida um processo verbal preparatorio, que será entregue á parte interessada para intentar sua acção.

Art. 54 — Os impressores ficam obrigados a mandar ao Promotor do Jury, onde estiver a imprensa, um exemplar de todas as obras, que imprimirem, sob pena do duplo do valor do impresso.

Art. 55 — Participando o Promotor por escripto ao Juiz de Direito, que o impressor faltou a essa obrigação, procederá o Juiz de Direito ex-officio, mandando autuar a participação, e sem mais formalidades que a audiencia do impressor, lhe imporá a pena, ou lh'a relevará, como justo fór.

Art. 56 — Nenhum privilegio isenta a pessoa alguma (excepto aquellas que têm seus Juizes privativos, expressamente designados na Constituição) de ser julgada pelo Jury do seu domicílio, ou do lugar do delicto, se ahí fór achada.

Art. 57 — Quando no Jury de accusação, onde em todo o caso a acção deve ser intentada, se decidir que ha materia para accusação, e a responsabilidade recahir sobre pessoa, que tenha seus Juizes privativos pela Constituição, serão remetidos os autos ex-officio pelo Juiz de Direito ao Tribunal competente.

Art. 58 — Em todos os outros casos, em que no Jury de accusação se declarar que ha materia para accusação, e tiver sido parte o Promotor, serão remetidos os autos ex-officio para o Juizo competente; e quando a accusação fór particular, se entregará á parte offendida.

Art. 59 — Todas as questões incidentes, de que dependerem as deliberações finais em um, ou em outro Jury, serão decididas pelos Juizes de Facto, ou pelo Juiz de Direito, segundo a materia pertencer á uma ou outra classificação, conferindo entre si no caso de duvida.

Art. 60 — Na occasião do debate, mas sem interromper á quem estiver fallando, e antes que as questões do art. 32 sejam propostas, poderá qualquer Juiz de Facto fazer as observações, que julgar convenientes; fazer interrogar de novo alguma testemunha; e pedir que o Jury vote sobre qualquer ponto particular, que julgar de importancia.

Art. 61 — Quando forem dous, ou mais os réos, o Juiz de Direito proporá ao Jury sobre cada um delles em particular as questões do art. 32.

Art. 62 — Tambem separará as questões, quando os pontos da accusação forem diversos.

Art. 63 — Nos delictos, em que esta Lei impõe uma pena indeterminada, fixando sómente o maximo, e minimo, consideram-se tres grãos: 1.º o da maior gravidade; 3.º o da menor; 2.º o medio.

Art. 64 — Ao primeiro gráo se applicará o maximo das penas; ao terceiro o minimo, e ao segundo o medio entre este, e aquelle.

Art. 65 — Nas reincidencias accrescerá metade das penas.

Art. 66 — A acção publica, pelos crimes, de que trata esta lei, prescreve em um anno, contado do dia em que se fez publico o abuso, que daria lugar á denuncia.

Art. 67 — A acção particular prescreve em tres annos, ainda quando tenha havido qualquer acto, que pareça interromper a prescripção.

Art. 68 — É nulla toda a sentença proferida por outro Tribunal, ou Juizes, que não forem os do Jury competente, e nunca produzirá effeito algum, nem mesmo para servir de fundamento á nova acção no Juizo, a que competeria.

Art. 69 — Dos despachos do Juiz de Direito sobre a organisação do processo, e quaesquer diligencias precisas, não haverá agravo de petição ou instrumento.

Art. 70 — Das sentenças proferidas por meio do Jury não haverá outro recurso senão o de appellação para a Relação do Districto, quando não tiverem sido guardadas as formulas prescriptas nesta lei, ou em qualquer outra, em que esteja imposta pena de nullidade, ou quando o Juiz de Direito se não conformar com a decisão dos Juizes de Facto, ou não impozer a pena decretada na lei.

Art. 71 — Julgando-se na Relação procedente o recurso por se não terem guardado as formulas prescriptas, formar-se-ha novo processo na subseqüente sessão com outros Jurados; remetendo-se para este fim os autos ex-officio ao Juiz de Direito, quando a accusação tiver sido por officio do Promotor, e entregando-se á parte vencedora, quando fór particular.

No caso de imposição de pena, que não fór a decretada, a Relação, reformando a sentença, imporá a que fór correspondente ao delicto.

Art. 72 — Havendo impossibilidade de renovar-se o processo perante o Jury do mesmo lugar, em que se proferio a sentença, de que se appellou, formar-se-ha no do lugar mais vizinho, ou em outro, em que ambas as partes convenham.

Art. 73 — Das decisões da Relação poder-se-ha recorrer por meio de revista para o Tribunal competente.

Art. 74 — Todos os que decairem da acção, em qualquer instancia que fór, serão condemnados nas custas, excepto o Promotor, e neste caso se pagarão as custas pelo cofre da Municipalidade.

E quando se decidir que houve abuso no facto, que se denunciou, mas que o accusado não é criminoso, por não ser elle o autor do abuso, ou por lhe assistir algumas das excepções que o livram da imputação, o accusador pagará as custas.

Art. 75 — As multas, tanto por falta de comparecimento para formação do Jury, como em razão de sentença pelo delicto, ficam applicadas para as despesas das Camaras, e a sua cobrança a cargo dos Procuradores das mesmas, que deverão requer-la perante a autoridade ordinaria.

Art. 76 — Os nomes dos multados, assim como as quantias das multas serão declaradas em editaes do Juiz de Direito, remetendo o Escrivão que fór do processo uma cópia do termo, ou da sentença condemnatoria ao Procurador da Camara, a que pertencer, para proceder á cobrança,

e fazel-o publicar pela imprensa, se a houver no lugar. Igual publicação se fará dos nomes dos Jurados que mais assiduamente forem em assistir ás sessões.

Art. 77 — Os Presidentes das Camaras Municipaes providenciarão sobre todas as cousas precisas a requisição do Juiz de Direito.

Art. 78 — As sessões do Jury serão todas publicas, excepto quando houver votação, mas ninguem assistirá a ellas com armas, de qualquer natureza que forem, sob pena de ser preso como em flagrante, e processado na fórma da Lei.

Art. 79 — Os Jurados podem em qualquer estado das suas deliberações, mudar de Presidente, se assim convierem entre si.

Art. 80 — Na prestação dos juramentos basta que o primeiro, que o der, leia a fórmula, dizendo depois cada um dos outros — assim o juro.

Art. 81 — As testemunhas deporão separadamente, menos quando fór mister confrontal-as.

Art. 82 — Os Juizes de Facto, que o forem no Jury de accusação, não entrarão no de julgamento.

Art. 83 — Nas cidades, e villas, onde não ha Jurados, eleger-se-hão desde logo que esta Lei fór publicada, e servirão até nova eleição, na fórma do art. 19.

Art. 84 — A liquidação de perdas e danos, quando se julgar que tem lugar, será feita por arbitros.

Art. 85 — No caso de impossibilidade do pagamento das multas, serão commutadas na terça parte mala da pena de prisão comminada nos respectivos artigos.

Art. 86 — O Promotor terá por cada acção, que intentar, em que o Jury não achar materia para accusação, o honorario de quatro mil reis; e por aquellas, em que tiver lugar a accusação, e elle levar ao fim, o honorario de doze mil reis.

Art. 87 — Ficam ab-rogadas todas as Leis, Alvarás, Decretos, e mais resoluções em contrario.

Mandamos portanto a todos as autoridades, a quem o conhecimento, e execução da referida Lei pertencer, que a cumpram, e façam cumprir, e guardar tão inteiramente como nella se contém. O Secretario de Estado dos Negocios da Justiça a faça imprimir, publicar e correr. Dada no Palacio do Rio de Janeiro aos vinte dias do mez de Setembro de mil oitocentos e trinta, nono da Independencia e do Imperio.

Imperador com guarda.

Visconde de Alcantara.

Carta de Lei, pela qual Vossa Magestade Imperial Manda executar o Decreto da Assembléa Geral, que Houve por bem Sancionár, sobre os abusos da Liberdade da Imprensa na fórma acima declarada.

Para Vossa Magestade Imperial ver.

Domingos Lopes da Silva Araujo a fez.

Registrada a fl. 271 do Liv. 1.º do registro de Leis. Secretaria de Estado dos Negocios da Justiça, 24 de Setembro de 1830. — João Caetano de Almeida Franca.

Antonio José de Carvalho Chaves.

Foi publicada esta Carta de Lei nesta Chancelleria-mór da Corte e Imperio do Brazil aos 28 do mez de Setembro de 1830. — Francisco Xavier Raposo de Albuquerque. Registrada a fl. 8 do L. 2.º do registro de Leis. Chancelleria-mór do Imperio, 30 de

Setembro de 1830. — Manoel de Azevedo Marques.

(Colecção das Leis do Império do Brasil, de 1830 — Parte 1.ª, pág. 35.)

(49) FRANCO, Ary Azevedo — Ob. cit — pág. 12

(50) Ob. cit. pág. 16

(51) Idem, pág. 18

(52) LEI N.º 261 — de 3 de Dezembro de 1841. *Reformando o Código do Processo Criminal.* Dom Pedro Segundo, por Graça de Deus e Unanime Aclamação dos Povos, Imperador Constitucional e Defensor Perpetuo do Brazil, Fazemos saber a todos os Nossos Subditos, que a Assembléa Geral Decretou, e Nós Queremos a Lei seguinte.

TÍTULO I

Disposições Criminaes

CAPÍTULO II

Dos Juizes Municipaes.

Art. 13.º — Os Juizes Municipaes serão nomeados pelo Imperador d'entre os Bachareis formados em Direito, que tenham pelo menos hum anno de practica do fóro adquirida depois da sua formatura.

Art. 14.º — Estes Juizes servirão pelo tempo de quatro annos, findo os quaes poderão ser reconduzidos, ou nomeados para outros lugares, por outro tanto tempo, com tanto tenham bem servido.

Art. 15.º — O Governo poderá marcar a estes Juizes hum ordenado, que não exceda a quatrocentos mil réis.

Art. 16.º — Em quanto se não estabelecerem os Juizes do Art. 13.º, e nos lugares onde elles não forem absolutamente precisos, servirão os Substitutos do art. 19.º

Art. 17.º — Compete aos Juizes Municipaes:

§ 1.º — Julgar definitivamente o contrabando, excepto o apprehendido em flagrante, cujo conhecimento, na fórma das Leis, e Regulamentos de Fazenda, pertence as Autoridades Administrativas; e o de Africanos, que continuará a ser julgado na fórma do *Processo commum*.

§ 2.º — As attribuições criminaes e policiaes que competão aos Juizes de Paz.

§ 3.º — Sustentar, ou revogar, ex-officio, as pronuncias feitas pelos Delegados e Subdelegados.

§ 4.º — Verificar os factos que fizerem objecto de queixa contra os Juizes de Direito das Comarcas, em que não houver Relação, inquirir sobre os mesmos factos testemunhas, e facilitar ás Partes a extracção dos documentos que ellas exigirem para bem a instruirem, salva a disposição do Artigo 161 do Código do Processo Criminal.

§ 5.º — Conceder fiança aos réos que pronunciaressem ou prenderem.

§ 6.º — Julgar as suspeições postas aos Subdelegados.

§ 7.º — Substituir na Comarca ao Juiz de Direito na sua falta ou impedimento. A substituição será feita pela ordem que designarem o Governo na Côte, e os Presidentes nas Provincias.

CAPÍTULO IV

Dos Juizes de Direito

Art. 24.º — Os Juizes de Direito serão nomeados pelo Imperador d'entre os Cidadãos

habilitados, na forma do Artigo 44 do Código do Processo; e quando tiverem decorrido quatro annos da execução desta Lei, só poderão ser nomeados Juizes de Direito aquelles Bachareis formados que tiverem servido com distincção os Cargos de Juizes Municipaes, ou de Orphãos, e Promotores Publicos, ao menos por hum quadriennio completo.

Art. 25.º — Aos Juizes de Direito das Comarcas, além das attribuições que tem pelo Código do Processo Criminal, compete:

1.º — Formar culpa aos Empregados Publicos não privilegiados nos crimes de responsabilidade.

Esta jurisdicção será cumulativamente exercida pelas Autoridades Judicieras a respeito dos Officiaes que perante as mesmas servirem.

2.º — Julgar as suspeições postas aos Juizes Municipaes e Delegados.

3.º — Proceder, ou mandar proceder ex-officio, quando lhe for presente por qualquer maneira algum Processo crime, em que tenha lugar a accusação por parte da Justiça, a todas as diligencias necessarias, ou para sanar qualquer nulidade, ou para mais amplo conhecimento da verdade, e circumstancias, que possam influir no julgamento. Nos crimes em que não tiver lugar a accusação por parte da Justiça, só o poderá fazer a requerimento de parte.

4.º — Correr os Termos da Comarca, o numero de vezes, que lhe marcar o Regulamento.

5.º — Julgar definitivamente os crimes de responsabilidade dos Empregados Publicos não privilegiados.

Art. 26.º — Os Juizes de Direito, nas correições que fizerem nos Termos de suas Comarcas, deverão examinar:

1.º — Todos os Processos de formação de culpa, quer tenham sido processados perante os Delegados e Subdelegados, quer perante o Juiz Municipal; para o que ordenarão que todos os Escrivas dos referidos Juizes lhes apresentem os Processos dentro de tres dias, tenham ou não havido nelles pronuncia, e emendarão os erros que acharem, procedendo contra os Juizes, Escrivas, e Officiaes de Justiça, como for de direito.

2.º — Todos os Processos crimes que tiverem sido sentenciados pelos Juizes Municipaes, Delegados, e Subdelegados, procedendo contra elles, se acharem que condemnarão, ou abreviarão os réos por prevaricação, peita, ou suborno.

3.º — Os livros dos Tabellães e Escrivas para conhecerem a maneira por que usão de seus Officios, procedendo contra os que forem achados em culpa.

4.º — Se os Juizes Municipaes, de Orphãos, Delegados, e Subdelegados, fazem as Audiencias, e se são assíduos, e diligentes no cumprimento dos seus deveres, procedendo contra os que acharem em culpa.

CAPITULO V

Das Jurados

Art. 27.º — São aptos para Jurados os Cidadãos que puderem ser Eleitores, com a excepção dos declarados no Artigo 23 do Código do Processo Criminal, e os Clerigos de Ordens Sacras, com tanto que esses Cidadãos saibão ler e escrever, e tenham de rendimento annual por bens e talia, ou

Emprego Publico, quatrocentos mil réas, nos Termos das Cidades do Rio de Janeiro, Bahia, Recife, e S. Luis do Maranhão; trezentos mil réas nos Termos das outras Cidades do Imperio; e duzentos em todos os mais Termos.

Quando o rendimento provier do Comercio ou industria, deverão ter o duplo.

Art. 28.º — Os Delegados da Policia organizarão huma lista (que será anttualmente revista) de todos os Cidadãos, que tiverem as qualidades exigidas no Artigo antecedente, e a farão affixar na porta da Parochia, ou Capella, e publicar pela imprensa, onde a houver.

Art. 29.º — Estas listas serão enviadas ao Juiz de Direito, o qual com o Promotor Publico, e o Presidente da Camara Municipal formará huma Junta da revisão, tomará conhecimento das reclamações, que houverem, e formará a lista geral dos Jurados, excluindo todos aquelles individuos que notoriamente forem conhecidos de faltos de bom senso, integridade, e bons costumes, os que estiverem pronunciados, e os que tiverem soffrido alguma condemnação passada em julgado por crime de homicidio, furto, roubo, bancarrota, estelionato, falsidade ou moeda falsa.

Art. 30.º — O Delegado, que não enviar a lista, ou o Membro da Junta, que não comparecer no dia marcado, ficará sujeito á multa de cem a quatrocentos mil réas, imposta pelo Juiz de Direito, sem mais formalidade que a simples audiencia, e com recurso para o Governo na Côrte, e Presidentes nas Provincias, que a imporão directa, e immediatamente quando tiver de recahir sobre o Juiz de Direito. Em quanto se não organizar a lista geral, continuará em vigor a do anno antecedente.

Art. 31.º — Os Termos, em que se não apurarem pelo menos 50 Jurados, reunir-se-ão ao Termo, ou Termos mais vizinhos, para formarem hum só Conselho de Jurados, e os Presidentes das Provincias designarão, nesse caso, o lugar da reunião do Conselho, e da Junta Revisora.

CAPITULO VIII

Da formação da culpa

Art. 47.º — Nos crimes que não deixão vestigios, ou de que se tiver noticia quando os vestigios já não existão, e não se possa verificar ocularamente por hum ou mais peritos, poder-se-ha formar o processo independente de inquirição especial para corpo de delicto, sendo no summario inquiridas testemunhas, não só a respeito da existencia do delicto, e suas circumstancias, como tambem acerca do delinquente.

Art. 48.º — No summario, a que se proceder para formação da culpa, e nos casos em que não houver lugar o procedimento official da Justiça, poderão inquirir-se de duas até cinco testemunhas, além das referidas ou informantes. Nos casos de denuncia poderão ser inquiridas de cinco até oito. Quando porém houver mais de hum indiciado delinquente, e as testemunhas inquiridas não depuserem contra hum ou outro, de quem o Juiz tiver vehementes suspeições, poderá este inquirir duas ou tres testemunhas a respeito dallas somente. Se findo o Processo, e remetido ao Juizo competente para apresental-o ao Jury, tiver o Juiz conhecimento de que existem hum, ou mais criminosos, poderá formar-lhes novo

Processo em quanto o crime não prescrever.

Art. 49.º — Os Delegados, e Subdelegados, que tiverem pronunciado, ou não pronunciado algum réo, remetterão o Processo ao Juiz Municipal para sustentar, ou revogar a pronuncia, ou despronuncia; no caso de não pronuncia, e de estar o réo preso, não será solto antes da decisão do Juiz Municipal.

Art. 50.º — Os Juizes Municipaes, quando lhes forem presentes os Processos com as pronuncias para o sobredito fim, poderão proceder a todas as diligencias que julgarem precisas para a retificação das queixas, ou denuncias, para emenda de algumas faltas, que induzão nullidade, e para esclarecimento da verdade do facto, e suas circumstancias, ou seja ex-officio, ou a requerimento das partes; com tanto que tudo se faça o mais breve, e summariamente que for possível.

Art. 51.º — As testemunhas da formação da culpa se obrigirão por hum termo a comunicar ao Juiz dentro de hum anno, qualquer mudança de residencia, sujeitando-se pela simples omissão a todas as penas do não comparecimento.

Art. 52.º — As notificações das testemunhas se farão por Mandados dos Juizes Municipaes, que ficão substituindo aos Juizes de Paz da cabeça do Termo, ou do Districto onde se reunirem os Jurados para cumprir quanto a estes competia a respeito dos Processos, que tiverem de ser submettidos ao Jury.

Art. 53.º — As testemunhas, que sendo notificadas, não comparecem na Sessão, em que a causa deve ser julgada, poderão ser conduzidas debaixo de prisão para depor, e punidas pelo Juiz de Direito com a pena de cinco a quinze dias de prisão. Além disto, se em razão de falta de comparecimento de alguma ou algumas testemunhas, a causa for adiada para outra Sessão, todas as despesas das novas notificações, e citações que se fizerem, e das indemnisações ás outras testemunhas, serão pagas por aquella, ou aquellas que faltarem, as quaes poderão ser a isso condemnadas pelo Juiz de Direito na decisão que tomar sobre o adiamento da causa, e poderão ser constringidas a pagarem da Cadêa.

CAPÍTULO IX

Do julgamento das causas perante o Conselho dos Jurados

Art. 54.º — As Sentenças de pronuncia nos crimes individuaes, proferidas pelos Chefes de Policia, Juizes Municipaes, e as dos Delegados e Subdelegados, que foram confirmadas pelos Juizes Municipaes, sujeitão os réos á accusação, e á serem julgados pelo Jury, procedendo-se na fórma indicada no Artigo 254, e seguintes do Codigo do Processo Criminal.

Art. 55.º — Se, depois dos debates, o depoimento de huma ou mais testemunhas, ou hum ou mais documentos forem arguidos de falsos, com fundamento razoavel, o Juiz de Direito examinará logo esta questão incidente, e a decidirá summaria e verbalmente, fazendo depois continuar o Processo da causa principal; e no caso de entender pelas averiguações á que proceder, que concorrem vehementes indícios de falsidade, proporá em primeiro quesito aos Jurados, no mesmo acto em que fizer o outros sobre a causa principal: — Se o Jurados podem pronunciar alguma decisão

a respeito dessa causa principal, sem attenção ao depolimento, ou documento arguido de falso.

Art. 56.º — Retirando-se os Jurados, se decidirem affirmativamente esta questão, responderão aos outros quesitos sobre a causa principal; resolvendo-a porém negativamente, não decidirão a causa principal, que ficará suspensa, e dissolvido esse Conselho. O Juiz de Direito em ambos os casos, remetterá a copia do documento, ou depoimento arguido de falso, com os indiciados delinquentes, ao Juiz competente para formação da culpa.

Art. 57.º — Formada a culpa, no caso de que a decisão da causa principal tenha ficado suspensa, será ella decidida conjuntamente por novo Conselho de Jurados com a causa da falsidade arguida.

Art. 58.º — O Juiz de Direito, depois que tiver resumido a materia da accusação e defesa, proporá aos Jurados, sorteados para a decisão da causa, as questões de facto necessarias para poder elle fazer a applicação do Direito.

Art. 59.º — A primeira questão será de conformidade com o libello; assim o Juiz de Direito a proporá nos seguintes termos: — O réo praticou o facto (referindo-se ao libello) com tal e tal circumstancia?

Art. 60.º — Se resultar dos debates o conhecimento da existencia de alguma, ou algumas circumstancias aggravantes não mencionadas no libello, proporá também a seguinte questão: — O réo commetteo o crime com tal, ou tal circumstancia aggravante?

Art. 61.º — Se o réo apresentar em sua defesa, ou no debate allegar como escusa hum facto, que a Lei reconhece como justificativo, e que o isente da pena, o Juiz de Direito proporá a seguinte questão: — O Jury reconhece a existencia de tal facto ou circumstancia?

Art. 62.º — Se o réo for menor de 14 annos, o Juiz de Direito fará a seguinte questão: — O réo obrou com discernimento?

Art. 63.º — Quando os pontos da accusação forem diversos, o Juiz de Direito proporá acerca de cada hum delles todos os quesitos indispensaveis, e os mais que julgar convenientes.

Art. 64.º — Em todo o caso o Juiz de Direito proporá sempre a seguinte questão: — Existem circumstancias attenuantes a favor do réo?

Art. 65.º — Todas as decisões do Jury deverão ser dadas em escrutinio secreto; nem se poderá fazer declaração alguma no Processo, por onde se conheça quaes os Jurados vencidos e quaes os vencedores.

Art. 66.º — A decisão do Jury para applicação da pena de morte será vencida por duas terças partes de votos: todas as mais decisões sobre as questões propostas serão por maioria absoluta; e no caso de empate se adoptará a opinião mais favoravel ao accusado.

O Governo estabelecerá o modo practico de proceder-se á votação no Regulamento que expedir para execução desta Lei.

Art. 67.º — Ao Juiz de Direito pertence a applicação da pena, a qual deverá ser no grão maximo, medio ou minimo, segundo as regras de Direito, á vista das decisões sobre o facto proferidas pelos Jurados.

Art. 68.º — A indemnização em todos os casos será pedida por acção civil, ficando revogado o Artigo 31.º do Código Criminal, e o § 5.º do Artigo 260 do Código do Processo. Não se poderá porém questionar mais sobre a existência do facto, e sobre quem seja o seu autor, quando estas questões se achem decididas no crime.

CAPITULO XI

Das appellações e revistas

Art. 78 — He permitido appealar:

1.º Para os Juizes de Direito, das Sentenças dos Juizes Municipaes, Delegados, e Subdelegados, nos casos em que lhes compete o julgamento final.

2.º — Para as Relações, das decisões definitivas, ou interlocutorias com força de definitivas, proferidas pelos Juizes de Direito, nos casos em que lhes compete haver por findo o Processo.

3.º — Das Sentenças dos Juizes de Direito que absolvirem, ou condemnarem nos crimes de responsabilidade.

4.º Nos casos do Artigo 301.º do Código do Processo Criminal.

Art. 79.º O Juis de Direito appellará ex-officio:

1.º — Se entender que o Jury proferio decisão sobre o ponto principal da causa, contraria á evidencia resultante dos debates, depoimentos, e provas perante elle apresentadas; devendo em tal caso escrever no Processo os fundamentos da sua convicção contraria, para que a Relação á vista delles decida se a causa deve ou não ser submettida a novo Jury. Nem o réo, nem o accusador ou Promotor terão direito de solicitar este procedimento da parte do Juis de Direito, o qual não o poderá ter, se, immediatamente que as decisões do Jury forem lidas em publico, elle não declarar que appellará ex-officio; o que será declarado pelo Escrivão do Jury.

2.º — Se a pena applicada for a de morte, ou galés perpetuas.

Art. 80.º — Das Sentenças proferidas nos crimes, de que trata a Lei de 10 de Junho de 1833, não haverá recurso algum, nem mesmo o de revista.

Art. 81.º — A Relação, no caso do § 1.º do Artigo antecedente, examinará as razões da appellação, e se as achar procedentes, ordenará que a causa seja submettida a novo Jury, no qual não poderão entrar nem os mesmos Jurados que proferirão a primeira decisão, nem o mesmo Juis de Direito que interpos a appellação, devendo este novo Jury ser presidido pelo Substituto do Juis de Direito.

Art. 82.º — Se a Relação mandar proceder a novo Jury, da decisão deste não competirá a appellação de que trata o Artigo 79.º.

Art. 83.º — A appellação interposta da Sentença condemnatoria produz effeito suspensivo, excepto:

1.º — Quando o appellante estiver preso, e a pena imposta for a de prisão simples ou mesmo com trabalho, havendo Casa de Correção com systema penitenciario.

2.º — Quando a pena for pecuniaria, mas neste caso deverá a sua importancia ser recolhida a deposito, e em quanto não for decidida a appellação não poderá o réo soffrer prisão a pretexto de pagamento de multa.

Art. 84.º — A appellação interposta da Sentença de absolvição não suspende a execução, excepto no caso do Artigo 79.º desta Lei, e nos crimes inafiançaveis.

Art. 85.º — Para o julgamento da appellação só subirá o Processo original quando nelle não houverem mais réos para serem julgados, aliás subirá traslado.

Art. 86.º — Nas causas crimes, de que trata esta Lei, não se admitirão embargos alguns ás decisões e Sentenças da primeira e segunda Instancia.

Art. 87.º — O protesto por novo julgamento, permitido pelo Artigo 306.º do Código do Processo Criminal, somente tem lugar nos casos em que for imposta a pena de morte, ou de galés perpetuas, e para outro Jury no mesmo lugar, ou no mais vizinho, quando haja impossibilidade naquella.

Art. 88.º — Usando o condemnado deste recurso, ficarão sem effeito os do artigo 79.º e quaesquer outros.

Art. 89.º — He permitida revista para o Tribunal competente:

1.º — Das Sentenças do Juis de Direito proferidas em grão de appellação sobre crimes de contrabando, segundo o artigo 17.º, § 1.º desta Lei, e sobre a prescripção, de que trata o Artigo 35.º, quando se julgar procedente.

2.º Das decisões das Relações, nos casos do Artigo 78.º §§ 2.º, 3.º e 4.º desta Lei.

Art. 90.º — Não he permitida a revista:

1.º — Das Sentenças de pronuncia, concessão, ou denegação de fiança, e de quaesquer interlocutorias.

2.º — Das Sentenças proferidas no foro Militar, e no Ecclesiastico.

CAPITULO XII

Disposições geraes

Art. 91.º — A jurisdicção policial e criminal dos Juizes de Paz fica limitada á que lhes he conferida pelos §§ 4.º, 5.º, 6.º, 7.º, 9.º e 14 do Artigo 5.º da Lei de 15 de Outubro de 1837. No exercicio de suas attribuições servirão-lhe dos Inspectores, dos Subdelegados, e tanto Escrivas que poderão ser os deses.

Art. 92.º — A denuncia, queixa, e accusação poderão ser feitas por Procurador, precedendo licença do Juis, quando o autor tiver impedimento que o prive de comparecer.

Art. 93.º — Se em hum Termo, ou em huma Comarca, ou em huma Provincia tiver apparecido sedição ou rebellião, o delinquente será julgado, ou no Termo ou na Comarca, ou na Provincia mais vizinha.

Art. 94.º — A pronuncia não suspende o exercicio dos direitos politicos, senão depois de sustentada competentemente.

Art. 95.º — Ficão abolidas as Juntas de Paz, e o 1.º Conselho dos Jurados. As suas attribuições serão exercidas pelas Autoridades Policias creadas por esta Lei, e na fórma por ella determinada.

Art. 96.º — A fórma do Processo será a mesma determinada pelo Código do Processo Criminal, que não estiver em opposição com a presente Lei.

Art. 97.º — As suspeições postas aos Subdelegados, Delegados e Juizes Municipaes, serão processadas e julgadas na forma do Regulamento do Governo, conformando-se

nesta parte com a disposição da Ord. Liv. 3.º, Tit. 21. A caução nas suspeições interpostas aos primeiros será de doze mil réis, e para os segundos de dezasseis mil réis.

Art. 98.º — A expedição dos autos e traslados não poderá ser retardada pela falta do pagamento das custas, as quaes poderão ser cobradas executivamente.

Art. 99.º — Sendo o réo tão pobre que não possa pagar as custas, perceberá o Escrivão a metade dellas do cofre da Camara Municipal da cabeça do Termo, guardado o seu direito contra o réo quanto á outra metade.

Art. 100.º — Os julgamentos nos Processos criminaes terão lugar independentemente do sello e preparo, que poderão ser pagos depois.

Art. 101.º — Da indevida inscripção ou omisão na lista geral dos Jurados, segundo o Artigo 27.º desta Lei, haverá recurso para o Governo na Côte, e para os Presidentes nas Provincias, os quaes, procedendo ás necessarias informações, decidirão como for justo.

Art. 102.º — Este recurso será apresentado na Secretaria da Presidencia, ou na de Estado dos Negocios da Justiça, dentro de hum mez, contado do dia em que se tiverem affixado as listas, e será acompanhado de certidão desse affixamento, passada por hum Escrivão do Juiz Municipal.

Art. 103.º — Os Jurados que faltarem ás Sessões, ou que, tendo comparecido, se retirarem antes de ultimada, serão multados pelo Juiz de Direito com a multa de dez mil réis a vinte mil réis por cada dia de Sessão.

Art. 104.º — Aos Juizes de Direito fica competindo o conhecimento das escusas dos Jurados, quer sejam produzidas antes, quer depois de multados.

Art. 105.º — Fica revogado o Art. 321 doCodigo do Processo Criminal.

Art. 106.º — Os Jurados que forem dispensados pelos Juizes de Direito de comparecer em toda huma Sessão, por terem motivo legitimo, e bem assim os que deixarem de comparecer sem escusa legitima, e forem multados, não ficarão isentos de ser sorteados para a segunda Sessão.

Art. 107.º — O Conselho de Jurados constará de quarenta e oito Membros, e tantos serão os sorteados na fórma do Artigo 320 doCodigo do Processo; todavia poderá haver Sessão, huma vez que compareção trinta e seis Membros.

Art. 108.º — Haverá perante cada hum Conselho de Jurados hum Escrivão privativo para o Jury e execuções criminaes.

Art. 109.º — Quando nas rebelliões ou sedições entrarem Militares, serão estes julgados pelas Leis e Tribunaes militares.

Art. 110.º — No Art. 145 doCodigo do Processo, ficão eliminadas as palavras do parenthesis (não se tratando de crimes politicos).

Art. 111.º — No Art. 351, antes da palavra — identidade — accrescente-se a palavra — não —, e ficão supprimidas as seguintes — e justificação de conducta.

Art. 112.º — As infracções dos Regulamentos que o Governo organizar para a execução da presente Lei, serão punidas, guardado o respectivo Processo, com pena de prisão, que não poderá exceder a tres mezes, e de multa até duzentos mil réis.

O mesmo Governo especificará nos ditos Regulamentos qual a pena que deverá caber a cada huma infracção.

Art. 113.º — As Autoridades, de que trata esta Lei, continuarão a perceber os emolumentos marcados nas Leis em vigor, salva a disposição do Art. 21.

(*Coleção das Leis do Império do Brasil — Tomo 4.º — Parte 1.ª Seção 32.ª — pág. 101.*)

(53) Franco, Ary Azevedo — ob. cit. — pág. 13

(54) DECRETO N.º 562, DE 2 DE JULHO DE 1850 *Marca os crimes que devem ser processados pelos Juizes Municipaes, e julgados pelos Juizes de Direito.*

Hei por bem Sanccionar, e Mandar que se execute a Resolução seguinte da Assembléa Geral Legislativa.

Art. 1.º — Serão processados pelos Juizes Municipaes até a pronuncia inclusivamente, e julgados pelos Juizes de Direito, os seguintes crimes:

§ 1.º — Moeda falsa.

§ 2.º — Roubo, e homicidio, commettidos nos Municipios das fronteiras do Imperio.

§ 3.º — A resistencia comprehendida na primeira parte do Artigo cento e dezesseis doCodigo Criminal.

§ 4.º — A tirada de presos, de que tratão os Artigos cento e vinte, cento e vinte hum, cento e vinte dois, cento e vinte tres, e cento e vinte sete doCodigo Criminal.

Art. 2.º — O crime de banca-rotta tambem será definitivamente julgado pelos Juizes de Direito.

Art. 3.º — Ficão revogadas as disposições em contrario.

Eusebio de Queiroz Coitinho Mattoso Camara, do Meu Conselho, Ministro e Secretario d'Estado dos Negocios da Justiça, o tenha assim entendido, e faça executar.

Palacio do Rio de Janeiro em dois de Julho de mil oitocentos e cincoenta, vigesimo nono da Independencia e do Imperio.

Com a Rubrica de Sua Magestade o Imperador.

Eusebio de Queiroz Coitinho Mattoso Camara.

(*"Coleção das Leis do Império do Brasil" de 1850 — Tomo XI — Parte I — pág. 247.*)

(55) LEI N.º 2 033, DE 20 DE SETEMBRO DE 1871.

Altera diferentes disposições da Legislação Judiciaria.

A Princeza Imperial Regente, em Nome de Sua Magestade o Imperador o Senhor Dom Pedro Segundo, Faz saber a todos os subditos do Imperio que a Assembléa Geral Decretou e Ella Sanccionou a Lei seguinte:

DAS ATRIBUIÇÕES CRIMINAES

Art. 2.º — Aos Juizes de Paz, além das suas Actuaes attribuições, compete:

§ 1.º — O julgamento das infracções de posturas municipaes com appellação para os Juizes de Direito; ficando porém supprimida a competencia para julgar as infracções dos termos de segurança e bem viver.

§ 2.º — A concessão da fiança provisoria.

Art. 3.º — Aos Juizes Municipaes fica competindo, além das outras attribuições:

§ 1.º — A organização do processo crime de contrabando fóra de flagrante delicto.

§ 2.º — O julgamento da infracção dos termos de segurança e bem viver, que as autoridades policiaes e os Juizes de Paz tiverem feito assignar.

Art. 4.º — Aos Juizes de Direito das comarcas do art. 1.º e bem assim aos Juizes Municipaes de todos os outros termos fica exclusivamente pertencendo a pronuncia dos culpados nos crimes communs; o julgamento nos crimes de que trata o art. 12 § 7.º doCodigo do Processo Criminal e o da infracção dos termos de segurança e bem viver; podendo ser auxiliados pelos seus substitutos no preparo e organização dos respectivos processos até o julgamento e a pronuncia exclusivamente; e com a mesma limitação pelos Delegados e Subdelegados de Policia quanto ao processo dos crimes do citado art. 12 § 7.º doCodigo do Processo Criminal.

Art. 5.º — Aos mesmos Juizes de Direito tambem pertence:

§ 1.º — O processo e julgamento dos crimes de contrabando fóra de flagrante delicto.

§ 2.º — A decisão das suspeições postas aos substitutos e Juizes de Paz.

§ 3.º — Em geral quaisquer outras attribuições conferidas aos Juizes de 1.ª instancia.

Art. 6.º — Ao Tribunal da Relação compete conhecer e julgar todos os recursos interpostos das decisões dos Juizes de Direito das comarcas do art. 1.º; e aos Desembargadores, membros das respectivas Relações, a Presidencia das sessões do Jury nas mesmas comarcas.

Art. 7.º — Aos Juizes de Direito em geral, além de suas actuaes attribuições, compete:

§ 1.º — O julgamento do crime de contrabando fóra de flagrante delicto.

§ 2.º — A decisão das suspeições postas aos Juizes inferiores e aos mesmos Juizes de Direito na ordem designada.

§ 3.º — A concessão de fiança.

Art. 8.º — Aos substitutos dos Juizes de Direito das comarcas do art. 1.º, e igualmente aos supplementes dos Juizes Municipaes de todos os termos, além da substituição marcada para os casos de impedimento dos respectivos Juizes, compete:

§ 1.º — A cooperação no preparo dos processos, de que trata o art. 12 § 7.º doCodigo do Processo Criminal, assim como na formação da culpa nos crimes communs, exclusivamente até o julgamento e a sentença de pronuncia; devendo os respectivos Juizes competentes, antes de proferirem suas decisões, rectificar os processos quando fór preciso.

§ 2.º — A concessão de fianças.

Art. 9.º — Fica extinta a jurisdicção dos Chefes de Policia, Delegados e Subdelegados no que respecta ao julgamento dos crimes de que trata o art. 12 § 7.º doCodigo do Processo Criminal, assim como quanto ao julgamento das infracções dos termos de bem viver e segurança, e das infracções de posturas municipaes.

Paraphrasso unico — Fica tambem extincta a competencia dessas autoridades para o processo e pronuncia nos crimes communs; salva aos Chefes de Policia a facultade de proceder á formação da culpa e pronunciar no caso do art. 60 do Regulamento de 31 de Janeiro de 1842.

Do despacho de pronuncia, neste caso, haverá, sem suspensão das prisões decretadas, recurso necessario, nas Provincias de facil communicacão com a séde das Relações, para o Presidente da respectiva Relação; nas de difficil communicacão, para o Juiz de Direito da capital da mesma Provincia.

Art. 10 — Aos Chefes, Delegados e Subdelegados de Policia, além das suas actuaes attribuições tão somente restringidas pelas disposições do artigo antecedente, e § unico, fica pertencendo o preparo do processo dos crimes, de que trata o art. 12 § 7.º doCodigo do Processo Criminal até a sentença exclusivamente. Por escripto serão tomadas nos mesmos processos, com os depoimentos das testemunhas, as exposições da accusação e defesa; e os competentes julgadores, antes de proferirem suas decisões, deverão rectificar o processo no que fór preciso.

§ 1.º — Para a formação da culpa nos crimes communs as mesmas autoridades policiaes deverão em seus districtos proceder ás diligencias necessarias para descobrimento dos factos criminosos e suas circumstancias, e transmitirão aos Promotores Publicos, com os autos de corpo de delicto e indicacão das testemunhas mais idoneas, todos os esclarecimentos colligidos, e desta remessa ao mesmo tempo darão parte á autoridade competente para a formação da culpa.

§ 2.º — Pertence-lhes igualmente a concessão da fiança provisoria.

Art. 11 — As suspeições postas aos Juizes de Direito serão decididas:

§ 1.º — Nas comarcas, de que trata o art. 1.º desta Lei, pelo Presidente da respectiva Relação.

§ 2.º — Nas demais comarcas, pelo Juiz de Direito da comarca mais vizinha do termo em que se arguir a suspensão. Uma tabella fixará a ordem da proximidade reciproca de cada comarca.

Dos Recursos.

Art. 17 — O recurso, de que trata o art. 281 doCodigo do Processo Criminal, fica convertido em agravo no auto do processo.

§ 4.º — A appellação do § 1.º do art. 79 da Lei de 3 de Dezembro de 1841 só tem effeito suspensivo quando interposta de sentença absolutoria do accusado de crime inafiançavel, e não sendo unanime a decisão do Jury que a determinar. Faltando qualquer destas condições somente será recebida no effeito devolutivo.

§ 5.º — Tão somente terá effeito suspensivo a appellação interposta, pelo Promotor Publico ou parte offendida, da sentença de absolvição, quando fór esta proferida a respeito de réos accusados de crimes punidos no maximo com as penas de morte, galés ou prisão com trabalho por 20 ou mais annos e prisão simples perpetua.

Nunca, porém, a mesma appellação terá effeito suspensivo, se fór unanime a decisão do Jury que determinar a respectiva sentença.

No prazo de dous dias deve ser interposta a appellação de que trata este paraphrasso, e não o sendo pôr-se-hão logo em liberdade os réos absolvidos; os sujeitos a penas menores, immediatamente depois de proferida a sentença absolutoria.

§ 6.º — Não havendo sessão do Jury em algum termo poderá o réo ser julgado em outro termo mais vizinho da mesma comarca, se assim o requerer e o Promotor Público ou a parte accusadora convier. E independente de convenção de partes, sempre que não for possível effectuar o julgamento do réo no districto da culpa, terá lugar no Juizo do termo mais vizinho, com preferencia o da mesma comarca.

Verificar-se-ha a impossibilidade, se em tres sessões successivas do Jury não puder ter lugar o julgamento.

Disposições Penais

Art. 20 — Os casos de que trata o art. 10 do Código Criminal são do conhecimento e decisão do Juiz formador da culpa, com appellação *ex officio* para a Relação, quando a decisão fór definitiva.

Os crimes do art. 14 do mesmo Código são só da competência do Jury.

Disposições diversas

Art. 29 —
§ 1.º — É derogado o art. 68 da Lei de 3 de Dezembro de 1841, e restabelecido o art. 332 do Código do Processo Criminal.

(*Coleção das Leis do Império do Brasil, de 1871 — Tomo XXXI — Parte 1 — pág. 426.*)

(56) DECRETO N.º 4.824, DE 22 DE NOVEMBRO DE 1871

Regula a execução da Lei n.º 2033 de 20 de Setembro do corrente anno, que alterou diferentes disposições da Legislação Judiciaria.

A Princesa Imperial Regente, em Nome de Sua Magestade o Imperador o Senhor D. Pedro II, Usando da attribuição conferida pelo art. 102, § 12 da Constituição do Imperio, Ha por bem Decretar o seguinte Regulamento:

SECÇÃO II

Dos Juizes de Direito

Art. 13 — Aos Juizes de Direito das comarcas especiaes compete exclusivamente:

§ 1.º — A pronuncia dos culpados nos crimes communs.

§ 2.º — O julgamento dos crimes de que trata o art. 12, § 7.º do Código do Processo Criminal, e mais processos policiaes.

3.º — A pronuncia e o julgamento dos crimes de que tratam a Lei n.º 562 de 2 de Julho de 1850 e o art. 1.º do Decreto n.º 1060 do 1.º de Setembro de 1860.

4.º — O julgamento das infracções dos termos de segurança e bem viver; e, por appellação, o julgamento das infracções de posturas municipaes.

5.º O processo e julgamento dos empregados publicos não privilegiados.

6.º O processo e julgamento dos crimes de contrabando fóra de flagrante delicto.

7.º — A decisão das suspeições postas aos Juizes Substitutos e Juizes de Paz.

Em geral, quaesquer outras attribuições conferidas pela legislação vigente aos Juizes de primeira instancia.

Art. 14 — Aos Juizes de Direito das comarcas geraes, além das suas attribuições actuaes, compete:

1.º — O julgamento do contrabando fóra de flagrante delicto.

2.º — A decisão das suspeições postas aos Juizes inferiores e aos mesmos Juizes de Direito na ordem designada.

Os Presidentes das Provincias organizarão uma tabella fixando a proximidade de cada uma das comarcas, com individuação dos seus termos em relação ás outras, por onde se regulará a competencia dos respectivos Juizes de Direito para o julgamento das suspeições que lhes forem postas; cabendo o mesmo julgamento ao Juiz de Direito da comarca mais vizinha do termo, onde se arguir a suspeição.

3.º — A concessão de fianças.

Art. 15 — Aos Substitutos dos Juizes de Direito das comarcas especiaes compete:

1.º — Substituir parcial ou plenamente os Juizes de Direito effectivos, no caso de impedimento.

2.º — Processar os crimes communs, até a pronuncia exclusivamente.

3.º — Cooperar no preparo dos processos dos crimes do art. 12, § 7.º do Código do Processo Criminal, e mais processos policiaes, dos da Lei n.º 562, de 2 de Julho de 1850 e do Decreto n.º 1060 do 1.º de Setembro de 1860, art. 1.º

4.º — Conceder fianças.

SECÇÃO III

Dos Juizes Municipaes

Art. 16 — Aos Juizes Municipaes competem, além das attribuições subsistentes, as seguintes:

1.º — A organização do processo de contrabando fóra do flagrante delicto.

2.º — O julgamento das infracções dos termos de segurança e bem viver que as autoridades policiaes ou os Juizes de Paz houverem feito assignar.

Art. 17 — Ficam-lhes exclusivamente competindo:

1.º — O julgamento dos crimes de que trata o art. 12, § 7.º do Código do Processo Criminal e mais processos policiaes.

2.º — A pronuncia nos crimes communs, com recurso necessario para o Juiz de Direito respectivo.

Art. 18 — Aos Supplentes dos Juizes Municipaes compete:

1.º — Além da substituição dos Juizes Municipaes em seus impedimentos, cooperar no preparo de todos os processos crimes a cargo dos mesmos Juizes até a pronuncia e julgamento exclusivamente.

2.º — Conceder fianças.

SECÇÃO IV

Dos Juizes de Paz

Art. 19 — Além das attribuições subsistentes, compete aos Juizes de Paz:

1.º — Processar e julgar as infracções de posturas municipaes.

2.º — Obrigar a assignar termos de segurança e bem viver, não podendo porém julgar as infracções de taes termos.

3.º — Conceder a fiança provisoria.

SECÇÃO VI

Do Jury

Art. 24 — Nas comarcas especiaes o Jury será presidido por um Desembargador da

respectiva Relação, não contemplados os que servirem no Tribunal do Commercio.

§ 1.º — Para presidir aos julgamentos em cada sessão diaria do Jury nestas comarcas, designará o Presidente da Relação o Desembargador a quem tocar por escala, segundo a ordem da antiguidade.

§ 2.º — Nas mesmas comarcas serão successivamente exercidas pelos Juizes de Direito, que não tiverem varas privativas, as attribuições, que competiam aos Juizes Municipaes, quanto aos actos preparatorios para o julgamento perante o Jury, e bem assim a de proceder ao sorteio dos Jurados.

§ 3.º — Incumbe-lhes igualmente presidir ás sessões preparatorias até haver numero legal de Juizes de Facto; devendo neste caso participar ao Desembargador, a quem competir a presidencia effectiva, a fim de assumil-a.

§ 4.º — As sessões do Jury nas ditas comarcas serão convocadas por determinação do Presidente da Relação, que para esse fim officiará opportunamente ao Juiz de Direito respectivo.

§ 5.º — Tres dias antes da reunião do Jury, o mesmo Juiz de Direito fará remetter os processos, que tiverem de ser julgados, ao Secretario da Relação, que os apresentará logo ao Presidente para distribui-los pelos Desembargadores.

Ficará em mão do Escrivão do Jury, para proceder á chamada, de que trata o art. 240 doCodigo do Processo, um rol assignado pelo Juiz de Direito, contendo os nomes dos réos presos, dos que se livram soltos ou affiançados, dos accusadores ou autores e das testemunhas notificadas.

Se durante a sessão forem preparados novos processos, praticar-se-ha do mesmo modo.

§ 6.º — Salvo por motivo de interesse publico e a requerimento do Promotor, não é permitido alterar a ordem do julgamento dos processos determinada: 1.º pela preferéncia dos réos presos aos affiançados; 2.º entre os mesmos presos, pela antiguidade da prisão de cada um; e com igual antiguidade, pela prioridade da pronuncia, prevalecendo tambem essa prioridade entre os réos affiançados.

Esta disposição é commum para os julgamentos em todas as comarcas.

§ 7.º — Encerrada a sessão periodica do Jury, combinarão entre si os Desembargadores, que houverem presidido aos julgamentos, e de commum accordo farão o relatório determinado pelo art. 189 do Regulamento n.º 120 de 31 de Janeiro de 1842, sendo assignado pelo mais antigo.

Art. 25 — Não havendo sessão do Jury em algum termo, o réo poderá ser julgado em outro termo mais visinho da mesma comarca, se assim o requerer e o Promotor Publico ou a parte accusadora convier.

Independentemente de convenção de partes, sempre que não fór possível effectuar o julgamento do réo no districto da culpa, terá lugar no Jury do termo mais visinho, com preferéncia o da mesma comarca.

Verificar-se-ha a impossibilidade, se em tres sessões successivas do Jury não puder ter lugar o julgamento.

Não ha impossibilidade quando a falta do julgamento provier do facto providenciado no art. 53 da Lei de 3 de dezembro de

1841, ou quando o réo der causa a ella, offerendo escusa para provocar o adiamento.

Art. 26 — É convertido em agravo no auto do processo o recurso de que trata o art. 281 doCodigo do Processo Original e do qual tomará conhecimento o Tribunal da Relação, se por appellação subir o feito.

Art. 27 — A suspeição posta ao Presidente do Tribunal do Jury, se não fór reconhecida pelo recusado, não suspenderá o julgamento.

O Jury não julga suspeições postas ao Presidente do Tribunal.

Nas comarcas especiaes serão julgadas pelo Presidente da Relação; e nas comarcas geraes pelo Juiz de Direito da mais visinha na ordem designada.

SECCÃO VIII

Das appellações

Art. 59 — A disposição do art. 86 aproveita igualmente ás appellações para o effecto de não serem prejudicadas, conforme as circumstancias.

Art. 60 — Não tem effecto suspensivo a appellação do § 1.º do art. 79 da Lei de 3 de Dezembro de 1841, quando a sentença absolutoria fór proferida sobre decisão unanime do Jury.

Ainda que não seja unanime a decisão do Jury, tambem não terá effecto suspensivo essa appellação, se o crime fór affiançavel.

Art. 61 — A appellação, interposta pelo Promotor Publico ou pela parte queixosa, da sentença de absolvição só terá effecto suspensivo a respeito de réos accusados de crimes punidos no maximo com as penas de morte, galés ou prisão com trabalho por vinte ou mais annos e prisão simples perpetua, se a decisão do Jury não houver sido unanime.

§ 1.º — No prazo de dous dias deve ser interposta a appellação, de que trata este artigo; e não o sendo, pôr-se-hão em liberdade os réos absolvidos; os sujeitos á penas menores do que as mencionadas, immediatamente depois de proferida a sentença absolutoria.

§ 2.º — Não são mais applicaveis as disposições dos arts. 1.º e 3.º do Decreto n.º 1896, de 15 de Setembro de 1899.

Art. 62 — Para regular os effectos das appellações nos casos dos dous artigos antecedentes, prevalecerá o despacho de pronuncia.

(“*Coleção das Leis do Império do Brasil, de 1871*” — Tomo XXXI — Parte I, pág. 633.)

(57) DECRETO N.º 4.992, DE 3 DE JULHO DE 1872.

Altera algumas disposições de Decreto n.º 4.824 de 22 de Novembro de 1891, na parte relativa á presidencia do Jury nas comarcas especiaes.

Hel por bem, Usando da attribuição que Me confere o art. 102, § 12 da Constituição do Imperio, Decretar o seguinte:

Art. 1.º — Cada sessão judicial do Jury nas comarcas especiaes, de que trata o art. 1.º da Lei n.º 2033 de 20 de Setembro de 1871, será presidida por um Desembargador da Relação do districto, designado pelo Presidente della segundo a ordem da antiguidade.

Art. 2.º — Tres dias, pelo menos, antes da reunião do Jury, o Juiz de Direito, que a tiver convocado, remetterá os processos pre-

parados para julgamento ao Secretario da Relação, que os apresentará logo ao Presidente a fim de distribuil-os ao Desembargador, a quem competir a presidencia effectiva da sessão.

Se durante esta forem preparados novos processos, o Juiz de Direito os enviará directamente ao Presidente do Tribunal do Jury.

Art. 3.º — Encerrada a sessão judiciaria, o Desembargador, que a tiver presidido, fará o relatório determinado pelo art. 180 do Regulamento n.º 120 de 31 de Janeiro de 1842.

Art. 4.º — Ficam derogados neste sentido o art. 24, §§ 1.º, 5.º e 7.º do Decreto n.º 4624 de 22 de Novembro de 1871.

O Dr. Manoel Antonio Duarte de Azevedo, do Meu Conselho, Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Justiça, assim o tenha entendido e faça executar. Palacio do Rio de Janeiro, em tres de Julho de mil oitocentos e setenta e dous, quinquesimo primeiro da Independencia e do Imperio.

Com a rubrica de Sua Magestade o Imperador.

Manoel Antonio Duarte de Azevedo.

(“*Coleção das Leis do Império do Brasil de 1872*” — Tomo XXXV — Parte II — pág. 549.)

(58) Ob. cit. págs. 19/20.

(59) DECRETO N.º 848, DE 11 DE OUTUBRO 1890

Organiza a Justiça Federal

O Generalissimo Manoel Deodoro da Fonseca, Chefe do Governo Provisorio da Republica dos Estados Unidos do Brazil, constituido pelo Exercito e Armada, em nome da Nação, tendo ouvido o Ministro e Secretario de Estado dos Negocios da Justiça, resolve decretar a lei seguinte:

TITULO II

CAPITULO IX

Do Jury Federal

Art. 40 — Os crimes sujeitos á jurisdicção federal serão julgados pelo Jury.

Art. 41 — O Jury federal compor-se-ha de doze juizes, sorteados dentre trinta e seis cidadãos, qualificados jurados na capital do Estado onde houver de funcionar o tribunal e segundo as prescripções e regulamentos estabelecidos pela legislação local. O juiz da respectiva secção será o presidente do tribunal do Jury federal.

Art. 42 — As decisões do Jury serão tomadas por maioria de votos. O empate será em favor do réo.

Art. 43 — Das sentenças proferidas pelo Jury haverá appellação voluntaria para o Supremo Tribunal Federal.

Esta appellação não terá effeito suspensivo, sinão em caso de condemnação do réo.

Art. 44 — O protesto por novo julgamento será admittido, com exclusão de outro recurso, nos processos em que a sentença impuzer pena de prisão cellular por trinta annos, ou banimento.

CAPITULO XI

Do Processo Criminal

Art. 50 — Os juizes federaes procederão criminalmente, provocada a sua acção por queixa ou denuncia.

Art. 51 — A queixa compete ao offendido, seu pae, mãe, ou conjuge, tutor ou curador, sendo menor ou interdito.

Art. 52 — A denuncia compete aos procuradores da Republica e a qualquer do povo:

- a) nos crimes politicos;
- b) nos crimes de responsabilidade da alçada federal.

Art. 53 — A queixa ou denuncia deve conter:

- a) a narração do facto criminoso, com todas as suas circumstancias;
- b) o nome do delinquente, ou os signaes caracteristicos, si for desconhecido;
- c) as razões de convicção ou presumpção;
- d) nomeação de todos os informantes e testemunhas, não excedendo estas o numero de seis;
- e) o tempo e o logar em que foi o delicto commettido.

Art. 54 — Exhibida em juizo a queixa ou denuncia e requerida a citação do delinquente, o juiz a ordenará por seu despacho, em o qual serão declarados, o fim para que e o logar e tempo em que deve o delinquente comparecer, guardado o disposto no art. 96. Si o delinquente residir em logar differente do da residencia do juiz, ou estranho á sua jurisdicção, será citado por precatoria dirigida ao juiz local ou federal.

Art. 55 — As testemunhas serão citadas na fórma acima prescripta e serão obrigadas a comparecer no logar e tempo que lhes for marcado, não podendo eximir-se desta obrigação por privilegio de ordem alguma.

Si, entretanto, residirem em logar differente do juiz, este expedirá precatoria ao juiz local ou federal, rogando-lhe que as interrogue sobre o facto criminoso e suas circumstancias.

Art. 56 — Comparecendo o réo em juizo, ser-lhe-hão lidas todas as peças do processo a que é submetido e em sua presença reinquiridas e reperguntadas as testemunhas ouvidas em sua ausencia, si assim o requerer.

Art. 57 — Cada vez que duas ou mais testemunhas divergirem em suas declarações o juiz as reperguntará em face uma da outra, mandando que expliquem a contradicção ou divergencia, si assim lhe for requerido por qualquer das partes.

Art. 58 — O réo será interrogado pela fórma seguinte:

- a) qual o seu nome, naturalidade e residencia?
- b) si tem motivo particular a que attribua a queixa ou denuncia?
- c) si é ou não culpado?

Paragrapho unico — Não é permittido ao juiz acrescentar outras ás perguntas acima taxadas; ao réo, entretanto, será licito allegar quanto lhe for conveniente, devendo ser escriptas todas as suas declarações.

Art. 59 — Ao denunciante ou queixoso póde o juiz fazer as perguntas que lhe parecerem necessarias para o descobrimento da verdade.

Art. 60 — A confissão do réo em juizo provará o delicto, quando coincidir com as circumstancias do facto.

Art. 61 — O accusado poderá fazer juntar ao processo todos os documentos que justifiquem ou provem sua innocencia. O juiz conceder-lhe-há prazo razoavel para tal fim.

Art. 62 — Da inquirição das testemunhas, interrogatorio e informações se lavrará termo que será escripto pelo escripto e assignado pelo juiz, testemunhas e partes.

Art. 63 — Si das peças do processo resultar pleno conhecimento do delicto e indícios vehementes, que devam convencer o juiz de quem seja o delinquente, assim o declarará aquelle em seu despacho, pronunciando o réo especificadamente e obrigando-o á prisão, nos casos em que está tem logar e sempre a livramento, arbitrada a fiança, si for caso della.

Art. 64 — Quando o juiz não obtenha pleno conhecimento do delicto ou indícios vehementes de quem seja o delinquente, declarará por seu despacho nos autos, que não julga procedente a queixa ou denuncia.

Art. 65 — É livre ás partes recorrer para o Supremo Tribunal Federal do despacho de pronuncia ou improcedencia da queixa ou denuncia. O recurso é suspensivo e será interposto dentro de cinco dias, contados da intimação do despacho a cada uma das partes.

Ficará traslado dos autos no cartorio do escripto, e a expedição do recurso, bem como a cópia do processo serão feitas á custa do recorrente. Será julgado deserto o recurso que não for expedido dentro de trinta dias improrogaveis, contados da data de sua interposição. O despacho de pronuncia ou improcedencia produzirá em todo caso e desde logo todos os efeitos de direito.

Art. 66 — Logo que passar em julgado o despacho de pronuncia, o accusador será notificado para offerer em juizo o seu libello accusatorio dentro de vinte e quatro horas improrogaveis, sob as penas de revelia e preempção da acção.

Art. 67 — Offerido o libello com o rol das testemunhas e quaesquer documentos que o instruem, serão as ditas peças juntas aos autos, dos quaes se dará vista ao accusado por quarenta e oito horas improrogaveis, para contrariar, sendo permitido a este acrescentar rol de testemunhas e instrumentos em sua defesa.

Art. 68 — A acção criminal será julgada perempta nos casos em que não couber denuncia, quando o libello não houver sido offerido em tempo ou não comparecer no Jury o accusador por si ou por procurador, devidamente autorizado.

Em um e outro caso, a sentença da preempção será proferida pelo juiz e presidente do tribunal do Jury, independente de reclamação de partes.

Art. 69 — A acção criminal proseguirá á revelia do accusador, nos casos em que couber denuncia. Si esta proceder de pessoa do povo, o procurador da Republica a continuará até os termos finais; e si este for o revel, nomeará o juiz procurador *ad hoc* para proseguir no feito, seja a revelia procedente de falta de libello em tempo opportuno, seja de falta de comparecimento no tribunal do Jury. O Procurador da Republica será em um o outro caso sujeito a processo de responsabilidade, como no caso couber, e ser-lhe-ha formada culpa *ex officio* pelo respectivo juiz.

Art. 70 — Quando a accusação for abandonada por qualquer do povo e o procurador da Republica houver de proseguir na acção, será condemnado em custas, si as houver, o denunciante, não podendo em caso algum serem-lhe estas contadas a favor. A revelia do procurador da Republica su-

jeita-o á satisfação do damno causado, que será arbitrado pelo juiz, não tendo sido justificada a falta daquelle funcionario do qual, em todo caso, serão subtraídos vencimentos correspondentes aos dias de trabalho do substituto *ad hoc* nomeado, em proveito deste e justa retribuição.

Art. 71 — Ultimado o processo de formação de culpa, offerido o libello e contrariedade, e notificadas as partes e testemunhas, o juiz federal officialará ás Justigas locais competentes, para que constituam o Jury no mais breve prazo. Esta diligencia effectuada, o juiz federal assumirá a presidencia do tribunal, e verificado o comparecimento das partes, testemunhas e jurados em numero legal, abrirá a sessão, declarando o tribunal constituído e procedendo em seguida ao sorteio do conselho, que se comporá de doze membros.

Art. 72 — Á installação do tribunal do Jury federal procederão editaes, marcando definitivamente o dia, hora e logar da reunião e notificando de novo as partes e testemunhas.

Art. 73 — Entrando-se no sorteamento para a formação do conselho, e á medida que o nome de cada um juiz de facto for sendo lido pelo juiz federal, farão o accusado e o accusador suas recusações, sem as motivarem. Cada um poderá recusar doze jurados.

Art. 74 — Si os accusados forem dois ou mais, poderão combinar suas recusações; mas, não combinando, ser-lhes-ha permitida a separação do processo, e nesse caso cada um poderá recusar até doze jurados.

Art. 75 — São prohibidos de servir no mesmo conselho ascendentes e seus descendentes, sogro e genro, irmãos e cunhados durante o cunhado. Destes o primeiro sorteado é o que deve ficar no conselho.

Art. 76 — Freenchido o numero de Juizes de facto, que effectivamente formarão o Jury, o juiz federal lhes tomará a promessa solemne e publica de bem e fielmente cumprirem o seu dever.

Art. 77 — Todas as questões essenciaes ou incidentaes, que versarem sobre factos e de que dependerem as deliberações finais, serão decididas pelos juizes de facto; as de direito sei-o-hão pelo juiz federal.

Art. 78 — Depois de formado o conselho, o juiz federal interrogará o réo pelo modo e fórma estabelecidos para a formação da culpa. Findo o interrogatorio, o escripto lerá todo o processo e as ultimas respostas do réo, que estarão nelle escriptas.

Art. 79 — O advogado do accusador abrirá o codigo e mostrará o artigo e grão da pena em que pelas circunstancias entende que o réo se acha incurso, lerá o libello e depoimentos de testemunhas e adduzirá as provas em que se elle firmar.

Art. 80 — Serão em seguida introduzidas no salão da sessão, uma após outra, as testemunhas do accusador, que deporão sobre os artigos do libello, sendo primeiro inquiridas pelo accusador, ou seu advogado, ou procurador, e depois pelo réo, seu advogado, ou procurador.

Art. 81 — Findo este acto, o advogado do réo desenvolverá sua defesa, deduzida em artigos claros e succintos.

Art. 82 — As testemunhas do réo serão introduzidas após e deporão sobre os artigos da contrariedade, sendo inquiridas primei-

ro pelo advogado do réo, e depois pelo accusador ou autor.

Art. 83 — O autor e por último o réo, por si ou por seus procuradores, replicarão verbalmente aos argumentos contrários e poderão requerer a repregunta de alguma ou de algumas testemunhas já inquiridas.

Art. 84 — Achando-se a causa no estado de ser decidida por parecer aos jurados que nada mais resta a examinar, o juiz federal proporá por escripto ao conselho as questões relativas ao facto criminoso e suas circunstâncias.

Art. 85 — Entre as questões propostas ao Jury será a primeira sempre de conformidade com o libello accusatório; assim o juiz a proporá nos seguintes termos.

"O réo praticou o facto (referindo-se ao libello) com tal e tal circunstância?"

Art. 86 — Si resultar dos debates o conhecimento da existencia de alguma ou algumas circunstancias aggravantes não mencionadas no libello, proporá também a seguinte questão:

"O réo commetteu o crime com tal ou tal circunstancia aggravante?"

Art. 87 — Si o réo apresentar em sua defesa, ou no debate allegar como escusa facto ou justificação que o isente da pena, o juiz proporá a seguinte questão:

"O Jury reconhece a existencia de tal facto ou circumstancia?"

Art. 88 — Si o réo for menor de quatorze annos, o juiz fará a seguinte questão:

"O réo obrou com discernimento?"

Art. 89 — O juiz proporá sempre a seguinte questão: "Existem circunstancias attenuantes a favor do réo?"

Art. 90 — Quando os pontos da accusação forem diversos, o juiz proporá acerca de cada um delles todos os quesitos indispensaveis e quantos julgar convenientes á applicação esclarecida da lei aos factos occurrentes.

Art. 91 — Retirando-se os jurados a outra sala, conferenciarão sós e a portas fechadas sobre cada uma das questões propostas, e o que for julgado pela maioria absoluta de votos será escripto e publicado.

Art. 92 — Em seguimento e na mesma sessão o juiz federal, conformando-se com as decisões do Jury e applicando-lhes a lei, absolverá ou condemnará o accusado, mandando-o pôr em immediata liberdade, si estiver preso e a sentença concluir por absolvição.

Art. 93 — Será concedido ás partes o prazo de tres dias para interposição do recurso das sentenças do tribunal do Jury e bem assim para o protesto por novo julgamento.

Art. 94 — Serão decididos e regulados pelas leis e regimentos locais todos os casos não previstos no presente decreto e relativos á installação do tribunal do Jury, aos trabalhos deste, á prisão e fiança, devendo os juizes do Estado prestar á justiça federal todo o auxilio que lhes for legalmente invocado.

Art. 95 — A accusação dos empregados publicos em crime de responsabilidade será feita perante o Jury, guardadas no sumario e no plenario as formalidades acima prescriptas. Exceptuam-se:

a) Os funcionarios com fóro especial e privilegiado, estabelecido pela Constituição ou lei do Congresso;

b) Os militares, que por crime de emprego militar serão accusados no juizo de seu fóro;

c) Os funcionarios federaes, que tiverem sómente de ser advertidos ou castigados com penas disciplinares.

Art. 96 — Apresentada a denuncia ou queixa contra funcionario publico, o juiz lhe mandará dar vista immediata, por quinze dias improrogaveis, e bem assim dos documentos que a instruem e, findo o prazo, com resposta ou sem ella, dará começo á formação da culpa, proseguindo nos termos ulteriores, como de direito."

(Decretos do Governo Provisorio da Rep. dos Estados Unidos do Brasil — 10.º fascículo pag. 2.744.)

(60) Ob. cit. pag. 20

(61) DECRETO N.º 1420 A — DE 21 DE FEVEREIRO DE 1891

Amplia as attribuições dos substitutos dos juizes seccionaes, e dá outras providencias
O chefe do Governo Provisorio da Republica, attendendo a que os juizes seccionaes, para bem desempenharem as suas funcções precisam de ser efficazmente auxiliados pelos seus substitutos e pelas justicas locais, mormente nos estados de mais vasto territorio ou de mais difficeis communicações,
Decreta:

Art. 1.º — Compete aos substitutos dos juizes seccionaes, além das attribuições expressas no decreto n. 848 de 11 de outubro de 1890, auxiliar-os nos actos preparatorios dos processos crimes e civis de sua jurisdicção, não podendo, porém, proferir sentença definitiva, ou interlocutoria com força de definitiva, nem o despacho de pronuncia, salvo no caso de substituição plena em um ou mais feitos.

Parapho unico — Do agravo de despacho interlocutorio proferido pelo substituto conhece o juiz seccional.

Art. 2.º — Em casos de urgente diligencia ou de providencias que não admittam demora, podem as autoridades locais, independentemente de requisição da federal, estando esta ausente, tomar e autorisar as medidas assecuratorias de direitos ou preventivas de damno ou perigo imminente, participando-o logo ao juiz competente.

Art. 3.º — Revogam-se as disposições em contrario.

O Ministro da Justiça assim o faça executar.

Sala das sessões do Governo Provisorio da Republica dos Estados Unidos do Brazil, 21 de fevereiro de 1891, 3.º da Republica. — *Mamoel Deodoro da Fonseca*, Barão de Lucena
(D.O. 28-2-1891. pag. 853)

(62) "O Júri sob todos os aspectos" — Textos de Ruy Barbosa — Introdução do Prof. Roberto Lyra — Rev. Bras. de Criminologia — ano III, n.º 8, pag. 47

(63) BARBALHO, João — Ob. cit., pag. 335

(64) MARQUES, José Frederico, ob. cit. págs. 22/23.

(65) LEI N.º 221, 20 DE NOVEMBRO DE 1894 Completa a organização da Justiça Federal da Republica.

Manoel Victorino Pereira, Presidente do Senado:

Faço saber aos que a presente virem que o Congresso Nacional decreta e promulga a seguinte lei:

O Congresso Nacional decreta:

Art. 1.º — O decreto n.º 848, de 11 de outubro de 1890, continuará a reger a organização e processo da justiça federal em tudo que não for alterado pela presente lei.

TÍTULO I

Das Funcionários

Art. 11 — A lista dos jurados de cada uma das capitães servirá de base para a composição do Jury federal, devendo ser remetida uma cópia authentica ao juiz seccional pelo presidente do jury local.

Poderá, porém, o procurador da Republica ou qualquer cidadão residente no lugar, reclamar perante o juiz seccional contra a indevida inclusão ou exclusão dentro de 15 dias, contados do edital, que o mesmo juiz mandará affixar, ao receber a lista. Do despacho do juiz que attender ou não á reclamação, haverá recurso no effeito devolutivo para o Supremo Tribunal Federal, que delle tomará conhecimento na fórma determinada no seu regimento para os agravos.

Paragrapho único — Logo que for publicada esta lei, será remetida ao juiz seccional uma cópia authentica da lista dos jurados apurados nas capitães dos Estados e Districto Federal, e annualmente uma outra das alterações occorridas em virtude da revisão; devendo estas cópias ser archivadas no cartorio do mesmo julzo, com todos os documentos relativos ás reclamações, decisões e recursos a que se refere este artigo.

Em livro proprio, aberto, rubricado, numerado e encerrado pelo juiz, o escrivão transcreverá a relação dos jurados com as alterações resultantes dos despachos e sentenças que forem proferidos sobre as reclamações.

TÍTULO II

CAPÍTULO II

Do Jury Federal

Art. 20 — Compete ao Jury Federal o julgamento:

I — Dos crimes definidos pelo Codigo Penal, no Livro 2.º — Tit. I e seus capitulos, e Tit. II, Capitulo I;

II — De sedição contra funcionario federal ou contra a execução de actos e ordens emanadas de legitima autoridade federal, conforme a definição do art. 118 do Cod. Penal;

III — De resistencia, desacato e desobediencia á autoridade federal e tirada de presos do poder da justiça federal, segundo as definições dos capitulos 3.º a 5.º do Tit. II do citado Livro do Cod. Penal;

IV — Dos crimes de responsabilidade dos funcionarios federaes que não tiverem fóro privilegiado (Tit. V do citado Livro);

V — Dos crimes contra a fazenda e propriedade nacional, comprehendidos no capitulo unico do Tit. VII e no capitulo 1.º do Tit. XII do mesmo Livro;

VI — Dos crimes de moeda falsa definidos no Capitulo 1.º do Tit. VI do mesmo Livro;

VII — De falsificação de actos das autoridades federaes, de titulos da divida nacional, de papeis de credito e valores da nação ou de banco autorizado pelo Governo Federal;

VIII — Intercepção ou subtração de correspondencia postal ou telegraphica do Governo Federal (Capitulo IV do Tit. IV do mesmo Livro);

IX — Dos crimes contra o livre exercicio dos direitos politicos nas eleições federaes ou por occasião de actos a ellas relativos (Capitulo 1.º do Tit. IV do mesmo Livro);

X — De falsidade de depoimento ou de outro genero de prova em julzo federal (Secção IV do Cap. II do Tit. VI do mesmo Livro);

XI — De contrabando definido no art. 265 do Codigo Penal;

XII — Os crimes definidos no titulo terceiro primeira parte da Lei n.º 35 de 28 de janeiro de 1892.

TÍTULO III

CAPÍTULO II

Das recursos

Art. 54 — Além dos embargos só têm lugar na justiça federal os seguintes recursos:

III — As appellações criminaes das sentenças proferidas pelos juizes seccionais ou pelo jury federal.

(“Leis do Brasil” — 1894, pág. 16.)

(66) LEI N.º 515 — DE 3 DE NOVEMBRO DE 1898

Providencia sobre o julgamento dos crimes de moeda falsa, contrabando, peculato, falsificação de estampilhas, sellos adhesivos, vales postaes e outros, qualificados nos arts. 221 a 223, 239 a 244, 246, 247, 250 e 265 do Codigo Penal.

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil:

Faço saber que o Congresso Nacional decreta e eu sanciono a seguinte resolução:

Art. 1.º — Fica competindo ao juiz de secção no Districto Federal e nos Estados da União o julgamento dos crimes de moeda falsa, contrabando, peculato, falsificação de estampilhas, sellos adhesivos, vales postaes e coupons de juros dos titulos da divida publica da União, qualificados nos arts. 221 a 223, 239 a 244, 246, 247 e 265 do Codigo Penal e do uso de qualquer destes papeis e titulos falsificados, qualificados no art. 250 do mesmo Codigo. Paragrapho unico — A competencia do juiz de secção para julgamento dos crimes de contrabando comprehende sómente os casos em que este versar sobre direitos e impostos de importação ou outros cobrados pela União; e, para o de peculato, quando este versar sobre dinheiro, valores e effeitos pertencentes á Fazenda Federal.

Art. 12 — Os processos em que houver culpa formada, mas que não houverem sido ainda submettidos ao Jury, serão remettidos ao juiz de secção para as diligencias de julgamento, e aquelles em que houver sentença de Jury pendente de appellação seguirão os termos ulteriores desta; mas, si o Tribunal Federal mandar proceder a novo julgamento, este terá logar na conformidade desta lei.

Art. 14 — O crime de moeda falsa não prescreve em tempo algum em favor do réo domiciliado ou homisiado em paiz estrangeiro.

Art. 15 — Revogam-se as disposições em contrario.

Capital Federal, 3 de novembro de 1898, 10.º da Republica. — *Prudente J. de Moraes Barros, Amaro Cavalcanti.*

(“Coleção das Leis da Republica dos Est. Unidos do Brasil de 1898” — Vol. I, pag. 17.)

(67) DECRETO N.º 3084 — DE 5 DE NOVEMBRO DE 1898

Approva a Consolidação das Leis referentes á Justiça Federal.

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brazil, usando da autorisação contida no art. 87 da lei n.º 221 de 20 de novembro de 1894, resolve approvar a Consolidação systemática de todas as disposições vigentes sobre organização da Justiça e processo federal, mandada elaborar pelo Ministro da Justiça e Negocios Interiores, que a subscreve.

Capital Federal, 5 de novembro de 1898, 10.º da Republica. — PRUDENTE J. DE MORAES BARROS — *Amaro Cavalcanti Consolidação das leis referentes á Justiça Federal a que se refere o decreto n.º 3084 desta data.*

PARTE PRIMEIRA

Organização e junções da Justiça Federal

CAPITULO I

Juizes e Tribunaes

Art. 1.º — A Justiça da União é administrada pelos seguintes juizes e tribunaes:

Supremo Tribunal Federal;

Juizes seccionaes, substitutos e supplentes;

Tribunaes do Jury.

CAPITULO IX

Jury Federal

Art. 80 — O Jury federal compor-se-ha de 12 juizes sorteados dentre 48 cidadãos qualificados jurados na capital do Estado onde houver de funcionar o tribunal e segundo as prescripções e regulamentos estabelecidos pela legislação local.

Poderá, todavia, haver sessão si comparecerem pelo menos 36 jurados.

Art. 81 — A lista dos jurados de cada uma das capitães servirá de base para a composição do Jury federal, devendo ser remettida uma cópia authentica ao juiz seccional pelo presidente do Jury local.

§ 1.º — Poderá, porém, o Procurador da Republica ou qualquer cidadão residente no logar reclamar perante o juiz seccional contra a indevida inclusão ou exclusão dentro de 15 dias, contados do edital,

que o mesmo juiz mandará affixar ao receber a lista.

§ 2.º — Do despacho do juiz que attender ou não á reclamação, haverá recurso no effeito devolutivo para o Supremo Tribunal Federal, que delle tomará conhecimento na fórma determinada no seu regimento para os agravos.

§ 3.º — Além da cópia authentica da lista dos jurados apurados nas capitães dos Estados e no Districto Federal remettida ao Juizo seccional depois da publicação da lei n.º 221 de 20 de novembro de 1894, ser-lhe-ha remettida annualmente uma outra das alterações occorridas em virtude da revisáo; devendo essas cópias ser archivadas no cartorio do mesmo Juizo, com todos os documentos relativos ás reclamações, decisões e recursos, a que se refere este artigo.

§ 4.º — Em livro proprio, aberto, rubricado, numerado e encerrado pelo juiz, o escriptivo transcreverá a relação dos jurados com as alterações constantes dos despachos e sentenças que forem proferidos sobre as reclamações.

Art. 82 — O juiz da respectiva secção será o presidente do tribunal do Jury federal, e como tal lhe compete:

a) convocar o Jury ao menos duas vezes no anno, havendo processos preparados e procedendo previamente ao sorteio dos 48 jurados que devem servir em cada sessão judiciaria;

b) conhecer das escusas dos jurados e das testemunhas, e impor-lhes a multa ou pena em que incorrerem;

c) manter ordem e policia das sessões;

d) proceder ao sorteio dos 12 juizes de facto para cada julgamento, interrogar os accusados, regular a marcha do processo, o debate e a inquirição das testemunhas;

e) decidir as questões incidentes que forem de direito e de que dependerem as deliberações finais do Jury;

f) submeter aos juizes de facto todas as questões occorrentes que forem de sua competencia;

g) formular os quesitos a que devem responder os jurados;

h) proferir a sentença de conformidade com a lei e as decisões dos juizes de facto, devendo, si a sentença for absolutoria, pôr immediatamente em liberdade o réo preso, e si for condemnatoria, proporcionar a pena ao crime, conforme as regras estabelecidas no Código Penal;

i) mandar tomar por termo as appellações interpostas para o Supremo Tribunal Federal.

Art. 83 — Compete ao Jury federal julgar:

a) os crimes politicos, e como taes se consideram os definidos no livro 2.º, tit. 1.º e seus capitulos, e tit. 2.º, cap. 1.º do Código Penal;

b) a sedição contra funcionario federal ou contra a execução de actos e ordens emanadas de legitima autoridade federal, conforme a definição do art. 118 do Código Penal;

c) a resistencia, desacato e desobediencia á autoridade federal e tirada de presos do poder da justiça federal, segundo as disposições dos capitulos 3 a 5 do tit. 2.º do citado livro do Código Penal;

d) os crimes de responsabilidade dos funcionários federaes que não tiverem fôro privilegiado (Tit. 5 do cit. livro), não comprehendido o de peculato;

e) os crimes contra a propriedade nacional comprehendidos no cap. 1.º do tit. 12 do mesmo livro;

f) a falsificação de actos das autoridades federaes, de titulos da dívida nacional, de papéis de credito e de valores da nação ou de banco autorizado pelo Governo Federal; não comprehendidos os definidos nos arts. 246, 247 e 250 do Código Penal;

g) interceptação ou subtracção de correspondencia postal ou telegraphica do Governo Federal (Cap. 4.º do Tit. 4.º do mesmo livro);

h) os crimes contra o livre exercicio dos direitos politicos nas eleições federaes ou por occasião de actos a ella relativos (Cap. 1.º do Tit. 4.º do mesmo livro);

i) a falsidade de depoimento ou de outro genero de prova em Juizo federal (Secção 4.ª do Cap. 2.º do Tit. 6.º do mesmo livro);

j) os crimes definidos no Tit. 3.º, 1.ª parte da Lei n.º 33, de 26 de janeiro de 1892.

Art. 84 — Os jurados que faltarem ás sessões, ou que, tendo comparecido, se retirarem antes de ultimada, incorrerão na multa de 10\$ a 20\$ por cada dia de sessão.

Art. 85 — Os juizes sectionaes não poderão relevar, ainda até tres dias depois de encerradas as sessões do Jury, as multas impostas durante ellas.

Art. 86 — Os nomes dos multados, assim como as quantias das multas, serão declarados em editaes do juiz sectional, e o escrivão remettera uma cópia do termo ou da sentença condemnatoria á Fazenda Nacional para proceder á cobrança e fazer a publicar pela imprensa.

Igual publicação se fará dos nomes dos jurados que mais assíduos forem em assistir ás sessões.

Art. 87 — Os jurados, que comparecerem em uma sessão, não servirão em outra, enquanto não tiverem servido todos os alistados, ou não o exigir a necessidade por falta absoluta de outros.

Art. 88 — As sessões dos jurados serão todas publicas, e ninguém assistirá a ellas com armas, ainda que não sejam das defesas, de qualquer natureza que forem, sob pena de ser preso como em flagrante, e punido com as penas impostas aos que usam de armas defesas.

Art. 89 — As decisões do Jury, porém, deverão ser dadas em escrutinio secreto, nem se poderá fazer declaração alguma no processo, por onde se conheça quaes os jurados vencidos e quaes os vencedores. Quando os jurados se recolherem á sala das suas conferencias, dous officiaes de justiça, por ordem do juiz, serão postados á porta, para não consentirem que saia algum jurado, ou que alguém entre, ou se communique por qualquer maneira com os jurados, sob pena de serem punidos como desobedientes.

Art. 90 — As decisões do Jury serão tomadas por maioria de votos. O empate será em favor do réo.

Art. 91 — O Jury federal, quando convocado, celebrará em dias successivos, com excepção dos domingos, as sessões necessarias para julgar os processos preparados.

PARTE SEGUNDA

Processo Criminal

TITULO IV

CAPITULO III

Do julgamento das causas perante o Jury

SECÇÃO I

Preparativos da accusação

Art. 197 — Logo que passar em julgado o despacho de pronuncia, o accusador será notificado para offerecer em Juizo o seu libello accusatorio dentro de 24 horas improrogaveis, sob as penas de revella e perempção da acção.

Art. 198 — Quando for parte a justiça, o escrivão deverá dar vista dos autos por tres dias ao representante do ministerio publico para offerecer o libello accusatorio, podendo esse prazo ser prorogado por mais 48 horas, quando a affluencia de negocios o exigir.

Art. 199 — Offerecido o libello com o rol das testemunhas e quaisquer documentos que o instruem, serão as ditas peças juntas aos autos, dos quaes só se dará vista ao accusado por 48 horas improrogaveis para contrariar, sendo-lhe permitido offerecer documentos em sua defesa e o rol de suas testemunhas.

Art. 200 — Si o réo quiser offerecer a sua contrariedade escripta, ser-lhe-ha aceita mas somente dará vista do processo original a elle ou a seu procurador dentro do cartorio de escrivão, dando-se-lhe, porém, os traslados que quiser.

Art. 201 — Sómente serão admittidos aquelles libellos que, além de conterem o nome do réo, especificarem por artigos um facto com mais ou menos circumstancias, e concluirem pedindo a imposição de uma pena estabelecida por lei, que será apontada em algum dos seus grãos, quando a lei estabelecer graduções.

Art. 202 — Os procuradores da Republica deverão examinar cuidadosamente, e com a maior antecedencia possível, todos os processos, e extrahir delles as necessarias notas, afim de requerer em tempo que se proceda ás diligencias e se procurem os documentos que possam ser necessarios, e tudo quanto for a bem para sustentar a accusação. Para esse fim os juizes sectionaes lhes mandarão entregar os processos, quando o requererem, por um prazo breve.

Art. 203 — A acção criminal será julgada perempta, quando o libello não houver sido offerecido em tempo ou não comparecer no Jury o accusador por si ou por procurador, devidamente autorizado. Em um e outro caso, a sentença de perempção será proferida pelo juiz presidente do tribunal do Jury, independente de reclamação da parte.

Art. 204 — A acção criminal proseguirá á revella do accusador nos casos em que couber denuncia. Si a denuncia proceder de pessoa do povo, o procurador da Republica a continuará até os termos finais; e si este for o revel, nomeará o juiz procurador *ad hoc* para proseguir no feito, seja a revella procedente de falta de apresentação do libello em tempo opportuno, seja de falta de comparecimento no tribunal do Jury.

O procurador da Republica será em um e outro caso sujeito a processo de respon-

sabilidade, como no caso couber, formada a culpa *ex officio* pelo juiz respectivo.

Art. 205 — Quando a accusação for abandonada por qualquer do povo e o procurador da Republica houver de proseguir na acção, será o denunciante condemnado em custas, si as houver, não podendo em caso algum ser contadas a seu favor.

A revella do procurador da Republica sujeita-o á satisfação do damno causado, que será arbitrado pelo juiz não tendo sido justificada a falta daquelle funcionario, que, em todo caso, ficará privado dos vencimentos correspondentes aos dias de trabalho do substituto nomeado *ad hoc* e em proveito desta.

Art. 206 — Quando o juiz seccional houver de convocar o Jury, procederá previamente ao sorteio dos 48 jurados que na sessão tem de servir.

O sorteio deverá ser feito a portas abertas e por um menor, lavrando-se de tudo o que occorrer termo escripto pelo escrivão e especificando-se o nome dos 48 sorteados. As 48 cédulas serão fechadas em urna separada.

Art. 207 — O juiz annunciará logo por editaes a convocação do Jury e o dia em que deverá ter logar, convidando nomeadamente a comparecer os 48 jurados que as 48 cédulas indicarem, e declarando que estes hão de servir durante a proxima sessão judicial, e devem comparecer, assim como todos os interessados, no dia assignado, sob as penas marcadas na lei, si faltarem, bem como expedirá os competentes mandados para serem notificados os jurados, os réos e as testemunhas.

Art. 208 — A notificação ao jurado se entenderá feita, sempre que por official de justiça for entregue na casa de sua residencia, uma vez que o mesmo official certifique que o jurado não está fóra do municipio.

Art. 209 — Os jurados, que forem dispensados pelo juiz seccional de comparecer em toda a sessão por terem motivo legitimo, e bem assim os que deixarem de comparecer sem escusa legitima e forem multados, não ficarão isentos de ser sorteados para a seguinte sessão, devendo o escrivão apresentar na occasião do primeiro sorteio as cédulas com seus nomes, para que sejam novamente recolhidas á urna.

Art. 210 — Pelo contrario, os que forem chamados para supprir a falta de outros, na fórma do art. 214, serão relacionados pelo escrivão a fim de que sejam inutilizadas as cédulas que contem seus nomes, quando sahirem, fazendo disso expressa menção no termo que se lavrar.

Art. 211 — Si a urna geral se exhaurir, recolher-se-hão nella cédulas novas de todos os Jurados apurados.

Art. 212 — Quando no principio do mez de janeiro não se ache exhaurida a urna do anno antecedente, somente entrarão para ella os nomes dos jurados novos e os daquelles que, supposto já tivessem sido apurados, contudo ainda não tenham servido, de modo que não aconteça servir um jurado duas vezes, enquanto outros não tenham servido nenhuma.

SECÇÃO II

Processo perante o jury

Art. 213 — No dia assignado para a reunião do Jury, achando-se presentes o juiz seccional, o escrivão, os jurados, o procurador da Republica ou adjunto e as partes

accusadoras, havendo-as, principiará a sessão pelo toque de campanha. Em seguida o juiz abrirá a urna das 48 cédulas e, verificando publicamente que se acham todas, as recolherá outra vez, e será feita logo a chamada dos jurados pelo escrivão, para verificar si se acham presentes em numero legal, que é o de 36 pelo menos.

Art. 214 — Feita a chamada e averiguado o numero dos jurados, o juiz tomará conhecimento das escusas dos que faltarem, relevando-os da multa, ou condemnando-os, como for justo; e quando não se ache completo o numero legal, procederá publicamente ao sorteio de tantos supplentes quantos faltarem para completar o numero de 48 jurados.

§ 1.º — As cédulas serão extrahidas por um menor e os sorteados inscriptos segundo a ordem do sorteio na acta respectiva e immediatamente notificados para comparecer de ordem do juiz seccional.

§ 2.º — Durante o sorteio estará presente a lista geral dos jurados a fim de se não chamarem os que não residirem na cidade em que se reunir o Jury ou dentro de duas leguas, contadas da casa das sessões do tribunal; e só na falta absoluta destes poderão ser chamados os de maiores distancias.

§ 3.º — Concluido o sorteio, o juiz seccional poderá em attenção ás distancias marcar novo dia para reunir-se o Jury, fazendo-o publico por editaes, e declarando-o nas notificações que mandar fazer.

O adiamento não excederá de tres dias.

§ 4.º — Si apezar da diligencia acima determinada, no dia novamente apazado não houver numero sufficiente de jurados, o juiz imporá aos que sem causa justificada tiverem deixado de comparecer a multa correspondente aos 15 dias de sessão, ou aos que faltarem para completal-os, e convocará nova sessão.

Os jurados, que houverem comparecido, ficam comprehendidos no beneficio do art. 212, isto é, não servirão em outra sessão, enquanto não tiverem servido todos os alistados, ou não o exigir a necessidade por falta absoluta de outros.

§ 5.º — Os jurados supplentes, depois de comparecerem, só podem ser excluidos do tribunal pela presença dos primeiros sorteados, si comparecerem no mesmo dia.

Quando porém acontecer apresentarem-se estes em dia posterior, de maneira que o numero dos jurados presentes ou promptos exceda de 48, serão excluidos não os supplentes, mas esses primeiros sorteados, que não se apresentaram em tempo, cujos nomes não deixarão por esse tardio comparecimento de ser lançados novamente na urna.

Art. 215 — Logo que se tenha reunido o numero legal, deverá o juiz declarar aberta a sessão; quando, porém, depois de uma espera razoavel, não se complete, annunciará as multas que houver imposto aos jurados, que faltaram ou se ausentaram, e levantará a sessão, adiando-a para o dia seguinte, si não for domingo.

Art. 216 — Aberta a sessão, o escrivão fará immediatamente a chamada de todos os réos presos, dos que se livram soltos ou affiançados, dos accusadores ou autores e das testemunhas, que constar terem sido notificadas para comparecer naquella sessão, e notará as faltas das que não estiverem presentes.

Art. 217 — Salvo por motivo de interesse publico e a requerimento do ministerio publico, não é permitido alterar a ordem do julgamento dos processos determinada: 1.º, pela preferéncia dos réos presos ou afiançados; 2.º, entre os mesmos presos pela antiguidade da prisão de cada um e em igual antiguidade pela prioridade da pronúncia, prevalecendo também essa prioridade entre os réos afiançados.

Art. 218 — Si o réo ou o autor, ou ambos juntamente, não comparecerem, mas mandarem escusa legitima, a decisão da causa ficará adiada para a sessão seguinte, si não puder ter logar na actual, por não comparecerem as partes em tempo.

Art. 219 — A respeito dos autores ou accusadores que faltarem, observar-se-há o que está disposto no art. 203; a falta de comparecimento do réo, sem escusa legitima, o sujeitará a pena de revelia, isto é, á decisão pela prova dos autos, sem mais ser ouvido.

Esta mesma disposição se guardará na falta de ambas as partes.

Art. 220 — A chamada dos autores, réos e testemunhas será feita pelo porteiro á porta do tribunal em altas vozes, e de assim o haver cumprido passará certidão, que se juntará aos autos.

Servirá de porteiro do Jury o official de justiça que o juiz nomear para servir esse logar.

Art. 221 — Depois de terem comparecido os autores e os réos ou seus legitimos procuradores, ou tomada a accusação pela justiça, o juiz mandará chamar as testemunhas e recolhê-las em logar donde não possam ouvir os debates nem as respostas umas das outras.

Art. 222 — As testemunhas deverão ser apresentadas em rol pelo accusador e réo, para serem por elles chamadas.

Art. 223 — Recolhidas as testemunhas na forma do art. 221, proceder-se-há ao sorteio de 12 jurados para a formação do conselho, sendo as cedulas tiradas da urna por um menor, e, á medida que o nome de cada juiz de facto for lido pelo juiz, farão o accusado e o accusador suas recusações, sem as motivar.

O accusado poderá recusar 12, e o accusador, depois d'elle, outros tantos tirados á sorte.

Art. 224 — Si os accusados forem dous ou mais, poderão combinar as suas recusações; mas não combinando ser-lhes-ha permittida a separação dos processos, e nesse caso cada um poderá recusar até 12.

Art. 225 — São inibidos de servir no mesmo conselho os ascendentes e seus descendentes, sogro e genro, irmãos e cunhados durante o cunhado.

Destes o primeiro que tiver sahido á sorte é que deve ficar.

Art. 226 — Preenchido o numero dos juizes de facto, que effectivamente formarão o Jury, o juiz lhes tomará a promessa solemne e publica de bem e fielmente cumprirem o seu dever. Na prestação do compromisso basta, que o primeiro pronuncie a formula, dizendo depois cada um dos outros — assim o prometto.

Art. 227 — Todas as questões essenciaes ou incidentes, que versarem sobre factos e de que dependerem as deliberações finais, serão decididas pelos juizes de fac-

to; as de direito sel-o-hão pelo juiz seccional.

Havendo duvida si a questão é de facto ou de direito, o juiz seccional decidirá com recurso para o Supremo Tribunal.

Art. 228 — Formado o conselho e tomado o compromisso dos jurados, o que deverá ser certificado pelo escrivão na respectiva acta, o juiz interrogará o réo pelo modo e forma estabelecida para a formação da culpa.

Findo o interrogatorio, o escrivão lerá todo o processo e as ultimas respostas que estarão nelle escriptas.

Art. 229 — O advogado do accusador abrirá o Codigo e mostrará o artigo e gráo de pena em que pelas circumstancias entende que o réo se acha incurso; lerá outra vez o libello, depoimentos e respostas do réo no processo da formação da culpa e as provas em que se firmam.

Art. 230 — As testemunhas do accusador serão introduzidas na sala da sessão e deporão sobre os artigos do libello, sendo primeiro inquiridas pelo accusador, ou seu advogado ou procurador, e depois pelo réo, seu advogado ou procurador.

Art. 231 — Findo este acto, o advogado do réo desenvolverá a sua defesa, apresentando a lei, e referindo os factos que mostram a innocencia do réo, deduzidos em artigos succintos e claros.

Art. 232 — As testemunhas do réo serão introduzidas e deporão sobre os artigos da contrariedade, sendo inquiridas primeiro pelo advogado do réo e depois pelo do accusador ou autor.

Art. 233 — O autor e por ultimo o réo, por si ou por seus procuradores, replicarão verbalmente aos argumentos contrarios, e poderão requerer a repergunta de alguma ou algumas das testemunhas já inquiridas.

Art. 234 — No periodo das discussões tomarão os jurados as notas que lhes parecerem ou do processo escripto ou das allegações verbaes, e respostas que ouvirem, rompendo-as logo que lhes não forem necessarias.

Art. 235 — Na occasião do debate, mas sem interromper a quem estiver fallando, pôde qualquer juiz de facto fazer as observações que julgar convenientes, fazer interrogar de novo alguma testemunha, requerendo-o ao presidente do tribunal, e pedir que o Jury vote sobre qualquer ponto particular de facto, que julgar importante.

A estes requerimentos o juiz dará a consideração que merecerem; mas deverá fazer-os escrever no processo, bem como o seu deferimento, para que constem a todo tempo.

SECÇÃO III

Do julgamento pelo jury

Art. 236 — Achando-se a causa em estado de ser decidida por parecer aos jurados que nada mais resta para examinar, o juiz proporá por escripto ao conselho as questões relativas ao facto criminoso e suas circumstancias.

Art. 237 — A primeira questão será de conformidade com o libello e o juiz a proporá nos seguintes termos:

O réo praticou o facto (referido no libello) com tal e tal circumstancia?

Art. 238 — Quando o juiz, com referencia ao libello tiver de propor a dita questão, e entender que alguma questão exposta no libello não é absolutamente connexa e inseparavel do facto, de maneira que não possa este existir ou subsistir sem ella, dividirá em duas a mesma questão:

1.º, o réo praticou o facto (que consta do libello)?

2.º, o réo praticou o facto mencionado com a circumstancia tal?

Art. 239 — Si resultar dos debates o conhecimento de alguma ou algumas circumstancias aggravantes não mencionadas no libello, proporá a seguinte questão:

O réo commetteu o crime com tal ou tal circumstancia aggravante?

Art. 240 — Nos casos dos arts. 237 e 239 o juiz repetirá a questão tantas vezes quantas forem as circumstancias aggravantes, de que se tiver apresentado revestido o delicto pela maneira seguinte:

1.º, o réo commetteu o delicto com tal circumstancia aggravante?

2.º, o réo commetteu o delicto com a circumstancia aggravante tal?

3.º etc.

Art. 241 — Si o réo apresentar em sua defesa, ou no debate allegar como escusa um facto, que a lei reconhece como justificativo e que o isente de pena, o juiz proporá a seguinte questão:

O Jury reconhece a existencia de tal facto ou circumstancia.

E o Jury responderá — sim por unanimidade, o Jury reconhece a existencia de tal facto ou circumstancia.

Não, por tantos votos, o Jury não reconhece a existencia de tal facto ou circumstancia.

Art. 242 — Si o réo for menor de quatorze annos, o juiz fará a seguinte questão: O réo obrou com discernimento?

E o Jury responderá:

— Sim — por unanimidade o réo obrou com discernimento.

— Não — por unanimidade, o réo não obrou com discernimento.

Art. 243 — Quando os pontos da accusação forem diversos o juiz proporá acerca de cada um delles todos os quesitos indispensaveis e os mais que julgar convenientes. Neste caso sempre os proporá em proposições simples e bem distinctas, de maneira que sobre cada um delles possa ter logar sem o menor equívoco ou amphibologia a resposta.

Art. 244 — Em todo caso o juiz proporá sempre a seguinte questão:

Existem circumstancias attenuantes a favor do réo?

Art. 245 — Propostas as questões pelo juiz e por escripto nos autos, os jurados se recolherão á sala das suas conferencias, e ahí sós e a portas fechadas principiarão por nomear dentre os seus membros, e em escrutinio secreto, por maioria absoluta de votos, o seu presidente e um secretario; depois do que conferenciarão sobre o processo que for submettido ao seu exame pela maneira seguinte.

Art. 246 — O secretario fará a leitura do libello, da contrariedade, de qualquer outra peça do processo que o presidente julgar conveniente, ou algum dos membros

requerer, e das questões propostas pelo juiz.

Art. 247 — Finda a leitura, admittidas as observações que cada um dos juizes de facto tiver para fazer, e ultimada a discussão, o presidente porá a votos, separadamente e pela ordem em que se acharem escriptas, as questões propostas pelo juiz, para o que estará sobre a mesa o escrutinio, e terão os membros do Jury uma porção de pequenos cartões em que estarão escriptas as palavras — Sim — Não.

Art. 248 — Começando o presidente pela primeira questão, declarará que vae submeter à votação:

Si o réo F. praticou tal facto?

E immediatamente lançará no escrutinio, com toda a cautela, o cartão indicativo do seu voto, e o mesmo farão o secretario e todos os mais membros, pelos quaes correrá o escrutinio.

Art. 249 — Para responder ao quesito do art. 244, a saber, si existem circumstancias attenuantes, proceder-se-ha da seguinte maneira:

O presidente do Jury lerá o art. 42 do Cod. Penal e depois porá a votação — Si existem circumstancias attenuantes a favor do réo?

Si a resposta for negativa, fará immediatamente escrever a resposta — Não existem circumstancias attenuantes a favor do réo.

Si porém for affirmativa, não a fará escrever, mas irá pondo á votação a existencia de cada uma das circumstancias que aquelle artigo menciona, e quando se decidir que existe alguma fará escrever: Existe a circumstancia attenuante de (por exemplo) não ter havido no delinquente pleno conhecimento do mal e directa intenção de o praticar.

Art. 250 — Quando todos tiverem votado, o presidente tomará o escrutinio, e, verificada a votação pelo conselho, conforme o resultado della, mandará escrever pelo secretario a resposta, por uma das maneiras seguintes:

No caso de ser affirmativa:

O Jury respondeu á 1.ª questão: — Sim por unanimidade, o réo F. praticou tal facto.

O Jury respondeu á 1.ª questão: — Sim, por tantos votos, o réo F. praticou tal facto.

No caso de negativa:

O Jury respondeu á 1.ª questão: — Não, por unanimidade, o réo F. não praticou tal facto.

O Jury respondeu á 1.ª questão: — Não, por tantos votos, o réo F. não praticou tal facto.

No caso de empate:

O Jury respondeu á 1.ª questão: — Sim, o réo F. praticou tal facto. — Não, o réo F. não praticou tal facto. — Por igual número de votos.

Art. 251 — Da mesma maneira se procederá a respeito de cada uma das outras questões, até que, dadas e escriptas todas as respostas, voltem os jurados á sala das sessões e ahí se apresente o presidente da conferencia ao juiz, que na conformidade dellas proferirá a sentença.

Art. 252 — A resposta a cada um dos quesitos ou questões, depois de declarar o seu numero, como por exemplo: O Jury respondeu á 1.ª questão, o Jury respondeu á 2.ª questão, etc. — começará sempre pelas palavras — Sim ou Não — seguindo-se depois a declaração do numero de votos vencedores, e depois a repetição das palavras do mesmo quesito com o accrescimo unicamente da affirmativa ou negativa, como nos exemplos postos nos artigos antecedentes.

Art. 253 — As decisões do Jury serão tomadas nos termos do art. 90 da parte 1.ª desta Consolidação, e a sentença deverá ser proferida em seguimento e na mesma sessão pelo juiz seccional.

Art. 254 — Si a decisão do Jury for negativa, o juiz seccional absol verá o accusado, ordenando immediatamente a sua soltura, si estiver preso.

Art. 255 — Si a decisão for affirmativa, o juiz seccional condemnará o réo na pena correspondente ao grão, segundo as regras de direito, á vista da decisão do Jury sobre o facto e suas circumstancias.

Art. 256 — Si a decisão for empatada por igual numero de votos affirmativos e negativos, a sentença será proferida conforme a opinião mais favoravel ao accusado.

Art. 257 — Si se tratar de crime por abuso de expressão do pensamento, além do que fica disposto, o juiz mandará levantar o sequestro dos impressos, gravuras, etc., ou supprimir as ditas peças, conforme a decisão for negativa ou affirmativa.

Si a decisão for affirmativa só quanto ao abuso, mas negativa quanto a ser criminoso o accusado, o juiz o absol verá, mas ordenará a supressão das peças denunciadas.

Art. 258 — Nos logares em que não houver estabelecimento penitenciario, onde a pena de prisão cellular possa ser cumprida como tal ou como prisão com trabalho, a mesma pena será convertida em prisão simples, com augmento da sexta parte do tempo.

A pena de prisão simples, em que for convertida a de prisão cellular, poderá ser cumprida fóra do logar do crime ou do domicilio do condemnado, si nelle não existirem casas de prisão commodas e seguras, devendo o juiz designar na sentença o logar onde a pena terá de ser cumprida.

O cumprimento dessa pena, embora penda recurso voluntario, começará a contar-se do dia em que for proferida a sentença de condemnação.

SECÇÃO IV

Do incidente da falsidade

Art. 259 — Si depois dos debates, o depoimento de uma ou mais testemunhas ou um ou mais documentos forem arguidos de falsos com fundamento razoavel, quer pelas partes, quer pelo ministerio publico, o juiz examinará diligente e escrupulosamente o fundamento dessa arguição, e por si só decidirá summaria e verbalmente, fazendo reduzir tudo a um só termo, em que se declare a natureza da arguição, as razões ou fundamentos della, as averiguações exames e mais diligencias a que se procedeu, e em virtude das quaes se julgou ou não procedente a mesma arguição, e será esse termo assignado pelo juiz e partes.

Art. 260 — No caso de entender o juiz, pelas averiguações a que proceder, que concorrem vehementes indícios da falsidade arguida ou de outra qualquer occorrente, proporá como primeiro quesito aos jurados, na mesma occasião em que fizer outros sobre a causa principal, o seguinte:

Póde o Jury pronunciar alguma decisão definitiva sobre a causa principal, sem attenção ao depoimento ou documento arguido de falso?

Art. 261 — Retirando-se os jurados para a sala das suas conferencias, em que devem estar sós, e a portas fechadas, na fórma do art. 245, examinarão si, no caso de se provar a arguida falsidade do depoimento ou documentos, poderá ella influir sobre a decisão da causa principal, de maneira que essa decisão tenha necessariamente de ser diferente nesses ou no caso contrario; e quando, depois de conferenciarem, decidirem affirmativamente sobre o primeiro quesito, isto é, de certificarem-se de que a questão incidente de falsidade lhes não impede ajuizar e decidir sobre a causa principal, assim o declararão e responderão aos outros quesitos.

Art. 262 — Se os jurados, porém, resolverem negativamente a questão, logo suspenderão o acto, e nada mais decidirão sobre a causa principal, e apresentarão ao juiz esta sua resolução:

O Jury não póde pronunciar decisão definitiva sobre a causa principal, sem attenção ao depoimento ou ao documento arguido de falso.

E com isso se haverá o conselho por dissolvido.

Art. 263 — No caso de que a decisão da causa principal tenha ficado suspensa, o juiz seccional formará a culpa da falsidade, e será ella decidida conjunctamente por novo conselho de jurados, no qual não poderá entrar nenhum dos membros que formaram o primeiro, com a causa da falsidade arguida na mesma sessão do Jury, si chegar a tempo, ou na immediatamente seguinte.

Art. 264 — No caso de que já tenha sido decidida a causa principal, o juiz seccional formará culpa aos indicados delinquentes, si a falsidade de que se tratar for crime sujeito a jurisdicção federal, ou, não o sendo, remetterá o documento ou depoimento arguido de falso e todos os documentos e esclarecimentos obtidos com os indicados ao juiz competente para o processo.

TITULO VI

DOS RECURSOS

CAPITULO II

Da Appellação

Art. 312 — É permittido appellar para o Supremo Tribunal Federal:

- a) das decisões interlocutorias com força de definitiva proferidas pelos juizes seccionaes nos casos em que lhes compete haver por findo o processo;
- b) das sentenças dos juizes seccionaes nos casos em que lhes compete o julgamento final;

c) das sentenças proferidas pelo Jury federal.

Art. 313 — Das sentenças proferidas pelo Jury cabe apelação:

a) quando não tiverem sido guardadas as formalidades substanciaes do processo;

b) quando o juiz seccional se não conformar com a decisão dos juizes de facto, ou não impuzer a pena declarada na lei;

c) quando o Jury proferir decisão sobre o ponto principal da causa contraria á evidencia resultante dos debates, depoimentos e provas perante elle apresentadas.

Art. 314 — As apellações serão interpostas pelas partes dentro de tres dias em audiencia ou por meio de uma simples petição assignada pelo apelante ou seu legitimo procurador, dirigida ao juiz, que proferiu a decisão ou sentença de que se appella, o qual mandará tomar as apellações por termo nos respectivos autos, sendo interposta em tempo.

O triduo começa a correr do dia em que forem notificadas as decisões ou sentenças ás partes ou seus procuradores.

Art. 315 — No mesmo despacho em que o juiz receber a apelação, ordenará logo a expedição dos autos para serem apresentados na superior instancia dentro de seis mezes.

Art. 316 — Para a decisão das apellações serão remetidos os proprios autos, quando nelles for comprehendido um só réo, ou quando, sendo mais, forem todos appellantes ou interessados igualmente na decisão da apellação. Quando porém houver no processo mais de um réo, e dever proseguir a respeito dos que ainda não tiverem sido julgados, subirá ao Juizo superior o traslado, dando o juiz do feito todas as providencias para a sua breve extracção e expedição.

Art. 317 — A apellação não tem effeito suspensivo, salvo no caso de condemnação do réo, para não se dar á execução a sentença antes de ser confirmada pelo Supremo Tribunal Federal, sem prejuizo do disposto no art. 258.

Art. 318 — Apresentados os autos de apellação no Supremo Tribunal Federal, o secretario escreverá nelles, sob sua rubrica, a data do recebimento, e distribuidos ao juiz a quem tocar, este ordenará as diligencias necessarias.

Si as partes já houverem arrazoado na 1.^a instancia, o mesmo juiz relator mandará dar logo vista ao Procurador Geral da Republica.

Si as partes, porém, não tiverem arrazoado na 1.^a instancia, mandará dar vista por dez dias improrogaveis a cada uma, ou seja singular ou collectiva.

Findos os termos, serão os autos cobrados pelo secretario com razões ou sem ellas, e subirão ao relator que mandará dar vista ao Procurador Geral da Republica.

Art. 319 — Com o officio do procurador geral subirão de novo os autos ao relator, que os examinará e, pondo a nota de visto, os passará ao ministro que se lhe seguir na ordem da precedencia, e este ao seguinte, a quem incumbe, depois de os ver, apresental-os em mesa e pedir dia para o julgamento.

Art. 320 — Na sessão designada, exposta a causa pelo relator e esclarecido o tri-

bunal pelos juizes que viram o feito e pela discussão que se seguirá entre todos os ministros, serão tomados os seus votos e apurado o vencido, de conformidade com o qual se lavrará a sentença, podendo o tribunal em todo caso mandar proceder ás diligencias, que entender necessarias, antes do julgamento definitivo.

Art. 321 — Sendo julgada procedente a apellação por não se terem guardado as formalidades prescriptas, formar-se-ha novo processo na subsequente sessão do Jury com outros jurados.

§ 1.^o — Si a apellação for julgada procedente por não ser legal a pena imposta, o Supremo Tribunal Federal, reformando a sentença, imporá a que for correspondente ao delicto e suas circunstancias.

§ 2.^o — No caso da letra c do art. 314, o Supremo Tribunal, si achar procedentes as razões de apellação, ordenará que a causa seja submetida a novo Jury, no qual não poderão entrar os mesmos jurados que proferiram a primeira sentença. ("Leis do Brasil de 1898" — pág. 779.)

(68) DECRETO N.º 4.780 — DE 27 DE DEZEMBRO DE 1923

Estabelece penas para os crimes de peculato, moeda falsa, falsificação de documentos, e dá outras providencias.

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil:

Faço saber que o Congresso Nacional decreta e eu sanciono a seguinte resolução:

Parte processual

Art. 40 — Fica competindo ao juiz de secção no Districto Federal e nos Estados da União o julgamento dos crimes previstos na presente lei e bem assim os de violação do sigillo de correspondencia, desacato e desobediencia, testemunho falso, prevaricação, resistencia, tirada de preso do poder da justiça federal, falta de exactidão no cumprimento do dever, irregularidade de comportamento, peita, concussão, estelionato, roubo, furto, danno e incendio, quando incidirem na competencia da Justiça Federal.

§ 1.^o — Para determinação da competencia federal reputam-se praticados contra o patrimonio nacional quando interesse mediata ou immediatamente á administração ou á Fazenda da União.

§ 2.^o — Compete ao jury o julgamento de todos os crimes que a lei não attribuir ao do juiz singular.

("Coleção das Leis da República dos Estados Unidos do Brasil de 1923" — Vol. I, pág. 198.)

(69) DECRETO N. 4.861 — DE 29 DE SETEMBRO DE 1924

Dispõe sobre a prescriçõ da acção e da condemnação nos crimes politicos e dá outras providencias.

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil:

Faço saber que o Congresso Nacional decretou e eu sanciono a resolução seguinte:

Art. 1.^o — Os crimes politicos e os que lhes são connexos, todos definidos nos arts. 107 a 118 do Codigo Penal, serão processados e julgados pelo juiz federal, tal como dispõe

o art. 1.º do Decreto n. 4.848, de 13 de agosto último, e o seu regulamento publicado com o Decreto n. 18.561, do mesmo mez. ("Coleção das Leis da República dos Estados Unidos do Brasil de 1924" — Vol. I — pág. 119.)

(70) Ob. cit. pág. 32

(71) DECRETO N. 4.247 — DE 6 DE JANEIRO DE 1921

Regula a entrada de estrangeiros no território nacional

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil:

Faço saber que o Congresso Nacional decretou e eu sanciono a seguinte resolução:

Art. 6.º — O estrangeiro expulso, que voltar ao país antes de revogada a expulsão, ficará, pela simples verificação do facto, sujeito à pena de dois annos de prisão, após o cumprimento da qual será novamente expulso.

Paraphrasso unico — O processo e julgamento neste caso serão da competencia da Justiça Federal.

("Coleção das Leis da República dos Estados Unidos do Brasil de 1921" — Vol. I — pág. 180.)

(72) PACHECO, Cláudio — *Tratado das Constituições Brasileiras*, Vol. XI, pág. 164

(73) Rev. dos Tribunais/261 (cit. in José Frederico Marques, ob. cit. pág. 23)

(74) *Teoria e Prática do Poder Judiciário* — Ed. Rev. Forense — Rio 1943 — pág. 514

(75) DECRETO-LEI N. 187 — DE 5 DE JANEIRO DE 1938

Regula a instituição do Juri

O Presidente da Republica, usando da atribuição que lhe confere o artigo 180 da Constituição.

Decreta:

CAPITULO I

Da applicação da Lei, competência do Juri e função do jurado

Art. 1.º — A presente lei applica-se em todo o território da Republica, ressalvada a subsistência de leis estaduais de processos concernentes a atos, termos ou prazos que, em razão de distancias, difficuldades de comunicação ou peculiaridades locais, devam por ellas ser regulados.

Art. 2.º — O Tribunal do Juri compõe-se de um juiz de direito, que é o seu presidente e de vinte e um jurados, sorteados dentre os alistados, sete dos quaes constituirão o conselho de sentença em cada sessão de julgamento.

Art. 3.º — Ao presidente e aos jurados competem, respectivamente, a pronúncia e o julgamento, nos crimes definidos pelos artigos 294 a 298, 297, 298 parágrafo unico, 299, 310, 339 e 360 parte primeira da Consolidação das Leis Penais, quando consumados ou tentados.

Art. 4.º — No caso de continência ou conexão de crimes, prevalecerá a jurisdição do Tribunal do Juri sobre a dos juizes singulares, salvo si concorrer crime funcional, de resistência, desacato, tirada ou fugida de presos ou acometimento de prisões.

Art. 5.º — O serviço do juri é obrigatório aos cidadãos maiores de vinte e cinco annos até sessenta, alistados na forma da lei.

Art. 6.º — A recusa de servir no juri, motivada por convicção religiosa, filosofica ou politica, importará a perda dos direitos políticos. (Constituição Federal, art. 19, letra b).

Art. 7.º — Os jurados devem ser escolhidos dentre os cidadãos que, por suas condições, ofereçam garantias de firmeza, probidade e integridade no desempenho da função.

Parágrafo unico — São isentos de servir no Juri:

I — o Presidente da Republica e ministros de Estado;

II — os Governadores de Estado e seus secretários;

III — os membros do Parlamento Nacional, do Conselho da Economia Nacional, das Assembleias Legislativas dos Estados e das Câmaras Municipais, enquanto durarem suas reuniões;

IV — os prefeitos municipais;

V — os magistrados e membros do Ministério Público;

VI — os serventuários e empregados de Justiça;

VII — o chefe, autoridades e empregados da policia e segurança pública;

VIII — os militares em serviço ativo;

IX — as mulheres que não exerçam função pública e provem que, por suas occupações domesticas, o serviço do juri lhes é particularmente difficil;

X — por um anno, mediante requerimento os que tiverem efetivamente exercido a função de jurado, salvo nos lugares onde tal isenção possa redundar em prejuizo do serviço normal do juri;

XI — quando o requererem: a) os médicos, onde não haja mais de um; b) os farmaceuticos e parteiras, no mesmo caso.

Art. 8.º — O exercicio efetivo da função de jurado constitue serviço público relevante, estabelece prestação de idoneidade moral e assegura prisão especial, em caso de crime comum, até o julgamento definitivo, bem como preferéncia, em igualdade de condições na concorrência a serviços públicos e fornecimentos a repartições do Estado.

Art. 9.º — Os jurados são responsáveis criminalmente, nos mesmos termos em que o são os juizes de officio, por prevaricação, inexactão, peita ou suborno. (Consolidação das Leis Penais, arts. 207, n. 8, 211, § 2.º, 215 e 218).

São igualmente passiviss de pena os que, por meio de dinheiro, dádivas, promessas, influencia pessoal ou suggestão, procurarem orientar em qualquer sentido o voto do jurado. (Consol. das Leis Penais, art. 217).

CAPITULO II

Da organização do Juri

Art. 10 — Anualmente serão alistados pelo juiz presidente do Juri, mediante escolha por conhecimento pessoal ou informação fidedigna, e sob sua responsabilidade, tresentos a quinhentos jurados no Distrito Federal e comarcas de mais de cem mil habitantes, e cento e vinte a tresentos nas comarcas ou nos termos de menor população.

O juiz poderá requisitar a autoridades locais, associações de classe, sindicatos profissionais e repartições publicas a indicação de cidadãos que reúnam as condições legais de idoneidade.

Parágrafo único — A lista geral, publicada em novembro de cada ano, poderá ser alterada "ex-officio" ou em virtude de reclamação de qualquer do povo, até publicação definitiva na segunda quinzena de dezembro, com recurso dentro de dez dias para a instância superior, sem efeito suspensivo. Essa lista será todo ano parcialmente renovada, por aquele processo e na mesma época, substituindo-se os que já tenham efetivamente servido (art. 7.º parágrafo único, n. X), os falecidos, os que se hajam mudado e os que se tenham revelado incapazes para o exercício da função.

Art. 11 — A lista geral dos jurados, com indicação das respectivas profissões, será publicada pela imprensa, onde houver, ou em editais afixados á porta do edifício do Tribunal, lançando-se os nomes dos alistados, com indicação das residências, em cartões iguais que, após verificação com a presença do representante do Ministério Público, ficarão guardados em uma urna com chave, sob a responsabilidade do escrivão, ou, si vários, do mais antigo.

Art. 12 — Nas comarcas ou termos onde fôr necessário, organizar-se-á uma lista de jurados suplentes, depositando-se as cédulas em urna especial, observado o disposto no art. 1.º *in fine*.

CAPITULO III

Da pronúncia e dos Atos Preparatórios do Julgamento

Art. 13 — Terminado o prazo para apreciação das provas pelas partes, o processo será enviado ao presidente do Tribunal do Juri, o qual, depois de préviamente ordenar, si fôr o caso, as diligências necessárias para sanar qualquer nulidade ou suprir falta que prejudique o esclarecimento da verdade, proferirá sentença na forma dos artigos seguintes. Nos Estados onde a lei não atribuir a pronúncia ao presidente do Juri, o juiz competente procederá na mesma conformidade.

Art. 14 — Si o juiz, apreciando livremente as provas existentes nos autos, se convencer da existência do crime e de indícios de que o réo seja o seu autor, pronunciará-o, dando os motivos do seu convencimento.

§ 1.º — Na sentença de pronúncia o juiz deverá declarar o dispositivo legal em cuja sanção julgar incurso o réo, mandar lançar-lhe o nome no ról dos culpados, recomendá-lo no presidio em que se achar, ou expedir as ordens necessárias para sua prisão.

§ 2.º — Tratando-se de crime afiançável, será, desde logo, arbitrado o valor da fiança, que constará do mandado de prisão.

§ 3.º — A pronúncia torna o réo incompatível com exercício de cargo público, sem prejuizo, entretanto, do acesso legal que lhe competir.

§ 4.º — O juiz pode afastar-se da classificação do crime, feita na queixa ou denúncia, caso reconheça que outra deva ser adotada, ainda que isto importe sujeição do réo á pena mais grave, uma vez que, com a nova classificação, não fique prejudicada a defesa.

§ 5.º — Si das provas do sumário resultar o reconhecimento de que são culpados outros indivíduos não compreendidos na queixa ou denúncia, o juiz, ao proferir a decisão de pronúncia ou impronúncia, ordenará que os autos voltem ao ministério público, para aditamento da peça inicial do processo e demais diligências do sumário.

Art. 15 — Si o juiz não se convencer da existência de crime ou não houver indício de que seja o réo o seu autor, julgará improcedente a queixa ou denúncia.

§ 1.º — Da sentença de impronúncia caberá recurso, que somente terá efeito suspensivo na hipótese do art. 13, "in fine".

§ 2.º — A impronúncia não obsta que em qualquer tempo seja repetido processo contra o réo, no caso de novas provas, enquanto o crime não prescrever.

Art. 16 — Si o juiz se convencer, em discordância com a denúncia ou queixa, da existência de crime diverso dos referidos no artigo 3.º, remeterá o processo, no Distrito Federal, ao juiz competente para julgá-lo, procedendo-se nos Estados e Território do Acre, de acôrdo com a legislação vigente no tocante ao julgamento pelos juizes singulares. Si estiver preso, o réu deverá ser pôsto á disposição do juiz competente.

Art. 17 — O juiz absolverá desde logo o réu quando se convencer da existência de alguma justificativa ou dirimente (Consol. das Leis Penais, arts. 27 e 32 a 35), recorrendo, de officio, da sua decisão. Este recurso terá efeito suspensivo e será sempre para o Tribunal de Apelação.

Parágrafo único — A sentença de absolvição, depois de confirmada, terá força de coisa julgada.

Art. 18 — A sentença de pronúncia deve ser intimada ao réu pessoalmente, sobrestando-se no processo até que isso ocorra. Se houver mais de um réu, somente em relação ao que fôr intimado prosseguirá o feito.

§ 1.º — No caso de crime afiançável, achando-se o réu em lugar incerto e não sabido, a intimação será feita por edital, com o prazo de 15 dias. Findo este, e não comparendo o réu, prosseguir-se-á no processo, dando-lhe o juiz defensor para todos os atos ulteriores, inclusive os de julgamento.

§ 2.º — Ainda no caso de crime afiançável, desde que se verifique que o réu se está ocultando para não ser citado, poderá sê-lo por editais, com o prazo de tres dias, procedendo-se, quanto ao mais, de acôrdo com o disposto no parágrafo anterior.

Art. 19 — Da sentença de pronúncia caberá recurso, na forma das leis processuais vigentes, com efeito suspensivo tão somente do julgamento.

Parágrafo único — O réu não poderá recorrer antes de recolhido á prisão, ou de prestar fiança, si fôr caso.

Art. 20 — Passada em julgado a pronúncia, que especificará todas as circunstancias qualificativas do crime e só poderá ser alterada por fato superveniente que modifique o título do delito, o escrivão imediatamente dará vista dos autos ao representante do ministério público, pelo prazo de cinco dias, para oferecer o libelo acusatório.

Art. 21 — O libelo, assinado pelo promotor, deve conter:

I — o nome do réu;

II — a exposição, deduzida por artigos, do fato criminoso e das circunstancias agravantes, si ocorrerem;

III — o pedido de condenação, indicando-se o grau da pena e a lei que a impõe.

Sendo vários os réus, haverá um libelo para cada um.

Parágrafo único — Com o libelo poderá o promotor apresentar o ról das testemunhas

que devam depôr em plenário, até o máximo de cinco, juntar documentos e requerer diligências.

Art. 22 — O juiz não receberá o libelo a que faltem os requisitos legais, ordenando nova vista ao representante do ministério público, para apresentação de outro, no prazo de quarenta e oito horas.

Art. 23 — Si findar o prazo legal sem que o libelo seja oferecido pelo promotor, incorrerá este na multa de 500000, salvo si justificada a demora por motivo de força maior, concedendo-se-lhe a prorrogação de quarenta e oito horas. Esgotada a prorrogação, si não tiver sido apresentado o libelo, a multa será de 2000000, comunicando-se o ocorrido ao procurador geral. Neste caso, passará a funcionar no feito o substituto legal, ou, si não houver, um promotor "ad-hoc" nomeado pelo juiz.

Art. 24 — Si se tratar de queixa, será o acusador notificado para apresentar o libelo dentro de quarenta e oito horas, contadas da notificação; não apresentado o libelo, o juiz o haverá por lançado, ordenando vista ao ministério público, na forma do art. 20.

Art. 25 — Recebido o libelo, o escrivão, dentro de três dias, entregará ao réu, mediante recibo de seu punho ou de alguém a seu rgo, a respectiva cópia, com o ról de testemunhas, devendo ser notificado o defensor para que, no prazo de cinco dias, ofereça a contrariedade.

Parágrafo único — Si o réu estiver afiançado, o escrivão lhe dará cópia quando ele ou seu defensor o solicitar. Neste caso, o escrivão exigirá e juntará aos autos recibo passado pelo réu, ou alguém a seu rgo, assim como do seu defensor.

Art. 26 — Si, ao ser refeito o libelo, não houver advogado constituído nos autos para a defesa, o juiz dará defensor ao réu, podendo este em qualquer tempo constituir advogado para substituir o defensor dativo.

Art. 27 — As justificações e perícias requeridas pelas partes deverão ser feitas perante o presidente do Tribunal, com intimação dos interessados, ou perante o juiz a quem couber o preparo do processo até o julgamento.

Art. 28 — Si o interesse da ordem pública o reclamar, ou houver séria dúvida sobre a imparcialidade do Juri ou segurança pessoal do réu, o Tribunal de Apelação, a requerimento de qualquer das partes ou mediante representação do juiz, poderá desafiar o julgamento para comarca ou termo próximo, onde não subsistam aqueles motivos, precedentes sempre informação de juiz, si a medida não tiver sido solicitada, de officio, por ele próprio.

Art. 29 — O presidente do Tribunal do Juri, depois de ordenar, de officio ou a requerimento das partes, as diligências que julgar necessárias para sanar qualquer nulidade ou esclarecer fato que interesse à decisão da causa, ou para tornar conhecida a vida progressa do acusado, marcará dia para o julgamento, determinando sejam intimadas as partes e as testemunhas.

Parágrafo único — Quando a lei de organização judiciária local não atribuir ao presidente do Tribunal do Juri o preparo dos processos para o julgamento, o juiz competente remeter-lhe-á os processos preparados, até cinco dias antes do sorteio a que se refere o art. 32. Deverão também ser remetidos, após esse prazo, os processos que

forem sendo preparados até o encerramento da sessão.

Art. 30 — O Tribunal do Juri, no Distrito Federal, reunir-se-á todos os meses, celebrando em dias úteis sucessivos, salvo justo impedimento, as sessões necessárias para julgar os processos preparados. Nos Estados e Território do Acre, observar-se-á, no con-cernente à época das sessões, o que prescrever a lei local.

Art. 31 — A convocação do júri será feita mediante editais, depois do sorteio dos vinte e um jurados que tiverem de servir na sessão. Esse sorteio será feito, no Distrito Federal, de dez a quinze dias antes do primeiro julgamento marcado, observando-se nos Estados e Território do Acre o que estabelecer a lei local.

Art. 32 — O sorteio far-se-á a portas abertas, tirando uma ciança, de urna geral, as cédulas com os nomes dos jurados, as quais serão recolhidas a outra urna, cuja chave ficará em poder do juiz, reduzindo o escrivão a termo o que ocorrer, no livro para esse fim destinado, com especificação dos vinte e um sorteados.

Art. 33 — Concluído o sorteio, o juiz mandará expedir desde logo o edital a que se refere o art. 31, com menção do dia em que o Juri deve reunir-se e convite nominal aos jurados sorteados para comparecerem, sob as penas da lei. Determinará também que sejam feitas as diligências necessárias para intimação dos mesmos jurados, réus e testemunhas.

§ 1.º — O edital será afixado à porta do edificio do Tribunal e publicado pela imprensa, onde houver.

§ 2.º — A intimação do jurado que não for encontrado entender-se-á feita, quando em sua residência for entregue por official de Justiça uma cópia do mandado, desde que se verifique, e seja certificado, não se achar o jurado fora do municipio.

Art. 34 — Os dias de sessão do Juri reputam-se por inteiro consagrados ao serviço da Justiça, não se fazendo ao jurado sorteado que comparecer nenhum desconto nos proventos do seu emprego.

Art. 35 — Salvo motivo de interesse público, não é permitido alterar a ordem do julgamento dos processos, assim determinada;

I — pela preferência dos réus presos aos afiançados;

II — entre os presos, pela antiguidade da prisão;

III — pela prioridade da pronuncia, em igualdade de condições.

Art. 36 — Antes do dia designado para o primeiro julgamento, será afixada na porta do edificio do Tribunal na ordem estabelecida no artigo anterior, a lista dos processos que devam ser julgados.

CAPITULO IV

Do julgamento pelo Juri

Art. 37 — No dia e hora designados para a reunião do Juri, presente o representante do Ministério Público, o presidente, depois de verificar si a urna contém as cédulas com os nomes dos vinte e um jurados sorteados, mandará que o escrivão proceda à chamada destes, declarando instalada a sessão si comparecerem pelo menos quinze deles ou, na falta de número legal, convocando nova sessão para o dia útil immediato.

Art. 38 — Num e noutro caso, o jurado que sem causa legitima não comparecer ficará multado em 1000000 por dia de sessão rea-

lizada ou não realizada por falta de número legal, incorrendo na multa de 300\$000 o que, tendo comparecido, se retirar antes de dispensado pelo presidente.

§ 1.º — A imposição da multa resulta do simples fato do não comparecimento, sem dependência de ato do presidente ou termo especial.

§ 2.º — As excusas de comparecimento só serão aceitas quando apresentadas até o momento da chamada dos jurados e fundadas em motivo relevante, devidamente comprovado.

§ 3.º — As multas serão cobradas executivamente, observado no Distrito Federal o art. 350 do Código de Processo Penal, e nos Estados e no Território do Acre o disposto na respectiva legislação vigente.

§ 4.º — O presidente somente poderá, sob pena de responsabilidade, relevar as multas em que incorrerem os jurados faltosos, si, dentro de quarenta e oito horas após o encerramento da sessão, aqueles o requererem, e pela prova oferecida se tornar evidente o impedimento.

Art. 39 — Verificando não estar completo o número de vinte e um jurados, ainda que haja número legal para a instalação da sessão, o juiz procederá ao sorteio de tantos suplentes quantos forem necessários para inteirar aquele número, repetindo-se o sorteio para tal fim sempre que fôr preciso.

§ 1.º — Os nomes dos suplentes serão consignados na ata, seguindo-se a respectiva notificação de comparecimento.

§ 2.º — Os jurados ou suplentes que não comparecerem ou forem, por qualquer maneira, dispensados de servir na sessão periódica, serão, desde logo, considerados como sorteados para a seguinte.

§ 3.º — Sorteados os suplentes, os jurados substituídos não mais serão admitidos a funcionar no curso da sessão periódica.

Art. 40 — Aos suplentes são aplicáveis os dispositivos referentes às dispensas, faltas, excusas e multas.

Art. 41 — Aberta a sessão, o presidente do Tribunal, depois de resolver sobre as excusas, na forma dos artigos anteriores, abrirá a urna, verificará publicamente as cédulas que nela se acharem, colocará na urna as cédulas relativas aos jurados presentes e, fechando-a, anunciará qual o processo que val ser submetido a julgamento, ordenando ao porteiro que apregoe as partes e as testemunhas arroladas no libelo e na contrariedade, bem como o auxiliar da acusação.

Parágrafo único — Para admissão de auxiliar de acusação no plenário de julgamento, será necessário requerimento com antecedência pelo menos de três dias.

Art. 42 — Si não comparecer o representante do Ministério Público por motivo de força maior, o presidente adiará o julgamento para outro dia da mesma sessão periódica. Persistindo o impedimento, funcionará o substituto legal, si houver, ou promotor "ad-hoc" nomeado pelo juiz.

Parágrafo único — Si o representante do Ministério Público deixar de comparecer sem excusa legítima, será igualmente adiado o julgamento, nomeando-se porém, desde logo, promotor "ad-hoc", caso não haja substituto legal, comunicado o fato ao procurador geral.

Art. 43 — Apregoado o réo, e comparecendo, perguntar-lhe-á o juiz o nome, a idade e si tem advogado, nomeando-lhe curador, si

fôr menor e não o tiver, ou defensor, si maior, caso ainda não o tenha. Em tais hipóteses, o julgamento poderá ser adiado para o primeiro dia útil desimpedido, quando o requerer o curador, ou o defensor nomeado. Será igualmente adiado o julgamento si o réo maior não aceitar o defensor dativo.

Parágrafo único — O julgamento só uma vez poderá ser adiado, devendo o réo ser julgado quando chamado pela segunda vez. Neste caso, a defesa será feita por quem o juiz nomear, ressalvado ao réo o direito de ser defendido por advogado de sua escolha, desde que se ache presente.

Art. 44 — A falta sem excusa legítima do defensor do réo, ou do curador anteriormente nomeado, será imediatamente comunicada ao Conselho da Ordem dos Advogados, quando se tratar de advogado, nomeando o presidente do Tribunal, em substituição, outro defensor, ou curador, observado o disposto no artigo anterior.

Art. 45 — Si o réo ou o acusador não comparecer com excusa legítima, o julgamento será adiado para a seguinte sessão periódica, si não puder realizar-se na que estiver em curso.

Parágrafo único — Si se tratar de crime afiançável, não comparecendo o réo sem motivo legítimo, far-se-á o julgamento á sua revelia; sendo-lhe porém nomeado defensor pelo juiz.

Art. 46 — Si o acusador particular deixar de comparecer sem excusa legítima, a acusação será devolvida ao Ministério Público, não se adiando por aquele motivo o julgamento.

Art. 47 — As testemunhas que faltarem incorrerão na multa de 100\$000 a 200\$000, ou prisão de três a dez dias, imposta pelo presidente do Tribunal.

Parágrafo único — As testemunhas, enquanto a serviço do Juri, aplica-se o disposto no art. 34.

Art. 48 — Antes de constituído o conselho de sentença, as testemunhas, separadas as de acusação das de defesa, serão recolhidas a lugar de onde não possam ouvir os debates, nem as respostas umas das outras.

Art. 49 — A falta de alguma das testemunhas não será motivo do adlamento, salvo si qualquer das partes o requerer, indicando com a necessária antecedência o seu paradeiro certo e declarando não prescindir do depoimento. Proceder-se-á entretanto ao julgamento si a testemunha não tiver sido encontrada no local indicado.

§ 1.º — Si, intimada, a testemunha não comparecer, o juiz suspenderá os trabalhos e mandará trazê-la coercitivamente pelo oficial de justiça, ou adiará o julgamento para o primeiro dia útil desimpedido, ordenando igual providência ou requisitando da Polícia a apresentação.

§ 2.º — Não conseguida, ainda assim, a presença da testemunha, proceder-se-á ao julgamento.

Art. 50 — O porteiro do Tribunal certificará haver apregoados as partes e as testemunhas, mencionando as que comparecerem e as que faltarem.

Art. 51 — Verificado, publicamente, pelo juiz, que se encontram na urna as cédulas relativas aos jurados presentes, será feito o sorteio de sete destes para formação do conselho de sentença.

Art. 52 — Antes do sorteio do conselho de sentença, o juiz advertirá os jurados dos

impedimentos deles entre si, (art. 56), bem como das incompatibilidades legais, por suspeição, em razão de parentesco com o juiz, o promotor, o advogado, o réu ou a vítima, na forma do disposto na legislação vigente sobre os impedimentos ou suspeição dos juizes togados.

§ 1.º — Na mesma ocasião, deverá o juiz advertir os jurados de que, uma vez sorteados, não se podem comunicar com outrem, ou manifestar sua opinião sobre o processo, sob pena de serem excluídos do conselho e multa de 200\$000 a 500\$000.

§ 2.º — Constitue crime a ocultação dos impedimentos ou motivos de suspeição estabelecidos pela lei, devendo alegá-los os próprios jurados. (Consol. das Leis Penais, art. 227, n.º 8). Dos impedidos entre si por parentesco servirá o sorteado em primeiro lugar.

Art. 53 — Os jurados excluídos por impedimento ou suspeição serão computados para constituição do número legal.

§ 1.º — Si, em consequência das suspeições ou recusações, não houver número para formação do conselho, será adiado o julgamento para o primeiro dia útil desimpedido.

§ 2.º — A medida que forem as cédulas tiradas da urna por uma criança e lidas pelo juiz, o réu ou seu defensor e, depois dele, o acusador, farão suas recusações, sem as motivações, até o número de três cada um. Aceito o jurado por ambas as partes, o juiz o convidará a tomar assento.

Art. 54 — A suspeição arguida ao presidente do Tribunal, ao representante do Ministério Público, aos jurados ou a qualquer funcionário, quando não reconhecida, não suspenderá o julgamento, devendo, entretanto, constar da ata a arguição.

Art. 55 — Si os réus forem dois ou mais, poderão incumbir das recusas um só defensor; não convindo nisto, e si não coincidirem as recusas, dar-se-á a separação dos julgamentos, realizando-se nesse dia somente o do réu que houver aceitado o jurado, salvo si este, recusado por um réu e aceito por outro, for também recusado pela acusação.

Art. 56 — São impedidos de servir no mesmo conselho marido e mulher, ascendentes e descendentes, sogros e genros ou nora, irmãos, cunhados, durante o cunhadio, tio e sobrinho, padrao e madrasta e enteado.

Art. 57 — O mesmo conselho poderá conhecer de mais de um processo na mesma sessão de julgamento, si as partes o approvarem, mas prestará novo compromisso de cada vez.

Art. 58 — Formado o conselho, o juiz, levantando-se, e com elle todos e presentes, fará aos jurados a seguinte exortação:

"Em nome da lei, concito-vos a examinar a acusação que pesa sobre o réu, sem ódios ou simpatias, mas com a retidão e a imparcialidade necessária para que o vosso julgamento traduza a vossa coragem pela verdade e zelo pela Justiça, tal como a sociedade espera de vós."

Os jurados, nominalmente chamados pelo juiz, responderão, erguendo a mão direita: "Assim o prometo."

Art. 59 — Em seguida o presidente interrogará o réu pela forma estabelecida na lei processual.

Art. 60 — Feito e assinado o interrogatório, o presidente, sem manifestar sua opinião

sobre o mérito da acusação ou da defesa, fará o relatório do processo, expondo o fato, as provas existentes e as conclusões das partes.

§ 1.º — Nos lugares onde seja possível, o presidente mandará distribuir aos jurados cópias dactilografadas ou impressas da pronúncia, do libelo e da contrariedade, além de outras peças que considerar úteis para o julgamento da causa.

§ 2.º — Os jurados poderão também, a qualquer momento, e por intermédio do juiz, pedir ao orador que indique a folha dos autos onde se encontra a peça por elle lida ou referida.

Art. 61 — Terminado o relatório, o promotor lerá o libelo e os dispositivos da lei penal em que o réu se achar incurso, e produzirá a acusação, mostrando as provas em que se funda.

§ 1.º — Havendo auxiliar de acusação, este falará depois do promotor.

§ 2.º — Sendo o processo promovido pela parte ofendida o promotor falará depois della, tanto na acusação, como na réplica.

Art. 62 — Finda a acusação, terá a palavra o defensor, para desenvolver a defesa.

Art. 63 — Em seguida, serão introduzidas na sala da sessão, cada uma por sua vez, as testemunhas de acusação, que deporão sobre os artigos do libelo; inquirendo-as primeiro o juiz, o acusador e o auxiliar de acusação, depois o advogado do réu e, por fim, os jurados que o quiserem.

Art. 64 — Ouvidas as testemunhas de acusação, as testemunhas do réu serão introduzidas na sala e deporão sobre os artigos da contrariedade ou os fatos alegados pela defesa, sendo inquiredas successivamente pelo juiz, pelo advogado do réu, pelo acusador particular, pelo promotor e pelos jurados que o quiserem.

Art. 65 — Os depoimentos das testemunhas de acusação, como das de defesa, serão reduzidos resumidamente a escrito, sendo cada termo assinado pela respectiva testemunha com o juiz e as partes.

Art. 66 — Quando duas ou mais testemunhas divergirem sobre pontos essenciaes da causa, o juiz as repurgará, em face umas das outras, mandando que expliquem a divergência ou contradição, reduzindo-se a termo a acoreação.

Art. 67 — O acusador poderá replicar e a defesa triplicar, sendo admitida a reinquirição de qualquer das testemunhas já ouvidas em plenário.

Art. 68 — O tempo, tanto para a acusação, quanto para a réplica, não excederá de uma hora, observando-se o mesmo praso para a defesa e a tréplica.

Parágrafo único — Havendo mais de um acusador ou de um defensor, combinarão entre si a distribuição do tempo, o qual, na falta desse entendimento, será marcado pelo juiz, de modo que não sejam excedidos os prazos fixados neste artigo.

Art. 69 — Durante o julgamento não é permitida a produção ou leitura de documento que não tenha sido comunicado á parte contrária com antecedência pelo menos de tres dias, comprehendida nessa prohibição a leitura de jornais ou qualquer escrito cujo conteúdo versar sobre matéria de fato do processo.

Art. 70 — Aos jurados, quando se recolherem á sala secreta ou destinada a descanso, serão sempre entregues os autos do pro-

cesso, bem como, si o pedirem, os instrumentos do crime, devendo o juiz estar presente para evitar que se exerça influência de uns sobre outros.

Art. 71 — Sendo impossível ou inconveniente a verificação imediata de algum fato, que o juiz reconheça essencial á decisão da causa, será dissolvido o conselho, devendo as partes formular desde logo quesitos para as diligências que se tenham de realizar e aos quais poderá o juiz acrescentar os que entender necessários.

Art. 72 — Achando-se a causa em estado de ser decidida, o juiz indagará dos jurados si se acham habilitados a julgá-la ou si precisam de mais algum esclarecimento. § único — Si qualquer dos jurados necessitar de novos esclarecimentos, sobre questão de fato, o juiz lhos dará, ou mandará que o faça o escrivão.

Art. 73 — Em seguida, lendo os quesitos por êle formulados e explicando a significação legal de cada um e o efeito que terá a resposta afirmativa ou negativa do jurado, o juiz indagará das partes si têm algum requerimento ou reclamação a fazer, devendo constar da ata qualquer reclamação não atendida.

Art. 74 — Lidos os quesitos, o juiz anunciando que se vai proceder ao julgamento, fará retirar o réo e convidará os assistentes a deixarem a sala.

Art. 75 — Fechadas as portas, o conselho, sob a presidência do juiz, assistido do escrivão, que servirá de secretário, do promotor e do advogado, que se conservarão nos seus lugares, sem intervir nas discussões e votações, e de dois oficiais de justiça, passará a votar os quesitos que lhe forem propostos, observada completa incomunicabilidade dos jurados.

§ único — Onde fór possível, a votação será feita em sala especial, como o mesmo caráter secreto.

Art. 76 — Antes ou durante a votação, poderão os jurados consultar os autos do processo, ou examinar qualquer outro elemento material de prova que tenha sido apresentado em juízo e conste do processo.

Art. 77 — O juiz não permitirá que o promotor ou o defensor intervenham na votação, perturbando a livre manifestação do conselho e fará retirar da sala aquele que se portar inconvenientemente, impondo-lhe a multa de 200\$000 a 500\$000, sem prejuizo da responsabilidade penal que couber.

Art. 78 — Os quesitos serão formulados com observancia das seguintes regras:

I — O primeiro deles versará sobre o fato principal, de conformidade com o libelo.

II — Si entender que alguma circunstancia, exposta no libelo, não é absolutamente conexa ou inseparável do fato de maneira que este não possa existir ou subsistir sem ela, o juiz desdobrará o quesito em tantos quantos forem necessários.

III — A cada circunstancia agravante, articulada no libelo, corresponderá um quesito.

IV — Si resultar dos debates o conhecimento da existência de alguma circunstancia agravante não articulada no libelo, o juiz formulará, a requerimento do acusador, o quesito a ela relativo.

V — Si o réu apresentar, na sua defesa, ou alegar, nos debates, qualquer fato que a lei qualifique como justificativa ou dirimente, ou importe desclassificação do delito, o juiz formulará os quesitos correspondentes.

VI — Si os fatos da acusação forem diversos, o juiz proporá, acerca de cada um deles, os quesitos que julgar convenientes.

VII — O juiz formulará sempre um quesito sobre a existência de circunstâncias atenuantes.

VIII — Nos crimes de homicídio, os quesitos relativos ás concausas que não constarem do libelo só serão formulados a requerimento de qualquer das partes.

IX — Si forem dois ou mais os réus, o juiz formulará tantas séries de quesitos quantos forem êles.

X — No caso do n.º VI, quando o juiz tiver que fazer diferentes quesitos, sempre os formulará em proposições simples e bem distintas, de maneira que a cada um deles se possa responder sem o menor equívoco.

Art. 79 — Não será admitido quesito sobre existência de concausa nos casos em que fór evidente que o evento, no homicídio, resultou da natureza e sede do ferimento, ou da preexistente constituição ou estado morbido da vítima.

Art. 80 — Após os quesitos relativos ao fato principal, o juiz formulará os propostos pela defesa, seguindo-se os referentes ás circunstancias agravantes e atenuantes.

Art. 81 — O juiz, antes de se proceder á votação de cada um dos quesitos, mandará distribuir pelos jurados pequenas cédulas, feitas de papel opaco e facilmente dobráveis, contendo umas a palavra "sim" e outras a palavra "não", afirmando, serem recolhidos os votos.

Art. 82 — Distribuidas as cédulas, o juiz lerá o quesito sobre o fato principal, mandando que um oficial de justiça receba os votos dos jurados, que os colocarão numa urna ou saco que lhes fór apresentado, recolhendo outro oficial de justiça, de igual maneira, as cédulas não utilizadas.

Art. 83 — Após a votação de cada quesito, o presidente tomará as urnas e, verificados os votos e as cédulas não utilizadas, mandará escrever o resultado pelo escrivão, declarando o número de votos afirmativos e negativos.

Parágrafo único — Si o Juri decidir existirem circunstancias atenuantes, o juiz porá em votação cada uma das enumeradas na lei penal, mandando escrever as que forem reconhecidas.

Art. 84 — As decisões do Juri serão tomadas por maioria de votos.

Art. 85 — Si a resposta a algum dos quesitos estiver em contradição com outra ou outras já proferidas, o juiz, explicando aos jurados em que consiste a contradição, submeterá novamente á votação os quesitos a que se referirem tais respostas.

Art. 86 — Si, pela resposta dada a qualquer dos quesitos, o juiz verificar que ficam prejudicados os seguintes, assim o declarará dando por finda a votação.

Art. 87 — Em seguida, o juiz lavrará a sentença, de acôrdo com as respostas do Juri, lendo-a de público.

Art. 88 — Si o juri negar o fato, ou, afirmando-o, reconhecer alguma dirimente ou justificativa, o juiz absolverá o réu. Tratando-se, porém, de crime inafiançável, não determinará a soltura, senão depois de passar em julgado a sentença.

Art. 89 — De cada sessão de julgamento o escrivão lavrará uma ata, assinada pelo juiz e pelo representante do ministério público.

CAPÍTULO V

Das atribuições do Presidente do Tribunal do Juri

Art. 90 — São atribuições do presidente do Tribunal do Juri, além de outras que lhe são expressamente conferidas nesta lei:

I — regular a policia das sessões e prender os desobedientes;

II — requisitar o auxilio da força pública, que ficará sob sua exclusiva autoridade;

III — regular os debates;

IV — resolver as questões incidentes, que não dependam da decisão do Juri;

V — nomear defensor ao réu quando o considerado indefeso, podendo neste caso dissolver o conselho, marcado novo dia para o julgamento e nomeado outro defensor;

VI — fazer retirar da sala o réu que, com injúrias ou ameaças, dificultar o livre curso do julgamento, prosseguindo-se, neste caso, independentemente de sua presença;

VII — suspender a sessão pelo tempo indispensável à execução de diligências requeridas ou julgadas necessárias, mantida a incomunicabilidade dos jurados.

VIII — interromper a sessão por algum tempo para repouso ou refeição dos jurados.

IX — decidir *ex officio*, ouvidos o Ministério Público e o representante da defesa, ou a requerimento de qualquer das partes, a preliminar da extinção da ação penal.

X — resolver as questões de direito que se apresentarem no decurso do julgamento;

XI — ordenar *ex officio*, ou a requerimento das partes ou de algum jurado, as diligências destinadas a sanar qualquer nulidade, ou ao mais amplo esclarecimento da verdade.

XII — dar execução á sentença do Juri.

CAPÍTULO VI

Da apelação e do protesto por Novo Juri.

Art. 91 — Só se admitirá apelação de qualquer das partes quando interposta por escrito, depois de dissolvido o conselho de sentença, e dentro de cinco dias, sempre com efeito suspensivo, salvo si, no caso de absolvição, e tratando-se de crime afiançável, o réu estiver preso.

Art. 92 — A apelação sómente pode ter por fundamento:

- a) nulidade posterior á pronúncia;
- b) injustiça da decisão, por sua completa divergência com as provas existentes nos autos ou produzidas em plenário.

Art. 93 — Provida a apelação por motivo de nulidade, o Tribunal de Apelação mandará o réu a novo julgamento, guardadas as formalidades legais.

Art. 94 — Si se verificar divergência entre a sentença proferida pelo presidente do Juri e as respostas dos jurados, o Tribunal de apelação fará a retificação devida, aplicando a pena legal.

Art. 95 — No caso de incongruência entre as respostas aos quesitos, o Tribunal de Apelação fará prevalecer a que se ajustar á prova dos autos, salvo quando uma importar a absolvição e outra a condenação do réu caso em que se declarará a nulidade do julgamento.

Art. 96 — Si, apreciando livremente as provas produzidas, quer no sumário de culpa, quer no plenário de julgamento, o Tribunal de Apelação se convencer de que a decisão do juri nenhum apoio encontra

nos autos, dará provimento á apelação, para aplicar a pena justa, ou absolver o réu, conforme o caso.

Art. 97 — O protesto por novo julgamento é privativo do acusado e só se admitirá uma única vez, quando a sentença condenatória fór de prisão por vinte e quatro anos ou mais.

Parágrafo único — O protesto invalida qualquer outro recurso interposto e deverá ser feito na forma e prazo estabelecidos para interposição da apelação, sendo tomado por termo nos autos.

Art. 98 — No novo julgamento não podem servir jurados que tenham tomado parte no primeiro, podendo, no entanto, presidi-lo o mesmo juiz.

CAPÍTULO VII

Das nulidades

Art. 99 — Não será declarada a nulidade de nenhum ato processual, quando este não haja influído concretamente na decisão da causa ou na apuração da verdade material.

Art. 100 — Não será igualmente declarada a nulidade, quando já não seja possível a repetição ou retificação do ato, ou quando, não obstante sua irregularidade, tenha êle conseguido o fim visado, em relação a todos os interessados.

Art. 101 — Nenhuma das partes pode arguir as nulidades a que haja dado causa ou referentes a dispositivos cuja observância lhe seja indiferente.

Art. 102 — A nulidade de citação, intimação ou notificação é sanada desde que a parte interessada compareça em juízo, embora declare que o faz para o único fim de argui-la. Todavia, reconhecendo que a irregularidade prejudica efetivamente o direito de defesa, o juiz ordenará a repetição do ato.

Art. 103 — A nulidade de um ato, uma vez declarada, acarretará a dos atos sucessivos que dêle diretamente dependam.

Art. 104 — Não obstante a inobservância das formalidades prescritas, nenhum ato será declarado nulo si as partes, ainda que tacitamente, lhe tenham aceiteado os efeitos, salvo tratando-se de omissão de formalidade de ordem pública.

Disposições transitórias

Art. 105 — Os crimes que, no Distrito Federal e no Território do Acre, deixam, pela presente lei, de caber á competência do Tribunal do Juri, passam a ser processados e julgados pelos juizes de direito competentes para as causas criminaes.

Art. 106 — A presente lei entrará em vigor na data de sua publicação.

§ 1.º — Para o corrente ano, a lista de jurados a que se refere o artigo 10 será feita e publicada dentro de 15 dias após o decurso dos prazos estabelecidos no art. 2.º da Introdução do Código Civil, podendo ser alterada, *ex officio*, ou mediante reclamação de qualquer do povo, até sua publicação definitiva, que se fará 15 dias depois da primeira, e devendo renovar-se, de acordo com o disposto no parágrafo 2.º do art. 10.

§ 2.º — Enquanto não fór possível o sorteio de jurados dentre os alistados, segundo a forma acima estabelecida, continuarão a servir os jurados presentemente alistados.

§ 3.º — O disposto no art. 96 só se applicará aos processos julgados pelo Juri na vi-

gência desta lei, prevalecendo, neste particular, em relação aos julgados anteriormente, a legislação processual até agora vigente.

Art. 107 — Revogam-se as disposições em contrário.

Rio de Janeiro, 5 de janeiro de 1938, 117.º da Independência e 50.º da República — GETULIO VARGAS — Francisco Campos. (“*Coleção das Leis da República dos Est. Unidos do Brasil de 1938*” — Vol. I, pág. 8.)

(76) Ob. cit. pág. 24

(77) Ob. cit. pág. 23

(78) “*O Júri na Terceira República*” — Livr. Fretas Bastos — 1949.

(79) Ob. cit.

(80) Ob. cit. pág. 25

(81) LEI N.º 263 — DE 23 DE FEVEREIRO DE 1948.

Modifica a competência do Tribunal do Júri e dá outras providências.

O Presidente da República:

Faço saber que o Congresso Nacional decreta e eu sanciono a seguinte Lei:

Art. 1.º — A organização do Tribunal do Júri, e, igualmente o processo dos crimes de sua competência continuam a ser regidos pelo Código de Processo Penal, com as modificações decorrentes do disposto no artigo 141, § 28.º, da Constituição e constantes da presente Lei.

Art. 2.º — O § 1.º do art. 74 do Código de Processo Penal é substituído pelo seguinte:

“§ 1.º Compete ao Tribunal do Júri o julgamento dos crimes previstos nos arts. 121, § 1.º, 121 § 2.º, 122, parágrafo único, 123, 124, 125, 126 e 127 do Código Penal, consumados ou tentados”.

Art. 3.º — O art. art. 78 do Código de Processo Penal passa a ser o seguinte:

“Art. 78 — Na determinação da competência por conexão ou continência, serão observadas as seguintes regras:

I — no concurso entre a competência do Júri e a de outro órgão da jurisdição comum, prevalecerá a competência do Júri;

II — no concurso de jurisdições da mesma categoria:

a) — preponderará a do lugar da infração, à qual fôr cominada a pena mais grave;

b) — prevalecerá a do lugar em que houver ocorrido o maior número de infrações, se as respectivas penas forem de igual gravidade;

c) — firmar-se-á a competência pela prevenção, nos outros casos;

III — no concurso de jurisdições de diversas categorias, predominará a de maior graduação;

IV — no concurso entre a jurisdição comum e a especial, prevalecerá esta.”

Art. 4.º — O art. 466 do Código de Processo Penal terá a seguinte redação:

“Art. 466 — Feito e assinado o interrogatório, o Presidente, sem manifestar sua opinião sobre o mérito da acusação ou da defesa, fará o relatório do processo e exporá o fato, as provas e as conclusões das partes.

§ 1.º — Depois do relatório, o escrivão lerá, mediante ordem do Presidente, as peças do processo, cuja leitura fôr re-

querida pelas partes ou por qualquer jurado.

§ 2.º — Onde fôr possível, o Presidente mandará distribuir aos jurados cópias dactilografadas ou impressas, da pronúncia, do libelo e da contrariedade, além de outras peças que considerar úteis para o julgamento da causa.”

Art. 5.º — O parágrafo único do artigo 484, do Código de Processo Penal, passa a ser o seguinte:

“Parágrafo único — Serão formulados quesitos relativamente às circunstâncias agravantes e atenuantes, previstas nos artigos 44, 45 e 48 do Código Penal, observado o seguinte:

I — Para cada circunstância agravante, articulada no libelo, o juiz formulará um quesito;

II — se resultar dos debates o conhecimento da existência de alguma circunstância agravante, não articulada no libelo, o juiz, a requerimento do acusador, formulará o quesito a ela relativo;

III — o Juiz formulará sempre um quesito sobre a existência de circunstância atenuantes, ou alegadas;

IV — se o Júri afirmar a existência de circunstâncias atenuantes, o Juiz o questionará a respeito das que lhe parecerem aplicáveis ao caso, fazendo escrever os quesitos respondidos afirmativamente, com as respectivas respostas.”

Art. 6.º — O art. 492 do Código de Processo Penal passa a ser o seguinte, conservados os seus dois parágrafos:

“Art. 492 — Em seguida, o juiz lavrará a sentença, com observância do seguinte:

I — no caso de condenação terá em vista as circunstâncias agravantes ou atenuantes, reconhecidas pelo Júri, e atenderá quanto ao mais, ao disposto nos n.ºs II a VI do art. 387;

II — no caso de absolvição:

a) mandará pôr o réu em liberdade, se afluente o crime, ou desde que tenha ocorrido a hipótese prevista no art. 318, ainda que inafiançável;

b) ordenará a cessação das interdições de direitos que tiverem sido provisoriamente impostas;

c) aplicará medida de segurança, se cabível”.

Art. 7.º — É acrescentado ao artigo 564 do Código de Processo Penal este parágrafo:

“Parágrafo único — Ocorrerá ainda a nulidade, por deficiência dos quesitos ou das suas respostas, e contradição entre estas.”

Art. 8.º — O art. 593 do Código de Processo Penal passa a ser o seguinte:

“Art. 593 — Caberá apelação no prazo de cinco dias:

I — das sentenças definitivas de condenação ou absolvição proferidas por Juiz singular;

II — das decisões definitivas, ou com força de definitivas, proferidas por Juiz singular, nos casos não previstos no capítulo anterior;

III — das decisões do Tribunal do Júri, quando:

a) ocorrer nulidade posterior à pronúncia;

b) fôr a sentença do Juiz Presidente contrária à lei expressa ou à decisão dos jurados;

c) houver erro ou injustiça no tocante à aplicação da pena ou da medida de segurança;

d) fôr a decisão dos jurados manifestamente contrária à prova dos autos.

§ 1.º — Se a sentença do Juiz Presidente fôr contrária à lei expressa ou divergir das respostas dos jurados aos quesitos, o Tribunal *ad quem* fará a devida retificação.

§ 2.º — Interposta a apelação com fundamento no n.º III, letra c, deste artigo, o Tribunal *ad quem*, se lhe der provimento retificará a aplicação da pena ou da medida de segurança.

§ 3.º — Se a apelação se fundar no n.º III, letra d, deste artigo, e o Tribunal *ad quem* se convencer de que a decisão dos jurados é manifestamente contrária à prova dos autos, dar-lhe-á provimento para sujeitar o réu a novo julgamento; não se admite, porém, pelo mesmo motivo, segunda apelação.

§ 4.º — Quando cabível a apelação, não poderá ser usado o recurso em sentido estrito, ainda que somente de parte da decisão se recorra”.

Art. 9.º — O art. 596 do Código de Processo Penal é substituído pelo seguinte:

“Art. 596 — A apelação de sentença absolutória não impedirá que o réu seja pôsto imediatamente em liberdade, salvo nos processos por crime a que a lei comine pena de reclusão, no máximo, por tempo igual ou superior a oito anos.

§ 1.º — A apelação não suspenderá a execução da medida de segurança aplicada provisoriamente.

§ 2.º — A apelação de sentença absolutória não terá efeito suspensivo, quando fôr unânime a decisão dos jurados.”

Art. 10 — O art. 474 do Código de Processo Penal passa a ser o seguinte, conservados os seus dois parágrafos:

“Art. 474 — O tempo destinado à acusação e à defesa será de três horas, para cada uma, e de uma hora, para a réplica, e, outro tanto, para a tréplica”.

Art. 11 — Esta Lei entrará em vigor, no Distrito Federal, três dias depois da sua publicação; dez dias nos Estados do Rio de Janeiro, São Paulo e Minas; e vinte dias, nos demais Estados e Territórios.

Parágrafo único — O disposto no § 3.º do artigo 593 do Código de Processo Penal segundo a redação que lhe é dada pela presente Lei se aplica a todos os processos pendentes de julgamento nos Tribunais de Justiça qualquer que tenha sido a data da interposição das apelações.

Rio de Janeiro, 23 de fevereiro de 1948. — 127.º da Independência e 60.º da República. — EURICO G. DUTRA — Adroaldo Mesquita.

(“Coleção das Leis de 1948” — Vol. I, pág. 38.)

- (82) CAVALCANTI, Themistocles B. — “A Constituição Federal Comentada” — Vol. III, pág. 233/5.
- (83) MIRANDA, Pontes de — “Comentários à Constituição de 1967” — Ed. Rev. Tribunais — Tomo V — pág. 253/4.
- (84) KALVEN, Jr. HARRY e Zeisel HANS — “The American Jury” — Little Brown and

Company — Bonton — Toronto — 1968, págs. 4, 5.

- (85) TOULEMON, André — “La Question du Jury” — Librairie du Recueil Sirey, 1930 pág. 1
- (86) Idem, Introdução, pág. IX.
- (87) Idem — pág. 175.
- (88) DEVLIN, Patrick — “Trial by Jury” — University Paperback Mathuen: London — págs. 89 e 91.
- (89) *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé* — Nouvelle Série — 1968 — Publication Trimestrielle — n.º 1 — Janvier-Mars — págs. 171 a 173.
- (90) O Júri sob todos os aspectos, pág. 40.
- (91) Ob. cit. pág. 72.
- (92) FARIA, A. Bento de — “Código de Processo Penal” — Vol. II — 1960 — Distribuidora Record Editora — R. de Janeiro, pág. 149.
- (93) *Revista Forense* — Vol. 166 — ano 1953 págs. 7 a 12.
- (94) *Justitia* — ano XXIX — 4.º Trimestre — 1967 — Vol. 59 — pág. 84.
- (95) In: Franco Ary Azevedo — “O Júri e a Constituição de 1948” — Edição *Revista Forense* — 1956 — pág. 268.
- (96) “Elementos de Direito Processual Penal” — Forense — Vol. III — pág. 260/2.
- (97) PACHECO, Cláudio — “Tratado das Constituições Brasileiras” — págs. 173, 175 e 176
- (98) *Apud* OLIVEIRA, Olavo — Ob. cit. págs. 68 e 69.
- (99) Ob. cit. págs. 111 a 113.
- (100) DÓRIA, A. Sampaio — “Direito Constitucional” — Vol. 4.º — Comentários à Constituição de 1946 — págs. 673 a 674.
- (101) *Anais da Constituição de 1967* — Diretoria de Informação Legislativa — Senado Federal — 4.º vol. — Tomo I — pág. 175.
- (102) Idem — 4.º vol. Tomo I — págs. 175 e 176.
- (103) Idem — 4.º vol. — Tomo I — pág. 179, 201 a 203.
- (104) Idem, vol. 4.º — Tomo I — pág. 202.
- (105) Idem, vol. 4.º — Tomo I — pág. 202/3.
- (106) Acórdão da 1.ª Câmara Criminal do Tribunal de Justiça do Distrito Federal, proferido em 11 de agosto de 1949 e publicado pela “*Revista Forense*”, vol. 131, págs. 544 e 545.
- (107) *Justitia* — ano XXV — 2.º Trimestre — 1963 — vol. 41 — pág. 118/9.
- (108) Idem — ano XXIX — 4.º Trimestre — vol. 59 — pág. 223.
- (109) Idem — ano XVIII — 2.º Trimestre — vol. 53 — pág. 140.
- (110) “Da Aplicação da Pena e do Júri” — Fortaleza — CE — 1959 — pág. 231.
- (111) *Justitia* — ano XXX — 1.º Trimestre — 1968 — vol. 60 — pág. 177.
- (112) *Revista Forense* vol. 220 — ano 1963 — pág. 362.
- (113) *Revista Trimestral de Jurisprudência do Supremo Tribunal Federal* — vol. 45 — julho — 1968 — pág. 44.
- (114) *Revista Trimestral de Jurisprudência* — vol. 48 — maio de 1969 — pág. 233/5.
- (115) Transcrito do original.
- (116) Matéria colligida e gentilmente cedida pelo Conselheiro da O.A.B., jurista Carlos Araújo Lima.
- (117) Matéria transcrita do original remetido à Câmara dos Deputados.